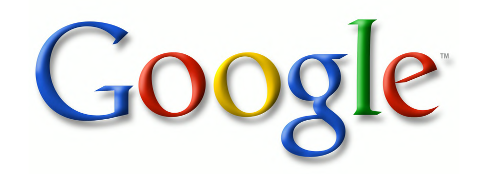
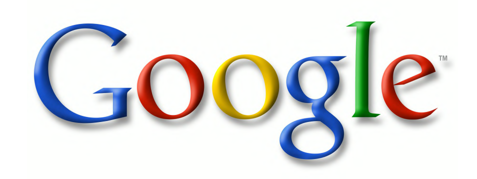
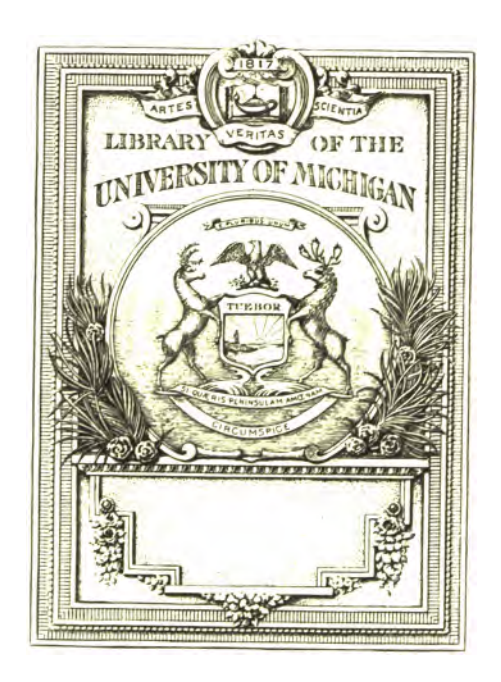




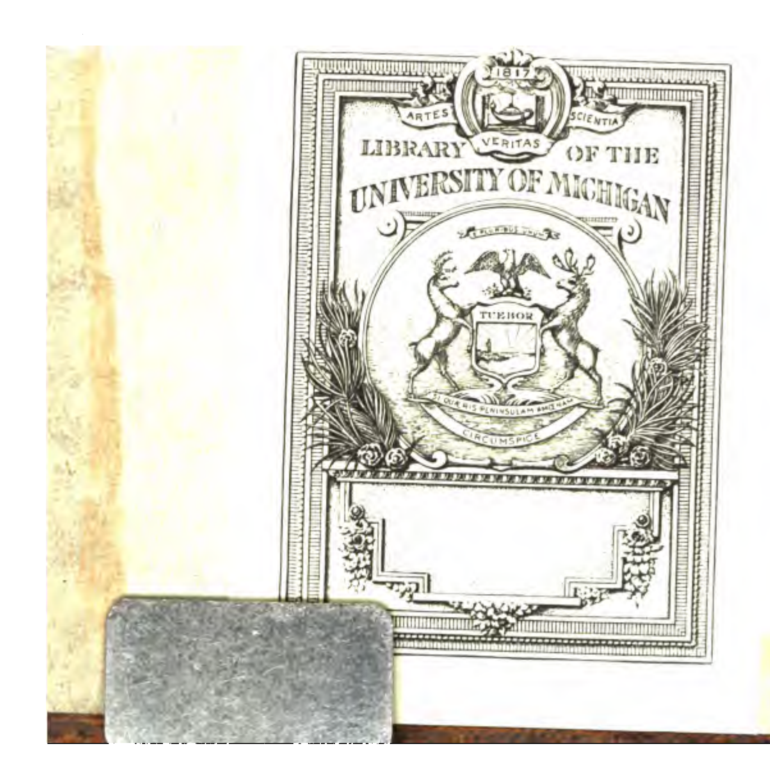

BUHR A
a39015 01803067 9b


NIL NISI VIRTUTE


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE




NIL NISI VIRTUTE


1817
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES FRANÇAIS

DU MOYEN AGE.

—

TOME IV.

Propriété de l'Auteur.

LYON, IMPR. DE PÉLAGAUD ET LESNE,
Halle de la Grenette.

VIES

DES

GRANDS CAPITAINES FRANÇAIS

DU MOYEN AGE,

POUR SERVIR DE COMPLÉMENT A L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE LA FRANCE
AUX XIIe, XIIIe, XIVe ET XVe SIÈCLES.

PAR ALEXANDRE MAZAS.

Ne quid falsi dicere, ne quid veri non audeat.
CICERO.

TOME IV.



SECONDE ÉDITION.



LYON,
CHEZ PÉLAGAUD ET LESNE, LIBRAIRES,
GRANDE RUE MERCIÈRE, 26.

PARIS,
CHEZ HIVERT, ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS.

1838.

ARTHUR DE BRETAGNE,

COMTE DE RICHEMONT,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

Naissance d'Arthur (1). — Après la mort de son père il reste sous la tutelle des princes de la maison de Valois. — Il est fait prisonnier à la bataille d'Azincourt. — On le conduit à Londres. — Il en revient sur sa parole, et reçoit l'épée de connétable des mains de Charles VII.

JEAN IV de Montfort, resté duc de Bretagne après la mort de Charles de Blois, son rival, eut de sa troisième femme, Jeanne de Navarre, fille de Charles-le-Mauvais,

(1) Nous écrivons Arthur et non pas Artus, parce que *Arthur* est le composé de *Arth*, en celte, *ours*. Les noms celtes renfermaient quelque allusion épithétique.

quatre fils, Jean, Arthur, Gilles et Richard. Le premier lui succéda comme duc souverain; Arthur, le second, reçut en partage le comté de Richemont. La ville qui porte ce nom, située dans le pays d'York, avait été fondée par Alain, comte de Bretagne, qui accompagna les Normands à la conquête de l'Angleterre. Les successeurs de Guillaume laissèrent aux descendants d'Alain la jouissance du fief de Richemont. Mais, en 1399, Henri de Lancastre qui venait de détrôner Richard, irrité de voir Jean de Montfort abandonner son alliance, confisqua ce riche domaine. Le jeune Arthur se vit ainsi privé de son apanage : l'histoire lui en a cependant conservé le titre. Ce prince naquit le 24 août 1393, au château de Succinio, situé dans la presqu'île de Sarzeau (1). Arthur devint connétable, comme Duguesclin et Clisson, ses compatriotes, et comme eux se couvrit de gloire dans la carrière des armes.

Jean IV mourut vers la fin de novembre 1399, laissant ses fils sous la tutelle de Jeanne de Navarre, sa femme, et sous la protection d'Olivier de Clisson. Mais Jeanne, qui ne chérissait pas plus ses enfants qu'Isabeau de Bavière n'aimait les siens, abandonna sa noble mission pour épouser Henri IV, usurpateur de la couronne d'Angleterre: il fallait bien qu'on reconnût à quelque signe la fille de Charles-le-Mauvais. Dans cette occurrence, le duc de Bourgogne vint en Bretagne en qualité de fondé de pouvoirs du roi de France, de qui relevait le duché; à ce titre, Philippe-le-Hardi fut déclaré, le 19 octobre 1408, tuteur du jeune Montfort ainsi que de ses frères.

Après avoir séjourné deux mois en Bretagne, le duc de Bourgogne partit de Nantes (décembre 1402) et re-

(1) Ce château existe encore en partie : c'est un des meilleurs modèles de l'architecture du moyen âge.

prit le chemin de Paris, emmenant avec lui ses pupilles. Arthur comptait au plus neuf ans. « Il étoit encore si petit, que guère ne pouvoit chevaucher. » On avait désigné des écuyers de bon lignage pour conduire par la bride les destriers que montaient les enfants de Jean IV; Alain de Tyvarlenc et Jean de Ballion menaient celui d'Arthur.

La régence du duc de Bourgogne ne dura que dix-huit mois. Le nouveau duc de Bretagne ayant atteint l'âge de quinze ans (1404), prêta foi et hommage à Charles VI, son suzerain : puis il épousa Jeanne de France, et quitta Paris dans le mois de février, en laissant ses frères entre les mains du roi son beau-père.

Philippe-le-Hardi, contraint d'aller en Flandres pour réprimer le soulèvement des habitants de Bruges, se fit accompagner par le jeune Richemont qu'il affectionnait particulièrement. Philippe mourut bientôt après dans une hôtellerie de Hall; son corps fut conduit à Dijon, selon ses dernières volontés. Jean de Nevers, son successeur, et ses autres fils, occupés du soin de recueillir l'héritage de leur père, se dispensèrent d'escorter le convoi; et ce duc de Bourgogne si puissant, dont tous les princes de l'Europe avaient brigué l'amitié, n'eut à son enterrement qu'un enfant de dix ans. Arthur suivit le corps de son tuteur; il était revêtu d'un long manteau noir; on conduisait encore son cheval par la bride. Les fatigues de ce voyage à travers les neiges, pendant un hiver rigoureux, n'arrachèrent pas une seule plainte au noble jouvencel. Son précepteur, Jean Péronyt, homme savant et très-dévoué, ne le quitta point dans tout ce trajet.

Le comte de Richemont avait perdu son père; un trépas subit venait de le priver de son tuteur, et il pouvait se regarder comme n'ayant plus de mère, puis-

que la sienne avait abandonné ses enfants pour aller en Angleterre former de nouveaux nœuds ; il se serait trouvé sans asile, si le duc de Berri ne l'eût pris dans sa maison. Le frère de Charles V le pourvut d'un état convenable à sa naissance. Arthur ne demeura que dix mois chez son second tuteur; il rejoignit ensuite le duc de Bretagne, et en 1407, quoique âgé de quinze ans seulement, il se chargea d'une expédition assez importante. Les habitants de Saint-Brieux, s'étant mis en insurrection, tuèrent quelques officiers de la garnison. Arthur, étant survenu, accompagné de gens de guerre, fit rentrer les rebelles dans le devoir, et déploya envers eux cette sévérité qui, plus tard, le fit surnommer *le Justicier*.

Un mois après la soumission de Saint-Brieux, Arthur se trouvait à Paris avec son frère, lors de l'assassinat de Louis d'Orléans : ce forfait excita son indignation à tel point qu'il s'empressa d'embrasser la défense des Armagnac, quoique ce parti eût à combattre le formidable duc de Bourgogne. L'énergie du jeune comte de Richemont fixa l'irrésolution du duc de Bretagne, qui, secondé par 4,000 de ses vieux soldats, protégea la famille royale contre les entreprises de Jean-sans-Peur, et la conduisit en Touraine. Nul doute que dans cette occasion le duc Jean V n'ait sauvé la monarchie, et que les lis français n'aient été garantis d'une ruine totale, grâce à l'appui tutélaire des hermines bretonnes. Jean-sans-Peur, irrité de voir les Montfort opposés à ses intérêts, eut recours aux trames les plus infernales pour vaincre de pareils ennemis, sur qui la crainte et la séduction n'avaient aucun pouvoir. Il envoya en Bretagne des émissaires chargés de réveiller la vieille querelle des maisons de Blois et de Montfort : la première comptait encore dans le duché de nombreux partisans. Ces agents virent leurs démarches couronnées de succès. Ils commencèrent par

circonvenir la comtesse de Penthièvre, cette Marguerite de Clisson qui s'était cassé une jambe en fuyant le courroux de son père Olivier, à qui elle demandait le trépas des enfants de Jean IV. Marguerite se trouvait veuve de Jean de Penthièvre, fils de cet infortuné Charles de Blois, tué à la bataille d'Auray. L'époux de Marguerite de Clisson, moins ambitieux que le reste de sa famille, avait signé, sans y être contraint (1400), un traité par lequel il se désistait entièrement des anciennes prétentions des Penthièvre, et jurait d'obéir au nouveau duc Jean V, comme à son souverain absolu. Pour le malheur de la Bretagne, ce prince mourut trop tôt : une maladie de langueur l'avait conduit au tombeau en 1404. Il laissait quatre fils et une fille; sa veuve fut aussi ardente à nourrir ses enfants dans l'espoir de reconquérir l'héritage de la maison de Blois, que leur père avait été soigneux de bannir de leur esprit la pensée d'élever de nouvelles réclamations. Sans cesse occupée de l'agrandissement de sa race, Marguerite de Clisson fit épouser à son fils aîné la fille de Jean de Nevers, qui venait d'hériter des états de son père, Philippe-le-Hardi. Cette femme passionnée ne se laissa pas arrêter par la répugnance que devait lui inspirer la branche de Bourgogne, qui s'était montrée l'implacable ennemie de son père Olivier. Le projet de cette alliance alluma l'indignation du vieux connétable, qui vivait encore : l'opiniâtre vieillard n'aurait jamais donné le consentement nécessaire, si l'on n'eût flatté son orgueil en lui montrant son petit-fils s'alliant par cette union à la maison royale de France. Lorsque l'assassinat du duc d'Orléans fit éclater la guerre civile, Marguerite de Clisson, agissant toujours au nom des Penthièvre réunis, instruite que les Montfort venaient de prendre parti contre Jean-sans-Peur, se déclara en faveur de celui-ci, sans se livrer néan-

moins à aucune démonstration hostile; mais elle ne tarda pas de céder aux suggestions des émissaires du prince bourguignon, qui lui montrèrent la facilité de s'emparer des places fortes pendant que les Montfort se trouvaient tous hors du duché, occupés à défendre Charles VI et sa famille contre les factieux de Paris. Marguerite adopta sans réflexion cette idée; elle fit paraître sur-le-champ un manifeste pour rappeler les droits de la maison de Blois à la souveraineté de la Bretagne (1408) : ce manifeste produisit l'effet d'une commotion électrique; toutes les haines se réveillèrent; le pays, qui depuis vingt ans goûtait une sorte de repos après de si violents orages, se vit entraîné dans une nouvelle carrière de calamités. A la nouvelle de cette agression, le duc de Bretagne et son frère, qui jouaient en France le beau rôle de protecteurs, quittèrent la Touraine et entrèrent sur-le-champ en campagne. Arthur réunit autour de lui trente vieux capitaines, chefs de ces bandes fameuses qui s'étaient signalées dans les diverses guerres, en Europe, en Afrique et en Asie. Le prince déclara à ces braves qu'il voulait apprendre d'eux l'art de la guerre, et les supplia de voir en lui un de leurs compagnons, plutôt que leur commandant. Ces capitaines ne purent contenir leur joie à l'aspect de l'ardeur martiale que montrait Richemont encore si jeune : tous conçurent dès ce moment l'espoir qu'il serait un jour le digne successeur des Duguesclin, des Clisson, des Beaumanoir et des Rohan, héros dont les hauts faits tenaient, depuis un siècle, la nation bretonne au-dessus de tous les autres peuples de la chrétienté.

Arthur, chargé du commandement d'une division, dispersa les troupes de Marguerite et enleva Châteaulin, que l'ennemi avait surpris. Ce premier échec

épouvanta les Penthièvre, qui se renfermèrent dans leurs places fortes. Montfort, satisfait d'un succès rapidement obtenu, ne mit point de chaleur à pousser les opérations, flatté de l'espoir que la guerre ne se poursuivrait pas. En effet, ses adversaires, se tenant cachés dans leurs villes et châteaux, paraissaient renoncer à des projets d'envahissement.

Le duc de Bretagne, charmé de la conduite de son frère, voulut lui en témoigner sa reconnaissance. A cet effet, il entra en négociation pour que l'Angleterre restituât le comté de Richemont, confisqué par Henri IV. Le sire de Châteaugirons se rendit à Londres, chargé de conclure la transaction. Le conseil britannique mit pour condition que le souverain de la Bretagne s'unirait à l'Angleterre de la manière la plus intime. Montfort signa ce traité, en dépit des supplications de la duchesse sa femme, qui, en sa qualité de fille de Charles VI, ne voyait pas sans un mortel déplaisir l'alliance que son mari contractait avec l'ennemi déclaré de la France. Arthur, ayant rendu l'hommage exigé, se trouva véritablement comte de Richemont, sans partager néanmoins la prédilection que son frère montrait évidemment pour les Anglais.

Les affaires de France se compliquaient de plus en plus : la fameuse ligue de Gien venait d'être formée par les princes du sang, qui s'indignaient de voir le duc de Bourgogne, assassin de son parent, gouverner en maître la monarchie. Les gens sages insistaient pour que Jean V et sa famille restassent neutres dans cette querelle; mais les propos indiscrets du duc de Bourgogne leur firent prendre une tout autre résolution. Jean-sans-Peur avait dit, en pleine assemblée, qu'il tenait les Montfort pour des usurpateurs; que son bras saurait les dépouiller du duché pour le rendre aux Penthièvre, ses lé-

gitimes maîtres : cette parole retentit dans toute la Bretagne. Arthur se présenta le premier pour venger l'honneur de sa race: il envoya sur-le-champ un défi à Jean-sans-Peur, qui, selon sa coutume, éluda la provocation. Cet incident fournit la preuve, néanmoins, que tous les membres de la famille de Montfort n'entendaient pas leur devoir de la même manière : Gilles, par opposition à son frère Arthur, se déclara le partisan du duc de Bourgogne, malgré l'affront sanglant que sa maison venait d'essuyer. Jean V, indécis, ne voulait se prononcer que lorsque la fortune se serait ouvertement déclarée en faveur de l'une ou de l'autre faction.

Arthur, au contraire, emporté par un premier mouvement, s'unit de bonne foi et sans restriction aux princes confédérés. Il sortit de Nantes accompagné de 1,600 féodaux, et vola au secours du duc de Berri, assiégé dans Bourges, tandis que Gilles son frère allait offrir ses services aux généraux qui commandaient l'armée royale. On sait que Gilles mourut le mois suivant, à Cosne-sur-Loire, et que la paix fut bientôt signée sous les remparts de Bourges.

Nonobstant ce nouvel accord, la bonne intelligence ne fut pas de longue durée; les hostilités recommencèrent, et cette fois le roi embrassa la cause des Orléanais.

Nous avons déjà fait la relation de la campagne de 1414, terminée par la convention d'Arras. Le jeune de Richemont se distingua dans plusieurs rencontres, et le sire d'Armagnac l'arma chevalier au milieu des débris encore fumants de la ville de Soissons: il avait pris à l'escalade, aidé de ses fidèles Bretons, la partie orientale de cette place. Lui et son frère, le duc Jean V, se rendirent garants du traité d'Arras.

Arthur, âgé de vingt-un ans, montrait dans toute sa

conduite une si haute sagesse, une prudence si consommée, qu'on le choisissait pour arbitre dans les affaires les plus délicates. La duchesse de Bretagne, irritée des mauvais traitements que son mari lui faisait éprouver, menaçait de se retirer auprès de Charles VI, son père; de son côté Montfort, en haine de sa femme, désirait se rapprocher de l'Angleterre. Arthur sut empêcher un éclat fâcheux dans la maison de son frère, et parvint à le rattacher plus que jamais aux intérêts du royaume. Il avait obtenu du conseil de France que l'on restituerait à Montfort la ville de Saint-Malo, que ses compatriotes voyaient avec un déplaisir mortel dans des mains étrangères. Les régents, voulant reconnaître le service que le jeune Arthur venait de rendre à la couronne en raffermissant Jean V dans ses bonnes intentions, lui firent présent d'un petit cheval d'or massif; de belles pierreries ornaient la selle et la bride : on estimait ce joyau 50,000 écus. Deux mois après il reçut l'invitation du roi et du dauphin de conduire son ost à Rouen, où l'on rassemblait l'armée chargée d'arrêter l'irruption du roi d'Angleterre, qui, étant sorti de Harfleur, traversait la Picardie pour gagner Calais.

Arthur assista à la bataille d'Azincourt; il fit partie de la première division qui marchait sous les ordres du connétable; 300 chevaliers bretons suivaient ses bannières : il combattit en héros, et soutint pendant une heure entière, secondé des siens, l'effort de milliers d'ennemis. Accablé par le nombre, atteint au visage de plusieurs blessures graves, il se défendit avec opiniâtreté, sans jamais vouloir livrer son gantelet; enfin on l'abattit. Le preux resta enseveli sous un monceau de morts. Les clercs de Henri V, chargés d'établir le relevé des barons et des chevaliers tués sur place, le retirèrent du milieu des cadavres : il respirait encore; sa figure, sillonnée par

de larges coups d'épée, était devenue méconnaissable; mais les hermines qui couvraient son armure attestaient sa qualité de prince breton. Henri V, dont le père avait épousé la mère d'Arthur, le fit transporter dans sa tente et lui prodigua les soins les plus empressés, ainsi qu'aux autres prisonniers de distinction du même pays, Odoart de Rohan, Olivier de La Feuillée, Gifert, Olivier de Combour, de Châteaugirons, de Montauban, de Malestroit, de Laforet (1).

Henri V emmena au port de Calais Richemont ainsi que les autres feudataires pris dans cette malheureuse journée. Le comte ne put conserver auprès de lui qu'un seul écuyer, nommé Jeannin Cotuyt. Les Bretons, que ses brillantes qualités avaient charmés, ressentirent vivement une telle perte. Les états, assemblés à Rennes, décidèrent par acclamation de payer le prix de sa rançon, quelque élevé qu'il fût. Une députation vint trouver à Calais Lancastre, qui refusa de mettre en liberté le comte de Richemont.

Arthur fit son entrée dans Londres à la suite du triomphateur : la certitude d'y trouver sa mère, qu'il n'avait pas vue depuis treize ans, adoucit ses regrets. Cette princesse, que l'on appelait la reine douairière comme veuve de Henri IV, étalait beaucoup de faste. Elle obtint de Henri V de voir son fils : c'était une grâce, car le roi se faisait une loi de tenir ses prisonniers dans la plus dure captivité. Le banneret put donc visiter Jeanne de Navarre; il fut introduit le jour même dans le palais. La reine avait fait prendre ses habits à l'une de ses femmes, et s'était mêlée parmi les autres

(1) Voyez, à la fin du volume, la liste des principaux chevaliers tués à la bataille d'Azincourt, et plusieurs pièces historiques relatives aux désastres de cette journée.

dames : la personne déguisée alla au-devant d'Arthur, qui l'embrassa tendrement. Après les premiers compliments, il demanda la permission de saluer les dames présentes, et de baiser la main de chacune d'elles. Arrivé auprès de la véritable reine, il parut un peu troublé : Jeanne de Navarre ne put se contenir plus long-temps. « Mauvais fils, s'écria-t-elle, tu n'as donc pas reconnu ta mère, puisque tu as pris une autre pour elle? » Le jeune homme s'excusa, pleura quelques instants, et fut pardonné. Il était dans un dénûment tel, que Jeanne dut lui fournir des habits convenables à son rang; elle lui donna aussi 1,000 écus. Arthur les distribua sur-le-champ à ses compagnons d'infortune, qui se trouvaient dans une pénurie extrême. Ce qui s'était passé entre sa mère et lui le refroidit encore davantage pour elle : au reste, son mécontentement devait paraître excusable, car Jeanne de Navarre avait abandonné sa patrie et ses enfants en bas âge pour aller partager un trône usurpé. Arthur la vit rarement durant les tristes années qu'il consuma en Angleterre au milieu des plus vifs regrets.

Après quatre ans de captivité, Richemont obtint temporairement sa liberté, à l'occasion d'un malheur arrivé dans sa famille. Son frère, duc de Bretagne, venait d'être arrêté (1420) par les Penthièvre, de la même manière que Jean IV, son père, fit arrêter jadis le connétable. On avait tourné contre les Montfort les armes dont ils s'étaient servis les premiers. Marguerite de Clisson, dont l'âge augmentait l'ambition, regardant comme un acte forcé le traité de Guerande, qui dépouilla la maison de Blois, ne cessait d'exciter ses enfants à rentrer en possession de leur ancien héritage : « La trahison, si condamnable chez les autres, leur disait-elle, est pour vous légitime, car on l'a mise en usage envers le connétable votre aïeul. Jean de Montfort fit prison-

nier Olivier de Clisson au château de l'Hermine, contre tous les droits des gens ; et dix ans plus tard ses fils vinrent assiéger dans le manoir de Josselin le héros gisant sur un lit de douleur, et lui prirent 100,000 livres. Ainsi les Montfort, non contents de vous dépouiller de l'héritage paternel, vous ont arraché une partie de la succession de votre mère. » Ces paroles échauffaient le cœur des enfants de Marguerite ; ils formaient le projet d'obtenir par la violence ce que la violence leur avait enlevé : l'occasion qu'ils attendaient ne tarda pas à se présenter.

Les affaires politiques du duché avaient suivi le même cours que celles de France : Henri V, descendu une seconde fois sur le continent (1417), acheva la conquête de la Normandie ; il eut avec Jean V des conférences fort suivies, et sut mettre entièrement dans ses intérêts le souverain de la Bretagne. Les Penthièvre, attentifs aux moindres démarches de Montfort, firent savoir au dauphin, depuis Charles VII, que le duc de Bretagne entretenait des liaisons coupables ; ils lui apprirent un peu plus tard, qu'au mépris des devoirs de vassal de la couronne de France, il complotait pour expulser du trône la famille des Valois ; les Penthièvre terminaient cette communication par montrer la nécessité de se saisir au plus vite de la personne de Montfort, traître à son suzerain : ils annonçaient la bonne volonté de se charger de la mission si le dauphin de son côté voulait les aider à rentrer en possession du duché, dont ils promettaient de tourner toutes les forces contre l'ennemi commun. Il est certain que le dauphin souscrivit à ce qu'on lui demanda ; les ministres de ce prince écrivirent à Marguerite ainsi qu'à ses enfants des lettres qui les autorisaient à tout entreprendre (1418). Ces lettres furent anéanties de bonne heure ; mais leur existence est

irrécusable (1). La mort du duc de Bourgogne vint accélérer le dénouement de cette intrigue ; car ce dernier attentat bannit toutes les incertitudes de Jean V, qui ne s'était pas encore déclaré ouvertement en faveur de l'Angleterre. Le prince breton, indigné, abandonna irrévocablement la cause du dauphin, qui, selon lui, avait commandé l'assassinat.

Dans cette occurrence, Marguerite de Clisson, dont un des fils se trouvait gendre de Jean-sans-Peur qu'on venait d'immoler, se vit, par opposition à la maison de Montfort, dans l'obligation de se lier plus étroitement avec le dauphin que la voix publique accusait du meurtre du Bourguignon (1420); elle mit sur-le-champ ses projets à exécution. Son fils aîné envoya à Vannes, dans le mois de janvier 1420, Pierre de Belloi, son secrétaire, en le chargeant de supplier le duc de Bretagne de s'unir sans restriction aux Penthièvre que le forfait commis sur le duc de Bourgogne délivrait de tout engagement envers les Valois. Jean V fut charmé de ces ouvertures; Pierre de Belloi lui demanda d'indiquer le lieu où Olivier de Penthièvre pourrait venir conférer sur ce sujet. Montfort désigna Nantes, où le chancelier de Bretagne l'attendait. Olivier vint l'y trouver quelques jours après, accompagné de peu de monde; il fut reçu aussi bien que possible : afin de mieux montrer sa confiance, le duc partagea le même lit, selon l'usage d'alors : l'un et l'autre avaient trente ans.

Au bout d'une semaine passée à Nantes dans les réjouissances, Olivier pressa le duc de venir à Champ-

(1) Voyez la savante dissertation que les auteurs de l'Art de vérifier les dates ont faite à ce sujet.

toceau où sa famille lui préparait des fêtes. Jean V promit de s'y rendre. Le comte de Penthièvre prit congé de son hôte; il revint le lundi matin 12 février, entra familièrement dans la chambre de Montfort, l'éveilla en lui disant qu'il fallait partir sur-le-champ, vu que depuis deux jours une foule de dames s'étaient réunies à Champtoceau pour l'y recevoir. Le duc se leva à la hâte, et se mit en route; il alla coucher au manoir de Loroux pour atteindre Champtoceau avant midi : Olivier l'avait devancé de plusieurs heures, sous prétexte de présider aux soins de sa réception, le prévenant que lui et ses parents viendraient le prendre à Loroux. En effet, le mardi il se rendit auprès de Jean V; mais, dans son trajet de Champtoceau à Loroux, le comte de Penthièvre avait fait déclouer les planches du pont de la Troubarde sur la Divalle, afin que ses gens pussent les jeter à l'eau lorsque le duc serait passé.

Montfort partit de Loroux accompagné de son frère Richard et de huit bannerets; Olivier le suivait à pied par déférence; mais, au bout du pont, il monta sur un cheval que ses écuyers tenaient prêt. A peine les princes eurent-ils franchi la Divalle, que Alain de La Lande, page d'Olivier, et quelques autres varlets, précipitèrent dans la rivière les planches du pont, « comme par esbattement joyeux. » Jean V en riait, croyant que c'était un jeu; mais peu d'instants après il vit sortir d'un bois voisin Charles, le second des Penthièvre, suivi de 200 cavaliers armés de pied en cap, et d'un pareil nombre d'archers. « Beau cousin, quels sont ces gens-ci ? » demanda le duc assez inquiet. « Ce sont les miens, » répondit Olivier tout ému; et en même temps, saisissant vivement Montfort par son collier, il s'écria : « Je vous fais prisonnier, au nom du dauphin de France que

vous voulez trahir; et certes, avant que je vous laisse libre, il faudra que vous me restituiez mon héritage de Bretagne. » Jean V, étonné, se rendit sans opposer la moindre résistance; son frère Richard et le sire de Dinan furent également arrêtés. Les chevaliers de la suite, indignés de cette perfidie, mirent tous l'épée à la main. On fondit sur eux; Jean de Beaumanoir eut le poing coupé, Thibaud Buisson fut blessé au bras, Jean de Kerespert eut une jambe cassée, et Robert d'Epinai perdit l'œil droit. Pendant cette mêlée, un furieux, nommé Henri Lallemand, se jeta sur Montfort pour le percer de son épée; mais le comte de Penthièvre le repoussa.

On attacha une corde à la bride du destrier que montait Jean V, en laissant néanmoins à ce prince ses armes et tous les insignes de la dignité ducale. Le cortége se mit à cheminer en changeant de direction; il se vit obligé pourtant de traverser la petite ville de Clisson. Le comte de Penthièvre déclara au prisonnier que s'il jetait un seul cri, on le percerait de cent coups de dague. Le duc passa ainsi devant les habitants de Clisson, qui le saluèrent de leurs acclamations, prenant pour une escorte d'honneur tous ces gens d'armes qui se pressaient autour de leur souverain.

Dès que la colonne eut dépassé les faubourgs, on fixa la jambe droite de Montfort à l'étrier: le comte de Penthièvre décrivait de longs circuits, afin d'éviter les villages; de sorte que l'on marcha toute la journée. Le cortége s'arrêta devant une hôtellerie isolée; Olivier y entra accompagné de ses officiers, laissant le captif gardé par quelques soldats, sous une pluie glaciale. Montfort, qui se mourait d'inanition, obtint difficilement un morceau de pain noir. Enfin ce prince arriva au manoir de Palluau, où il fut retenu quelques jours. Marguerite, instruite à Champtoceau de l'arrestation du

duc, s'empara de l'argenterie que Jean V, suivant la coutume, avait envoyée devant lui (1). Elle fit arrêter Jean de Lannion, Robert de Kermellec, le sire de Oudon et Gaspard de Mony, officiers de la maison du duc, et qui l'avaient précédé avec les équipages. La fille de Clisson se croyait déjà rentrée en possession du duché, et ne put modérer sa joie lorsqu'elle vit paraître ses fils conduisant Montfort. Ce prince voulut se plaindre de l'indigne traitement dont on usait à son égard : Marguerite lui rappela celui dont le connétable avait été victime au château de l'Hermine ; elle rappela la conduite que lui-même, Jean de Montfort, avait tenue envers le héros si cher aux Bretons, qu'il était venu assiéger dans son château de Josselin : « Mon père, dit-elle, fut obligé de vous payer comptant 100,000 livres, pour obtenir la permission de finir en paix sa glorieuse carrière. » Malheureusement ces reproches bien fondés excusaient en quelque sorte les représailles de Marguerite. On plaça Jean de Montfort et son frère Richard au fond d'une tour isolée, dont on boucha toutes les fenêtres avec de la grosse toile cirée. Le duc fit plusieurs trous dans cette toile à l'aide d'une épingle, pour regarder la campagne : ce fut la seule distraction que ce prince put se procurer pendant son séjour à Champtoceau. Chaque soir Marguerite de Clisson, bien plus cruelle que ses fils, allait visiter les deux prisonniers, ou plutôt elle se faisait porter chez eux ; car de graves infirmités, jointes à son ancien accident, la privaient totalement de l'usage de ses jambes, et les douleurs qu'elle

(1) Lorsqu'un prince allait manger chez un vassal, il faisait porter avec lui son argenterie, comme une prérogative de la souveraineté. L'argenterie consistait en plats et gobelets; les couverts étaient de fer poli, d'ébène ou de bois précieux.

ressentait encore de sa catastrophe devaient la rendre plus irritable, car elle n'avait essuyé ce malheur que pour avoir voulu demander la mort de ces mêmes princes aujourd'hui tombés en son pouvoir. Renfermée avec eux dans cette sombre tour, elle les accablait de reproches; sa vengeance, ingénieuse à les tourmenter, se plaisait à entretenir leurs esprits dans de mortelles terreurs, laissant entrevoir leur fin comme très-prochaine. Les Montfort ne montraient aucun courage: jeunes, l'un et l'autre tremblaient de quitter cette vie qu'ils ne connaissaient encore que par le beau côté; ils offraient même, pour la racheter, d'abdiquer le trône ducal et de quitter la Bretagne. Marguerite poussait le raffinement de la cruauté jusqu'à faire sentir à ses captifs leur manque de fermeté, et sortait en les laissant plongés dans la plus affreuse perplexité. Tandis qu'une femme s'abaissait jusqu'à l'insulte envers deux princes lâchement trahis, une autre femme déployait une ardeur héroïque pour briser leurs fers: c'était Jeanne, fille de Charles VI, et sœur de ce même dauphin accusé par l'opinion publique d'avoir commandé cette arrestation. Ne voulant plus songer aux torts de Jean de Montfort son époux, elle s'acquitta des devoirs que sa position lui commandait. A peine eut-elle appris le malheur de son mari, que Jeanne convoqua les états de Bretagne en se déclarant régente. Elle fit reconnaître le sire de Rohan comme lieutenant-général du duché, et lui adjoignit les sires de Rieux et de Châteaubriand. Ces barons, organes de la chevalerie du pays, jurèrent sur leur épée d'employer leurs corps et leurs biens à la défense de la maison de Montfort.

Les états se trouvant réunis, la duchesse, inondée de pleurs, entra dans la chambre des délibérations, portant ses deux enfants sur ses bras: à cette vue l'assemblée

prières ne purent rien obtenir ; ils offrirent même de payer la rançon du prisonnier, à quelque prix qu'on la mît. Henri V, redoutant le caractère entreprenant de Richemont, et surtout sa valeur, s'obstinait à ne pas briser ses fers, comme s'il eût deviné que l'Angleterre dût trouver un jour dans le prince breton l'adversaire le plus formidable, le héros dont le bras terrible devait soustraire la France au joug de l'étranger.

Le refus de Henri V attrista les confédérés, mais ne leur fit pas abandonner le projet déjà commencé. Richard de Montfort, le dernier des fils de Jean IV, arriva de Paris sur ces entrefaites : il ne possédait pas les brillantes qualités d'Arthur ; cependant son nom et son rang suffirent pour mettre un terme à la désunion. La guerre fut poussée avec plus de vigueur : on assaillit le château de la Mothe-Broon, appartenant aux Penthièvre ; il se livra sous ses murs un combat fort opiniâtre. Le berceau de Duguesclin fut arrosé du sang breton, versé par des Bretons. La place succomba après une vive résistance : les vainqueurs, jaloux de priver l'ennemi d'un pareil boulevard, en ordonnèrent la démolition. Quatre cents maçons, venus de différents cantons, l'exécutèrent en peu de jours. (Lobineau, liv. xv, p. 547.)

Pendant que Charles de Montfort poursuivait les opérations sur ce point, les comtes de Porrohet, de Châteaubriand, de Rieux, de Guémené, de Penhouet, de Rougé, agissaient d'un autre côté. On tomba d'accord de terminer la querelle par un coup hardi : les généraux coalisés arrivèrent dans une seule nuit devant Champtoceau, et l'investirent (fin de 1420) ; Marguerite de Clisson se trouvait encore dans la place, entourée d'une partie de sa famille. Le comte de Porrohet ayant pris la direction du siége, fit venir de Vannes des canons que l'on traînait sur des chariots. Ces machines de guerre étant

d'un usage tout nouveau, il fallut beaucoup de temps pour les placer de manière à causer du mal aux assiégés. Enfin ces canons tirèrent ; à peine en avait-on vu en Bretagne : leur effet étonna les soldats. Marguerite de Clisson fit renfermer dans les donjons les plus exposés aux coups de l'artillerie Pierre de Edder et Jean de Kermellec, chambellans du duc de Bretagne, retenus prisonniers par elle ainsi que toute la suite du prince. Cet acte de cruauté demeura gratuit : ni Jean de Kermellec ni Pierre de Edder ne furent atteints par les projectiles, et Marguerite se vit obligée de capituler. Ses gens, craignant d'être pris d'assaut, demandèrent à se soumettre : en vain voulut-elle relever leur courage en affrontant les dangers, en se présentant aux endroits les plus périlleux ; son exemple n'émut personne. L'héroïne fut contrainte de demander quelques jours de trève pour qu'elle eût le loisir d'engager son fils à rendre le duc, en échange de sa mère. La triste position de Marguerite toucha Olivier : il remit Montfort entre les mains du sire de Laigle, qui conduisit ce prince dans le camp des Bretons. Montfort fit annoncer sur-le-champ à la comtesse qu'elle pouvait quitter Champtoceau, où la famine exerçait déjà ses ravages. La fille de Clisson sortit par une large brèche, portée par ses petits-fils ; elle traversa fièrement la haie formée sur son passage, regardant encore d'un air dédaigneux les bannerets qu'elle avait bravés si long-temps.

Le duc entra incontinent à Champtoceau, et son premier soin, en prenant possession de cette conquête, fut de récompenser ceux qui l'avaient si bien servi. Il accorda des pensions aux moins riches, et quelques priviléges aux grands vassaux : le sire de Penhouet acquit dès ce moment, pour lui et ses descendants, le droit de dîner tous les jours, selon son bon plaisir,

avec le duc, ou pour le moins d'avoir à son souper un pot du meilleur vin de la table du souverain. Après s'être acquitté envers les hommes, Montfort songea à s'acquitter envers Dieu. Durant sa captivité, ce prince faisait des vœux proportionnés aux terreurs que la crainte de la mort lui inspirait : il donna à l'église des Carmes de Nantes son pesant d'or, 380 marcs (315,000 francs) ; à celle de Treguier son pesant d'argent (40,000 francs) ; à St-Pierre de Vannes son pesant de cire ; et à Sainte-Catherine de Fierbois un beau missel. Les livres paraissaient alors une chose si précieuse, qu'on les gardait dans une cage de fer scellée contre le pilier le plus apparent de la nef : on pouvait seulement passer la main à travers le grillage pour tourner le feuillet. Les archives des églises de St-Severin à Bordeaux, de Senlis, de Laon et de Reims, font mention de ces missels ainsi renfermés.

Le dauphin commit une faute grave en aidant les Penthièvre dans leur entreprise contre la famille de Montfort. Trente ans auparavant les habitants du duché avaient vu avec horreur l'arrestation du connétable de Clisson, ne doutant pas que cet acte de félonie, commis au milieu de leur pays, ne portât atteinte à cette réputation de loyauté dont ils s'enorgueillissaient ; et ce fut alors pour eux un nouveau motif de haïr le duc de Bourgogne, à l'instigation de qui le faible Jean IV s'était rendu coupable de cette violence : placés dans une situation semblable en 1420, ils s'indignèrent contre le dauphin qui avait encouragé les Penthièvre à s'avilir par la même perfidie. La cour d'Angleterre saisit adroitement cette occasion pour exciter le ressentiment du jeune Arthur, qui se montrait fort attaché aux intérêts de la France, quoique dans les fers. On lui peignit sous les couleurs les plus odieuses l'injure dont son frère venait

d'être la victime, par suite des menées du dauphin; on lui montra sa maison menacée de tomber sous les coups des Penthièvre et des Valois réunis. Le comte de Richemont, justement courroucé, se laissa ébranler. Henri V, espérant le gagner par les voies de la douceur, le tira de la tour de Londres et lui permit de l'accompagner en France dont les armées anglaises continuaient la conquête. Le jeune prince dut jurer sur la croix, qu'il ne profiterait jamais de la négligence de ses gardes pour s'évader. Enfin, au bout de cinq années d'une captivité insupportable, Arthur quitta le sol britannique et arriva sur le continent; mais on ne lui laissa pas la faculté d'aller revoir son pays natal. Henri V craignait l'ascendant que pouvait prendre sur l'esprit de son prisonnier la vertueuse Jeanne, fille de Charles VI et femme de Jean de Montfort : cette princesse ne cessait de travailler à réconcilier le dauphin avec son époux. Vers le second mois, Henri V, vaincu par les sollicitations du comte de Richemont, lui permit de s'établir à Pontorson, sur les frontières de la Bretagne, sous la garde néanmoins du sire de Norfolk. Dès que l'on apprit dans le duché que le jeune Arthur résidait à Pontorson, une foule de chevaliers et d'écuyers accoururent pour le visiter : en peu de temps le nombre des Bretons surpassa de beaucoup celui des hommes d'armes chargés de veiller sur le comte de Richemont. Le jour de la Saint-Michel, le comte de Norfolk donna une fête ; on y tira à la cible avec l'arbalète. Arthur, extrêmement adroit à cet exercice, se surpassa dans cette circonstance ; il remporta le prix sur les officiers anglais, réputés les meilleurs tireurs de l'Europe. Ivres de joie, les chevaliers bretons, révoltés qu'un prince si digne de leur affection passât sa vie dans les chaînes, lui proposèrent de les briser sur-le-champ, et de gagner le duché après avoir dispersé les soldats de Norfolk (1421).

Quoique fort désireux de sa liberté, Arthur refusa néanmoins de l'acquérir par cet expédient, en disant qu'il avait donné sa parole d'honneur de ne point franchir le Couesnon. Le lendemain on vit arriver à Pontorson le duc de Bretagne, qui venait embrasser un frère tendrement aimé. L'entrevue eut lieu sur le pont, parce que Jean V s'était imposé la loi de ne pas entrer en Normandie, alors envahie par les Anglais. Les deux princes se séparèrent au bout d'une heure, après avoir versé bien des larmes. Le comte de Norfolk, instruit du péril qu'il avait couru, craignit de nouvelles tentatives de la part des compatriotes du jeune Montfort, et ramena son prisonnier à Melun, auprès du roi d'Angleterre. Celui-ci, apprenant le refus que Richemont avait opposé au projet des bannerets accourus à Pontorson, voulut se donner une apparence de générosité : il permit donc au prince d'aller visiter ses foyers, de se rendre auprès des siens. Lancastre, en agissant ainsi, ne songeait qu'à flatter la nation bretonne par cet acte de magnanimité, et la détacher de la cause des Valois.

Arthur, fatigué de son joug, se laissa capter par les beaux semblants du roi d'Angleterre ; il engagea sa foi en échange d'une liberté après laquelle il aspirait ardemment. On la lui rendit, mais sous l'obligation de revenir auprès d'Henri V lorsqu'il en recevrait l'invitation formelle. Le comte de Richemont arriva dans le duché au milieu de 1421 ; il trouva son frère fort alarmé. Le dauphin, voyant que Montfort favorisait secrètement l'Angleterre, voulut l'occuper sérieusement ; il lui suscita de nouveau les Penthièvre, qui se relevèrent plus redoutables que jamais. Ils avaient surpris, dans le château de Beauport, Jean V qui ne leur échappa que par miracle : ce dernier était encore tout ému du danger qu'il venait de courir, lorsque Arthur le rejoignit,

L'un et l'autre avisèrent sur-le-champ aux moyens d'arrêter les entreprises d'ennemis opiniâtres et soutenus par de puissants auxiliaires.

Richemont débuta par relever les fortifications de Rennes, tombées en fort mauvais état : il traça lui-même les nouveaux travaux ; 1,500 ouvriers y furent employés sous sa direction pendant huit mois. Ces réparations étant terminées, il allait commencer celles des remparts de Vannes, lorsqu'un ordre de Henri V vint l'arracher à ses occupations : le monarque anglais le somma en termes flatteurs de se rendre à Calais, en invoquant les conventions d'honneur récemment conclues entre eux. Le comte de Richemont obéit sans murmurer. Le jour même de sa venue dans ce port, il se vit obligé de s'embarquer, et au bout de quelques heures ses pieds touchèrent le sol de l'Angleterre, qu'il s'était flatté de ne plus fouler. Henri V essaya de colorer sa rigueur par les témoignages d'une vive amitié ; le roi voulait que le prince breton fût témoin du bonheur qu'allait lui procurer son union avec la fille de Charles VI, Catherine de France, qu'il conduisait à Westminster pour la faire couronner avec une pompe excessive. Quelques mois après, Henri ramena le comte de Richemont sur le continent, en le contraignant néanmoins de choisir entre une captivité éternelle et l'obligation de servir dans ses armées. Arthur, qui avait déjà passé à la tour de Londres les cinq plus belles années de sa vie, se décida pour le dernier parti, qui dut lui paraître d'autant plus cruel que son frère, enrôlé une seconde fois sous les bannières du dauphin, commandait en personne 4,000 Bretons. Henri V créa le comte de Richemont chef de 1,500 chevaliers formant sa garde particulière ; elle marchait en tête des nouvelles troupes qu'il venait de mettre sur pied. La con-

quête de la Normandie et de l'Ile-de-France lui avait coûté 25,000 soldats ; 20,000 autres occupaient les moindres villages des pays envahis : 30,000 hommes de plus devenaient indispensables pour s'assurer la possession des autres provinces en-deçà de la Loire. Quelque glorieux qu'il fût pour l'Angleterre de voir le royaume de France soumis à ses armes, cependant le parlement ne voulut jamais accorder les subsides nécessaires pour une troisième expédition : Henri V fut obligé d'avoir recours une seconde fois aux emprunts personnels. Il mit en gage sa couronne de diamants, son épée, son sceptre et son manteau de pourpre, afin de pouvoir acquitter le premier mois de solde des archers gallois, dont l'exigence égalait le courage et la discipline. Le roi fit débarquer, le 1er septembre 1421, sur les côtes de la Manche 24,000 hommes, et opéra sa jonction auprès de Montluel avec le nouveau duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, qui succédait à son père Jean-sans-Peur, assassiné sur le pont de Montereau. Ces deux princes marchèrent incontinent vers Chartres. Le dauphin resserrait de tous côtés cette ville, où régnait la plus horrible famine. Charles de Valois, ne voulant pas tenter le sort d'une grande bataille, leva le siége de Chartres, et regagna l'Orléanais. Aussitôt après la retraite des assiégeants, Henri V s'occupa de ramener l'abondance dans Paris, et voulut reprendre les places qui gênaient les arrivages par eau. Meaux était la seule ville que le dauphin possédât sur la Marne : ses habitants, enflammés de patriotisme, se montraient très-attachés à la cause nationale ; ils avaient pour gouverneur Louis Dugast, et pour commandants des troupes, Philippe de Malet, Pierre de Luppé et le sire de Vaurus, tous trois accusés d'avoir trempé dans le meurtre de Jean-sans-Peur. Henri V tourna tous ses

efforts contre cette ville, et en commença l'investissement le 6 octobre 1421. Comme la Marne la partageait en deux portions égales, il lui fut aisé de s'emparer de la partie de l'ouest, la moins fortifiée; néanmoins la partie de l'est, appelée le Grand-Marché, se défendit vaillamment. L'armée anglaise se vit obligée d'asseoir ses quartiers et de former des lignes, car tout faisait présumer que le siége tirerait en longueur. Henri V, sentant l'importance de la possession de cette place, brusqua ses attaques : elles échouèrent complètement. Les bourgeois, enorgueillis d'un pareil succès, firent éclater leur joie par des cris et par des insultes bouffonnes : ils hissèrent sur la muraille un âne couronné d'un large bonnet de papier aux armes d'Angleterre, en criant : *Vive Henri V!* l'un d'eux sonnait du cornet en guise de fanfares, « *pour se truffer des Anglais.* » Un jeune chevalier du pays de Cornouailles, fort aimé du roi, indigné de ces risées, tenta d'escalader les murs pour fondre sur *ces mécréants déshonnêtes*; mais il tomba raide mort, frappé d'un coup de *canon à main* (1). Le dimanche suivant un ermite se présenta devant Henri, et lui intima l'ordre de lever le camp et de se retirer, en disant que le royaume de France était sous la protection du Ciel, et que le Tout-Puissant le punirait des maux qu'il causerait à ce pays. Lancastre, fatigué de ces discours, le chassa de sa présence : l'ermite, entraîné par les gardes, prédit au monarque qu'il descendrait au tombeau dans le courant de l'année. Ce fait, que rapportent les historiens français, n'est point consigné dans les annales de l'Angleterre. Henri mourut, en effet, huit mois après. Cette prédiction, que les partisans du dauphin eurent bien

(1) Saint-Remy, p. 140.

soin de publier, frappa vivement tous les esprits. Mais, avant de quitter la vie, Lancastre eut encore le temps de terminer quelques conquêtes; Meaux lui-même tomba en son pouvoir, malgré l'opiniâtre défense des habitants et des soldats de la garnison. Un échec que ceux-ci essuyèrent amena la reddition de la place, au bout de sept mois d'une résistance incomparable. Le captal d'Offemont, guerrier entreprenant, conçut le dessein d'introduire dans la ville un détachement de 300 hommes chargés chacun d'un sac de vivres. Les assiégés, prévenus de son projet, avaient coulé le long du mur une énorme échelle dont le pied posait sur une planche jetée en travers du fossé. D'Offemont arriva dans la nuit: ses gens portaient des manteaux blancs, afin qu'on les distinguât moins au milieu de la neige qui couvrait alors les campagnes. Le capitaine se plaça au pied de l'échelle, et fit monter son monde; lorsque la moitié de la troupe fut parvenue sur les murailles, il voulut la suivre en laissant à son lieutenant le soin de faire filer ceux qui restaient. D'Offemont allait toucher les créneaux, lorsque l'archer qui le précédait laissa par mégarde tomber son sac rempli de farine; ce lourd fardeau vint frapper d'Offemont, lui fit perdre l'équilibre, et le précipita dans le fossé dont l'eau était gelée. La glace se rompit avec fracas, et le chevalier s'enfonça dans le bourbier: ses varlets essayèrent inutilement de l'en retirer. Le bruit de sa chute et le mouvement qu'elle avait occasionné donnèrent l'éveil aux Anglais: on accourut de toutes parts, et l'on se saisit du capitaine et des soldats qui n'étaient pas encore montés. Ce malheur porta l'effroi dans l'âme des royalistes, sans diminuer cependant leur résolution; ils soutinrent les efforts de l'ennemi près de six semaines encore. Enfin, réduits à la dernière extrémité, sans vivres, sans espoir d'être secourus,

les habitants, comme les gens de la garnison, prirent la généreuse résolution de mourir, et de ne laisser que des ruines entre les mains des vainqueurs. A cet effet, ils réunirent au milieu du marché leurs effets les plus précieux, préparèrent un vaste bûcher dans l'intention de s'y jeter avec leurs femmes, leurs enfants, et d'incendier en même temps la ville entière. Un bourgeois, moins héroïque que ses compatriotes, s'échappa la veille du jour fixé pour l'accomplissement du sacrifice; il se glissa le long du mur, et vint avertir le roi d'Angleterre de la détermination de ses compatriotes, en le suppliant de brusquer un assaut pour sauver ces frénétiques d'une perte assurée. Profitant de cet avis, Henri V donna sur-le-champ le signal de l'attaque : la muraille fut prise par escalade; mais les Français se retranchèrent dans l'enceinte du vieux marché, en montrant la résolution de s'y défendre jusqu'à la mort. Le roi leur intima l'ordre de mettre bas les armes, en promettant à tous la vie sauve, se réservant cependant la faculté de traiter Dugast et ses officiers selon son bon plaisir. La capitulation se dressa à la hâte, le 2 mai 1422. Les assiégés, exténués de fatigue, affaiblis par la disette, signèrent la convention sans exiger aucune garantie pour son exécution : ils eurent lieu de se repentir de la confiance qu'ils avaient mise dans la loyauté de Henri; car ce prince, d'une humeur très-vindicative, leur fit payer cher une si glorieuse résistance. Il envoya à Paris, chargés de chaînes, l'évêque et deux cents notables; il rechercha avec beaucoup de soin ceux qui avaient couronné l'âne, surtout celui qui sonnait du cornet *pour se truffer des Anglais*, et ordonna qu'on les mît à mort (1), ainsi que le gouverneur Dugast, Jean de Luppé et Philippe de Malet. Il restait à

(1) Journal de Paris, p. 82 et 83. — Saint-Remy, p. 161.

prononcer sur le sort du sire de Vaurus : ce banneret, rempli de bravoure et fort attaché à la cause royale, avait eu le tort de montrer dans sa conduite une cruauté réfléchie qui le rendit la terreur des Anglais et des Bourguignons. Il faisait pendre à un orme qu'on appelait *l'orme de Vaurus* ceux que ses gens prenaient ; sa sentence habituelle se formulait en ces mots : *Qu'on le mène à mon orme*. Henri V lui fit subir le même supplice, en se servant de la même phrase.

Les Parisiens célébrèrent par des feux de joie la prise de Meaux. Arthur était demeuré tranquille spectateur de cette expédition, sans y prendre part ; il ne vit pas même terminer le siége. Henri l'envoya en Bretagne, toujours sous la garde du comte de Norfolk, dans l'intention d'employer son intervention pour détacher une seconde fois le faible Montfort de l'alliance de la France. Le comte de Richemont se chargea de la mission, et agit franchement dans les intérêts de l'Angleterre, quoiqu'il ne les eût embrassés qu'à regret. Jean V, d'un caractère irrésolu, placé entre le dauphin et Henri V, passait successivement de l'un à l'autre selon que la fortune les favorisait. Sur ces entrefaites, le redoutable Lancastre descendit au tombeau. Richemont, qui se trouvait encore en Bretagne, déclara hautement qu'il se regardait délié de sa parole par la mort de celui qui le retenait captif depuis huit ans : les Anglais lui contestèrent néanmoins la faculté de rompre ainsi ses chaînes. Les historiens ne précisent rien à cet égard, et cette jurisprudence ne reposait pas alors sur des bases assez fixes pour que l'on pût décider si Arthur avait tort ou raison. Quoi qu'il en soit, il paraît que le duc de Bedfort, régent de France pendant la minorité de son neveu Henri VI, ne s'attacha pas à discuter le droit revendiqué par l'ancien prisonnier de son frère.

Ne songeant qu'à le retenir de bon gré dans l'alliance de sa maison, il eut l'habileté de lui faire accepter pour femme la fille de Jean-sans Peur, veuve du dauphin Louis, duc de Guienne, mort en 1416. Bedfort avait épousé la sœur de cette princesse, et croyait, par cette union, lier étroitement le comte de Richemont au jeune duc de Bourgogne, que l'on voyait si ardent à venger la mort de son père. Mais ce mariage trompa les combinaisons politiques du régent d'Angleterre, et devint dans la suite un des moyens dont le Ciel se servit pour détacher Philippe-le-Bon de la ligue, et l'engager à conclure cette paix d'Arras qui sauva la France.

Le duc de Bourgogne amena dans ses états le comte de Richemont, au commencement de 1423. Les noces de *madame de Guienne* avec le prince breton se célébrèrent à Dijon. Arthur accompagna le mois suivant son beau-frère à Paris, où Bedfort lui fit une réception capable de flatter son amour-propre. Le régent, qui sentait l'importance de s'attacher le second des Montfort, offrit de mettre sous ses ordres une division de troupes d'élite, ne doutant pas que cette proposition ne fût accueillie avec empressement; mais elle ne satisfaisait nullement l'ambition du prince, qui demanda le commandement en chef de l'armée anglo-bourguignonne. Bedfort repoussa cette prétention d'un ton dédaigneux; Arthur insista, et, sur un nouveau refus plus aigre que le premier, on rompit les conférences, malgré les supplications de Philippe-le-Bon. Le lendemain, le comte de Richemont quitta Paris et reprit le chemin de Vannes; il joignit, auprès de cette ville, son frère, qui ne se montrait point éloigné de se rapprocher de Charles VII.

La France, trahie par la fortune, intéressait vivement les peuples: son jeune roi voyait conjurés contre lui sa mère, la majeure partie de sa famille, le duc de Bour-

gogne son plus proche parent, l'Angleterre et l'empereur d'Allemagne; il rencontrait néanmoins une vive sympathie parmi les diverses classes de la nation, à mesure que le nombre de ses ennemis augmentait. Arthur, animé d'enthousiasme, se voua tout entier à la cause de Charles VII, au moment où ce prince croyait trouver en lui un adversaire de plus. Comprenant que la désunion des deux branches de la maison de Valois servait mieux les Anglais que le gain de dix batailles, le comte de Richemont ne se donna aucun repos qu'il ne fût parvenu à ménager un rapprochement entre le roi de France et le duc de Bourgogne. Il se chargea d'agir auprès des deux partis comme mandataire du duc de Bretagne, afin de laisser à son frère tout l'honneur de la médiation. En conséquence, il demanda une entrevue à Charles VII, qui l'agréa sur-le-champ, en désignant la ville d'Angers pour le lieu des conférences. Arthur s'y rendit : les bannerets les plus distingués de l'armée royale vinrent le recevoir en avant des barrières, et le conduisirent dans un grand jardin où leur maître l'attendait. Son extérieur, son air martial, prévinrent singulièrement Charles VII en sa faveur. Le monarque le combla de caresses, et l'invita à s'expliquer franchement sur les conditions que les ducs de Bretagne et de Bourgogne mettaient à un accommodement tant désiré. Le comte de Richemont demanda des concessions de domaines, de nouveaux priviléges et des échanges de territoire : on accorda tout sans difficulté; il n'en fut pas de même lorsque le prince exigea la punition des meurtriers du duc de Bourgogne, et la recherche de ceux qui, attachés aux Penthièvre, avaient trempé dans l'arrestation du duc de Bretagne. Arthur avait qualité pour insister sur ces deux points, comme gendre de Jean-sans-Peur et comme frère de Jean V. Louvet, président

de Provence, gouvernait alors l'esprit de Charles VII : convaincu depuis long-temps que l'on ferait un jour ces demandes, il prépara de longue main le roi à un refus positif en lui faisant sentir que les personnes comprises dans cette proscription étaient les hommes les plus dévoués à ses intérêts, les plus fermes soutiens de sa cause, les Tanneguy-Duchâtel, les Barbazan, les Severac, les Xaintrailles, les Montberon, dont l'éloignement porterait le découragement parmi les bannerets qui s'étaient ralliés volontairement sous la bannière royale. Les paroles de Louvet frappèrent Charles VII. Ce prince, ainsi prévenu, savait d'avance que l'on ne s'entendrait pas sur les conditions que Philippe-le-Bon mettait à sa réconciliation ; il n'insista donc point et ne s'occupa plus que du négociateur, lui rappelant ses exploits dans les champs d'Azincourt, sa longue captivité et la contrainte affreuse dans laquelle l'avait tenu un vainqueur impitoyable. Le monarque insista sur les liens qui unissaient depuis si long-temps la nation bretonne à la fortune des Valois : il termina son discours par lui offrir le commandement de son armée et l'épée de connétable, dont il se trouvait libre de disposer par suite de la mort du comte de Douglas. « Vous pouvez, lui dit-il, sauver le royaume, comme Duguesclin, votre compatriote, le fit sous mon aïeul. » Malgré le soin que le comte de Richemont mettait à cacher son émotion, on put s'apercevoir facilement que l'offre de l'épée de connétable l'avait vivement touché. Il s'excusa, en disant néanmoins que son devoir lui faisait une loi de consulter les ducs de Bretagne et de Bourgogne avant d'accepter une charge éminente, qui devait le lier pour la vie aux destinées de la France. Après cette réponse, Arthur prit congé du roi.

Quoique cette conférence n'eût amené aucun résultat,

les bons Français purent cependant se livrer à l'espoir d'un prochain raccommodement. Une seconde entrevue eut lieu, le 7 mars 1425, au château de Chinon. Le comte de Richemont y fut également chargé des pouvoirs de Jean V et de Philippe-le-Bon. On ne put s'entendre sur les demandes de ce dernier, qui exigeait la cession de la Picardie tout entière. Arthur, pour honorer la mémoire du père de sa femme, demanda avec instance l'éloignement de ceux qui avaient trempé dans le meurtre du duc de Bourgogne, menaçant, en cas de refus, de rompre les pourparlers. Dans ce moment difficile, Tanneguy-Duchâtel, celui que l'on désignait le plus clairement, se sacrifia au bien public et se condamna à l'exil, de son propre mouvement. Tanneguy quitta Charles VII, qui lui avait été redevable de la vie dans la nuit du 29 mai 1418 : les autres chevaliers désignés par Arthur se virent obligés de suivre son exemple. Ce fut au prix de ces fidèles serviteurs que l'on ratifia la paix avec la maison de Bretagne. Arthur accepta l'épée de connétable, et reçut des mains du roi les insignes de cette charge. Cette cérémonie se fit le 31 mars 1425, dans une plaine voisine de Chinon. Le lendemain, le comte de Richemont entra en exercice; il passa la revue des deux divisions de troupes réunies sous les bannières de Charles VII, et partit le jour même pour le duché, afin d'enrôler au service de la France tous les Bretons qui se présenteraient. Au moment où il prenait congé de Charles VII, ce prince lui dit : « Le premier officier de la couronne doit posséder un apanage dans le royaume; je vous donne le comté de Touraine, pour en jouir vous et vos descendants. » Arthur comprit que le monarque ne se condamnait à un sacrifice aussi considérable que pour mieux l'attacher aux intérêts du pays : il refusa modestement ce brillant apanage, ne voulant pas

s'enrichir aux dépens d'un prince à moitié dépouillé de ses états.

Afin de mieux apprécier les services rendus par ce grand homme, il devient indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur la situation du royaume au moment de sa nomination à la charge de connétable, et de rappeler ce qui s'était passé en France depuis la bataille d'Azincourt. Nous allons donc interrompre le récit pour revenir sur nos pas.

LIVRE II.

De ce qui se passa en France depuis la bataille d'Azincourt. (1415 jusqu'en 1425.)

Quelque grand qu'eût été le désastre de la bataille d'Azincourt, il aurait pu se réparer si la rivalité des deux maisons de France et de Bourgogne n'eût partagé les opinions. La conduite tenue par Henri V après sa victoire laissait à un gouvernement bien constitué le loisir de se reconnaître, et de remédier aux suites d'un pareil malheur. Ce prince, au lieu de rester sur le continent et de profiter de la désunion des membres du conseil, se hâta de reprendre la mer (1) : rien ne l'empêchait,

(1) Il est à remarquer que Henri V n'accorda pas de brillantes récompenses à ceux qui l'avaient si vaillamment secondé dans la journée d'Azincourt ; il ne donna le collier de la jarretière qu'à deux barons, quoique bien d'autres eussent le droit de réclamer pour eux cette distinction. Ces deux nouveaux chevaliers furent Robert Wilhouby et Jean Mowbrai.

en marchant sur Paris, de changer la face de la France. Lancastre fut sans doute contenu par l'attitude que prit le royaume en ce moment critique. Mille faits particuliers, répandus dans la narration vague des historiens contemporains, attestent qu'après la défaite du connétable d'Albret un mouvement national fort remarquable éclata sur tous les points de la monarchie : le tiers-état parut déposer les sentiments de haine qu'il nourrissait contre la féodalité ; la Normandie tout entière courut aux armes ; les moines quittèrent leurs monastères, et offrirent de prendre l'épée pour la défense commune ; les écoliers de l'université se formèrent en légions, sous le commandement de leurs professeurs. Jean de Nevers aurait pu jouer, dans cette circonstance, le rôle le plus digne d'un prince français, et racheter ses torts en sauvant l'Etat. Il se trouvait en mesure de marcher sur-le-champ à la tête de 40,000 hommes, de s'unir au duc de Bretagne qui accourait avec 10,000 des siens, et de déployer devant les Anglais des forces aussi imposantes ; sans doute qu'Henri, déjà affaibli, se serait empressé de conclure une paix honorable. Ce service éclatant eût donné à Jean-sans-Peur une supériorité incontestable sur ses rivaux.

Au lieu de suivre la ligne que lui traçaient les événements, le Bourguignon, poussé par une jactance maladroite, débuta par envoyer au roi d'Angleterre son gantelet, en le défiant à un combat singulier, pour venger, disait-il, la mort de son frère, le comte de Brabant, tué à la bataille d'Azincourt. Comment le meurtrier de Louis d'Orléans osait-il envoyer un cartel, quand il refusait tous ceux qu'on lui adressait ? Le sien resta sans réponse. Jusque-là Jean-sans-Peur n'était encore que ridicule ; il devint bientôt criminel, en marchant sur Paris, traînant à sa suite 50,000 combattants.

Le conseil de France et le dauphin, effrayés de son approche, envoyèrent proposer au prince le gouvernement de la Picardie, en y mettant la condition de tourner ses armes contre les Anglais. Le fourbe refusa cette offre d'un ton de hauteur, en annonçant qu'il ne venait que pour tirer le roi de la captivité dans laquelle le retenaient des gens pervers. Son manifeste causa une indignation universelle. Un messager d'état alla intimer l'ordre à son armée, au nom de Charles VI, de ne pas s'avancer davantage vers Paris. Jean-sans-Peur ne tint aucun compte de cette défense; il continua sa marche, convaincu que ses partisans secrets lui ouvriraient les portes de la capitale; mais le ressentiment public se prononça contre le Bourguignon d'une manière si éclatante, que personne n'osa agir en sa faveur. Le conseil sentit alors la nécessité de mettre à la tête du gouvernement un homme dont l'énergie et les talents fussent bien reconnus. On jeta les yeux sur Bernard d'Armagnac, beau-père du duc d'Orléans. Ce feudataire n'avait point assisté à la bataille d'Azincourt; le soin de défendre ses domaines particuliers contre les Anglais le retenait depuis long-temps au pied des Pyrénées. Les envoyés du dauphin le trouvèrent dans l'ivresse de la joie, célébrant un avantage décisif que ses troupes venaient de remporter sur les généraux de Henri V; ils lui annoncèrent que le conseil du roi l'avait choisi pour premier ministre et pour successeur de Charles d'Albret, dernier connétable. D'Armagnac reçut cette communication avec la plus vive satisfaction; il comprit sur-le-champ le beau rôle qui l'attendait. Ce n'était plus comme chef de parti que Bernard allait agir, mais en qualité de lieutenant du roi; sa mission était de sauver l'Etat, et non de servir des intérêts particuliers; on ne lui demandait pas de mener des Français combattre d'autres Français,

il allait au contraire les réunir tous sous la même bannière, pour les conduire contre les Anglais, éternels ennemis de son pays : à cette idée son âme généreuse s'enflamma d'ardeur. Le comte d'Armagnac quitta le midi, et arriva aux portes de Paris avec une promptitude d'autant plus étonnante que son escorte se composait d'un corps de 6,000 Gascons, vieux soldats, depuis vingt ans ses compagnons d'armes en Italie, en France et en Allemagne, accoutumés à soutenir des luttes au milieu des villes soulevées, comme en rase campagne. Il fit son entrée à Paris le 20 décembre 1415, dans des circonstances épineuses ; car la mort du dauphin Louis, encore toute récente, avait jeté les esprits dans une agitation indicible, et compliquait les difficultés déjà si effrayantes. Le jour même de l'arrivée de ce général, Charles VI sortit momentanément de sa longue léthargie ; il lui remit l'épée de connétable en pompeuse cérémonie, mais avec indifférence : il l'aurait donnée aussi volontiers au duc de Bourgogne. Après cet acte solennel, Charles retomba dans son affaissement accoutumé ; il n'était plus furieux, l'âge avait affaibli ses organes : on le portait, on le nourrissait comme un enfant malade.

D'Armagnac, reconnu premier ministre, entra en possession de sa charge, et l'exerça avec la confiance que donne le sentiment de ses propres forces. Il désirait ardemment faire disparaître les nuances qui séparaient les deux factions de Bourgogne et d'Orléans ; ses efforts ne purent y parvenir, car les émissaires de Jean-sans-Peur s'agitaient dans Paris, en menaçant les anciens amis de la maison d'Orléans : ceux-ci effrayés s'attroupèrent de nouveau, et se mirent sous la protection de Bernard d'Armagnac, naguère leur plus ferme soutien. Le connétable les accueillit, non pas en chef de parti, mais comme ministre

du roi. Dès ce moment il se prononça ouvertement contre tout ce qui n'était pas Orléanais. On reprit les marques ostensibles qui, trois ans auparavant, distinguaient les gens de cette faction : c'était une bande d'étoffe rouge portée en écharpe sur le vêtement, en manière de baudrier : on en para les statues des saints et les enfants au maillot. Il arriva que peu de jours après *la revivance des Bandés*, un jeune homme appelé Petit-Jean déchira par mépris une de ces bandes, passée autour de la statue de saint Eustache ; on le condamna juridiquement à perdre le poing, comme s'il eût commis un sacrilége (1).

Cependant Paris se trouvait resserré par les troupes bourguignonnes ; les arrivages ne restaient libres que du côté du midi. Dans l'intérieur de la ville, les partisans de Jean-sans-Peur se livraient à des agressions perpétuelles ; on se vit forcé, pour les réprimer, de recourir aux mesures les plus vigoureuses. Bernard déploya envers eux une rigueur que les historiens contemporains ont blâmée outre mesure : on voit ordinairement l'odieux de la sévérité, et jamais les maux qu'elle doit prévenir. Ferme dans sa conduite, le connétable fit arrêter les plus turbulents et les retint en prison, sans leur infliger d'autre châtiment. La corporation des bouchers, puissance redoutable et fort dévouée au duc de Bourgogne, ne cessait de comploter des mouvements insurrectionnels dans le grand marché à la viande : ce vaste bâtiment fut rasé. Le régent créa quatre boucheries séparées à la halle de Beauvais, à la place du grand Châtelet, près du petit Châtelet et au cimetière Saint-Gervais. Il nomma prévôt de Paris Tanneguy-Duchâtel, chevalier breton réputé pour son courage, sa loyauté et son caractère incorruptible. Tanneguy

(1) Journal de Paris, p. 86.

établit une police fort sévère. On pouvait reprocher à la nouvelle administration des formes dures, mais elle ne manquait ni d'équité ni de franchise. Le connétable punissait les délits d'après les lois existantes; il dissipait les attroupements, contenait les agitateurs, sans réclamer l'appui d'une féroce populace. Le duc de Bourgogne avait agi bien différemment lorsqu'il dirigeait les affaires au nom du roi, en 1410 et 1411: il n'avait pas craint de se servir de cette tourbe criminelle, chaque fois que son intérêt l'exigeait.

L'énergie du connétable, la vigilance de Tanneguy-Duchâtel, la discipline des bandes gasconnes auxquelles la garde de Paris était confiée, firent perdre au duc de Bourgogne l'espoir de se rendre maître de la capitale. Il quitta la Brie après avoir passé deux mois à Lagny sans tenter le moindre coup de main, sans sortir un seul jour de ses quartiers; il se retira vers la Flandres en toute diligence. Les Parisiens, pour qui les événements les plus sérieux ont toujours eu un côté plaisant, l'accablèrent de railleries, et lui donnèrent le nom de *Jean de Lagny qui n'a pas de hâte.*

Jean-sans-Peur, renonçant à la voie des armes, eut recours aux brigues, aux intrigues sourdes: ses amis, voulant profiter de l'absence du connétable qui s'était porté à l'encontre des Anglais, sortis d'Harfleur, avaient formé un vaste complot qui devait éclater le 19 avril 1416. Mais la veille de ce jour, la femme d'un changeur nommé Michel Baillet, l'un des conjurés, alla dénoncer cette trame au sire de Dampmartin, chambellan du roi: ce baron avertit sur-le-champ Tanneguy-Duchâtel, qui, le soir même, fit investir par les Gascons les lieux où les conspirateurs se réunissaient. On les trouva tous occupés à préparer leurs armes pour la tuerie, dont le signal devait être donné

quelques heures plus tard ; on en pendit cent au gibet, et l'on jeta le reste dans les cachots. D'Orgemont, archidiacre d'Amiens, fut également arrêté; on ne le fit pas mourir par égard pour son caractère sacré, quoiqu'il fût désigné comme le premier auteur du complot; on le livra au tribunal ecclésiastique, qui le condamna *à être mitré et prêché publiquement*, puis renfermé le reste de ses jours au pain et à l'eau. Il fut conduit sur la place de Grève, revêtu d'un manteau violet, et placé dans un tombereau plein de boue. Ce d'Orgemont était pied-bot et borgne; il passait pour le prêtre le plus riche du royaume : il fut taxé à une amende de 80,000 écus, un million d'aujourd'hui. On trouva chez lui, dans un grenier, 16,000 écus en or, et 200,000 livres cachées dans un tas d'avoine.

A la nouvelle de cette conspiration, d'Armagnac quitta l'armée et reprit sans délai le chemin de Paris; indigné contre les Bourguignons, dont les tentatives se renouvelaient chaque jour, il se crut en droit de redoubler de sévérité : il fit désarmer les bouchers, et bientôt après tous les habitants, dont on déposa les armes à la Bastille. Le connétable voulut savoir ce qui se disait, ce qui se faisait dans chaque maison, et prit des mesures en conséquence; il établit un règlement d'après lequel aucune noce ne pouvait avoir lieu sans que le prévôt de Paris en fût prévenu deux jours d'avance. Comme à cette époque les familles mettaient beaucoup de pompe aux mariages, une cérémonie de ce genre devenait l'occasion d'une grande réunion de personnes. La nouvelle ordonnance exigeait qu'un commissaire du gouvernement se trouvât mêlé à ces assemblées, pour s'assurer si l'on ne conspirait pas contre l'Etat (1). De

(1) Journal de Paris, p. 29.

plus, on publia, le 11 août 1416, à son de trompe, la défense de tenir sur les fenêtres ni pots de fleurs, ni caisses, ni bouteilles; car on craignait que, dans un tumulte, les bourgeois ne se servissent de ces objets pour assaillir les troupes royales. Cette vigilance incessante conserva le calme dans la capitale, et déjoua tous les projets de Jean-sans-Peur.

Tranquille sur le sort de Paris, d'Armagnac reprit le dessein de venger d'une manière éclatante la défaite d'Azincourt; aucun de ses officiers ne connut le but de ses préparatifs : il acheta des vaisseaux à la république de Gênes, et prit à la solde de l'Etat ses matelots et ses arbalétriers. Il obtint du roi de Castille des navires, lesquels, réunis aux escadres de France et de Gênes, formèrent une flotte considérable. D'Armagnac en confia le commandement au vicomte de Narbonne. Cet amiral rassembla ses forces sur les côtes du Poitou, pendant que le connétable terminait ses dispositions pour assiéger par terre la ville d'Harfleur, tenant extrêmement à arracher cette conquête aux Anglais, qui se trouvaient fiers d'avoir un pied en Normandie.

La flotte française, partagée en trois divisions, parut dans la Manche vers le milieu du mois d'août 1416, rasant les côtes d'Albion, et les menaçant d'une irruption. De son côté le connétable quitta Paris, et se mit à la tête de 15,000 hommes accourus sous les bannières royales en dépit des empêchements suscités par les agents du duc de Bourgogne. Il alla investir Harfleur, et en poussa le siége avec une activité qui tenait du prodige. Henri, étonné de se voir attaqué par une puissance qu'il croyait épuisée et désunie, prêta l'oreille aux propositions que le conseil de Charles VI lui faisait depuis quelque temps en secret. L'arrivée de l'empereur Sigismond à Paris parut devoir accélérer la

marche des négociations : ce prince, le même qui, n'étant que roi de Hongrie, avait combattu à Nicopolis, s'offrit pour médiateur entre l'Angleterre et la France. L'infortuné Charles VI, jouissant alors d'un éclair de raison, accepta ses bons offices en lui témoignant une vive reconnaissance. Sigismond quitta Paris, comblé de riches présents et de bénédictions; mais en arrivant à Londres il se laissa capter par Henri V, accepta l'ordre de la Jarretière, et finit par oublier l'objet principal de sa mission, pour ne songer qu'à ses propres intérêts. L'état critique dans lequel se trouvait le royaume de France, privé de son souverain et déchiré par les factions, lui fit concevoir l'espérance de pouvoir recouvrer facilement les provinces de l'ancien royaume d'Arles, depuis cent ans démembrées de l'empire. En conséquence, au lieu de travailler à une paix si ardemment désirée, l'empereur proposa au contraire à Henri V d'unir ses efforts aux siens pour accabler la France (1), et partager ses dépouilles. Ces vastes projets n'eurent point de suite, et il ne resta au potentat germanique que la honte d'avoir trahi gratuitement la confiance d'un prince malheureux.

Malgré le mystère dont Sigismond enveloppait ses démarches auprès de Henri V, sa déloyauté n'en fut pas moins connue à Paris; elle indigna tous les partis. Le connétable, qui s'était montré opposé à ces ouvertures de paix, rompit l'armistice et reprit le siége d'Harfleur, pendant que la flotte resserrait la ville du côté de la mer, en empêchant l'introduction des secours. Le comte d'Orset se défendit en héros; mais ses dernières ressources étant épuisées, il allait se voir obligé de capituler, lorsque le vicomte de Narbonne

(1) Actes publiés d'Angleterre, t. IX.

se laissa battre complètement par l'escadre anglaise aux ordres du duc de Bedfort, frère d'Henri V. Le connétable, trahi par cet événement désastreux, dut lever le siége. Le duc de Bourgogne, loin de paraître sensible à ce nouveau malheur, saisit au contraire ce moment pour resserrer les liens qui l'unissaient déjà en secret aux Lancastre. Sous prétexte de traiter des affaires relatives au commerce de la Flandres, il demanda au roi d'Angleterre une entrevue. Il se rendit à Calais vers la fin d'octobre 1416, et là on vit un fils de France, cousin germain de Charles VI, conclure un traité qui avait pour objet de morceler le territoire et d'anéantir la monarchie. Les Actes publics d'Angleterre, recueillis par Rymmer, renferment la teneur de ce pacte honteux, dans lequel le duc de Bourgogne reconnaissait Henri V pour légitime roi de France. Rapin Thoiras assure que Jean-sans-Peur apposa sa signature à cet acte inouï. Les auteurs de l'Art de vérifier les dates ont fait à ce sujet une savante dissertation pour prouver que le Bourguignon, retenu par la honte, ne signa point le traité, et que la pièce rapportée par Rymmer n'était qu'un simple projet dressé par les ministres anglais eux-mêmes. Au reste, le perfide agit comme s'il avait signé la convention. La mort du comte de Touraine vint néanmoins déconcerter ses desseins : ce jeune prince vivait depuis plusieurs années à Mons, auprès du comte de Hainaut, son beau-père, et dont la sœur avait épousé Jean-sans-Peur. Le comte de Touraine, âgé de dix-huit ans, succéda au titre de dauphin après le trépas de Louis, troisième fils de Charles VI, et réclama l'exercice du pouvoir à l'instigation du duc de Bourgogne, qui s'était facilement emparé de son esprit. En conséquence, il partit pour Paris sous l'escorte des troupes flamandes :

arrivé près de Compiègne, il y tomba malade. Un apostème creva en dedans de son oreille, et l'étouffa le 5 avril 1417. Les Bourguignons dirent que les Orléanais avaient empoisonné le fils de Charles VI : l'ignorance des médecins, qui ne connurent pas la nature de la maladie, donna quelque poids à cette accusation.

Ce trépas rendit la position de Bernard d'Armagnac moins embarrassante. Le nouveau dauphin, comte de Ponthieu, dernier fils du roi, détestait le parti adverse. Ce prince, une fois reconnu pour héritier présomptif de la couronne, accorda toute sa confiance au connétable, qui, fort de cette autorité, redoubla d'ardeur pour conjurer les nouveaux orages. Henri V se disposait à débarquer une seconde fois sur le continent. Les partisans de Jean-sans-Peur redoublèrent d'efforts pour paralyser l'ardeur que le connétable mettait à augmenter les moyens de défense. Indigné de cette opposition perpétuelle, le comte d'Armagnac redoubla de sévérité. Aigri par ces tentatives continuelles, il voyait des ennemis partout, et traitait les grands avec une hauteur qui les indisposa singulièrement. Le connétable ayant mis sur pied le double de troupes soldées, éprouvait le besoin d'argent ; il voulut frapper la capitale et les provinces d'une contribution extraordinaire : on refusa de la payer. Il dut envoyer ses Gascons en garnisaires (mangeurs dans les maisons, comme l'on disait alors). Son activité, sa résolution et son génie auraient sans doute surmonté toutes ces difficultés, s'il n'avait eu à combattre un nouvel ennemi plus terrible peut-être que tous les autres réunis : c'était le parti mitoyen. Cette faction mixte se forma, au milieu des calamités publiques, d'hommes méchants, timides et corrompus, qui n'osaient se prononcer ouvertement pour une des deux factions rivales : on distinguait parmi eux les bannerets

pusillanimes qui s'étaient cachés pour ne pas aller combattre dans les champs d'Azincourt, et les lâches qui avaient fui au commencement de l'action; on les voyait, depuis quinze ans que durait la rivalité des deux maisons d'Orléans et de Bourgogne, changer tour à tour d'affection. Comme la lutte devenait de plus en plus opiniâtre, ces hommes ne cherchèrent qu'à rester neutres sous le voile d'une fausse modération, qui n'était que de la peur : ils déploraient en public les excès des deux partis, et les blâmaient sans ménagement; mais en secret ils excitaient, par leurs perfides discours, le Bourguignon contre l'Orléaniste, et l'Orléaniste contre le Bourguignon. Un semblable parti devait paraître une chose nouvelle en France, dont les habitants pleins de franchise ne savaient point déguiser leurs véritables sentiments : il surgit au début d'un siècle dépravé, appelé *le tombeau des mœurs*. Depuis cette époque, la faction des prétendus modérés ne cessa de figurer dans nos querelles politiques; on la vit ardente à pousser Français contre Français, du temps des Guises, pendant la Ligue, sous Louis XIII et sous Louis XIV.

A la tête de cette association d'hommes perfides se plaça la détestable Isabeau de Bavière, digne chef d'un tel parti. Toujours impassible devant les maux qui accablaient la France, elle avait paru joyeuse en apprenant la catastrophe d'Azincourt, qui coûta la vie à tant de braves guerriers, divisés malheureusement d'opinion, mais tous réunis dans un même sentiment d'horreur pour cette femme coupable. La reine, que le connétable avait réduite à un rôle passif, observait en silence la lutte des factions; renfermée dans sa belle maison de Vincennes, elle passait sa vie au milieu des plaisirs souvent les plus criminels, tandis que la

mort moissonnait les membres de sa famille. De douze enfants il ne lui en restait que quatre ; le dauphin Jean venait d'expirer sous ses yeux : et cependant, insensible à ces pertes, dont la rapidité aurait dû l'effrayer, Isabeau donnait des fêtes dont le luxe contrastait avec la misère publique. Ces fêtes se terminaient ordinairement par quelques sales débauches. Juvénal des Ursins a voulu peindre son intérieur en disant : « Quelques guerres, quelques tempêtes et tribulations, les dames et damoiselles menoient grand et excessif état, portoient cornes merveilleuses, longues et hautes, et avoient de chaque côté deux grandes oreilles si larges, que quand elles vouloient passer l'huis d'une chambre, il falloit qu'elles tournassent de côté. »

Les modérés se réunirent à la reine, dans le double but de profiter des excès des deux factions rivales et de partager les dépouilles du peuple. Le nombre de ces mauvais Français était assez formidable pour embarrasser la marche du gouvernement : ils portaient le découragement dans toutes les âmes, et détournaient ceux qui désiraient se rallier au comte d'Armagnac, véritable représentant de l'autorité légitime. Quelquefois les modérés, se parant d'un faux zèle, allaient offrir leurs services au connétable ; et lorsque celui-ci réclamait cet appui, ils trompaient son espoir par une subite défection, et se rapprochaient des généraux bourguignons, à qui beaucoup d'entre eux servaient d'espions. Isabeau dirigeait toutes ces trames, en se réjouissant des embarras qu'elle suscitait au régent. Ce dernier, exaspéré à bon droit, n'écouta plus le respect qui l'avait retenu jusqu'alors. Dans un moment où le roi jouissait de quelque lucidité, d'Armagnac déplora devant lui les honteux débordements d'Isabeau. Charles VI ne connaissait pas cette partie de ses mal-

heurs ; sa tendresse pour sa femme avait survécu à la perte de tous les autres sentiments : il parut furieux, et repoussa ces imputations comme une véritable calomnie. Le connétable lui montra la possibilité de se convaincre du fait en allant surprendre la reine à Vincennes au milieu de ses favoris, dont il cita les noms. Charles VI, terrifié en entendant raconter les particularités dont l'accusateur appuyait son assertion, voulut partir pour Vincennes, quoique le jour fût sur son déclin : il se fit accompagner d'une garde nombreuse et du prévôt de Paris. Le prince rencontra sur sa route le sire de Bourdon, grand-maître d'hôtel d'Isabeau ; ce banneret salua profondément le roi, et passa au galop. Charles VI le reconnut fort bien : on le lui avait désigné comme le personnage le plus en crédit auprès de la coupable. Il ordonna au prévôt de Paris de courir après Bourdon et de l'arrêter, ce qui s'exécuta incontinent. Le roi revint sur ses pas, et en rentrant à l'hôtel Saint-Paul, il fit appliquer Louis de Bourdon à la question. Ce chevalier supporta les plus affreuses tortures sans rien avouer : le prince, qui était bien informé, donna l'ordre exprès de le lier dans un sac de cuir et de le jeter à la Seine par la terrasse de l'hôtel Saint-Paul, en face de l'île Louviers ; ce qui s'accomplit sur-le-champ (1). Il semblait que la tendresse d'Isabeau portât malheur à ses favoris ; c'était le troisième qui périssait tragiquement : Louis d'Orléans, Louis de Bournonville et Louis de Bourdon ; ce dernier, guerrier valeureux, s'était couvert de gloire à la bataille d'Azincourt (2), et avait

(1) Les écrivains modernes disent que l'on mit sur le sac de cuir cette inscription : *Laissez passer la justice du roi.* Ce fait, d'ailleurs peu probable, n'est point consigné dans ceux des historiens de ce siècle qui font autorité.

(2) Voyez la Vie de Boucicaut, p. 222.

toujours montré une grande haine pour Jean-sans-Peur. Le roi ne borna pas sa vengeance au supplice de ce chevalier; il fit enlever la reine de Vincennes, et la relégua dans le château de Tours, sous la garde de trois bannerets chargés de la surveiller, et qui répondaient de sa personne. La perte de son honneur, la juste colère de son époux, la privation même de sa liberté touchèrent faiblement Isabeau; mais sa fureur ne connut pas de bornes lorsqu'on lui apprit que le dauphin s'était saisi du trésor qu'elle avait confié aux moines de Saint-Denis, et que, non content des joyaux qui composaient ce trésor, le jeune prince s'était fait donner par force l'argent monnayé déposé par elle chez les négociants Sanguin et Lhuillier. Isabeau maudit son fils, en lui jurant une haine implacable : elle ne tint que trop bien ce funeste serment. Poussée par le ressentiment, cette femme sortit de la froide réserve à laquelle on la croyait condamnée pour toujours : la marâtre voulut jouer un rôle sur ce théâtre sanglant; elle y apporta toutes ses fureurs : la scène prit dès-lors un aspect encore plus terrible.

Isabeau, reléguée à Tours, implora l'assistance de Jean-sans-Peur : ce prince, irrésolu même dans ses mauvaises actions, paraissait honteux de sa liaison avec l'Angleterre; ses démarches équivoques décelaient les divers sentiments qui agitaient son âme : il se voyait isolé; ses efforts pour se ménager quelque puissant allié dans le royaume, avaient échoué. Le Bourguignon poussa un cri de joie en apprenant le fâcheux éclat qui venait d'avoir lieu dans la famille de Charles VI; sa satisfaction redoubla lorsqu'il reçut le message d'Isabeau, qui le suppliait de la prendre sous sa protèction. Cette nouvelle alliance lui offrait un moyen admirable pour tromper le vulgaire. Ce n'était plus, devait-on dire, dans des vues ambitieuses qu'il prenait les armes, mais pour embrasser

la défense d'une femme persécutée, d'une reine malheureuse, d'une mère outragée. Jean-sans-Peur s'élança de la Picardie à la tête de 60,000 hommes, se proposant d'enlever les diverses petites places voisines de Paris : ayant été repoussé sur tous les points, il fut contraint de battre en retraite et de prendre ses quartiers d'hiver, en restant sur la défensive; car le connétable, ne disposant que de forces inférieures, avait su néanmoins le tenir constamment en échec.

Tandis que les généraux bourguignons formaient un nouveau plan de campagne, Jean-sans-Peur, accompagné de 600 féodaux, prit le chemin de Tours, en passant par la Beauce. Isabeau lui avait fait parvenir une lettre qui l'informait du jour et de l'heure qu'elle irait entendre la messe à l'abbaye de Marmoutier. En effet, au jour désigné, Isabeau se rendit à l'église, escortée par le sire Du Laurens, son gardien, homme dur, qui parlait à la reine « irreverement, sans mettre « la main à son chapel. » A peine le prêtre commencait-il l'office, que Hector de Saveuse, dirigeant l'avant-garde composée de gens d'armes flamands, investit l'église. Du Laurens, reconnaissant les troupes bourguignonnes, voulut se retirer en entraînant Isabeau; mais cette princesse s'attacha à la balustrade du maître-autel. Du Laurens, voyant entrer l'ennemi, se sauva par la sacristie, et se jeta dans une nacelle attachée au bord de la Loire; la frayeur le troublait tellement, qu'il se laissa tomber hors de la barque, et se noya. Le prince arriva quelques instants après, et emmena la reine en la plaçant sur un palefroi au milieu de son escorte.

Le mois suivant, la Picardie, la Champagne et la majeure partie de la Normandie se révoltèrent contre le gouvernement royal, à l'instigation du duc de Bourgogne. Le dauphin, ses ministres, le connétable et le conseil,

justement indignés, déclarèrent une seconde fois ce prince criminel de lèse-majesté, ainsi que ses adhérents. Jean-sans-Peur lança un pareil manifeste contre d'Armagnac et les Orléanais. Ces deux publications portèrent le feu d'un bout du royaume à l'autre : les haines particulières, s'alliant aux divergences politiques, provoquèrent des assassinats et puis des représailles. Les circonstances devenaient si graves, qu'il paraissait au-dessus du pouvoir humain de les maîtriser : car, pour surcroît de malheur, Henri V, débarqué de nouveau en France avec 25,000 hommes, envahissait la Normandie, pendant que le duc de Bourgogne marchait sur Paris à la tête de 50,000 soldats bien aguerris. Le comte d'Armagnac se vit alors obligé de recourir à des mesures extraordinaires, qui irritèrent encore plus contre lui le peuple de la capitale. On disait sans ménagement qu'il ne pouvait plus rester au timon des affaires, que le duc de Bourgogne seul était capable de les mieux diriger. Le connétable ne se laissa intimider ni par ces rumeurs, ni par les manœuvres de ses ennemis secrets, ni par l'approche de l'armée ennemie. Jean-sans-Peur, ayant ravagé le pays qui sépare l'Ile-de-France de l'Artois, vint établir son camp à Mont-Rouge : de ce point le Bourguignon pouvait embrasser d'un coup d'œil cette ville immense qu'il avait déjà gouvernée en maître, qu'il avait souillée de crimes, et où il lui restait encore tant de sang à verser. En arrivant à Mont-Rouge, le duc fit ses dévotions dans la chapelle du monastère, et le lendemain matin il envoya au roi un héraut porteur d'une lettre dans laquelle, protestant de sa fidélité pour le monarque, le fourbe lui offrait ses services. Une fièvre maligne retenait Charles VI dans son lit ; ce fut le dauphin qui se chargea de faire la réponse : « Hérault, ton seigneur de Bourgogne, dit le jeune prince, montre mal qu'il

soit notre bienveillant, comme il nous l'écrit : s'il veut que Monseigneur le roi et nous le tenions pour notre parent loyal, vassal et sujet, qu'il aille combattre le roi d'Angleterre, ancien ennemi de ce royaume. »

Sur ces entrefaites, un incident singulier accrut encore les embarras du dauphin et de ses ministres.

Le concile de Constance venait de mettre fin au schisme par la déposition de Jean XXIII (1417), et en élisant Othon de Colonne, qui prit le nom de Martin V : selon l'usage établi, les pères informèrent tous les potentats de l'exaltation du nouveau pape. Le concile avait déclaré le connétable schismatique comme partisan de l'antipape Pierre de Luna, et décida que, vu la maladie de Charles VI et la jeunesse de son successeur, le duc de Bourgogne seul devait exercer la régence. Le messager de l'Eglise vint trouver ce prince à Meudon, son quartier-général, et lui remit la bulle de notification. Jean-sans-Peur, s'appuyant sur la décision du conclave, revendiqua hautement l'administration du royaume, en vertu de la bulle qui consacrait ses prétendus droits. Les malheurs publics n'avaient point affaibli chez les Français le zèle religieux ; on reçut généralement avec respect cette décision émanée des évêques assemblés : les amis du Bourguignon en profitèrent pour échauffer la multitude. Les modérés, voyant Jean-sans-Peur à la tête d'une armée formidable, se déclarèrent ouvertement en sa faveur, et ne négligèrent rien pour augmenter la fermentation qui régnait déjà : 200,000 personnes, sans compter les enfants, se trouvèrent réunies, dit le Journal de Paris, sur les places et sur les quais. Ni l'activité du prévôt, ni les efforts des magistrats, ni les remontrances du parlement ne parvinrent à calmer le peuple ; la nuit, la lassitude, et surtout la neige qui tombait sans interruption, purent

seules dissiper les attroupements. L'irritation peinte sur tous les visages faisait pressentir une catastrophe : elle eut lieu le 29 mai 1418.

Le ressentiment d'un artisan obscur devint la cause première de cette révolution épouvantable. Cet homme, âgé de vingt-six ans, se nommait Perrinet Leclerc; il était fils d'un marchand de fer établi sur le Petit-Pont, et quartenier de la porte Saint-Martin.

Chaque quartenier avait la police d'un arrondissement et la garde d'une porte : ce magistrat, indépendant de l'autorité militaire, tenait sous ses ordres un certain nombre de bourgeois qui montaient la garde aux barrières. Une disposition de l'année précédente prescrivit de murer toutes les portes, à l'exception de celles du Temple, de Saint-Germain et de Saint-Martin, faites de deux énormes pièces de bois rapprochées à quatre pieds l'une de l'autre; on remplissait l'intervalle de pierres et de morceaux de fer : cette lourde masse tournait difficilement sur ses gonds. Les portes restaient ouvertes pendant le jour; une division de troupes soldées en gardait l'entrée, et la fermait au moindre signal donné par les sentinelles placées sur la tourelle : mais à la nuit tombante les énormes battants se rapprochaient, on les unissait l'un à l'autre au moyen de fortes serrures dont un officier allait remettre les clefs au quartenier. Dès ce moment les troupes soldées rentraient dans leurs quartiers, et la garde se réduisait à un peloton de douze archers bourgeois, qui devaient donner l'alarme dans le seul cas de tentative d'escalade. On voit d'après ces détails, consignés dans le Journal de Paris, que le service intérieur était assez mal réglé.

Tanneguy-Duchâtel, prévôt de Paris, confia la garde des portes à trois bourgeois reconnus très-dévoués au connétable : celle de Saint-Martin à Jean Pivers, maître

chaudronnier ; celle du Temple à Symaret Dubois, enlumineur d'estampes ; et celle de Saint-Germain à Leclerc, marchand de fer : ce dernier, fort âgé, partageait ses fonctions avec son fils aîné. Un soir le jeune Leclerc, faisant sa ronde accompagné de quelques archers, fut insulté par les gens de plusieurs membres du conseil ; il porta plainte aux deux prévôts, mais on lui donna tort en employant même des formes propres à le blesser. Perrinet Leclerc, regardant cette décision comme un sanglant affront, ne déguisa pas son mécontentement, et l'exprima avec la chaleur naturelle à son âge. Les émissaires de Jean-sans-Peur excitèrent son ressentiment par mille propos, et finirent par lui persuader que le seul moyen de venger son offense était de servir les intérêts de leur maître. Perrinet, une fois lancé dans le parti bourguignon, fit à son tour des prosélytes, et gagna des jeunes gens aussi ardents que lui, tels que Jean Thiébert, fils d'un boucher, Perrin Bourdechot, marchand de drap, etc. Il séduisit même les bourgeois de sa section, chargés de la garde de la porte Saint-Martin : le souvenir des châtiments terribles infligés naguère à des conspirateurs ne put l'arrêter dans la fatale détermination de livrer cette barrière à l'ennemi. Les conjurés fixèrent l'exécution du projet à la nuit du 28 au 29 mai.

Vers huit heures du soir, par un temps des plus sombres, Lille-Adam, général bourguignon, chargé du coup de main, partit de Pontoise avec 800 chevaux et 300 archers à pied, ayant pour lieutenants les sires de Chatellux, de Chevreuse, de Mailli, de Varigni, Levau de Bar et Lionnel de Bournonville. Lille-Adam tourna Paris, s'approcha de la porte St-Germain, et y fit une pause en attendant qu'on donnât le signal convenu. Sur les deux heures après minuit, le jeune Perrinet, qui

couchait dans le même lit que son père selon l'usage de ce siècle, profitant du sommeil du vieillard, lui déroba les clefs placées sous le chevet; il sortit de la maison sans bruit, et alla joindre quelques conjurés qui l'attendaient au coin de la rue Saint-André-des-Arcs (1): il rencontra d'autres Bourguignons à la Croix-Rouge, et tous ensemble volèrent vers la porte Saint-Germain, dont les soldats de garde, gagnés également, le reçurent avec transport. Perrinet ouvrit les serrures, et la porte tourna pesamment sur ses gonds : Lille-Adam se précipita au galop dans cette ouverture. Lorsque toute la troupe fut entrée, Perrinet referma les portes et jeta les clefs par-dessus les remparts; on ne sait dans quel but. Les historiens contemporains citent le fait, mais aucun d'eux n'explique le motif d'une action aussi étrange.

Lille-Adam s'avança dans Paris, descendit la rue Saint-Jacques, passa la Seine sur le Petit-Pont, franchit celui du Change, et arriva sur la place du Châtelet, où il trouva 1,200 conjurés. Ce général s'étant concerté quelques instants, partagea sa division en détachements qu'il envoya dans différentes directions, la Grève, le Louvre, les rues Saint-Denis et Saint-Martin; il ordonna à ses soldats de pousser les cris de *vive la paix! vive le duc de Bourgogne!* A ce signal, les partisans de ce

(1) Le Père Daniel et l'abbé de Choisi se sont trompés en disant (Hist. de Charles VI) qu'on éleva, en l'honneur de Perrinet, une statue au coin de la rue St-André-des-Arcs : ils se rendirent les échos d'une erreur populaire. En 1501, quatre-vingts ans après la surprise de Paris par les Bourguignons, l'Hôtel-Dieu acheta la maison formant l'angle de la rue St-André. L'acte de vente ne faisait point mention de la statue. Au commencement de 1700 cette maison fut rebâtie à neuf; les tailleurs de pierre, soit hasard, soit intention, façonnèrent grossièrement une tête d'homme sur le haut de la borne du coin de la rue: cette borne n'existe plus. Doit-on croire que le gouvernement de Charles VII eût conservé un pareil monument?

prince et ceux de la reine, les modérés surtout, sortirent de leurs maisons, et se joignirent aux mécontents. En peu d'instants Paris fut livré au désordre le plus effrayant. Lille-Adam courut à l'hôtel Saint-Paul, pénétra dans les appartements de Charles VI, arracha l'infortuné de son lit, le mit de force sur un cheval, et le promena dans les rues : plusieurs de ses officiers s'étaient portés chez les magistrats et chez les barons connus pour leur attachement au dauphin, et se saisirent de leurs personnes. Le président Louvet, celui que l'on cherchait avec le plus d'activité, parvint cependant à s'échapper; Juvénal des Ursins (1), avocat du roi, père de l'historien, ne dut son salut qu'à un avis que lui fit donner son ancien ami, Levau de Bar, un des bannerets bourguignons entrés avec Lille-Adam; le chancelier de Marle se vit arrêté dans sa maison attenant l'église Saint-Leu; les évêques de Laon, de Lizieux, de Coutances, de Saint-Lô, furent également pris chez eux: Lille-Adam ordonna de s'assurer de ces prélats, mais de garantir leurs jours. On les jeta tous en prison pêle-mêle avec des malfaiteurs. Restait encore Tanneguy-Duchâtel : cet officier, en sa qualité de prévôt, logeait à l'hôtel-de-ville, sur la place de Grève; éveillé de bonne heure par le tumulte, il se leva précipitamment, s'élança seul dans les rues, renversa tout ce qui s'opposait à son passage, et arriva au Louvre pour s'emparer du dauphin encore endormi; il l'enveloppa dans sa robe *à relever*, le chargea sur ses épaules, et sortit du Louvre par une

(1) La ville de Paris avait donné à Jean Jouvenal (plutôt que Juvénal) l'hôtel des Ursins, pour reconnaître les services rendus par lui dans les troubles de 1383; Jouvenal prit les armes et le nom de cet hôtel.

fausse porte au moment où les conjurés y entraient par la principale. Tanneguy-Duchâtel traversait la ville chargé de ce précieux fardeau, lorsqu'il rencontra, derrière le Châtelet, le vice-chancelier Robert-le-Masson qui fuyait à cheval; il l'arrêta en le conjurant de l'aider à sauver l'héritier du trône. Robert-le-Masson (1) mit pied à terre et donna son destrier au prince, qui, grâce au zèle de ces deux hommes fidèles, parvint sain et sauf aux barrières de la Bastille, dont les Gascons gardaient l'entrée : sans perdre un seul instant, Tanneguy-Duchâtel sortit de la forteresse par la poterne et courut se renfermer avec le dauphin dans Melun, ville très-dévouée et regardée comme imprenable.

Ce dauphin, sauvé si miraculeusement, était le dernier fils de Charles VI ; sa mort pouvait aplanir au Bourguignon le chemin du trône. Certes, la vie de cet enfant courait un danger capital au milieu de ce tumulte, et l'on conçoit facilement la grandeur du service que Tanneguy-Duchâtel rendit dans cette circonstance.

Bientôt la Bastille se remplit d'une foule d'Orléanais qui fuyaient la mort : le maréchal de Rieux et l'intrépide Barbazan, ayant rallié plusieurs postes occupés par les Gascons, battirent lentement en retraite, et protégèrent la fuite des royalistes, dont ils sauvèrent ainsi un nombre considérable. Quant au connétable, il ne put jamais gagner les abords de la Bastille; on se porta en foule à son hôtel, situé dans la rue Saint-Honoré :

(1) Le président Hénault dit que le chancelier Robert-le-Masson sauva la vie du dauphin, et ne fait point mention de Tanneguy : on conçoit que cet historien veuille laisser tout le mérite de cette action glorieuse à un magistrat, puisque lui-même appartenait à la robe. cependant toutes les relations assurent que Duchâtel eut la principale part à cet acte de dévouement.

il en était sorti de bonne heure, travesti en marchand; il s'égara dans les rues, sans pouvoir joindre ses Gascons. Craignant d'être reconnu lorsque le jour viendrait, le comte d'Armagnac se jeta dans la maison d'un maçon, qui le cacha au grenier; mais le soir même on publia un ordre du jour qui prononçait la peine de mort contre celui qui donnerait asile à un Orléanais. L'artisan épouvanté alla déclarer à Lille-Adam qu'il avait dans sa maison le comte d'Armagnac: le général bourguignon envoya Levau de Bar, commandant une forte escorte, arrêter le connétable, qui fut conduit au Louvre, et transféré le lendemain à la Conciergerie. La multitude s'ameuta sur son passage, et voulait le mettre en pièces. Levau de Bar ne sachant comment le garantir, le prit en croupe derrière lui, partit au galop, fendit la presse, et arriva au Louvre avec son prisonnier. On massacra dans cette journée 522 personnes bien connues; on pilla le collége de Navarre et plus de 1,500 maisons: car pour le peuple l'unique but de toutes les révolutions est de piller; un seul ravit le pouvoir, et les autres ravissent le bien des particuliers.

Les chroniques du temps ne disent pas ce que devint Perrinet Leclerc au milieu de ces désordres; il n'en est plus question dans l'histoire de Charles VI et de Charles VII.

La Bastille capitula au bout de quinze jours; on en donna le commandement au sire de Cany. Nonobstant tous ces avantages, ni le duc de Bourgogne ni la reine ne venaient se montrer à cette tourbe qui s'était soulevée pour leurs intérêts. Isabeau annonça froidement qu'elle ne se croirait en sûreté à Paris que lorsqu'on se serait défait de tous les Armagnacs: cette seule phrase fut le signal d'une seconde boucherie bien plus épouvantable que la première. Depuis l'entrée des Bourguignons,

le bas peuple se montrait insatiable de carnage t le projet d'un pillage général se forma en secret et à l'insu des généraux de Jean-sans-Peur, uniquement occupés de se partager les principaux emplois et les riches dépouilles des barons détenus. Cette conspiration, tramée au milieu d'une autre conspiration, suivait l'impulsion de deux hommes audacieux, Lambert, fabricant de pots d'étain, et Capeluche, bourreau de la ville.

Onze heures de la nuit sonnaient, un dimanche 12 juin 1418, lorsque plusieurs voix crièrent *alarme* à la porte Saint-Germain, comme si l'ennemi voulait forcer les barrières. Aussitôt le menu peuple se saisit de maillets, de vieilles épées et de haches; en peu de temps 40,000 hommes se trouvèrent réunis aux Halles, à la place Maubert, au Châtelet, à la Grève et sur les ponts: les agents secrets du duc de Bourgogne avaient amassé dans l'hôtel d'Artois, appartenant à ce prince, quantité d'armes; ils en distribuèrent à tous ceux qui se présentaient.

Le jour paraissait à peine lorsque l'air retentit de ce cri : *Tuez, tuez tous les Armagnacs*. Aussitôt les bandits se portèrent par pelotons dans les divers quartiers; les bouchers marchaient en tête de chaque division : ils se dirigèrent vers les prisons, firent main-basse sur les gardes, les geôliers et les prisonniers, parmi lesquels se trouvaient beaucoup de détenus pour dettes, et même des Bourguignons arrêtés par l'ordre du dauphin, et qu'on n'avait pas encore songé à mettre en liberté. Le chancelier de Marle, 7 prélats, le recteur de l'université, 150 bannerets, chefs de très-anciennes familles, furent immolés, ainsi que 3,000 autres personnes de tout âge et de tout sexe. Le connétable, arraché de la Conciergerie, eut la tête écrasée sur la pierre de marbre du Palais; on le mit tout nu, et un boucher lui leva sur le dos un lambeau de chair pour figurer la

bande, signe de ralliement de son parti. Le corps fut abandonné à une troupe de petits enfants, qui lui attachèrent une corde aux pieds et le traînèrent un jour entier. Ainsi périt, à l'âge de ciuquante-trois ans, Bernard d'Armagnac, septième du nom, général brave et expérimenté : les historiens contemporains, tous dévoués au parti bourguignon, n'ont pu blâmer en lui qu'une sévérité excessive.

Dans cette affreuse tuerie, chacun recherchait son ennemi personnel : tout ce qui était ouvrier s'acharnait après Jean Claude, maître charpentier, employé à l'arsenal, homme très-dur. « Lorsqu'un ouvrier lui demandait de l'argent, dit le Journal de Paris, il lui donnait un *blanc;* le manœuvre se récriait sur la modicité de la somme : « Va, va, répondait-il, tu peux avec cela acheter une corde pour te pendre. »

Le sire de Grandpré, le prieur de Saint-Denis, Pierre de Gajaut, maître des requêtes, Remonet de la Guerre, un des meilleurs officiers du connétable, Odoard Baillet, le plus savant docteur de l'université, Charlot Poupart, argentier du roi, périrent dans la prison du Temple. Une des particularités les plus singulières de cet événement fut le rôle que jouèrent Lille-Adam, Chatellux, Levau de Bar et surtout Jean de Luxembourg, nommé prévôt à la place de Tanneguy-Duchâtel. Ces généraux bourguignons, entrés dans Paris le 29 mai, et qui depuis douze jours gouvernaient au nom du roi, ne purent comprimer le mouvement populaire concerté à leur insu. Ils se réunirent au nombre de 1,000, tous à cheval, et marchaient en silence au milieu de la foule des brigands. Ces guerriers, qui avaient affronté la mort dans tant de combats, paraissaient saisis d'effroi à l'aspect de tous ces massacres ; aucun d'eux n'éleva la voix pour prendre la défense de quelques malheureux, égorgés sous

leurs yeux, ou écrasés sous les pas des chevaux, « et n'y estoit si hardi, s'écrie le contemporain Jean Lefèvre, qui osât dire parole, sinon, *vous faites bien, mes enfants.* » Lille-Adam, Chevreuse et Chatellux sauvèrent à grand' peine plusieurs riches feudataires en les prenant en croupe derrière eux, et lorsque le danger fut passé ils en exigèrent de fortes rançons, comme si on les eût pris en pleine guerre : Lille-Adam et les autres officiers gagnèrent 100,000 écus à cet étrange négoce (1) !!!

Guillaume Cyrasse, doyen des maîtres layetiers, nommé prévôt des marchands par Tanneguy-Duchâtel, fut le seul qui montra du courage dans cette crise, et qui voulut arrêter la furie des bourreaux ; mais le peuple fondit sur lui pour le tuer ; en se débattant contre ses meurtriers, Cyrasse tomba dans un soupirail de cave : cette circonstance lui sauva la vie. Les rebelles nommèrent d'eux-mêmes, sur-le-champ, un autre prévôt des marchands ; ce fut l'épicier Noël, bourguignon exalté.

Les exécutions ne finirent pas le 12 juin ; on égorgea pendant quatre jours de suite : dans ce court espace de temps, plus de 2,000 personnes périrent au sein de leurs foyers. Les brigands passaient par-dessus leurs haillons de riches habits de bannerets, de chevaliers, des robes de présidents, même des vêtements de femmes, et couraient ainsi les rues, foulant aux pieds les cadavres qui gisaient dans les carrefours sans que personne songeât à les enlever. Comme il faisait déjà très-chaud, ces corps entrèrent promptement en putréfaction : « Mais, dit la Chronique, dans la nuit du 15 juin il plut tant fort que oncques ne sentirent mal odeur ; mais furent lavés par force de la pluie, que au matin n'y avoit ne bête, ne or-

(1) Saint-Remy.

dures sur leurs playes. » Au milieu de ces horreurs arriva la Saint-Médard, que l'on fêtait soigneusement chaque année : il était d'usage que les membres de la confrérie de saint Landry, patron des ouvriers, se rendissent à l'église Saint-Eustache, en procession, parés de couronnes de fleurs. Tous ces hommes du 12 juin, repus de sang, voulurent chômer cette fête comme dans les temps les plus heureux, et couvrirent leurs têtes hideuses de chapeaux de fleurs : les maîtres de la confrérie firent plus de neuf cents de ces chapeaux. « Le moustier de St-Eustache, dit Juvénal des Ursins, étoit tout plein de monde ; n'y avoit ne homme, ne prêtre, ne autre qui n'eût en sa tête un chapel de fleurs vermeilles, et sentoit tant bon le moustier, comme s'il fût lavé à l'eau rose. » Le soir, les roses effeuillées couvraient la terre, se mêlant aux membres épars des victimes.

La lassitude et des maladies effrayantes, suite d'une intempérance immodérée, calmèrent la fureur de la populace. L'effroi retenait chez eux la plupart des bourgeois; la capitale offrait l'aspect d'une vaste solitude; les relations les plus intimes avaient cessé, chacun restait renfermé. Le 30 juin était le Landy, célébré ordinairement avec beaucoup de joie par les élèves de l'université; ce jour-là ouvrait également une foire très-fameuse pour Paris : mais cette année la vente fut nulle, très-peu de marchands étalèrent ; on vendit quelques paires de souliers de Brabant dans la grande rue Saint-Denis, et tout se borna là (1).

Le mois de juillet commença par d'autres excès; on pilla et l'on tua de nouveau. L'exaltation remplissait tous les esprits. Un soldat de Lille-Adam, sortant d'un

(1) Journal de Paris, p. 39.

cabaret au coin de la rue aux Ours, se jeta furieux sur une statue de la Vierge placée à l'angle opposé, et la frappa de sa dague: cette profanation émut le peuple, qui, au milieu de la plus affreuse licence, conservait encore des idées religieuses. On cria au sacrilége; des spectateurs assurèrent avoir vu jaillir du sang de la statue: on se saisit du coupable, et on le pendit. Depuis cette époque, en expiation de l'attentat consommé par l'archer, on brûlait, le 3 juillet de chaque année, au coin de la rue aux Ours, un homme d'osier armé d'un poignard. (1418.)

Ce fut le lendemain de cette scène, le 4 juillet 1418, que le duc de Bourgogne fit son entrée dans Paris, dont il était maître depuis six semaines. Jean-sans-Peur avait différé d'y venir, pour ne pas assister aux massacres exécutés par ses ordres: Isabeau de Bavière l'accompagnait. L'arrivée de ces deux personnages fut célébrée comme un triomphe: les bourgeois, vêtus de bleu, couleur de la reine, offrirent au duc et à son fils aîné une robe de velours également bleue; le peuple bordait la haie et criait *Noël*, en signe de joie; on jetait de la feuillée devant le char d'Isabeau, de cette femme impudique, naguère si détestée, et que les Parisiens appelaient *la grande truie*. Les fleurs que l'on semait sur les pas de Jean-sans-Peur et de la reine, ne cachaient point les atrocités qui venaient de se commettre: ils virent des maisons incendiées, d'autres abandonnées, des meubles brisés, des vêtements sanglants et des lambeaux de chair humaine que des chiens se disputaient encore. Les bouchers vinrent au-devant du prince bourguignon, et lui demandèrent un salaire; Jean-sans-Peur fut obligé de les accueillir: ils avaient si bien secondé ses fureurs! On le vit prendre la main de Capeluche, bourreau de la ville, le chef populaire le plus influent. Après avoir

traversé la majeure partie de la capitale, le cortége se rendit à l'hôtel Saint-Paul, où l'on avait transporté le roi une seconde fois. Charles VI reçut le duc et Isabeau d'un air étonné; il combla sa femme de caresses, sans se rappeler l'affaire de Bourdon. La particularité la plus extraordinaire de la maladie du roi consistait dans l'oubli total du passé : à cette occasion la Chronique de Jean Lefèvre dit : «Le roi estoit de tout content, des Bourguignons et des Armagnacs, et peu lui estoit indifférent comme tout allât.»

Jean de Nevers, vainqueur des Armagnacs, maître de la personne de Charles VI, régnant sans entraves dans Paris, se trouva bientôt aussi embarrassé que le connétable l'était deux mois auparavant : les Orléanais, réunis sous les ordres de Tanneguy-Duchâtel, resserraient les faubourgs comme les Bourguignons le faisaient précédemment. Les Gascons, brûlant de venger la mort du comte Bernard, leur général, leur maître chéri, poussaient chaque jour des reconnaissances jusqu'aux barrières. Jean-sans-Peur ne songeait qu'à donner une forme nouvelle à son gouvernement; il institua un conseil de finances, nomma des magistrats, deux maréchaux de France (Lille-Adam et Chatellux), et un connétable qui fut Charles de Lorraine; Levau de Bar se chargea à regret des fonctions de prévôt. Le régent se vit bientôt entravé dans ses opérations par les prétentions du parti populaire, qui voulait s'arroger la suprême puissance. A son entrée dans la capitale, le duc avait lui-même augmenté l'influence de ce parti, en dévouant à ses coups certains hommes échappés aux haches des meurtriers. Il chargea Capeluche de former une commission pour juger ces derniers Armagnacs. On conçoit quel devait être le tribunal dont le bourreau nommait les membres,

et dont il s'institua le président : cet homme appelait les royalistes à sa barre, les condamnait et les exécutait lui-même. Bientôt ce chef de rebelles fut aussi absolu que le régent ; il vint plusieurs fois jusque dans le palais de ce prince se saisir des bannerets qui avaient encouru sa disgrâce. Capeluche arracha de l'hôtel de la reine le vieux Hector de Chartres, père de l'archevêque de Reims, et Louis Maçonnet, chevalier octogénaire ; il leur trancha la tête le jour suivant. Ses moindres volontés étaient satisfaites sans rencontrer la plus légère opposition, et chacun se prosternait aux pieds de cet ignoble tyran, tant le sentiment de la crainte exerce de la puissance. Jean-sans-Peur voyait à chaque instant son autorité méconnue par ces furieux, qui demandaient hautement de gouverner selon leurs caprices. Pour se délivrer de si terribles auxiliaires, le Bourguignon eut encore recours à l'adresse, moyen qui ne lui faillit jamais. Il fit semer le bruit que la tour de Montlhéri, gardée par une faible garnison d'Orléanais, contenait un trésor considérable depuis peu découvert, provenant du fameux connétable de Clisson, qui passait pour avoir possédé d'immenses richesses. Les brigands, trompés par ce leurre, sortirent au nombre de 10,000, et attaquèrent Montlhéri sans aucun succès : cette tentative coûta beaucoup de monde. A l'issue de l'expédition, ils voulurent rentrer dans Paris : on refusa de leur en ouvrir les portes ; ils se répandirent dans la campagne, et furent exterminés par les paysans unis aux Orléanais. Le duc de Bourgogne profita de l'absence de ces 10,000 agitateurs pour réduire au néant le reste de ces bandes dévastatrices : Capeluche fut le premier sacrifié. Cet homme féroce venait de faire traîner à son tribunal une jeune femme grosse de six mois, veuve d'un Armagnac massacré le 12 juin ; il la condamna

à mort, et l'immola de ses propres mains. Cette action horrible produisit un mouvement d'indignation universel; en peu d'instants toute la ville fût instruite d'un crime aussi affreux : on se porta en foule à l'hôtel Saint-Paul pour en demander la punition. Jean-sans-Peur, charmé de trouver un prétexte légitime, fit arrêter Capeluche qui buvait dans un cabaret des Halles; on le laissa une nuit au fond de son cachot. Le lendemain, l'espèce de parlement nouvellement institué lui appliqua la même peine que cette malheureuse femme avait subie la veille. Capeluche entendit prononcer sa sentence sans s'émouvoir : on le conduisit à la Grève, mais il manquait un bourreau; et, chose étrange! parmi ces Parisiens qui avaient égorgé de sang-froid des milliers de leurs concitoyens, on ne trouva personne qui voulût se charger d'exécuter ce scélérat. Il fallut contraindre son valet, jeune encore, de remplir l'office de son maître. Capeluche donna froidement la dernière leçon à son successeur, lui indiqua l'endroit où le bras devait frapper, aiguisa lui-même le glaive, et présenta la tête à son élève, qui l'abattit d'un seul coup.

La mort de Capeluche laissant le parti populaire sans chef, le duc de Bourgogne se trouva délivré d'une rivalité très-redoutable; mais une nouvelle calamité vint augmenter ses embarras. Le sang répandu dans les massacres de juin, ces cadavres laissés long-temps sans sépulture, le peu de soin donné à l'assainissement d'une cité populeuse, toutes ces causes réunies engendrèrent une épidémie dont les premiers symptômes se développèrent au milieu de l'automne 1418. Ce fléau commença par enlever quarante individus par jour; le nombre quintupla en peu de temps : les hommes de trente ans succombaient plus tôt que les vieillards; les cimetières ne suffisaient plus pour contenir les morts,

on creusait de vastes fosses qui recevaient 600 corps jetés pêle-mêle.

Le prévôt des marchands et le parlement firent rassembler les fossoyeurs pour connaître approximativement la masse des victimes; d'après le rapport, on consigna sur les registres que depuis la Nativité de la Vierge jusqu'à la Conception (trois mois), on avait mis en terre 100,000 personnes y compris les enfants. Le jour de la Saint-Crépin, la corporation des cordonniers se réunit, et voulut s'assurer des pertes qu'elle avait essuyées : les informations prouvèrent que dans les mois de septembre et d'octobre il était mort 1,800 cordonniers, maîtres ou garçons. (Journal de Paris, p. 50.)

Les habitants que le fléau épargnait avaient à lutter contre la famine : un setier de blé coûtait quatre francs, c'était six fois plus que dans les temps ordinaires. Un enfant de quatorze ans mangeait par jour pour dix-huit deniers de pain. La foule assiégeait dès l'aurore les boutiques des boulangers ; des malheureux dévoraient le pain bouillant, et la plupart s'étouffaient en l'avalant. L'épidémie s'étendit hors de la capitale, dans un rayon de cinquante lieues; les provinces non envahies par la maladie se trouvaient au pouvoir des Anglais, ou livrées aux fureurs de la guerre civile.

Les massacres du 12 juin, loin d'avoir abattu la faction orléaniste, avaient au contraire doublé son énergie. Les parents de ceux que le fer des Parisiens avait moissonnés, ne mirent plus de bornes à leur ressentiment; les villes et les campagnes devinrent le théâtre de combats perpétuels ; les paysans, pillés par les deux partis, abandonnèrent la culture des terres, et se réfugièrent au fond des bois : ils ne tardèrent pas d'en sortir, et se vengèrent aussi bien sur les Armagnacs que sur les Bourguignons. Les moines, expulsés des monastères, s'ar-

mèrent également et se servirent du glaive à leur tour; on finit par s'exterminer pour la possession de quelques aliments : les vivres devenaient si rares, que l'argent ne pouvait plus en procurer. Les Anglais, insensibles à tant de maux, foulaient cette terre de désolation, et s'emparaient des places fortes, dont la plupart n'avaient ni habitants, ni garnison. Du nord au midi la France offrait le spectacle le plus pitoyable; ce pays, si florissant sous les premiers Capétiens, ne présentait plus que l'aspect de la misère. Jean de Nevers, principal auteur de tant de désastres, ne régnait que sur des ruines, et mille obstacles l'empêchaient encore de jouir paisiblement d'une si triste puissance : car d'un côté le parti orléanais, ayant à sa tête le dauphin, exerçait une influence positive dans les provinces situées au-delà de la Loire; d'une autre part Henri V poussait ses conquêtes en Normandie, non sans éprouver de sérieuses difficultés, car les Français ne se laissaient pas tellement abattre par les malheurs publics qu'ils oubliassent leur ancienne bravoure : partout où quelques hommes armés se trouvaient réunis, Henri rencontrait une vigoureuse résistance. Le sire de Woodville, un de ses lieutenants, chevalier de la Jarretière, attaqua en avril 1418 le château de Beaumont-le-Vicomte. Foulques de Courtarvel y commandait pour la duchesse d'Alençon : ce vieux guerrier, qui, trois ans auparavant, s'était distingué à la bataille d'Azincourt, repoussa vigoureusement Woodville. Le général anglais leva son camp, en prenant la direction de Mortagne. Foulques de Courtarvel sortit de la place accompagné d'un fort détachement, tomba sur l'arrière-garde, la tailla en pièces; mais, emporté par son ardeur, il s'enfonça au milieu de la colonne ennemie, fut enveloppé et pris. Woodville, charmé de cette capture, rebroussa che-

min et vint s'établir une seconde fois devant Beaumont-le-Vicomte dont la garnison s'était mise sous les armes, ayant été avertie par quelques fuyards de l'aventure du gouverneur. Le général anglais engagea par les plus brillantes promesses le sire de Courtarvel à se servir de son autorité pour obtenir que les soldats de la forteresse ouvrissent les portes : le gouverneur repoussa cette proposition. Sur son refus, on le conduisit en face du pont-levis; là Woodville lui commanda, sous peine d'avoir la tête tranchée, d'ordonner à ses officiers de baisser le pont; Courtarvel se recueillit un moment, puis s'avançant au bord des fossés, il cria aux siens d'une voix puissante : « Je vous ordonne, de par le dauphin et de par la duchesse d'Alençon, notre dame et maîtresse, de ne point ouvrir vos portes, sinon vous serez réputés déloyaux et félons. » (Hist. du comté d'Alençon.— Mss. de la bibliothèque d'Angers.)

Les Anglais, touchés sans doute de sa grandeur d'âme, ne mirent point à exécution leur menace; voyant l'impossibilité de se rendre maîtres de la place, ils levèrent le siége une seconde fois, emmenant avec eux le sire de Courtarvel, qui fut mis à rançon l'année suivante. Il aurait été heureux que sa noble conduite eût servi de modèle au duc de Bourgogne : ce prince, entouré de difficultés de divers genres, espérait les surmonter avec de la persévérance et de l'intrigue. Durant deux mois entiers il s'agita en tous sens dans le cercle d'une politique astucieuse, épiant le moment de surprendre ses adversaires; mais la foudre le frappa lorsqu'il s'apprêtait à frapper les autres.

L'histoire de cette seule année 1419 mérite de tenir une large place dans nos annales : on ne peut que très-difficilement percer l'obscurité qui enveloppe cette période. Les écrivains de l'époque, livrés aux mêmes passions qui

agitaient leurs contemporains, égarent le lecteur au lieu de l'éclairer. Cependant, au milieu de mille assertions contradictoires touchant le caractère de Jean-sans-Peur, une vérité se fait jour, c'est que ce prince avait beaucoup plus d'ambition que de talent. Paris, gouverné par lui si long-temps, n'eut point à se louer de son administration ; il ne fit rien pour réparer les maux causés par les discordes civiles ; tous ses soins se tournèrent vers un seul but : établir de nouvelles taxes. C'est lui qui le premier mit un impôt sur le vin : l'usage de cette liqueur, restreint le siècle précédent aux classes élevées, s'étendait alors aux gens des conditions les plus infimes. « Cette damnable pratique, dit la Chronique, eut lieu environ la Toussaint 1419. » Le mécontentement suivit de près une mesure si arbitraire.

Le duc de Bourgogne, ne pouvant plus compter sur l'affection des Parisiens, laissa la garde de la capitale aux troupes flamandes, et sortit de l'hôtel Saint-Paul pendant la nuit, emmenant Charles VI, Isabeau et leur maison. Il résolut de fixer sa résidence à Provins. Dès le premier jour de son arrivée en cette ville, Jean-sans-Peur se mit en relation avec Henri V d'une part, et de l'autre avec le dauphin. Ce dernier faisait également en secret des propositions au roi Henri V, qui accueillait les ouvertures de quelque côté qu'elles vinssent, bien résolu de tromper tout le monde, et d'ajouter la couronne de France à la couronne d'Angleterre usurpée par son père.

Persuadé que Henri V travaillait dans les intérêts de la seconde branche des Valois, Jean-sans-Peur envoya vers ce prince le cardinal des Ursins, afin de l'engager à conclure une paix définitive : le duc ne doutait pas que, par attachement pour lui, Lancastre ne consentît à mettre un terme aux hostilités, à vider même le royaume,

et que les Français de toutes les opinions ne payassent de la plus vive reconnaissance un bienfait si considérable. Henri avait accepté son amitié sans jamais s'expliquer sur ses projets ultérieurs ; pressé par son crédule allié, il jeta le masque et fit au cardinal cette réponse foudroyante : « Le benoît Dieu m'a inspiré et donné volonté de venir en ce royaume pour châtier les sujets, et pour en avoir la seigneurie comme vrai roi. » Cette explication mortifia singulièrement le duc de Bourgogne, et l'éclaira sur les véritables vues de Lancastre: dès ce moment sa position devint chaque jour plus embarrassante. Il essaya vainement d'avoir en sa puissance le dauphin, dont le nom seul valait des armées au parti d'Armagnac. Repoussé de ce côté, le prince eut recours à Isabeau de Bavière, qui depuis sa rentrée dans Paris manifestait l'intention de ne plus se mêler des affaires publiques ; néanmoins la haine qu'elle portait à son fils lui fit abandonner ce dessein : elle promit à Jean-sans-Peur de le seconder dans ses nouvelles combinaisons ; et, de son propre mouvement, la reine remit en avant le projet du mariage de Catherine de France avec Henri V. Catherine, âgée de dix-neuf ans, fixait tous les regards par une beauté ravissante, et Isabeau ne doutait pas que les charmes de sa fille ne touchassent le cœur du monarque anglais : en conséquence elle lui fit demander une entrevue qui eut lieu auprès de Meudon, dans une prairie ; Jean-sans-Peur ne craignit pas d'y assister.

Isabeau présenta sa fille à Lancastre, qui, en dépit de sa froideur affectée, parut ébloui des grâces de la jeune princesse : la reine s'aperçut facilement de son émotion. Cette journée se passa en compliments réciproques. On reprit les conférences le surlendemain. Isabeau n'y conduisit pas sa fille, espérant que cette absence exciterait davantage l'ardeur de Henri V. Celui-ci,

devinant son intention, rit de ce manége, et, honteux d'avoir montré quelque faiblesse, il devint encore plus exigeant. L'ambitieux résuma ainsi ses diverses demandes: « la possession des provinces cédées à ses prédécesseurs par le traité de Bretigny, en y ajoutant la main de Catherine et un million de dot. » Le duc de Bourgogne, qui, dans l'intervalle de ces pourparlers, venait de renouer avec le dauphin, se récria sur la dureté de ces conditions, en disant que la main de Catherine ou la cession des provinces lui paraissait suffisante chacune en particulier, sans les réunir toutes deux. Henri V l'interrompit vivement: « Beau cousin, nous voulons que vous sachiez que nous aurons la fille et ce que nous avons demandé avec elle, ou nous débouterons votre roi et vous aussi hors de son royaume (1). — Seigneur, répondit le duc, vous dites à votre plaisir; mais devant que vous ayez débouté le roi et nous hors de son royaume, serez vous bien lassé. » Sur ce, les conférences cessèrent, et la trève fut rompue. Jean-sans-Peur, l'homme le plus fier de son temps, venait de recevoir une sanglante offense; sa réponse paraissait d'autant plus juste, qu'il pouvait opposer 60,000 combattants au roi d'Angleterre, qui se trouvait hors d'état d'en présenter la moitié. Dans cette situation il lui devenait facile de reconquérir l'estime publique, en attaquant sur-le-champ l'armée anglaise, dont un seul échec devait consommer la ruine; mais son caractère n'avait rien d'héroïque: il se contenta de se montrer plus accessible aux offres du dauphin. Les chefs du parti orléanais, effrayés des conférences de Meudon, s'empressèrent d'agir auprès du duc de

(1) On sait que jusqu'à la fin du quinzième siècle la langue française fut commune aux deux nations, et principalement aux féodaux de l'un et de l'autre pays.

Bourgogne, dont ils connaissaient l'irrésolution. Tanneguy-Duchâtel s'offrit pour remplir auprès de lui cette mission aussi délicate que périlleuse. Ce chevalier s'annonçait lui-même comme l'ennemi personnel de Jean-sans-Peur, qui de son côté nourrissait contre le Breton une haine implacable. En voici l'origine : Tanneguy-Duchâtel, après s'être signalé dans sa patrie, vint en France, et s'attacha au duc d'Orléans, qui le combla des témoignages de la plus tendre affection. Le banneret montra pour son bienfaiteur la reconnaissance la moins équivoque; et lors de l'assassinat de l'époux de Valentine, il se livra à des transports furieux. Accompagné de quelques officiers décidés, il se mit sur les traces du duc de Bourgogne : le Breton faillit enlever ce prince au milieu de son armée; il lui envoya un cartel, que Jean de Nevers refusa selon sa coutume. Pendant plusieurs mois, Tanneguy fit des tentatives dans l'espoir de venger son maître; mais obligé de quitter Paris lorsque la faction bourguignonne eut repris tout son ascendant, il se réfugia en Aragon. Jean-sans-Peur, vivement affecté de ses provocations, paya son échanson (1) Jean de Kernesan, homme résolu, pour aller à Saragosse provoquer et combattre Tanneguy, retiré dans cette ville. L'appertise se tint vers les premiers jours de 1408. Duchâtel triompha de son adversaire, revint ensuite en France, et fut nommé prévôt de Paris. Jean-sans-Peur, ne cessant de le poursuivre de sa haine, supplia Lille-Adam, chargé de surprendre la capitale en 1418, de commencer par immoler Tanneguy : on sait que son attente homicide fut trompée, et que Duchâtel sauva non-seulement sa personne, mais encore celle du dauphin, nouveau grief aux yeux du Bourguignon. Aussi nous paraît-il extraor-

(1) Il lui donna 200 fr. (Comptes de Jean de Pressy.)

dinaire qu'après tant de motifs d'animosité ce chevalier n'ait pas craint d'entamer une négociation avec Jean-sans-Peur. Quoi qu'il en soit, le Breton arriva au camp de Pontoise le soir même du jour de la rupture des conférences, et trouva le prince encore tout ému de l'apostrophe du monarque anglais ; il lui fut aisé de le séduire, en excitant son ressentiment et en flattant son amour-propre. Tanneguy lui démontra que c'était agir contre ses intérêts que de laisser entrer Lancastre dans la famille de Charles VI ; que le dauphin pouvait mourir, et qu'alors la maison de Bourgogne ne se trouverait séparée du trône que par la branche collatérale d'Orléans, dont l'aîné, prisonnier en Angleterre, paraissait peu jaloux de ses droits : dans cette position, l'unique but de Jean-sans-Peur devait être, selon Tanneguy, d'oublier le passé, et de se réunir franchement à l'héritier de la couronne pour expulser les Anglais du territoire.

Tanneguy-Duchâtel parvint, dans cette entrevue, à gagner les bonnes grâces de Jean-sans-Peur, qui, en le congédiant, lui fit présent d'un beau cheval, de 500 écus d'or, et le chargea de dire au dauphin qu'il était prêt à joindre ses efforts aux siens pour délivrer la France de la présence des étrangers. En effet les deux princes se rencontrèrent, le 11 juillet 1419, non loin de Melun, sur la route de Paris, auprès du château de Pouilly-le-Fort : ils se promirent réciproquement d'abjurer toute espèce de ressentiment, et convinrent de se partager l'administration du royaume. Le traité fut juré entre les mains d'Alain, évêque de St-Pol de Léon, légat du pape : en se séparant, l'un et l'autre se prodiguèrent des témoignages d'amitié. Le duc offrit au dauphin, comme souvenir, un fermail d'or orné de trois gros diamants ; son parent lui donna, en échange, un

magnifique coursier bai-brun à tous crins. On ne peut découvrir quel fut l'obstacle qui empêcha les deux partis de se réunir aussitôt après la signature du traité. Cette fusion devenait d'autant plus nécessaire que Henri V, ne gardant plus de ménagements, faisait de rapides progrès ; il venait d'enlever Pontoise par escalade, et resserrait Paris de plusieurs côtés. Malgré l'urgence du péril, on ne fixa que dans les premiers jours de septembre la réunion du roi, de la reine, du dauphin, du duc de Bourgogne et des principaux chefs des deux armées : la ville de Troyes fut choisie, à cet effet, d'un commun accord. Il paraît certain que dans cet intervalle Jean-sans-Peur donna de nouvelles preuves de sa déloyauté, et qu'il se rapprocha une seconde fois du roi d'Angleterre : il refusa, sous des prétextes futiles, de remettre aux officiers du dauphin plusieurs places, suivant l'article fondamental de la convention de Pouilly-le-Fort. Sa conduite parut équivoque aux yeux des moins clairvoyants : les chefs orléanistes le signalèrent au dauphin comme un traître, qui se proposait de partager le royaume avec Henri V ; le jeune comte de Ponthieu parut convaincu de cette vérité : cependant il ne s'ensuivit pas une rupture immédiate, et le moment de se rendre à Troyes approchant, le dauphin écrivit au duc de Bourgogne pour lui témoigner le désir de le voir encore une fois en particulier avant d'aller dans la capitale de la Champagne, afin de s'entendre sur plusieurs dispositions préliminaires. Les ministres du régent indiquèrent pour lieu de rendez-vous Montereau-sur-Yonne, dont les troupes bourguignonnes occupaient le château, et les Français le corps de la ville : le pont qui les liait parut une place très-propice pour une entrevue. Le duc promit de s'y trouver, mais bientôt après il

ressentit un mortel regret d'avoir donné sa parole, et voulut la retirer; il ne put cependant résister aux prières des quatre personnes qui exerçaient le plus d'ascendant sur son esprit: elles le suppliaient sans cesse de se rendre au lieu désigné. Ces guides si influents étaient la dame de Giac, Philippe Jossequin, son valet-de-chambre et son favori, Renaud, vicomte de Murat, son chambellan, et enfin maître Bidault, son *astronome*, son devin en titre.

Ces conseillers, redoublant d'instances, obtinrent qu'il irait jusqu'à Bray-sur-Seine, car Montereau l'épouvantait. Le duc ayant passé quelques heures à Troyes, partit de cette ville le 24 août. Dès son arrivée à Bray il reçut la visite de Barbazan, qui vint le complimenter de la part du dauphin, en lui annonçant que son maître l'invitait à se rendre sans délai à Montereau, cinq lieues plus loin. Jean s'y refusa d'abord, promit ensuite, puis se rétracta de nouveau, en manifestant les craintes les plus vives; enfin, il se trouvait encore à Bray le 7 septembre.

Tanneguy-Duchâtel, accompagné de Louis de Scoraille et de Jacques de Phlechin, l'ayant rejoint, lui dit: « Le dauphin vous attend à Montereau depuis quinze jours; les craintes que vous montrez pour votre sûreté sont injustes, le château que l'on a livré à vos troupes suffirait seul pour vous garantir contre une surprise, si quelqu'un avait résolu de vous trahir. » En effet, la citadelle bornait le pont sur lequel on devait tenir la conférence, et les soldats qui l'occupaient pouvaient distinguer parfaitement tout ce qui se passait sur le lieu désigné. Comme la ville de Montereau manquait de fortifications du côté de l'Yonne, les troupes du dauphin, pour se garder contre le château, élevèrent à l'entrée du pont

trois fortes barrières ; elles furent construites par un nommé Renaudin (1).

Le duc, inquiet, reculant devant sa destinée, paraissait très-soucieux : il sortait tout-à-coup de ses rêveries, se levait vivement, et déclarait d'une voix altérée qu'on ne le verrait pas à Montereau. La dame de Giac essayait de bannir ses terreurs, en lui montrant le blâme qu'il allait encourir par son refus d'assister à cette conférence de laquelle dépendait le salut de la France. D'un autre côté, un Juif nommé Samuel Mouskes, qui jouissait auprès du prince d'un crédit inexplicable, ne cessait de le dissuader de s'y rendre, disant qu'il n'en reviendrait pas (Juvénal des Ursins). Au milieu de ces perplexités, Jean désira connaître l'avis de Charles VI, qui, dans ce moment, se trouvait moins malade. Il en reçut l'ordre exprès d'aller au plus vite à Montereau. Sur cette réponse, le duc dit à Tanneguy, qui l'obsédait sans cesse, qu'il paraîtrait aux conférences le 10 septembre. Le sire de Giac et Nicolas Rollin allèrent à Montereau jurer, de la part de Jean-sans-Peur, d'observer le traité conclu auprès de Pouilly-le-Fort ; les sires d'Albret, de Levis, Jean Phlechin, Jean d'Harcourt, Bertrand de la Tour, firent à Bray le même serment, au nom du dauphin.

Le dimanche 10 septembre, le duc réunit de grand matin ses quatre devins ou astronomes, comme on les appelait ; car ils prétendaient expliquer l'avenir d'après la marche des astres. Selon ses volontés, ces hommes avaient passé toute la nuit occupés à leurs observations mystérieuses ; ils se nommaient Moreau Thourier, Pierre Dyon, Jean de Versac et Bidault Varrier (2). Tous

(1) Voyez la description de ce pont à la fin du volume.

(2) Il ne faut pas croire que cette manie des devins tînt à l'igno-

quatre répondirent que le voyage de Montereau ne présentait aucun danger : ainsi ce duc de Bourgogne, surnommé *Sans-Peur*, avait besoin d'une telle assurance pour régler ses déterminations. Le duc partit donc de Bray après son dîner, accompagné de 2,400 hommes. Il arriva à quatre heures au faubourg Saint-Maurice, qui se trouve dans l'angle formé par l'Yonne et la Seine. Le prince plaça ses gens dans un pré clos de haies, derrière le château. Les sires de Noailles et de Saint-Georges allèrent, par ses ordres, saluer le dauphin et lui annoncer que leur maître était venu, suivant ses désirs, pour conférer sur les moyens de mettre un terme à la guerre civile et d'expulser les Anglais du royaume. Le dauphin répondit que l'arrivée de son parent le charmait : il insista pour que l'entrevue eût lieu sans plus tarder, car son intention était d'aller coucher le soir même au manoir de Moret. On convint que l'un et l'autre se feraient accompagner de dix chevaliers pour venir sur le pont; le dauphin donna le nom des personnes choisies par lui, savoir : le vicomte de Narbonne, Pierre de Beauveau, Robert de Loire, Tanneguy-Duchâtel, Barbazan, Guillaume Bataille, Gui d'Avaugour, Olivier Loget et les deux écuyers Varanne et Frottier.

En rendant compte de leur mission, les sires de Noailles et de Saint-Georges dirent au duc qu'on apercevait beaucoup d'hommes armés du côté de la ville, et que les barrières leur avaient paru construites de

rance de ce siècle. Les astrologues existaient à Rome dans les temps les plus éclairés. « Espèce d'hommes, dit Tacite, qui trahit la puissance, trompe l'ambition, et qui toujours proscrite dans notre cité s'y maintiendra toujours : *Genus hominum potentibus infidum, sperantibus fallax, quod in civitate nostrâ et vetabitur semper, et retinebitur*. (Historiarum liber 1.)

de son épée, en s'y appuyant pour se relever; mais Robert de Loire lui saisit le bras gauche, en disant: « Quoi! vous tirez l'épée devant monseigneur le dauphin! » Au même instant Tanneguy-Duchâtel se jeta sur le prince en criant: *Il est temps*, et lui abattit le menton d'un coup de hache. Le duc retomba à genoux; alors l'écuyer Bataille le saisit brusquement: « Tu coupas le poing du duc d'Orléans mon maître, dit-il, je veux te couper le tien; » et en effet il lui trancha la main droite, et du second choc brisa sa tête. Alors les écuyers Layet et Pierre Frottier écartèrent la ceinture de fer du Bourguignon, et lui enfoncèrent à plusieurs reprises leurs dagues dans le côté: Jean-sans-Peur expira en poussant un long soupir. Le dauphin, épouvanté de l'attentat commis sous ses yeux, s'enfuit suffoqué par les larmes, tellement saisi d'effroi, qu'il serait tombé si Barbazan (1) et le président Louvet ne l'eussent pris dans leurs bras pour le soutenir.

Les bannerets de la suite du duc de Bourgogne se mirent tous en défense, quoiqu'ils n'eussent pour arme qu'une légère épée; mais leur défaite fut prompte: quelques coups de hache suffirent pour les disperser. Le sire de Noailles fut renversé demi-mort sur le corps de son maître, le comte de Fribourg reçut une blessure grave au visage, le vicomte de Narbonne s'empara de Pontalier, Bataille prit Séguinat le secrétaire; Gui d'Avaugour se saisit des sires de Sainte-Croix et de Vergy, blessés tous deux. Saint-Georges, atteint depuis plusieurs jours de la dyssenterie, s'était arrêté à l'entrée du pont;

(1) Barbazan, l'élève de Bernard d'Armagnac et son parent, avait tout lieu de détester le duc de Bourgogne; mais aussi loyal que brave, Barbazan ne prit aucune part au complot; il se montra indigné contre tous ceux qui trempèrent dans le meurtre de Jean-sans-Peur. (Monstrelet.)

Tanneguy-Duchâtel courut à lui, et le prit fort aisément. Jean de Neufchâtel, voyant qu'on faisait main-basse sur tout le monde, se fit jour à travers les combattants, s'élança vers les barrières, les franchit successivement, et tomba au milieu des gens d'armes flamands; il annonça à ces hommes étonnés la triste fin de leur seigneur, et sans perdre un instant Neufchâtel dépêcha Pierre Compagnon, écuyer du palais, vers le comte de Charolais, pour l'informer du meurtre de son père: le jeune prince résidait à Gand.

Le duc, demeuré sans vie sur le pont (1), fut dépouillé de ses vêtements; un des gens du sire de Guitri lui arracha ses bagues, un autre écuyer déchira sa robe de velours, et en donna un morceau à chaque conjuré. Tanneguy-Duchâtel choisit un éperon noir à molettes dorées; un archer dont on ignore le nom s'appropria le riche collier. Les Orléanistes se mirent ensuite en devoir de jeter le corps dans la rivière, mais plusieurs d'entre eux s'y opposèrent; on le transporta dans la maison la plus voisine du pont (2). Le puissant souverain de la Flan-

(1) Ce pont et cette ville de Montereau, auxquels se rattachaient de si pénibles souvenirs, furent de nos jours témoins d'un fait d'armes très-brillant, et arrosés d'un sang plus noblement répandu. Dans le mois de février 1814, les alliés, ayant voulu forcer la ligne de la Seine, attaquèrent plusieurs points. Le général Bourmont, qui se trouvait à Nogent avec une faible brigade de 1,000 hommes, arrêta pendant trois jours le corps du général Wistgenttein, fort de 15,000 hommes. Cette belle défense donna le temps aux troupes françaises de manœuvrer sur Montereau, d'y surprendre l'armée du général Bianchi, composée de 35,000 hommes, et qui fut mise en pleine déroute. Montereau, dont le pont avait été coupé par les Français, fut jonché de morts. La division du lieutenant-général Gérard s'y distingua d'une manière particulière.

(2) C'est aujourd'hui la maison d'un cloutier; elle se trouve la première du côté droit de la grande-rue.

dres et de la Bourgogne, placé sur une mauvaise table, resta exposé aux insultes des valets. Vers sept heures du soir, Macé Bonnet, curé de l'église cathédrale de Montereau, et le curé d'Eslagi, étant survenus, veillèrent près du prince toute la nuit. Le lendemain les gens du dauphin le mirent dans la bière qui servait aux pauvres, et le firent enterrer dans l'église de Saint-Leu, devant l'autel Saint-Louis (1).

La plupart des historiens assurent que Jean ne ressemblait en rien à son père Philippe-le-Hardi, un des plus beaux hommes de son temps : sa taille médiocre était dépourvue d'élégance ; il avait le nez long, le menton court et rasé ; sa grande bouche toujours entr'ouverte portait la menace sur les lèvres : son visage, annonçant la hardiesse et la résolution, le fit appeler Jean-sans-Peur, surnom que les actions de toute sa vie démentirent de la manière la plus complète.

Ainsi fut vengée la mort de l'époux de Valentine ; ainsi périt, à l'âge de cinquante ans, le criminel duc de Bourgogne : celui qui avait commandé tant de meurtres tomba à son tour victime d'une rage homicide. Poursuivi par de sinistres frayeurs depuis l'assassinat du duc d'Orléans, il croyait voir partout des vengeurs prêts à le frapper : entouré constamment d'une garde formidable, couvert d'une cuirasse à l'épreuve des plus fortes atteintes, il n'eût pas fait le moindre trajet sans prendre pour sa sûreté les précautions les plus minutieuses ; et, les négligeant au moment où elles devenaient le plus nécessaires, Jean courut se livrer à ses ennemis, sans armes, sans escorte, et la poitrine découverte.

Les écrivains varient sur les circonstances qui ac-

(1) Cet autel n'existe plus.

compagnèrent la fin tragique de ce prince (1) ; après avoir mûrement examiné leurs récits, nous avons adopté ceux qui paraissaient généralement les plus avérés : au surplus, les détails sont d'une importance illusoire lorsque le fait est aussi patent; mais ce qui deviendrait le plus essentiel dans cette occasion, ce serait de savoir si véritablement le dauphin commanda le meurtre : nous ne le croyons pas, et l'investigation sévère des documents historiques nous a confirmé dans cette opinion. Les chefs du parti orléanais avaient à venger leurs parents égorgés le 12 juin par les ordres de Jean-sans-Peur : les hommes de cette faction partagèrent sans doute les excès qui accompagnent toujours les orages politiques, mais ils avaient sur les Bourguignons l'avantage d'aimer sincèrement leur pays; et comme l'amour de la patrie paraissait être l'unique mobile de leurs actions, ils devaient abhorrer encore plus un prince devenu le fléau de la France et l'allié de l'Angleterre. Les Orléanistes avaient la conviction intime que tant que vivrait ce pervers, le royaume resterait plongé dans l'abîme de malheurs où son ambition l'avait jeté. La duplicité de sa conduite après la convention de Pouilly-le-Fort leur

(1) En 1729, Labarre de Beaumarchais publia, en manière de Mémoires, une relation très-bien faite du meurtre du duc Jean, accompagnée de nombreuses pièces justificatives; nous l'avons pris pour guide dans notre récit. On voit dans ces Mémoires que les Orléanistes gagnèrent par les plus brillantes promesses la dame de Giac ainsi que le vicomte de Murat, auquel ils promirent 75,000 moutons d'or et 500 livres de rente en terre. Les quatre devins, Moreau Thourier, Pierre Dyon, Jean de Versac et Bidault Varrier, furent enfermés dans les prisons de Dijon après la mort du duc : on les accusait d'avoir reçu de l'argent pour persuader à Jean-sans-Peur que nul danger ne l'attendait à Montereau.

prouva l'impossibilité de le rattacher à leur cause: ce fut alors qu'ils résolurent de l'immoler; mais tout porte à croire que l'on forma ce projet à l'insu du dauphin qui, sans aucun doute, l'aurait désapprouvé. Les conjurés ne doutaient point d'obtenir d'un prince de dix-sept ans le pardon d'un crime commis dans son intérêt: en effet, le comte de Ponthieu agit ensuite comme s'il eût commandé le meurtre. Il adressa aux plus grandes villes des manifestes, annonçant que le duc ayant violé les conventions de Pouilly-le-Fort, avait mis le comble à ses méfaits en voulant s'emparer de la personne de l'héritier du trône: suivant cette déclaration, les gens du dauphin s'étaient vus dans la nécessité de tuer le Bourguignon pour garantir les jours de leur maître. C'est dans cet esprit que les Orléanistes firent présenter, par l'organe du conseil, l'événement tragique. On est amené par la force de la conviction à confesser que cette action, horrible comme tous les assassinats, sauva, par le fait, la monarchie: car il est probable que Jean-sans-Peur, vivant dix ans de plus, aurait infailliblement assuré la possession de la couronne de France à la maison de Lancastre, soit par ses imprudences, soit par une convention volontaire.

Isabeau fut la personne qui se montra la plus sensible au trépas du duc de Bourgogne: elle écrivit au fils du défunt, en l'exhortant à s'unir au roi afin de punir le coupable. Eh! sur qui, grand Dieu! cette femme appelait-elle la vengeance des hommes! sur le seul fils qui lui restait. Sous la dictée de cette marâtre, l'infortuné Charles VI traça une proclamation qui déclarait son fils, perfide, assassin, et déchu de ses droits au trône. Isabeau n'ayant en vue que de consommer la ruine du comte de Ponthieu, dépêcha un message vers Henri V pour le supplier de venir à Troyes, afin de

reprendre les conférences, en lui promettant de ne repousser aucune de ses demandes. Le roi d'Angleterre, dont les Français, en se déchirant, servaient si bien l'ambition, se rendit au château de Troyes le 21 mai 1420; il y trouva Isabeau et Philippe, nouveau duc de Bourgogne, l'un et l'autre ivres de vengeance : le dernier, égaré sans doute par une douleur trop légitime, se lia intimement avec Henri, et accepta le collier de la Jarretière, sans songer que cet ordre n'avait été institué que pour perpétuer le souvenir d'un triomphe remporté sur son bisaïeul. Isabeau donna sa fille à Henri de Lancastre, et signa, le 22 mai, un traité infâme, l'opprobre d'une mère et la honte d'une reine de France. Le principal article disait : « Le dauphin s'étant par « ses crimes rendu indigne de succéder à la couronne, « Charles sixième nomme et reconnaît le roi d'An« gleterre, son gendre, pour son unique héritier. »

Cette funeste union de Henri avec Catherine de France fut consommée à Troyes le 2 juin 1420 : ainsi, avant de descendre dans la tombe, Charles VI avait transporté sa couronne dans une famille étrangère, en déshéritant sa race. Il avait été beau-père de deux rois d'Angleterre, Richard II et Henri V, dont l'un fut l'usurpateur des états de l'autre. La ville de Paris célébra ce mariage avec beaucoup de joie; elle envoya en cadeau aux nouveaux époux quatre tonneaux de vin : ce présent fut reçu froidement. Dans le mois de décembre suivant on ne craignit pas de citer le dauphin à la table de marbre, et il se trouva un parlement qui osa le condamner, le bannir, et le déclarer incapable de succéder à la couronne. Le dauphin en appela à son épée; déshérité par son père et par sa mère, ce prince s'intitula dans ses actes *fils des Français*, qualification touchante et sublime; de plus, il se procla-

ma fièrement *régent de France*, transféra l'université et le parlement à Poitiers. Juvénal des Ursins fut nommé président de ce parlement improvisé, auquel un assez grand nombre de conseillers de l'ancien vinrent se rallier : on vit ainsi par le royaume deux parlements, deux universités, deux connétables, deux chanceliers, etc., ce qui met beaucoup de confusion dans l'histoire de cette époque (1420).

Après avoir organisé à Poitiers la nouvelle administration, le dauphin parcourut les provinces méridionales; il gagna l'amitié des habitants par ses manières affectueuses; il accorda des priviléges à certaines villes: Lyon obtint la permission d'établir des manufactures d'étoffes de soie, à l'instar de celles de Gênes et de Venise; ses magistrats obtinrent aussi de replacer dans les armes de leur cité les fleurs de lis, que le dernier gouverneur, Amé de Talaru, avait fait effacer, de son autorité privée. Toutes les provinces ne montrèrent pas néanmoins le même empressement : l'exemple de la capitale, qui s'était déclarée ouvertement en faveur des Anglais, fut imité par beaucoup de villes. Le Languedoc resta d'abord fidèle au duc de Bourgogne, qui avait envoyé dans ce pays le sire de Jaucourt, dont l'énergie et l'habileté firent triompher la cause de son maître. Le dauphin se trouva en peu de temps dans une position fort critique : la fortune semblait se complaire à favoriser ses ennemis.

Deux années s'écoulèrent sans que les affaires politiques offrissent aux royalistes quelques chances heureuses: enfin le Ciel récompensa leur persévérance. Henri V, miné depuis long-temps par un mal secret (1), expira

(1) Il était attaqué d'une fistule à l'anus, maladie regardée alors comme incurable. Louis XIV en fut opéré merveilleusement par Félix, et vécut encore fort long-temps.

à Vincennes le 31 août 1422, vers l'âge de trente-huit ans, au milieu de sa gloire, sans montrer aucun regret de quitter une vie dont tous les instants avaient été marqués par des prospérités. Deux mois après Charles VI descendit au tombeau. Ainsi la mort, qui ne fait point de distinction de fortune, atteignit en même temps le monarque le plus heureux et le monarque le plus digne de pitié.

Le trépas de Charles VI ne sauva point la France, comme le disent la plupart des historiens; cependant ce fut pour le parti du dauphin un événement favorable, car il tira ce prince de sa fausse position : dès ce moment les provinces ne furent plus embarrassées par un conflit d'autorités qui s'entre-choquaient; elles ne virent plus qu'un roi légitime et courageux, disputant à l'étranger l'héritage de ses aïeux; toutes les incertitudes disparurent. Les qualifications de Bourguignon et d'Orléaniste cessèrent d'exister; les hommes généreux de ces deux factions se rapprochèrent et grossirent l'armée du roi. Néanmoins un faible nombre de Français y resta honteusement étranger; ce fut la faction des modérés, des lâches partisans d'Isabeau : ces pervers, disséminés sur la surface de la France, entravèrent le mouvement patriotique dans plusieurs provinces; leur influence se fit encore mieux sentir dans la capitale, centre de toutes les corruptions. Lancastre, maître de Paris, leur confia les charges publiques.

Henri VI, âgé de dix mois, fut proclamé, sur les bords de la Seine, roi de France, pendant que son oncle (Charles VII) se faisait reconnaître pour véritable souverain au milieu des montagnes du Velay, refuge de la monarchie française, comme celles des Asturies avaient été le dernier asile de la monarchie espagnole. Le dauphin revenait de tenir les états du Languedoc à

Narbonne; il séjourna plusieurs jours au Puy, et y fit chevaliers les sires de Gardiac, d'Apchier, de Chalençon, de Langeac, de Latour-Maubourg, de Vergezac, pour les récompenser d'avoir défendu vaillamment cette place contre les Bourguignons. Le prince en partit le lendemain pour gagner Brioude; mais un messager, envoyé par le gouverneur d'Orléans, l'atteignit à deux lieues du Puy, et lui apprit la mort de Charles VI. Le dauphin se montra extrêmement sensible à cette perte; il revint sur ses pas, et s'établit au château d'Espailly, appartenant aux évêques du Puy. Le prélat de cette époque était Guillaume de Chalençon, de la branche cadette des Polignac. Le prince se rendit incontinent à la chapelle, où, d'après ses ordres, on célébra un service pour le repos de l'âme de son père : il y assista en habit de deuil (1). Le lendemain, d'après l'usage consacré, on lui fit quitter ses vêtements lugubres, et on le revêtit d'un manteau de pourpre; on éleva sur sa tête une bannière faite à la hâte de taffetas blanc, parsemé de fleurs de lis en papier doré. Les spectateurs crièrent à plusieurs reprises : *Vive le roi Charles VII!* Un chapelain du château, mêlant sa voix à ces acclamations, cria : *Que son père Charles VI repose en paix* (2)! Les bannerets blâmèrent fort ce prêtre de troubler le joyeux

(1) Le château d'Espailly était bâti sur un cône tronqué au bas duquel serpente la rivière de la Borne, qui va se jeter dans la Loire une lieue plus loin : il fut ruiné lors des guerres de religion; il ne reste actuellement que quelques pans de murs qui se confondent avec le rocher. Ces ruines forment le pendant de l'aiguille de St-Michel, fusée volcanique d'une élévation considérable et que l'on doit regarder comme une des beautés naturelles les plus curieuses de l'univers : une très-belle chapelle, bâtie l'an 1000, en couronne le faîte. Espailly se trouve à une portée de canon du Puy.

(2) Notre-Dame du Puy, par Odo de Gissey, liv. III, ch. IX.

avènement de leur maître par des idées sinistres, mais Charles VII le loua au contraire de son action : «Vous avez raison, lui dit-il, de me rappeler que je dois un jour mourir comme mon père.» (Histoire du Languedoc, tome IV.)

Tel fut le modeste début du règne de Charles-le-Victorieux. Les habitants de ces agrestes contrées, qui les premiers saluèrent du nom de roi le fils de Charles VI, avaient été témoins du trépas du grand Duguesclin. Le monarque commençait là où le héros avait fini.

Le jour suivant Charles VII se rendit processionnellement à l'église de Notre-Dame du Puy, l'une des plus remarquables de la chrétienté : une population fidèle et dévouée se pressait sur ses pas. Le roi mit la France sous la protection de la Vierge, dont la statue, qui ornait l'autel, avait été apportée de la Palestine, grâces aux soins de saint Louis, et donnée par ce prince à l'église du Puy (1).

Charles VII, repoussé au-delà de la Loire, voyait sa capitale et la moitié du territoire au pouvoir des Anglais: il lui restait encore le Berri, le Maine, le Poitou, l'Orléanais, la Touraine, le Languedoc et une partie de la Guienne. On remarquait sous ses bannières quantité de généraux célèbres, Lafayette, Lahire, Barbazan, Xaintrailles, Séverac, Culant, Gaucourt, Narbonne, d'Harcourt, guerriers braves, dévoués, mais désunis entre eux : il en résultait que les opérations manquaient de cet ensemble

(1) Cette statue fut brûlée avec d'autres objets précieux sur la grande place du Puy, en 1793 : le feu ayant fait dilater le bois, une petite porte s'ouvrit sur le côté du buste ; il en sortit un rouleau de parchemin, sans doute le titre de donation : un des spectateurs de cette scène voulut s'en saisir, mais un autre homme repoussa dans le brasier, avec la crosse de son fusil, ce rouleau que les flammes consumèrent en un instant.

si nécessaire pour obtenir des résultats importants. Les soldats, la plupart jeunes, inexpérimentés, paraissaient incapables de se battre en ligne. Le duc de Bedfort, frère de Henri V, nommé régent pendant la minorité de son neveu, passait pour le plus habile politique de son temps; il se trouvait secondé par des capitaines consommés, Talbot, Suffolk, Warwick, Fastoff. Charles VII aurait pu néanmoins lutter sans désavantage contre Bedfort, si celui-ci n'avait eu pour auxiliaire le duc de Bourgogne. Philippe-le-Bon, successeur de Jean-sans-Peur, atteignait sa trentième année: son humeur était pacifique, et son goût pour les plaisirs extrême; rien ne tentait son ambition, et jamais ce prince ne serait sorti de sa solitude si l'honneur ne l'eût obligé de venger la mort de son père. L'accomplissement de ce devoir lui fit commettre des actions dont la dureté aurait dû annuler pour jamais le titre de *Bon*, sous lequel depuis long-temps on se plaisait à le désigner; mais l'histoire le lui a conservé: il ne le mérita pas plus que son père ne se montra digne de porter celui de *Sans-Peur*.

Telle était la ligue formidable que Charles VII avait à combattre en montant sur le trône. Il mit tout son espoir dans l'amour des Français, son attente ne fut point trompée: à cette époque le malheur donnait des amis. Depuis le feudataire jusqu'au pâtre, depuis la châtelaine jusqu'à la bachelette, tout le monde s'empressait de lui témoigner une vive affection. Ses amis, jaloux d'entretenir de si bonnes dispositions, voulaient qu'il se prodiguât davantage, qu'il sortît de la retraite à laquelle ses goûts le condamnaient. Ce prince, d'un caractère timide, paraissait honteux des torts que la nature avait eus à son égard: ses jambes étaient si courtes, qu'il ne pouvait se tenir à cheval que très-difficilement; afin de cacher cette difformité, il portait constamment une longue robe

semblable à celle des premiers Capétiens. Cependant les circonstances l'exigeant, le nouveau roi suivit le conseil de ses généraux, parcourut les provinces restées fidèles, et n'épargna rien pour réchauffer le zèle de ses partisans. Il se rendit à Poitiers, où la cérémonie de son couronnement se fit une seconde fois, mais avec plus de pompe qu'à Espailly : tous les princes des maisons d'Anjou, de Bourbon et d'Orléans y assistèrent. Le roi passa ensuite en Saintonge, et convoqua les états de la province à La Rochelle, dans un ancien hôtel attenant aux remparts de la ville. Lorsque l'assemblée fut réunie, le plancher s'écroula et blessa un nombre assez considérable de personnes. Cet accident fut pour Paris l'occasion de fêtes brillantes; les devins de Bedfort (tous les princes d'alors en avaient à leurs gages) en tirèrent les augures les plus favorables pour leur maître : ils prédirent hautement que le *Dauphinois* ne remonterait jamais sur le trône de ses pères.

L'enthousiasme se manifestait de la manière la plus touchante dans les lieux que Charles VII visitait, quoique la guerre, jointe à l'intempérie des saisons, eût réduit les peuples à la misère; on trouvait des hommes, mais point d'argent : il devenait indispensable cependant pour payer les Ecossais entrés depuis peu au service de France. Charles, résigné, se conforma aux volontés du sort; il vivait sans apparat, et toujours renfermé avec la reine, Marie d'Anjou, femme d'un mérite éminent. Le prince s'établit à Bourges; il y trouva des secours infinis dans le dévouement d'un simple particulier, Jacques Cœur, riche armateur, qui lui céda sa propre maison et fit des avances considérables, soit pour subvenir à son entretien, soit pour payer les premiers mois de solde aux troupes auxiliaires. Charles mena quelque temps la vie la plus

simple ; Lahire et Xaintrailles, venant apporter la nouvelle d'une action assez vive qui s'était livrée sous les murs de Loudun, le trouvèrent dînant, lui et la reine, avec une queue de mouton et deux poulets : cette modestie convenait bien à sa fortune, qui devenait de plus en plus mauvaise. Il se passait peu de jours sans qu'on apprît quelque désastre, ou quelque échec : on perdit successivement les batailles de Crevant et de Verneuil. Bedfort se croyant irrévocablement le maître du royaume, fit le partage des provinces conquises ; il prit pour lui le Maine et l'Anjou, donna la Champagne à son frère le duc de Glocester, la Beauce à Warwick, le Perche à Sommerset, et la basse Normandie à Talbot. Ce fut précisément au milieu de ce démembrement anticipé que Dieu se plut à favoriser Charles VII en lui offrant une chance favorable, la seule qui se fût présentée depuis dix ans : la mésintelligence éclata entre les Anglais et les Bourguignons, en juillet 1424.

Jacqueline, fille unique du comte de Hainaut, veuve du dauphin Jean, mort en 1416, avait épousé en secondes noces, deux ans après, Jean IV, duc de Brabant, dont le père, second fils de Philippe-le-Hardi et frère de Jean-sans-Peur, fut tué aux pieds du connétable d'Albret dans la fatale journée du 25 octobre 1415. Cette union formée par la politique réunissait dans une seule maison le Brabant, le Hainaut et la Hollande. Jacqueline se dégoûta bientôt de son mari, jeune prince d'une constitution débile et d'un physique désagréable ; elle demanda que son mariage fût cassé : sur le refus de Martin V, la duchesse quitta furtivement le Hainaut (1423), s'embarqua à Ostende, et se rendit auprès de Humfroy, duc de Glocester, frère de Henri V et régent d'Angleterre, le même qui fut renversé par le duc d'Alençon à la bataille d'Azincourt. Jacqueline, qui le con-

naissait depuis quelque temps, vint lui offrir sa main : Glocester l'accepta par ambition. Sur le refus de Martin V de sanctionner cette union, on s'adressa à ce Pierre de Luna, antipape sous le nom de Grégoire XIII, qui, réfugié dans la forteresse de Peniscola, s'obstinait à nier la validité des actes du concile de Constance. Charmé de se voir recherché jusqu'au fond de son obscure retraite, Luna prononça hardiment la dissolution du mariage de Jacqueline, en permettant à cette princesse d'épouser le duc de Glocester. Cette décision devint un brandon de discorde ; et, du haut de son rocher, l'antipape considéra avec une joie extrême le nouvel incendie qu'il venait d'allumer.

Glocester opéra en Angleterre une levée extraordinaire de troupes, sous prétexte d'envoyer de nouveaux renforts sur le continent; il débarqua au port de Calais, accompagné de plusieurs divisions ; mais au lieu de se diriger vers Paris, ses troupes entrèrent dans le Hainaut et prirent possession du pays. Le duc de Brabant, trop faible pour s'opposer à cette agression, implora l'assistance du duc de Bourgogne son cousin germain ; celui-ci, indigné du procédé de Humfroy, marcha en personne au secours de son parent, et rappela sur-le-champ ses principaux officiers, Lille-Adam, Thoulongeon, Chatellux, ainsi que les 10,000 soldats qui, unis aux Anglais, occupaient la Touraine. Bedfort, ne voulant pas laisser accabler son frère, suivit la marche des Bourguignons, et amena toute son armée sur les frontières de la Flandres, sans rompre néanmoins avec Philippe-le-Bon, que la politique lui commandait de ménager (1).

(1) Cette querelle dura cinq ans. Les Bourguignons et les Anglais, unis en France contre Charles VII, se battirent entre eux dans le Hainaut. Glocester adressa les plus vives remontrances à Philippe de ce que, au mépris de son alliance avec l'Angleterre, il envoyait

Ce mouvement précipité vers les régions du nord laissa respirer Charles VII (1), et, quoique l'affaire de Glocester fût de nature à convaincre les généraux français de l'importance d'éviter les désunions, cependant ces guerriers ne se montrèrent pas plus unis qu'auparavant : occupés exclusivement de leurs querelles personnelles, ils ne songèrent pas à profiter du départ des Anglais et des Bourguignons. L'autorité de Charles VII pâlissait devant ces démêlés. Des conseillers, plus clairvoyants que les autres, lui persuadèrent que le seul moyen de mettre un terme à ces dissensions serait de placer à la tête des armées un général d'un rang élevé, revêtu de la dignité de connétable. Cette idée sourit à Charles VII, qui fut charmé de pou-

des secours au duc de Brabant. Philippe reçut ces reproches d'un ton de mépris, et envoya un cartel au prince anglais : ce combat singulier n'eut point lieu, et sur ces entrefaites le duc de Brabant mourut. Jacqueline avait eu trois maris, quoiqu'elle comptât à peine vingt-deux ans : elle crut que la mort de Jean VI la rendait libre ; mais le duc de Bourgogne l'ayant surprise dans un château, s'empara de sa personne, fit casser le mariage avec Glocester, et ne rendit la liberté à Jacqueline que sous la condition de rester veuve (1426); on lui permit cependant, l'année suivante, d'épouser un simple chevalier dont elle se montrait fort éprise. L'ancienne duchesse de Brabant paya cette faculté par la cession de la Zélande, de la Frise et du comté de Hollande. Glocester épousa Eléonore Combham, la plus belle personne des trois royaumes.

(1) Ce Pierre de Luna, qui, sans le vouloir, rendit à Charles VII un service aussi majeur, mourut quelques mois après, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, en ayant régné selon lui trente; aussi se vantait-il d'avoir fait mentir les paroles sacramentelles : *Non videbis annos Petri.* Il voulut être revêtu, à ses derniers moments, des habits pontificaux ; il supplia les deux cardinaux qui ne l'avaient point abandonné, d'élire un nouveau pape. Ces cardinaux choisirent un chanoine de Barcelone, qui prit le nom de Clément VIII : celui-ci céda, en 1428, ses prétendus droits au trône de saint Pierre, en échange de l'évêché de Majorque.

voir se décharger sur un autre du fardeau le plus lourd, le commandement suprême des troupes. C'est alors qu'on ouvrit les négociations avec Arthur de Richemont: nous avons dit que le prince accepta les offres du roi. Dès qu'on l'eut reconnu connétable, il partit pour la Bretagne dans l'intention d'y faire un appel à ses valeureux compatriotes.

LIVRE III.

Arthur, nommé connétable, ramène la fortune sous les drapeaux de la France.

ARTHUR DE RICHEMONT arriva en Bretagne vers le milieu de 1425, dans l'intention de mettre en usage son crédit pour enrôler des troupes. Les oscillations politiques de Jean V avaient épargné, par le fait, beaucoup de calamités au duché. La Bretagne regorgeait d'hommes qui n'attendaient qu'un signal pour voler aux armes. Arthur parut au milieu d'eux comme le dieu de la guerre; il parcourut les divers cantons, revêtu des insignes de sa haute dignité, et précédé d'un chevalier qui portait l'épée du connétable. La vue de cette épée rappela à tous les Bretons des idées de gloire : ils l'avaient vue dans les mains de Duguesclin et de Clisson, leurs compatriotes, qui s'étaient illustrés par leurs victoires sur les Anglais. Ce souvenir les entraîna sur ses pas; en peu

de temps Arthur en compta, réunis autour de lui, 6,000, malheureusement la plupart jeunes écuyers, bouillants de courage, mais inexpérimentés dans le métier des armes: néanmoins des capitaines du Berri, du Maine, de l'Auvergne, qui guerroyaient en partisans, accoururent en Bretagne se réunir aux nouvelles levées, et concourir à des résultats marquants sous la conduite d'un général célèbre.

Le comte de Richemont partit à la tête de 7,000 hommes pour aller joindre le roi: quel fut son étonnement, en passant à Angers, d'y trouver l'évêque de Clermont et le sire de Brignac laissés par Arthur auprès de Charles VII pour veiller à l'exécution du traité récemment conclu! L'un et l'autre lui apprirent que le lendemain de son départ de Chinon, le roi, cédant aux sollicitations du président Louvet, n'avait tenu aucune des conditions spécifiées par la convention; et que, loin d'expulser les personnes désignées, il avait ordonné la sortie immédiate des gens attachés au nouveau connétable.

Arthur, indigné du renvoi de ses conseillers, instruit de la position du roi, prit la résolution de le délivrer des indignes flatteurs qui lui faisaient oublier le soin de sa gloire. Il continua sa route accompagné de son armée, dans l'espérance de trouver le roi à Saumur; mais le jeune monarque, redoutant sa présence, avait quitté cette ville pour regagner Chinon: le connétable l'y suivit, et arriva trop tard; enfin il ne l'atteignit qu'à Bourges, après l'avoir poursuivi comme un ennemi que l'on veut réduire. L'apparition de ce général inspira l'effroi aux courtisans: Frottier, d'Avaugour, le chancelier Le Masson, dont l'éloignement avait été demandé, se retirèrent au seul bruit de son approche. Arthur fit son entrée dans la capitale du Berri, escorté par 7,000 Bretons:

après avoir salué Charles VII, il lui rappela les termes de son traité, en le sommant de bannir de son intérieur les personnes désignées. Charles refusa sèchement; le connétable insista avec fierté : il allait en résulter un éclat, lorsque Tanneguy, sentant combien une rupture serait préjudiciable au royaume dans la position où se trouvait la France, se retira de lui-même malgré les instances du roi, et partit pour Beaucaire dont il était sénéchal(1). Louvet n'imita point ce généreux dévouement; il espérait se soutenir au moyen de quelques intrigues : l'orage formé contre lui devint si menaçant, que le président se vit contraint de céder. Louvet alla cacher son dépit au fond du Comtat-Venaissin, emmenant ses deux filles et son gendre, connu plus tard sous le nom de Dunois.

Arthur, que nul autre soin ne retenait à Bourges, entra en campagne, attaqua plusieurs divisions qui occupaient le bas Maine, les tailla en pièces, et reprit la Fleche, place de première ligne. Ce succès, aussi prompt qu'inespéré, arrêta la marche des Anglais sur le centre, et rassura Charles VII. L'hiver vint interrompre les opérations : c'est dans ce moment de relâche que le connétable, tour à tour guerrier et négociateur, se hâta de resserrer les liens qui attachaient déjà le duc de Bretagne son frère au nouveau roi de France; il aplanit les difficultés existantes, et parvint à réunir les deux princes : l'entrevue eut lieu auprès de Saumur. Jean V y fit hommage de son duché entre les mains de Charles VII (fin

(1) Tanneguy-Duchâtel ne reparut plus auprès du roi, mais il continua à rendre des services signalés. Moreri se trompe en le faisant mourir en 1449. Il se trouvait à Montpellier en 1454, comme ministre plénipotentiaire du roi de France : il fit conclure avec le roi d'Aragon une alliance très-avantageuse (Histoire du Languedoc, t. II, p. [illegible].)

de 1425) A la nouvelle de cette alliance, Bedfort ordonna au comte de Suffolk, gouverneur de la Normandie, de concentrer sur un seul point les troupes disséminées dans cette province, de pénétrer en Bretagne, et de mettre tout à feu et à sang. Le comte de Richemont, prompt dans l'exécution, prévint les Anglais; il fondit sur la Normandie à la tête de 15,000 hommes, dispersa les détachements qui voulaient arrêter sa marche, et prit Pontorson dont la garnison, ayant refusé de capituler, fut passée au fil de l'épée (1426). Avant de commencer l'expédition, le connétable eut soin de rappeler le gendre de Louvet, Dunois, dont il estimait les talents autant que le caractère.

Après la conquête de Pontorson, Arthur forma le siége de Beuvron, forteresse inexpugnable, qui couvrait la frontière de la basse Normandie : 6,000 Anglais défendaient ce poste difficile. Le général français comptait sous ses ordres 20,000 hommes, la moitié Bretons volontaires, sortis pour la première fois de leurs foyers; l'autre moitié se composait de vieilles bandes. D'après le traité de Saumur, Charles VII s'était engagé à solder très-exactement ces auxiliaires. Les contributions du Languedoc, les seules qui rentrassent avec régularité, furent affectées à cet objet.

Les Bretons se montraient très-exigeants dans le paiement de chaque mois; le connétable demanda de l'argent au chancelier de Bretagne, entre les mains de qui l'on était convenu de verser les contributions du Languedoc; le chancelier répondit qu'il n'avait encore rien reçu : ces délais impatientaient les soldats, qui abandonnaient partiellement le camp. Le comte de Richemont fit des efforts impuissants pour les retenir; il se vit contraint de lever le siége et de battre en retraite devant Suffolk, accouru avec 18,000 hommes; il ga-

gna les frontières de la Bretagne, accompagné de 5,000 soldats au plus. En arrivant dans le duché, le connétable voulut rendre responsable de ce revers le chancelier. Celui-ci se disculpa victorieusement, en rejetant tous les torts sur Giac, nouveau ministre de Charles VII, qui, ayant touché le produit des contributions du Languedoc, avait refusé constamment d'en opérer le versement entre ses mains. Richemont, aussi juste que sévère, se proposa d'accabler du poids de sa vengeance l'odieux favori qui venait de compromettre le sort de l'Etat d'une manière si indigne. La voix publique légitimait le ressentiment du connétable ; on accusait Giac d'avoir favorisé les Anglais par des délais calculés ; son caractère personnel justifiait l'imputation : Giac avait trahi à Montereau le duc de Bourgogne, son maître et son bienfaiteur ; il devint ensuite la créature de Louvet, qui le plaça auprès du roi, en partant pour le Comtat. Giac devait naturellement se montrer disposé à venger la disgrâce du président : il ne trouva pas de meilleur moyen que d'entraver les opérations du connétable, afin de montrer au roi le comte de Richemont comme un allié inutile et un général sans talent. Arthur saisit le fil de cette trame ; il acquit la certitude que le ministre, dont l'avarice égalait la duplicité, détournait à son profit la majeure partie de l'argent destiné aux troupes. Richemont jura de punir le coupable ; chose d'autant plus facile, que tout le monde partageait son indignation. Pour mieux gouverner Charles VII, le favori le plongeait dans la mollesse, et le tenait dans une espèce de captivité, en le rendant inaccessible à ses plus fidèles serviteurs. Aucune plainte ne parvenait au roi : le crédit de Giac avait triomphé de toutes les attaques ; il ne put résister à celles du comte de Richemont.

Après avoir levé le siége de Beuvron, ce général,

redoutable même dans ses revers, tailla en pièces 5,000 Anglais qui voulaient lui couper la retraite sur le Maine, et enleva de vive force Gallande. Arthur rentra ensuite en bon ordre dans la Touraine, et fit annoncer au roi qu'ayant à régler en commun le plan de la campagne suivante, il venait le trouver à Chinon. En effet, le connétable s'y rendit, et fut reçu aux portes de la ville par Giac lui-même.

Malgré l'impétuosité de son caractère, Arthur sut contenir son indignation à l'aspect de ce traître; et après un séjour d'une semaine au château de Chinon, le roi et sa maison s'étant transportés à Issoudun, le connétable fit partie du cortége, et annonça sans déguisement aux vrais amis de Charles VII qu'il les délivrerait bientôt de l'impudent favori. Au bout de quelques jours de repos, Richemont manifesta l'intention de recommencer les hostilités. Charles VII, que l'austérité du guerrier breton importunait, l'y encouragea fort. Le connétable prit congé du roi, donna les ordres du départ, et le lendemain matin il se fit dire la messe. Le chapelain montait à l'autel lorsqu'on vint annoncer au comte de Richemont que tout était prêt: il descendit précipitamment, et trouva dans la cour Jean d'Albret, La Trémouille et 40 hommes d'armes. Il leur commanda d'aller investir la demeure de Giac, et de se saisir de ce ministre: les deux officiers obéirent sur-le-champ, enfoncèrent les portes de la maison, entrèrent dans l'appartement du favori qu'ils trouvèrent endormi, et l'arrachèrent des bras de sa femme. Le misérable n'eut pas le temps de se vêtir, et ne put emporter que son manteau et une seule bottine. Placé sur un cheval, on l'entraîna vers la principale porte, où l'attendait une escorte de 400 archers postés en ce lieu par le connétable. Alain de Girons, commandant de ce détachement,

conduisit Giac au château de Dun-le-Roi, appartenant au comte de Richemont. Un tribunal institué d'avance y attendait le prisonnier pour le juger : l'instruction commença sur-le-champ. Le ministre fut accusé d'avoir empoisonné sa première femme, Jeanne de Naillac, grosse de six mois: Giac ne nia point le crime. On l'accusa pareillement d'avoir détourné à son profit des sommes considérables, destinées au service du roi. Le prévenu convint de tout, espérant racheter sa vie par un aveu volontaire. Giac fut condamné à mort : il demanda un sursis, en suppliant ses juges de permettre qu'on portât de sa part des propositions au connétable, qui, ne voulant pas venir à Dun-le-Roi pendant la procédure, s'était arrêté au manoir de Levroux. Le favori offrait au comte de Richemont de ne plus reparaître auprès du roi, et de payer 300,000 écus, en réparation des dommages que ses retards avaient causés lors de l'expédition de Beuvron. L'inflexible connétable répondit que l'argent du monde entier ne sauverait pas le coupable, et que Giac devait subir la peine prononcée. Ce malheureux fut enfermé dans un sac de cuir, et jeté au fond de la Loire.

Charles VII se montra d'abord fort courroucé ; il ne tarda pas de témoigner de la joie de la disparition d'un conseiller dont la présomption commençait à le lasser : il le remplaça sur-le-champ par Le Camus de Beaulieu, qui prit le titre de ministre de la maison du roi. Le Camus, simple écuyer, d'une naissance obscure, jeune et rempli de grâces, se laissa tellement aveugler par la fortune, que, sans songer à la cruelle destinée de son prédécesseur, il marcha sur ses traces, en annonçant l'intention de venger la mort de Giac sur le comte de Richemont lui-même. Ce général apprit avec mépris ces menaces, et, toujours guidé par le désir de servir l'Etat, il vola où la gloire l'appelait.

Il se rendit dans la haute Bretagne menacée par Suffolk, présenta la bataille à ce général, qui, l'ayant refusée, se retira précipitamment vers la Normandie. Satisfait d'avoir préservé le duché d'une invasion, Arthur licencia les communaux, ne gardant que les troupes soldées, et fit travailler aux fortifications de Pontorson : il laissa dans cette ville une forte garnison sous les ordres du sire de Rostremen, et vint rejoindre le roi à Poitiers (fin de 1426). Arthur trouva l'intérieur de Charles VII tel qu'il était du vivant de Giac. Beaulieu, abusant de son crédit d'une manière fâcheuse, entretenait son maître dans ses goûts pour la mollesse. En vain le connétable suppliait Charles VII de se montrer aux troupes, afin de soutenir le zèle de ses capitaines en paraissant partager leurs dangers. Le monarque, sourd aux supplications de ses amis, restait enfermé au fond de son hôtel, passant les journées entières à jouer aux cartes, jeu nouvellement inventé, et que le prince aimait passionnément : Beaulieu et quelques flatteurs du même genre partageaient seuls sa solitude. Le favori isolait Charles VII de tout le monde, et fermait les portes aux personnes les plus en droit d'approcher du souverain. Le connétable essuya le même refus ; outré d'un pareil procédé, le Breton résolut d'arracher le roi au vil esclavage dans lequel on le retenait.

La façade intérieure de l'hôtel habité par Charles VII regardait une belle pelouse que bordait la Vienne ; le prince avait coutume de se placer au balcon après son dîner, et prenait plaisir à voir jouer sur ce gazon Le Camus, très-habile aux exercices du corps. Un soir que ce dernier *s'esbattoit* avec un autre écuyer nommé Lagrange, six hommes de la compagnie d'armes du maréchal de Boussac sortirent d'une embuscade où ils s'étaient tenus cachés, franchirent les palissades qui bordaient la

prairie, entrèrent dans le jardin, et firent main-basse sur le joûteur, qu'ils laissèrent étendu mort. Les cris que Charles VII poussait sur son balcon pendant cette expédition n'arrêtèrent point les meurtriers, qui, après avoir consommé leur crime, se jetèrent dans la rivière, et parvinrent au bord opposé sans qu'on songeât à courir après eux.

Personne ne douta que le coup n'eût été commandé par le connétable. La nouvelle du trépas de Beaulieu causa des transports de joie universels. Le même soir le comte de Richemont alla visiter le roi, qui lui reprocha amèrement l'attentat de la journée. Le guerrier répondit froidement : « Monseigneur, c'est pour le bien de votre royaume. — Mais puisque vous m'enlevez tous mes ministres sous prétexte qu'ils vous déplaisent, répliqua Charles, indiquez-m'en un qui vous convienne. » Arthur savait que son maître ne pouvait se passer de favori ; il prit le parti de lui en donner un de son choix : il désigna La Trémouille, qui, veuf en premier lieu de la duchesse de Berri, venait d'épouser la femme de Giac. Charles VII refusa d'un ton d'impatience ce nouveau maître ; Arthur insista, et le roi céda, selon sa coutume: «Vous me le baillez, dit-il à Richemont; mais, prenez-y garde, vous serez le premier à vous en repentir. » Cette prédiction se vérifia en peu de temps.

Georges de La Trémouille, comte de Guines et de Boulogne, passait pour un des barons les plus puissants du royaume ; son père, pris à Nicopolis, avait terminé sa vie dans les fers ; lui-même, après avoir combattu vaillamment à la bataille d'Azincourt, tomba au pouvoir des Anglais : il n'avait recouvré la liberté que depuis la mort d'Henri V. Son mariage avec Jeanne, comtesse d'Auvergne, veuve d'un prince du sang, en augmentant sa fortune, avait donné plus de relief à sa famille ; il approchait de quarante ans, l'âge de l'am-

bition. On le disait altier, amoureux du pouvoir et profond politique : personne ne contestait ses talents. On voit que c'était un homme d'une autre importance que Giac et Beaulieu. Arthur, le regardant comme sa créature, voulut lui tracer une ligne de conduite; mais le nouveau ministre ne se montra pas disposé à suivre ses instructions. Le connétable, vivement piqué, ne cacha point son mécontentement, en rappelant avec hauteur au sire de La Trémouille qu'il ne devait qu'à ses bons offices une élévation si subite : ces deux hommes, remplis de fierté, se séparèrent ennemis irréconciliables.

Le comte de Richemont partit pour le Gatinais, où les Anglais faisaient de rapides progrès. Le comte de Warwick assiégeait Montargis, place voisine de Paris : on avait eu le bonheur de la soustraire à leur domination. La garnison et les habitants se défendaient vaillamment; mais ils manquaient de vivres. Le général français s'avança jusqu'à Gien, et y concentra plusieurs divisions commandées par Dunois, Guitry, Gaucourt, Xaintrailles, La Hire, Girard de Pallière et Alain Girons. Ces officiers déclarèrent qu'ils étaient charmés de faire la guerre sous ses ordres ; mais chacun d'eux annonça que leurs gens ne marcheraient point, si au préalable on n'acquittait l'arriéré de la solde. « Depuis long-temps, disaient-ils, nous avons dépensé notre bien à payer les bandes, tandis que le roi, renfermé dans son hôtel, emploie aux plus folles dépenses les revenus que l'on retire si difficilement des provinces. » Arthur sentait la justesse de ces observations ; mais le moment de les produire paraissait mal choisi pour des hommes de cœur. Convaincu d'avance que les raisonnements n'aboutiraient à aucun résultat, il préféra mettre en gage sa couronne de comte, faite d'or massif et garnie de pierreries: on l'estimait 10,000 écus (200,000 francs d'aujour-

d'lui). Jean Besson, riche négociant de Bourges, lui prêta les deux tiers de cette somme. Arthur s'empressa de donner cet argent aux capitaines. Le surlendemain l'armée, ayant quitté Gien, alla prendre position en avant de Jergeau pour tenir en échec le comte de Warwick, qui protégeait les opérations du siége. Le comte de Richemont voulait se porter lui-même jusqu'aux barrières de Montargis, afin d'introduire dans la ville des vivres et quelques compagnies; mais ses officiers l'en dissuadèrent: « Ce n'est pas le fait d'un homme de telle maison, dirent-ils, ni d'un connétable, d'aller ravitailler une place. » Le général se rendit à cette représentation, et fit choix de Xaintrailles et de Dunois: il leur donna 1,600 hommes et un convoi. Dunois passa sur le corps de l'ennemi, et entra triomphant dans la ville. Nous donnerons, en écrivant la vie de ce guerrier, les détails de cette glorieuse expédition. Warwick leva le siége de Montargis, et se retira vers Paris, sans rien entreprendre contre le connétable: celui-ci profita de cette retraite pour faire reconnaître l'autorité de Charles VII dans le Gatinais; puis il quitta cette province, et entra de nouveau dans le Maine, que les Anglais, commandés par le duc de Bedfort en personne, inondaient une seconde fois. Déjà Saint-Ouen, Montsur étaient tombés en leur pouvoir; ils assiégeaient La Gravelle. La marche du connétable fut si rapide et si secrète, qu'il arriva avec 6,000 combattants sous les murs de la place, au moment où le gouverneur, désespérant d'être secouru, réglait les conditions de la capitulation. Bedfort, surpris de l'apparition des Français, se retira précipitamment sur la Normandie, sans oser engager d'action. Le connétable, tranquille sur le sort de la province, renforça les garnisons de Laval, de Craon, d'Angers, et parvint aux portes de Loudun,

ne doutant pas de trouver Charles VII dans cette ville : le prince venait d'en partir. Il apprit que La Trémouille, de plus en plus jaloux de son mérite, travaillait à le perdre entièrement dans l'esprit du roi, en montrant comme très-imprudent de confier le commandement des armées au frère de l'allié de l'Angleterre; car le duc de Bretagne venait de renouer avec la maison de Lancastre. En vain le duc de Bourbon et le comte de La Marche essayèrent-ils de défendre le connétable, en faisant remarquer l'ardeur qu'il venait de mettre à chasser les Anglais du Maine; tout fut inutile. Charles VII, esclave de La Trémouille comme il l'avait été de Louvet, de Giac, de Beaulieu, ne voulut écouter que ce ministre. On doit convenir que La Trémouille montrait dans les détails de son administration beaucoup plus de zèle et de talents que ses devanciers; mais, à leur exemple, il retenait son maître dans l'oisiveté : depuis quatre ans que Charles VII régnait et que l'on se battait pour ses intérêts, ce prince n'avait pas revêtu une seule fois la cuirasse.

La Trémouille, encore plus assuré de son crédit par sa victoire sur le connétable, mit une dureté insupportable dans ses rapports journaliers avec le duc d'Alençon et les autres princes du sang. Le duc de Bourbon et le comte de La Marche, plus indignés que les autres de l'arrogance du favori, allèrent trouver le connétable auprès de Loudun, afin de se concerter pour adresser au roi des représentations sur la mauvaise gestion des affaires, et le supplier d'éloigner de sa personne les gens qui compromettaient les destinées de l'Etat. Cette question était délicate; car on ne pouvait traiter le nouveau conseiller de la même manière que Giac et Beaulieu. La Trémouille, ayant eu connaissance de la ligue formée contre lui, fit défendre à toutes les villes du parti du roi de rece-

voir ces trois feudataires, en les signalant comme des traîtres.

Cette insulte irrita au dernier degré le connétable et les deux princes du sang, qui s'adjoignirent le maréchal de Boussac et plusieurs généraux. Alors la guerre civile éclata entre le petit nombre de Français réunis autour de leur souverain. Les hostilités commencèrent sur-le-champ, et l'on se battit avec plus de fureur qu'on ne l'avait fait jusqu'à ce jour contre les Anglais. Le duc de Bretagne, apprenant la position de son frère, lui envoya une division d'archers commandée par le sire de Guebriac. Le roi se mit en campagne, et fit ses premières armes contre ceux mêmes qui avaient versé leur sang pour sa cause. Il courut investir, à la tête de 3,000 Ecossais, la ville de Chinon livrée au connétable comme garantie de son traité. La femme d'Arthur, que l'on continuait d'appeler madame de Guienne, en sa qualité de veuve du dauphin, duc de Guienne, habitait cette ville, dont Pierre de Saint-Belin se trouvait gouverneur. Le devoir exigeait de ce capitaine qu'il défendît la place pour le comte de Richemont; mais à l'aspect de l'armée royale commandée par Charles VII en personne, Saint-Belin ne put s'empêcher d'ouvrir les portes. Le monarque entra dans Chinon, accompagné de La Trémouille, de Guillaume d'Albret, de l'archevêque de Reims et de Harpedanne. Madame de Guienne courut au-devant de lui, en demandant si elle devait se regarder comme prisonnière: Charles VII répondit à sa belle-sœur qu'on la laissait libre de se retirer où bon lui semblerait, en y ajoutant néanmoins la condition de rompre les liens qui l'unissaient au connétable. Cette vertueuse princesse répliqua énergiquement qu'elle aimait mieux vivre dans les fers toute sa vie, que de se séparer un seul jour de son mari.

Pendant que le roi se rendait maître de Chinon, les princes mécontents prenaient Bourges : ces fatales représailles semblaient devoir se perpétuer, et les Anglais s'en réjouissaient. Cependant plusieurs prélats, enflammés de zèle, s'entremirent pour y mettre un terme. De son côté, La Trémouille se montra désireux de la paix : il annonça que le roi traiterait volontiers avec les princes confédérés, et jamais avec le connétable. Arthur n'attendit pas la réponse du duc de Bourbon et du comte de La Marche ; il les supplia d'accepter les conditions qu'on leur imposait, et partit sur-le-champ pour Parthenay : Jean de Lilliers venait de lui léguer en mourant cette riche seigneurie. Arthur attendit dans ce lieu l'issue des événements, bien décidé de voler au premier ordre de Charles VII.

« Les affronts que l'on affectait de prodiguer au prince de Bretagne, dit un écrivain moderne, ne purent le rendre rebelle ; son cœur était français. Si ses procédés avaient été quelquefois violents, ses intentions avaient toujours été pures ; s'il voulait gouverner le roi, c'était pour l'arracher à la mollesse et le rendre à la gloire. Les succès des Anglais le pénétraient de douleur ; à chaque nouvelle de la prise d'une ville, d'un village, d'un avantage remporté par les ennemis de la France, il ne se lassait pas d'offrir ses services qu'on ne se lassait pas de refuser. » Le héros gémissait ainsi depuis un an au fond de sa retraite, lorsqu'il apprit que les Anglais assiégeaient Orléans, et que tout ce que le parti royaliste comptait de plus illustre se réunissait dans le Blaisois ou dans la Touraine, afin d'obliger l'ennemi à lever le siége. Le comte de Richemont frémit de ne pas concourir à cette noble entreprise, et offrit derechef ses services: on les repoussa d'un ton de mépris. Alors n'écoutant que son ardeur, et changeant de rôle, il réunit avec

une promptitude admirable 800 archers, 2,000 féodaux tirés de l'Anjou, de la Bretagne, du Maine et du Poitou. Les sires de Beaumanoir, de Montauban, de Rostremen vinrent le rejoindre. Arthur partit suivi de 3,000 combattants, en se dirigeant à marche forcée sur Orléans; mais au premier bruit de son approche, le roi, ou plutôt La Trémouille, envoya à sa rencontre le sire de La Jaille, pour lui intimer l'ordre de rebrousser chemin. Le favori aveuglé aurait laissé périr l'Etat, plutôt que d'en devoir le salut au connétable. La Jaille rencontra Richemont auprès de Loudun, et lui fit part, les larmes aux yeux, de l'objet de son message: il apprit au comte qu'Orléans venait d'être délivré, et que l'armée royale, poursuivant le cours de ses avantages, assiégeait Beaugenci. Le connétable répondit que rien ne pourrait l'empêcher d'aller se réunir aux Français, et que d'ailleurs il désirait voir de près ses ennemis personnels. Le sire de La Jaille, parlant d'après ses véritables sentiments, lui dit: « Monseigneur, vous ferez bien. » Arthur continua donc sa route, passa la Vienne à gué le 1er mai 1429, et se dirigea vers Amboise, dont le gouverneur, Renaud de Bours, lui livra le pont. Ayant su que Beaugenci se défendait vigoureusement, le connétable se hâta d'y arriver pour contribuer à la réduction de cette place. Il apprit le lendemain que la ville était prise, mais que le château tenait toujours. Il arriva enfin en vue de Beaugenci, et envoya le sire de Rostremen marquer le terrain que devaient occuper ses troupes. Ce chevalier revint bientôt après, en annonçant que Charles VII avait commandé non-seulement de ne pas recevoir le connétable, mais encore de le combattre s'il osait approcher. Rostremen ajouta qu'à son départ du camp des assiégeants, le duc d'Alençon et Jeanne-d'Arc montaient déjà à cheval et réunissaient leurs gens pour

se mettre en mesure d'exécuter les ordres du roi. Arthur, bouillant de colère, s'écria : « Eh bien ! s'ils viennent, on les verra. » En effet, Richemont continua sa marche en faisant observer à sa petite armée les précautions les plus minutieuses, comme si on allait l'attaquer : il arriva jusqu'auprès d'un village appelé *la Maladrerie*, où les Français se tenaient rangés en ligne. Mais au lieu d'être reçu en ennemi ainsi qu'il s'y attendait, Arthur fut accueilli avec les plus vives acclamations. Les chefs et les soldats, dont un grand nombre avaient combattu sous ses ordres, indignés de l'espèce de persécution exercée envers le héros, s'étaient déclarés en sa faveur. Xaintrailles, La Hire, Girard de La Pallière, Dunois, Guitry et d'autres capitaines, voyant Jeanne d'Arc monter à cheval, lui dirent : « Qu'allez-vous faire ? — Combattre le connétable, répondit Jeanne. — Dispensez-vous-en, continuèrent-ils; car vous trouverez parmi nous beaucoup de gens qui seraient plutôt pour lui, et qui estiment mieux le connétable que toutes les pucelles du royaume de France (1). » Cette réponse un peu brusque calma l'ardeur de Jeanne, qui, voyant approcher le comté de Richemont monté sur son coursier de bataille, revêtu des insignes de sa haute dignité militaire (la cotte d'armes de pourpre), s'avança précipitamment à pied, et lui embrassa les jambes : « Jeanne, dit le guerrier breton, on m'a dit que vous me voulez combattre; je ne sais si vous êtes de par Dieu ou non : si vous êtes de par Dieu, je ne vous crains point, car Dieu sait mon bon vouloir; si vous êtes de par le diable, je vous crains encore moins (2). »

Les historiens de l'héroïne assurent que le connétable s'abaissa profondément devant elle, en la suppliant

(1) Jean Gruel, in-8°, p. 44. — (2) Ibid., p. 45.

de Beaugenci 25,000 hommes, la moitié de vieux soldats que les revers, au lieu de décourager, endurcissaient davantage ; le reste se composait de jeunes villageois enflammés d'ardeur. Tous ces gens armés arrivaient de cent cantons différents, et par petites fractions. Le connétable avait su les amener rapidement dans le même camp, et les concentrer sur le même point : ce fut le premier résultat de son habileté. Arthur se sentit capable de lutter contre Talbot, qui, après s'être approché de Beaugenci, se retirait vers la Beauce, afin d'opérer sa jonction avec plusieurs autres officiers de Bedfort. Arthur laissa dans les lignes de Beaugenci les gros bagages, les machines de guerre, sous la garde de 6,000 hommes, et après avoir jeté plusieurs détachements sur ses flancs, il partit, le 16 mai 1429, à la tête de 15,000 combattants, formés en colonnes par divisions, traversant ainsi les vastes plaines de l'Orléanais, qui lui permettaient de tenir cet ordre de marche. Il mit son avant-garde, composée de 3,000 cavaliers, sous les ordres de Xaintrailles, de Scitivaux, de La Pallière, de Povezac, d'Ambroise de Lore, et de Thiébaut de Thermes. Arthur resta au corps de bataille avec le duc d'Alençon, le maréchal de Rieux, le bâtard d'Orléans, l'amiral de Culant, les sires de Laval, de Chauvigni, de Vendôme, de Saint-Sever, de Gaucourt et Jeanne d'Arc. Il n'avait pas voulu se séparer de cette fille courageuse, espérant que sa présence autant que ses actions soutiendraient l'exaltation du soldat. Le connétable ayant cheminé toute la nuit, s'arrêta auprès du bois des Rosières ; d'après son commandement, 4,000 hommes gardèrent cette position, et le lendemain, à l'aube du jour, il se remit en chemin. Au bout de trois heures, les éclai-

reurs découvrirent l'armée anglaise concentrée devant Patay. (18 mai 1429.)

Talbot avait été trompé sur le mouvement du connétable ; sachant que les généraux français devaient aller trouver le roi à Gien, il n'avait pu prévoir que le comte de Richemont leur ferait abandonner ce fatal projet, et qu'il franchirait en une seule nuit les douze lieues qui le séparaient des Anglais. Dans cette conviction, Talbot ne s'empressa pas de gagner du terrain pour se réunir au comte de Salisbury, qui occupait Janville ; mais, à la vue des Français qui s'avançaient en se déployant, il se jeta vivement sur la droite, afin d'atteindre un bois appelé les *Coyonnées*, dont il était encore éloigné d'une demi-lieue : Talbot sentait la nécessité de s'appuyer à quelque obstacle naturel pour éviter d'être enveloppé. Le connétable, devinant son intention, ne lui donna pas le temps d'exécuter le mouvement ; il lança sur les Anglais la cavalerie de Xaintrailles, et la suivit lui-même à la tête de l'infanterie, en étendant ses ailes. Talbot, voyant qu'il ne pouvait joindre le bois, s'arrêta en faisant face en arrière, et, avec sa dextérité ordinaire, se mit en mesure de repousser cette attaque subite. Il rangea son infanterie sur deux lignes, resta au centre ainsi que son lieutenant Thomas Hampton, confia la gauche à Scalle, la droite au sire de Branche, et la réserve au vieux Fastoff. A peine les dispositions les plus urgentes venaient-elles d'être arrêtées, qu'il fut abordé par Xaintrailles : les Anglais repoussèrent sans se désunir les premières charges, comme le font des soldats expérimentés que l'appareil formidable du cheval n'épouvante point. Ils se servaient d'une manière supérieure de leurs arbalètes, et mettaient les chevaux hors de combat.

Le comte de Richemont, qui avait devancé son infanterie, se mêla parmi cette cavalerie, et la rallia plusieurs fois; il plaça au premier rang les archers, qui lui furent d'un secours précieux; car ils neutralisèrent les efforts des arbalétriers anglais, et soutinrent la lutte jusqu'à l'arrivée du corps de bataille. L'infanterie ayant longtemps marché en colonne déployée, se vit contrainte de ralentir son allure qu'entravaient fréquemment des accidents de terrain : elle parvint enfin à se remettre à la hauteur des deux ailes; alors la ligne se rétablit, et l'action s'engagea sur tous les points. Le connétable sut imprimer aux divers corps de son armée un mouvement d'ensemble que l'on n'avait pas vu chez les Français depuis la journée de Rosebec : il assaillit avec ses Bretons la droite des Anglais; on lui opposa une vive résistance; il finit cependant par l'enfoncer. Beaumanoir, son chambellan, prit le sire de Branche, qui menait cette division; dans le même instant le sire de Scalle, qui commandait la gauche, succombait sous les coups de Dunois et de Jeanne d'Arc réunis : il rendit son gantelet au bâtard d'Orléans. Talbot seul résistait encore aux deux chefs de la cavalerie, Xaintrailles et La Hire. Arthur, resserrant son front, dirigea toutes ses masses contre le centre : le général anglais, qui n'avait pas encore perdu un pouce de terrain, se vit obligé de reculer pour ne pas se laisser tourner par les deux ailes victorieuses. Il exécuta cette manœuvre en bon ordre, espérant que le corps de réserve, encore intact, lui servirait à lasser l'ennemi par une retraite lente et meurtrière; mais la fortune trahit son génie : Fastoff s'enfuit sans avoir croisé le fer. Ce guerrier, justement estimé, fut surpris en ce moment par une de ces terreurs soudaines dont les plus bouillants courages ne savent pas toujours se

préserver. Talbot éprouva ce qui arrive aux généraux les plus habiles, lorsque des circonstances imprévues viennent tromper toutes leurs combinaisons (1). Ayant déployé la valeur la plus brillante durant une heure entière., il fut accablé par des charges répétées de cavalerie; il remit à Xaintrailles les restes de son épée brisée entre ses mains. Le connétable, voyant le centre culbuté, étendit ses ailes pour envelopper les divisions rompues; il y parvint, et prit 2,400 hommes; 2,000 autres avaient péri dans l'action : de sorte que cette journée coûta aux Anglais 5,000 soldats d'élite.

La chaleur étant déjà fort vive, les vainqueurs se trouvaient exténués de fatigue : en conséquence, Richemont se détermina à coucher sur le champ de bataille, afin de donner du repos aux troupes; il se contenta d'envoyer quelques cavaliers sur la trace des fuyards, et le lendemain matin il se dirigea vers Janville, place d'armes de première ligne. Les gens du comte de Salisbury avaient cru s'y ménager un refuge assuré; mais les habitants, voyant revenir Fastoff en désordre, jugèrent que les Français étaient vainqueurs : ils se révoltèrent contre la garnison, fermèrent les portes, et accueillirent les étrangers à coups de pierres. Le connétable arriva au moment où le commandant du château capitulait; il trouva dans Janville une immense quantité de provisions, et tous les bagages de l'ennemi.

La victoire de Patay, remportée sur le plus habile

(1) Le duc de Bedfort fit juger Fastoff par une commission militaire, qui condamna ce général à être dégradé de l'ordre de la Jarretière, qu'il avait gagné devant Orléans en battant le comte de Clermont à la fameuse journée des Harengs. La disgrâce de Fastoff fut de courte durée : on le voit commander les troupes anglaises dans le Maine, en 1431, avec Scalle qui venait de recouvrer sa liberté.

lieutenant du régent, prouva que les Anglais n'étaient pas invincibles. Le comte de Richemont n'eut pas besoin d'user de prières auprès des capitaines pour les engager à continuer une campagne commencée sous de si brillants auspices. Fastoff, ne pouvant plus entrer dans Janville, s'était retiré à Meun avec sa division; le connétable l'y poursuivit, et envahit la place : il ne put empêcher ses soldats de piller cette ville, que l'on savait fort dévouée à la maison de Lancastre. Dans l'espace de quelques jours, les deux tiers de la Beauce rentrèrent sous la domination des Valois. L'armée victorieuse se dirigea ensuite vers Orléans, où l'on croyait que Charles VII allait se rendre. Le connétable s'arrêta au camp de Beaugenci, afin de ne pas violer sa promesse de ne point s'offrir aux regards du roi. La ville d'Orléans fut trompée dans son espoir; le monarque, qu'elle attendait avec impatience, ne dépassa point Château-Neuf-sur-Loire : c'est là qu'il reçut la visite de tous ceux qui avaient combattu à Patay. Xaintrailles lui présenta Talbot, en demandant la permission de rendre la liberté à son prisonnier sans être tenu d'exiger une rançon. Le roi combla de caresses Xaintrailles, La Hire, Dunois et les autres officiers supérieurs : la foule se pressait dans les appartements du palais pour considérer de près ces guerriers dont la valeur venait de rappeler la fortune sous les étendards de la France; mais tous les yeux cherchaient, au milieu de ces généraux, celui dont la sagesse avait préparé le triomphe de Patay, et l'absence du guerrier faisait encore plus ressortir son mérite. L'étonnement de chacun se changea en consternation lorsqu'on apprit que, pour prix de ses services, le connétable avait reçu l'ordre formel de se retirer sur-le-champ dans ses domaines. Si Richemont eût été moins loyal, il

aurait pu profiter de la disposition des esprits pour provoquer un mouvement à la faveur duquel on aurait expulsé le favori, comme une foule de gens le lui conseillaient. Le héros breton repoussa un moyen dont l'adoption aurait coûté peut-être beaucoup de sang; il conduisit sa division en Normandie, s'empara de plusieurs places fortes, et favorisa par cette diversion la marche du roi sur Reims; puis, ayant mis ses soldats en quartier d'hiver, il regagna son château de Parthenay.

Une disgrâce aussi injuste frappa de terreur toute l'armée : le jeune duc d'Alençon, fils de la sœur d'Arthur, voulut plaider la cause de son oncle, et ne fut point écouté. Jeanne d'Arc, qui jouissait d'un crédit immense, se jeta aux pieds du roi en lui demandant le rappel du général en chef. La Trémouille frémit de cette démarche; craignant d'irriter l'armée par trop de rigueur, il fit dire au duc d'Alençon, par la bouche du prince, que le connétable était pardonné (d'avoir vaincu à Patay apparemment). La lettre de Charles VII, confirmant cette faveur singulière, ordonnait au comte de Richemont de continuer les hostilités sans relâche, d'occuper le Maine et le Poitou, afin de balancer dans ces deux provinces l'influence des Anglais; prétexte honnête pour l'empêcher d'assister au sacre, dont les préparatifs se faisaient à Reims. Arthur, en sa qualité de connétable, aurait dû tenir le premier rang dans une circonstance aussi solennelle; ses amis insistèrent vivement pour qu'il pût exercer les fonctions de sa charge. La Trémouille répondit, au nom de son maître : « que Charles VII aimerait mieux n'être jamais sacré, que de recevoir l'onction des rois en présence du comte de Richemont. » Cette basse jalousie atteignit même Jeanne d'Arc, que l'on abreuva d'outra-

ges. L'héroïne, dégoûtée au dernier point, demanda la permission de se retirer lorsque la cérémonie serait terminée.

Après le sacre, le roi revint dans l'Ile-de-France pour tenter un coup de main sur Paris. Le connétable quitta son corps d'armée destiné à opérer sa jonction avec celui de Charles VII, et regagna de nouveau sa retraite. Au bout de quelques jours il y acquit la preuve que La Trémouille, non content d'obscurcir sa gloire, en voulait encore à sa vie. Il se promenait un matin, accompagné du sire de Saint-Simon, et reprenait lentement le chemin de son château, lorsqu'un homme sorti de la forêt voisine l'accosta brusquement, en balbutiant quelques mots. « Qui êtes-vous ? lui demanda vivement le connétable. — Je suis Picard, répondit l'inconnu tout troublé. — Sire de Saint-Simon, connaissez-vous cet homme ? — Non, Monseigneur. — Eh bien ! que me voulez-vous ? parlez, et surtout ne mentez pas. » Le ton de ces paroles, et surtout l'aspect imposant d'Arthur, déconcerta le Picard. « Monseigneur, ajouta-t-il, je dirai la vérité, mais qu'il vous plaise de me pardonner. — Parlez, je vous accorde d'avance votre pardon. — Le sire de La Trémouille m'avait promis bonne récompense pour vous tuer. » Le connétable regarda d'un air de pitié cet étrange messager : « Tenez, dit-il en lui donnant quelque argent, allez-vous-en, et surtout ne vous chargez plus de pareilles commissions. »

Arthur se montrait plus que jamais décidé à passer ses jours dans ses domaines du Poitou, lorsque la mort de la duchesse de Bretagne, sœur de Charles VII, l'obligea de se rendre à Vannes, où les obsèques de cette princesse devaient avoir lieu. Le hasard voulut que les ennemis les plus implacables de La Trémouille

se trouvassent réunis en ce lieu, savoir : Charles d'Anjou, comte du Maine, frère de la reine de France; le comte d'Etampes, frère puîné du duc de Bretagne; Prégent de Coëtivi, et le sire Dubreuil, neveu de la première femme du ministre, lequel s'était brouillé avec lui pour cause d'intérêts de famille. Tous ces puissants personnages, animés d'une haine furieuse, résolurent, d'un commun accord, de soustraire Charles VII à l'obsession d'un favori qui s'était fait le détracteur du connétable, de Jeanne d'Arc et de tous les plus fidèles serviteurs du roi. En conséquence, dans le mois qui suivit les funérailles de la duchesse de Bretagne, ils s'abouchèrent une seconde fois au château de Parthenay, chez le comte de Richemont. Cette assemblée, composée de soixante barons, dont quatre princes du sang, convint que le bien du royaume exigeait le renvoi du conseiller suprême : on organisa une vaste conspiration dans laquelle on vit figurer tous les gens de la maison de Charles VII, et même des valets.

La Trémouille, aveuglé par la présomption, vivait dans la plus parfaite sécurité, sans s'apercevoir que l'on tramait sa perte jusque sous ses yeux. Vers les premiers jours de l'année 1432, Coëtivi, officier de l'hôtel du connétable, se transporta à Chinon accompagné des sires Dubreuil, de La Varenne, de Chaumont, de Rasnyvinen, et de 40 gens d'armes; il arriva pendant la nuit, et se présenta devant une fausse porte donnant sur le boulevard du Coudrai : le sire de Gaucourt, gouverneur de Chinon, et son enseigne Olivier de Fréteval, avaient promis de livrer cette poterne. En effet, ils introduisirent sans difficulté le détachement des Bretons : les gens d'armes traversèrent la ville en silence, et pénétrèrent dans le palais du roi par le jardin. Coëtivi, Dubreuil et les autres officiers

montèrent précipitamment à l'appartement de La Trémouille, et en enfoncèrent les portes. Le favori sauta en bas de son lit, et voulut se mettre en défense: il se jeta sur Rasnyvinen, entré un des premiers; l'écuyer breton l'évita, et l'atteignit de sa dague dans le bas-ventre. Comme La Trémouille était fort gras, le coup ne fut pas mortel; d'ailleurs on n'avait pas l'intention de le tuer: deux officiers arrêtèrent le bras de Rasnyvinen, qui voulait le frapper une seconde fois. Dubreuil entraîna le ministre jusqu'au bas de l'escalier, le plaça de force sur un cheval, et le conduisit ainsi dans son château de Montrésor. Quelques années auparavant La Trémouille avait arrêté de la même manière, par les ordres du connétable, le coupable Giac. Le tumulte causé par cette scène épouvanta le roi, dont l'appartement se trouvait contigu. Coëtivi, Chaumont et La Varenne se rendirent auprès de lui, et se jetèrent à ses pieds en le suppliant de ne rien craindre: « Nous et nos compagnons, dirent-ils, sommes vos plus fidèles sujets, prêts à donner notre vie pour défendre la vôtre; nous venons d'arrêter le sire de La Trémouille, et nous ne nous sommes emparés de sa personne que dans le dessein de bien servir l'Etat. » Ce peu de mots satisfit Charles VII, qui ne daigna pas s'informer du captif: on aurait cru qu'il était du complot. Le prince se plaignit seulement de ce que l'on avait violé sa demeure au milieu de la nuit; il demanda vivement si le connétable se trouvait au nombre des personnes qui protégeaient l'enlèvement de La Trémouille: on lui répondit qu'Arthur n'avait pas quitté Parthenay. Cette réponse le calma entièrement, il parut même fort joyeux d'être délivré d'un favori qui l'indisposait depuis long-temps par sa morgue et sa suffisance. Un mois après, dans la tenue

des états de Tours, le chancelier déclara que Coëtivi et Dubreuil n'avaient agi que suivant les ordres du roi. Dubreuil, fort de cette décision, annonça à La Trémouille, toujours retenu au château de Montrésor, que la liberté lui serait rendue lorsque ses intendants auraient compté les 6,000 écus qu'il devait sur l'héritage de l'ancienne duchesse de Berri. Le prisonnier souscrivit à ces conditions, et se retira dans ses terres; il y reçut l'ordre de ne plus paraître en présence du roi. Ainsi cette révolution, qui changea la face des affaires, fut l'ouvrage de quelques heures. Charles VII avait abandonné sans regret un ministre dont la tyrannie le fatiguait; mais le monarque éprouvait le besoin impérieux d'entretenir un commerce familier avec un homme qui lui consacrât tous ses instants : sa famille se chargea de le trouver; elle choisit Louis d'Anjou, comte du Maine, frère de la reine, prince brillant, enjoué et chevaleresque. On ne doit pas le confondre avec ses prédécesseurs; il n'usa de son crédit que pour opérer le bien : professant la plus haute estime pour le héros breton, il s'occupa dès le premier jour à mettre un terme à sa disgrâce. On avait tellement prévenu le roi contre ce général, que le seul nom du connétable faisait frémir d'impatience le faible Charles VII; et pour que le rappel d'Arthur parût indispensable, il fallut que Louis d'Anjou fît à son beau-frère le tableau le plus affligeant de la situation du royaume. Au reste, la France se trouvait alors dans un état critique: le duc de Bourgogne achevait de se rapprocher du régent d'Angleterre; Jeanne d'Arc n'existait déjà plus : avec l'*envoyée du Ciel* avait disparu le prestige qui l'accompagnait au milieu des dangers. L'intrépide Barbazan venait également de succomber à la bataille de Bullegneville : le génie de Bedfort luttait sans désavantage contre l'élan des Français. Depuis l'éloigne-

ment du connétable on n'avait remporté aucun succès remarquable : Montargis tombait en ce moment au pouvoir de l'ennemi ; les tentatives faites sur Paris, sur Rouen, sur Pontoise, avaient échoué ; les Anglais régnaient dans la capitale, et rien n'annonçait qu'on pût les en expulser de si tôt; on se battait sur tous les points, mais sans règle et sans ensemble ; les capitaines royalistes guerroyaient en partisans, pillaient leurs compatriotes, empêchaient la rentrée des impôts, et dégoûtaient le peuple de la domination légitime. De semblables excès ne pouvaient être réprimés que par un homme dont le caractère commandât à la fois l'estime et la crainte, dont l'énergie fût capable d'arrêter ce débordement. Tel se montrait à tous les yeux le comte de Richemont, tel Louis d'Anjou le dépeignit au roi : on dut encore recourir aux supplications. La reine, les courtisans eux-mêmes se joignirent au comte du Maine pour obtenir de Charles VII qu'il permît au guerrier breton de reprendre les fonctions de connétable (commencement de 1433).

Dès que le comte de Richemont eut appris qu'on le laissait libre de sortir de son inaction forcée, il franchit les frontières du Poitou, suivi de 1,500 soldats levés dans ses domaines et dans ceux de Louis d'Anjou ; il rallia également les diverses compagnies disséminées dans la province, et s'occupa d'expulser du Maine les troupes d'Henri VI.

L'année 1433 et une partie de 1434 se passèrent en combats insignifiants. Les Anglais, apprenant que le connétable commandait dans l'ouest, y firent refluer des forces. Le général français suppléa au nombre par son activité, son audace, et surtout par le soin qu'il mit à relever le courage abattu des habitants de ces contrées. Après dix-huit mois d'engagements, l'ennemi,

affaibli sans avoir pu réparer ses pertes, se vit contraint de rentrer en Normandie ; mais il s'en dédommagea en remportant des avantages essentiels sur d'autres points. Les royalistes avaient conservé autour de Paris quelques petites places, qui inquiétaient fort les Anglais renfermés dans la capitale : la plus redoutable était Beaumont, dont le château défendait d'une manière merveilleuse le passage de l'Oise. Le comte d'Arundel et lord Talbot formèrent un gros détachement, s'approchèrent de la place par le côté de St-Denis pendant une nuit sombre (avril 1434) ; ils escaladèrent les murs, pénétrèrent dans le château, s'en emparèrent, et pendirent aux créneaux une partie de la garnison : action odieuse et contraire aux droits de la guerre. (Journal de Paris.)

Au commencement de 1434 le connétable quitta ces provinces dont il venait d'expulser l'ennemi, et prit la route du Dauphiné, où Charles VII résidait depuis quelques mois : il désirait se concerter avec le monarque pour repousser la nouvelle attaque préparée par Bedfort, Suffolk et Sommerset.

Arthur avait à traverser une partie du royaume : jugeant que sa marche serait longue, puisque son intention était d'inspecter les garnisons qui se trouvaient sur son passage, il dépêcha La Hire pour le précéder de quelques jours. Ce capitaine parvint à Vienne vers la moitié de juin, et trouva Charles VII très-occupé des apprêts d'une fête brillante qu'il voulait donner à sa belle-sœur, la jeune reine de Sicile, récemment arrivée. Le roi le conduisit dans les jardins de l'archevêché, lui montra tous les préparatifs ; enfin, après n'avoir omis aucun détail, il lui dit : « Eh bien ! La Hire, que pensez-vous de ce que vous voyez ? — Je pense, répondit le loyal

guerrier, qu'il est impossible de perdre plus gaiement un royaume. »

Le connétable fit son entrée dans Vienne la semaine suivante, accompagné du bâtard d'Orléans, des sires de Laforêt, de Villars, de Laroche, de Guitry, de Saint-Gilles, de Laval, de Dampmartin et du maréchal de Rieux. Charles VII lui fit un accueil plein de grâce, le pressa dans ses bras, et s'étonna, dit un écrivain moderne, de ne pas le haïr. Les fêtes continuaient encore; Arthur y assista, et dans les festins d'apparat il servait au roi les épices, et le comte de Clermont servait le vin. Le connétable, assuré de l'amitié du souverain, quitta Vienne pour voler à l'exécution des grands projets conçus depuis quelques mois. Son premier soin se tourna vers la répression des chefs de compagnies qui, par leurs ravages, causaient autant de mal que les étrangers. Il se rendit en Champagne, infestée de partisans, et parvint à purger cette province des vagabonds qui la désolaient. Plusieurs capitaines, sortis de maisons illustres, fiers de commander à quelques centaines d'hommes, refusèrent de se soumettre : on les combattit sans relâche; ceux qui ne périrent pas les armes à la main, furent conduits au château de Troyes : le connétable leur fit trancher la tête devant les habitants rassemblés. Cette manière d'agir épouvanta les routiers, qui, moitié par crainte, moitié par intérêt, acceptèrent le seul parti qui leur restât, d'entrer au service du roi : 6,000 d'entre eux vinrent s'enrôler sous les bannières du comte de Richemont, et ne les abandonnèrent plus. Tranquille de ce côté, le connétable s'empressa de rétablir les autorités locales, les juges, les maires et le clergé. Les Champenois, touchés de voir le premier officier de la couronne déployer tant de zèle pour protéger leurs propriétés et

leur existence, le secondèrent avec ardeur dans ses entreprises. Ainsi, par la seule force de son caractère, ce grand homme ramena dans une des plus riches provinces du royaume l'ordre et la paix. Il sortit de ce pays accompagné de 12,000 guerriers, naguère le fléau de leurs compatriotes, maintenant astreints à une discipline sévère et enflammés des sentiments les plus honorables. De peur de laisser refroidir un si noble zèle, Arthur les conduisit en Picardie, où les Anglais avaient concentré la majeure partie de leurs forces. Il ouvrit la campagne en contraignant les Bourguignons à lever le siége de Laon, place que les Français avaient surprise l'année précédente : Jean de Luxembourg regardait déjà sa conquête comme assurée. Richemont l'attaqua vigoureusement dans ses quartiers, lui tua beaucoup de monde, et l'obligea à chercher son salut dans la fuite. Satisfait de ce premier avantage, le connétable établit son quartier-général à Compiègne, que les troupes de Henri VI venaient d'abandonner au seul bruit de son approche. Ayant rallié les détachements royalistes disséminés dans la basse Picardie ou dans l'Ile-de-France, Arthur sortit précipitamment de ses lignes et fondit sur Ham, l'un des principaux boulevards des possessions du duc de Bourgogne : la citadelle fut enlevée d'assaut. Tandis que le comte de Richemont s'illustrait par ce beau fait d'armes, Xaintrailles et La Hire attaquèrent, auprès de Gerberoy, le comte d'Arundel, surnommé l'Achille anglais, le même qui avait escaladé l'année précédente le château de Beaumont. Ce général se défendit longtemps contre des forces supérieures ; il fut pris, et, comme l'Achille grec, mourut au bout de quelques jours des suites d'une blessure reçue au talon. Talbot hérita de son surnom homérique.

Dans cette campagne de Picardie, Arthur affecta de ménager les possessions de Philippe-le-Bon, afin de le

compromettre aux yeux des Anglais. Depuis cinq ans il travaillait à détacher son beau-frère de l'alliance des Lancastre; un pareil soin l'occupait alors même que le roi l'accablait du poids de sa disgrâce. Suivant lui, une réconciliation sincère avec le Bourguignon devait produire des résultats bien autrement décisifs que la prise de quelques villes. Le comte de Richemont, du fond de sa retraite de Parthenay, suivait les négociations déjà entamées à ce sujet; il vit même plusieurs fois en secret Philippe-le-Bon, et sut l'ébranler par ses remontrances énergiques. Le ressentiment que le fils de Jean-sans-Peur avait conçu de l'attentat de Montereau s'affaiblissait avec le temps, mais son amour-propre le retenait dans le parti de l'étranger; car les royalistes livraient chaque jour au ridicule et ses paroles et sa personne: il leur pardonnait le meurtre de son père, et non de piquantes railleries. Arthur, rentré en possession de sa charge, redoubla d'ardeur pour achever la conversion de son beau-frère; afin de mieux le toucher par ses avances, il lui remit Ham, et ordonna à ses lieutenants qu'on eût à respecter ses domaines.

Forcé par la rigueur de la saison d'interrompre les opérations de la guerre, Arthur mit ses troupes en quartier d'hiver et se rendit à Dijon, où le duc et la duchesse de Bourgogne devaient passer quelques mois: il trouva Philippe plus désireux que jamais de conclure la paix. La mort d'Anne de Bourgogne, femme du duc de Bedfort et sœur de Philippe, avait rompu les liens qui depuis onze ans unissaient ces deux princes. Après deux mois de veuvage, le régent épousa Jacqueline de Luxembourg: une pareille précipitation déplut extrêmement au Bourguignon, qui ne put cacher son mécontentement. Cependant des amis communs les réconcilièrent; un rapprochement eut lieu sous leurs auspices dans la ville de

Saint-Omer : mais , à l'occasion d'une cérémonie qui se fit le lendemain, Philippe voulut prendre le pas sur le régent ; la fierté du duc de Bedfort en fut d'autant plus choquée , que c'était la première fois qu'on élevait une pareille prétention. L'Anglais, ne gardant plus de ménagements, s'exhala en reproches, accusa son ancien allié d'entretenir de secrètes liaisons avec Charles VII ; Philippe répondit en termes outrageants , et ils se séparèrent la haine dans le cœur. C'est à la suite de cette rupture que le duc de Bourgogne revint à Dijon ; ce prince gagna ensuite Moulins, où devaient se trouver le duc de Bourbon , le comte de Nevers et le connétable. La réunion de ces grands feudataires , tous parents, devint l'occasion de fêtes brillantes. Arthur profita habilement des bonnes dispositions que montrait le duc de Bourgogne pour mettre la dernière main à l'accommodement concerté depuis six ans : c'est là qu'on jeta les premiers fondements du fameux traité d'Arras. Ainsi l'on ébaucha, « au milieu des momeurs et des gausseries, » comme le dit Monstrelet , ce grand acte qui devait sauver la France et consommer l'abaissement de son orgueilleuse rivale.

Avant de se déclarer ouvertement , Philippe-le-Bon se proposa lui-même pour médiateur entre la maison de Valois et celle de Lancastre : ce prince assura néanmoins devant l'envoyé de Henri VI que, résolu de rester fidèle à la convention de Troyes de 1420, dans aucun cas il ne ferait la paix sans la participation de ses alliés ; et au moment où sa bouche articulait une promesse aussi solennelle, son arrangement particulier avec Charles était déjà conclu. On voit que si Philippe n'avait point hérité de tous les vices de son père, il en conservait au moins la duplicité. La politique anglaise, ordinairement si clairvoyante, se méprit en cette occasion ; le

conseil de Henri VI, complètement dupe de Philippe, le chargea de ses pleins-pouvoirs au congrès qui allait se tenir dans la ville d'Arras.

Le congrès s'ouvrit le 6 août 1435, dans le monastère de Saint-Vaast; tous les princes chrétiens y députèrent des ambassadeurs: on y comptait 300 personnes. Le concile de Bâle y envoya les cardinaux de Sainte-Croix, de Chypre, et plusieurs savants docteurs. Charles VII dépêcha dix-sept personnes, prélats ou laïques; le comte de Richemont conduisait cette ambassade. Le duc de Bourgogne se faisait assister de vingt-sept plénipotentiaires anglais, et de douze conseillers de sa chancellerie : Jean de Thoisi, évêque d'Auxerre; Pierre Berbis, magistrat très-versé dans le droit public; Antoine de Croy; Jean de Comines, père de l'historien; Henri Vallée, Philibert de Jaucourt, Damas de Digoine, Claude de Chatellux, Guillaume de Bauffremont, Jean Carondelet, le sire de Crèvecœur, et Germain Trouvé (1). Arthur offrit, au nom de son maître, la cession définitive de la Guienne et de la Normandie; en compensation, Henri VI devait cesser de prendre le titre de *roi de France*, et donner à ses troupes l'ordre d'évacuer la capitale, ainsi que toutes les places occupées par elles dans le royaume. Les ambassadeurs de Lancastre repoussèrent avec mépris ces propositions, et en firent de leur côté d'inadmissibles : ils voulaient que Charles VII se contentât d'un apanage, et renonçât à la couronne. On voit que les parties étaient loin de s'entendre; les uns offraient peu, les autres demandaient beaucoup trop. Loin de défendre les intérêts de Henri VI, dont il se portait en quelque façon le mandataire, Philippe appuya au

(1) Voyez la liste des conseillers de Philippe-le-Bon, dans La Barre, deuxième partie, p. 193.

contraire les propositions de Charles VII. Les plénipotentiaires britanniques comprirent alors seulement qu'on abusait de leur bonne foi ; ils se retirèrent du congrès : l'assemblée continua ses travaux nonobstant leur départ. Philippe ne se montra guère moins exigeant que les Anglais. Le comte de Richemont lui laissa la faculté de dicter les conditions du traité, jugeant qu'il fallait à tout prix le détacher de l'Angleterre, car à ses yeux le sort de la monarchie en dépendait. Tous les articles de la paix ayant été arrêtés d'une manière définitive, Philippe conçut des scrupules : il montrait bien l'intention de cesser la guerre contre Charles VII, mais, alléguant la foi du serment, le vassal refusait de reconnaître son cousin pour roi de France, ayant reconnu en cette qualité Henri V, et en second lieu son fils. Les supplications d'Arthur et des autres envoyés ne purent changer cette résolution. Combattu par divers sentiments, Philippe sortit de la salle des conférences, et courut s'enfermer au fond de la chapelle du monastère : sa retraite plongea l'assemblée dans la consternation. Le comte de Richemont, accompagné de trois cardinaux, alla vers Philippe, et le trouva au pied des autels, priant avec ferveur ; ils se jetèrent tous à genoux, en le suppliant de revenir sur sa décision. Arthur lui peignit les malheurs que la querelle des deux maisons d'Orléans et de Bourgogne avait déjà causés, et le conjura de fermer cette plaie toujours saignante. Philippe objecta son serment prêté au roi d'Angleterre : les cardinaux lui promirent que le pape l'en relèverait ; ils ajoutèrent que le repos de la chrétienté devait l'emporter sur un serment dicté par un esprit de vengeance. Ces promesses ne purent ébranler le duc : alors, dit l'historien de Bourgogne, le cardinal de Sainte-Croix le menaça de la colère du Ciel, et, d'un ton prophétique, lui annonça qu'un déluge de maux allait fondre sur sa

famille, s'il refusait de se réconcilier avec les Valois, ses plus proches parents, les fils aînés de l'Eglise. Philippe se rendit enfin, non sans faire payer bien cher son adhésion.

Le traité fut signé le 21 septembre de l'année 1435 : on ne pouvait porter un coup plus terrible à l'Angleterre. Les historiens sont unanimes pour attribuer au comte de Richemont tout le mérite d'un acte dont les suites furent si profitables à la France ; sa sagesse et sa persévérance aplanirent des difficultés qui paraissaient insurmontables. Les comtes de Clermont, de Nevers et le maréchal de La Fayette le secondèrent dignement. Le duc de Bourgogne mit de l'affectation à distribuer des grâces aux conseillers qui l'avaient le mieux servi en cette occasion. Pierre Berbis, qui avait dressé les articles du traité, fut anobli par lettres du 7 octobre 1435.

Isabeau de Bavière mourut le surlendemain de la signature du traité, et le duc de Bedfort vingt-trois jours après, de chagrin de n'avoir pu empêcher ce grand œuvre (1). Ainsi, dans l'espace d'un mois, les destinées de notre pays furent singulièrement changées.

Le duc de Bedfort, d'un physique désagréable, ne ressemblait en rien au roi Henri V ni à ses autres frères ; son nez fortement aquilin lui donnait une physionomie particulière (2). Ce prince doit être rangé parmi les plus grands hommes de l'Angleterre ; son habileté en adminis-

(1) La plupart des historiens anglais assurent que le duc de Bedfort mourut quelques jours après le traité d'Arras : Cambden affirme qu'il fut tué devant Verneuil. C'est une erreur ; le Journal de Paris et les Annales de Rouen, t. I, p. 302, disent que ce prince se trouvait déjà atteint d'une maladie aiguë, lorsque l'émotion qu'il ressentit en apprenant le raccommodement de Philippe avec Charles VII lui donna le coup de la mort.

(2) Monuments sépulcraux d'Angleterre, in-folio, t. IV.

tration égalait ses talents militaires : sa réputation serait restée intacte sans l'assassinat juridique de Jeanne d'Arc, dont il ordonna le supplice froidement et avec calcul. Bedfort eut pour successeur à la prétendue régence de France, le duc d'York, fils du comte de Cambridge, mis à mort comme conspirateur au moment de la campagne de 1415 ; il tenait son titre, de duc d'York, de son oncle, tué à la bataille d'Azincourt, et qui l'avait nommé depuis long-temps son héritier.

La paix d'Arras ayant affranchi Richemont de toutes les entraves, ce général se vit en position de poursuivre ses premiers avantages. Les Anglais, privés du secours des Bourguignons, leurs anciens auxiliaires, ne purent tenir la campagne ; ils se bornèrent à défendre les villes et les places fortes occupées par eux dans le Vexin et l'Orléanais. Le connétable de Richemont abandonna le projet de les y forcer, car son intention se tournait tout entière vers une entreprise bien plus urgente, la réduction de Paris. La réussite d'une pareille tentative devait émouvoir les populations au dernier degré, et ranimer l'esprit public.

Ayant laissé reposer quelques jours son armée en Picardie, Arthur envahit l'Ile-de-France, partageant ses forces en six divisions commandées par Dampmartin, Dunois, Thoulongeon, le maréchal de Rieux, le maréchal de La Fayette, et Christophe de Harcourt. D'après ses ordres, ces généraux se dirigèrent sur autant de points différents, afin que les Anglais, harcelés de tous côtés, ne pussent se prêter un mutuel appui. Corbeil, Lagny, Pontoise, Beaumont, Poissy, Meulan, furent attaqués et pris en même temps. Le connétable s'était chargé d'emporter le pont de Charenton; le sire de Ferrières enleva sous ses yeux ce poste difficile, avec une valeur extrême. Quelques jours après, Saint-Denis, dé-

fendu par 3,000 Anglais, tomba également au pouvoir des royalistes. Ces succès ayant été obtenus assez rapidement, le connétable distribua ses troupes dans des quartiers le long de la Seine, de la Marne et de l'Oise, de manière à rendre impossible l'introduction des vivres. Il travailla très-activement à se ménager des intelligences dans la ville, chose qui lui devint très-facile, car les Parisiens se montraient alors fort disposés à le seconder. Mais avant d'arriver au dénouement de cette entreprise hardie, nous croyons indispensable de jeter un coup d'œil rapide sur les événements dont la capitale fut le théâtre pendant les seize années de l'occupation anglaise.

Nous allons une seconde fois revenir sur nos pas.

LIVRE IV.

Relation de ce qui se passa dans Paris durant les seize années de la domination anglaise. — Prise de la capitale par Richemont. — Organisation des nouvelles autorités.

L'ASSASSINAT de Jean-sans-Peur avait resserré les liens qui unissaient déjà la maison de Bourgogne à celle de Lancastre. Le 21 mai 1420, Isabeau de Bavière signa à Troyes un traité par lequel Charles VI reconnaissait Henri V, son gendre, pour l'héritier présomptif de la couronne. Dès ce moment Lancastre prit le titre de *régent du royaume*. Il fit son entrée dans Paris le 1er décembre de la même année, traînant à sa suite son beau-père : il arriva par le faubourg Saint-Denis. Un officier portait devant lui un bouclier et un casque orné d'une couronne d'or ; un autre écuyer faisait flotter au vent une bannière rouge sur laquelle on avait brodé, en or, la queue d'un renard : les historiens n'indiquent pas la signification de cet emblème. Henri avait à ses côtés ses deux frères, les ducs de Bedfort et de Glocester,

et son oncle le duc de Clarence. Philippe, nouveau duc de Bourgogne, paré de l'ordre de la Jarretière, marchait derrière lui en habit de deuil. Jamais Paris n'avait retenti de plus vives acclamations : on criait *Noël!* on jetait des fleurs sous les pas de ces étrangers ; les maisons étaient tapissées depuis le faîte jusqu'à la base ; le clergé de chaque église sortait à l'arrivée du cortége, et donnait la bénédiction. Ayant traversé la capitale, Henri vint à Notre-Dame, où il remercia Dieu dévotement. La cérémonie étant terminée, il se rendit au Louvre, choisi pour sa résidence. Deux siècles auparavant, et presque à pareil jour, Louis, fils de Philippe-Auguste, entra dans Londres environné de la même pompe, et fut couronné roi d'Angleterre : dans cette lutte d'orgueil national, la France avait du moins la priorité.

Le lendemain, les deux reines Isabeau et Catherine vinrent joindre leurs époux. Les princes anglais et le duc de Bourgogne allèrent au-devant d'elles : ce fut le même apparat et la même joie. Un incident puéril troubla ces fêtes : l'eau d'une fontaine voisine de la porte Saint-Honoré parut empreinte d'une couleur rougeâtre, par suite de quelque éboulement de terre grasse ; on cria miracle, et l'on dit que cette fontaine rendait du sang. Les habitants s'y portèrent en foule : on se vit obligé de lever le pont-levis ; le peuple resta convaincu que c'était le signe précurseur de quelque désastre (1), car il sentait déjà la pesanteur de ses chaînes. En effet, le premier acte de Henri V fut d'établir sur les monnaies une taxe qui compromit toutes les fortunes. Plusieurs membres du clergé et de l'université, ayant osé élever quelques plaintes, furent jetés en prison ; le roi destitua Clammecy, prévôt de Paris,

(1) Journal de Paris.

et mit à sa place Jean Duménil. Eughes Lecoq fut nommé prévôt des marchands ; on choisit pour président du parlement Philippe de Morvilliers : Henri remplit tous les emplois publics de Français appartenant à cet odieux parti modéré dont Isabeau s'était déclarée le chef. Lancastre comptait sur leur dévouement, qui ne le trompa jamais : ces hommes, se trouvant en dehors de la nation, se rallièrent avec empressement à l'étranger, et montrèrent un zèle infatigable pour le servir.

Henri déploya une sévérité extrême durant son séjour à Paris: il fit défendre la vente des lits de plume, et commanda un nombre considérable d'ouvriers, en les contraignant d'arracher les vignes qui couvraient les alentours de la capitale, disant que rien n'énervait plus les hommes que la plume et le vin. La bière devint alors la boisson des classes les plus riches ; on préleva sur cette consommation un droit qui produisit, les deux premières années, une somme très-forte. (Journal de Paris, année 1421.)

Ayant pris les mesures les plus capables de consolider sa domination, Henri V quitta la capitale vers Noël 1421; il en laissa le gouvernement au duc de Clarence son oncle, le chargeant de garder à vue Charles VI, pour qu'on ne pût l'enlever. Le nouveau régent ne mit aucun soin à diminuer les fléaux qui pesaient sur les habitants : le pain se payait un prix excessif, car les magistrats ne songeaient même pas aux approvisionnements de première nécessité ; le peuple mourait de froid et de faim. Les personnes charitables, jouissant encore de quelque fortune, se cotisèrent pour transformer en hôpitaux des maisons abandonnées ; elles y recueillirent les malheureux : leur zèle ne pouvait adoucir toutes les misères ; les Parisiens, accablés de souffrances, se traînaient sous les fenêtres de l'hôtel Saint-Paul, où

résidait leur roi : ils le savaient aussi misérable qu'eux-mêmes ; sa vue les satisfaisait. Cet infortuné mourut le 21 octobre 1422, âgé de 54 ans, après un règne de 43. Son corps resta exposé vingt jours ; il fut arrosé des larmes de ses sujets. Henri V avait précédé de quelques semaines son beau-père au tombeau.

Le trépas de ces deux princes ne changea rien au sort des habitants de la métropole. Le 27 octobre, le parlement étant réuni, le chancelier osa proposer de mettre en tête des actes publics cette formule : *Henri VI, roi de France et d'Angleterre.* « Et tel fut l'état d'avilissement de la capitale, disent les auteurs de l'*Art de vérifier les dates*, que tous les ordres prêtèrent serment au nouveau monarque anglais, âgé de dix mois, sans égard pour le légitime héritier du trône. » Bien plus, l'on vit une députation de Parisiens, conduits par l'évêque de Térouane, porter à Londres les clefs de leur ville, et les déposer sur le berceau de l'enfant roi, en signe de vasselage. (Thoiras, tom. IV, p. 174.)

Dans le même instant arriva d'Angleterre le duc de Bedfort, nommé par son frère Henri V régent de France ; il s'établit à l'hôtel Larivière, qui formait le coin de la rue du Chaume et de celle du Paradis. Son premier soin fut de procéder aux funérailles de Charles VI, dont le corps gisait toujours dans les salles basses de l'hôtel Saint-Paul. On porta les restes du souverain à Saint-Denis. Ce prince, qui avait compté quatre oncles, deux frères, douze enfants, quatre gendres et cinq brus, n'eut aucun des siens à ses obsèques ; la tempête avait dispersé sa nombreuse famille. Cet isolement émut au dernier point les Parisiens ; ils se pressèrent en foule autour du cercueil de leur maître, et le suivirent jusqu'à sa dernière demeure en frappant les airs de leurs gémissements. Le duc de Bedfort conduisait le deuil ;

on portait devant lui l'épée de France, couverte de fleurs de lis. Jean Courtecuisse, évêque de Paris, officia : le luminaire consomma quatre mille livres de cire (1). On descendit Charles VI dans le caveau; dès que la pierre fut retombée, la voûte de ce temple renfermant les dépouilles de cinquante rois français, retentit de ce cri déchirant : *Charles de Valois est mort : vive Henri de Lancastre, roi de France et d'Angleterre!* Duguesclin dut tressaillir dans sa tombe!

Un an après la mort de Charles VI, Bedfort ordonna de dresser l'inventaire des meubles de l'hôtel Saint-Paul et de la bibliothèque du Louvre; il désigna, à cet effet, quatre commissaires qui furent Philippe de Ruilly, conseiller au parlement; Jacques Cornu, conseiller; Michel Cailly, maître des comptes; et André Courtenache, clerc des archives. Il leur adjoignit deux notaires, Girard Mauclerc et Adam Deschamps; plus, trois libraires jurés de l'université, Jean Merle, Denis Coutellier et Jean Sautigny. La bibliothèque fondée par Charles V se composait de huit cent quarante-trois volumes de différents formats, disposés dans trois étages de la tour du Louvre, dite *de la librairie*. On procéda ensuite à la vente: le duc de Bedfort se fit adjuger la totalité pour le prix de deux mille trois cent vingt-trois livres quatre sous parisis, somme modique pour cet objet. Possesseur de cette bibliothèque, il s'empressa d'envoyer en cadeau, à son frère le duc de Glocester, un très-beau Tite-Live (2):

(1) Histoire de l'abbaye de Saint-Denis, par Michel Felibien; in-folio, 1706. p. 318.

(2) Ce manuscrit se trouve maintenant à Paris parmi ceux de Ste-Geneviève. (Voyez, dans le tome II des Mémoires de l'Académie des Inscriptions et belles-lettres, des éclaircissements fournis à ce sujet par Boivin. 1719.)

le reste de cette bibliothèque fut laissé sous la direction de Garnier de St-Yon, ancien garde de ce trésor.

Le duc de Bedfort, quoique jeune, passait pour le plus habile politique de l'Angleterre : il mit plus de soin que Henri V et le duc de Clarence à gagner l'affection des Parisiens. Il pourvut à l'approvisionnement de la capitale; deux bonnes récoltes y ramenèrent l'abondance: cependant, en dépit des efforts du régent, les cœurs se tournaient vers Charles VII, pour qui l'on faisait des vœux en secret. Bedfort ne se laissa point rebuter; ayant étudié le génie des Parisiens, il comprit que le meilleur moyen de les distraire de l'attention que la plupart d'entre eux portaient aux opérations de leur roi légitime, était de les occuper par les plaisirs ou par des événements singuliers : il voulut introduire parmi les bourgeois les jeux et les fêtes de son pays. D'après ses ordres, on planta sur la Seine et sur plusieurs places publiques des mâts de cocagne au bout desquels pendait un panier renfermant quelques pièces de monnaie. Cet exercice amusa la multitude, et survécut à la domination anglaise; mais on n'accueillit pas aussi favorablement un autre jeu dit *la joûte des aveugles*, qui consistait à placer dans une espèce de cirque quatre de ces malheureux armés de longs bâtons : on y lâchait un cochon; les aveugles frappaient au hasard, dans l'espoir d'atteindre l'animal : celui-ci évitait facilement les coups, qui retombaient ordinairement sur un de ces quatre hommes. Ce jeu, aussi ignoble que cruel, se donna pour la première fois au milieu de la cour de l'hôtel d'Armagnac, rue St-Honoré, le 29 août 1425 (1) : il avait attiré une grande affluence, mais tout le monde le vit avec dégoût. Le régent permit

(1) Journal de Paris.

ensuite l'entrée de la ville à une troupe de bohémiens composée de 150 personnes, hommes, femmes ou enfants, venant, disait-on, de la basse Egypte. Ces misérables, vêtus d'une manière bizarre, s'annonçaient comme sachant prédire l'avenir par l'inspection de la main. Leur apparition produisit une vive sensation sur les crédules Parisiens; on courait après eux dans les rues pour les consulter. Il en résulta de tels désordres, que l'évêque excommunia les bohémiens. Le régent consentit à leur expulsion; ce qui eut lieu vers le commencement de 1426. Ces étrangers eurent pour successeur une femme du Hainaut nommée Margot, qui jouait à la balle mieux que personne: on l'excommunia également, comme ayant commerce avec le diable (1). Le mois de mars fut accompagné d'orages épouvantables: la foudre tomba dans la chambre d'Isabeau de Bavière qui était couchée, brûla les rideaux et la garniture du lit. La reine, terrifiée, envoya le lendemain de riches présents à l'abbaye de St-Denis, espérant par ces offrandes fléchir la colère céleste (2).

Au mois de juin arriva la nuit de la St-Jean: on alluma, selon la coutume, de grands feux sur les places publiques et sur les quais. Il survint une crue d'eau si subite, que les flots de la Seine vinrent éteindre, du côté de la Grève, les bûchers qu'on y avait dressés; l'île Notre-Dame et les quartiers voisins du fleuve restèrent inondés un mois entier. L'eau croupit dans les lieux bas; il s'ensuivit des épidémies affreuses. On fit des processions durant plusieurs semaines: enfin l'invasion cessa; un vent sec vint purifier l'atmosphère: les malades se rétablirent avec une promp-

(1) Journal de Paris, p. 32.
(2) Michel Felibien, Histoire de l'Abbaye de Saint-Denis, p. 318.

titude qui tenait du prodige. A cette occasion, Bedfort ordonna des réjouissances publiques pour remercier Dieu ; mais son unique but était de dérober aux Parisiens la véritable situation des choses. Les généraux de Charles VII obtenaient de nouveaux avantages. Le 21 juin 1428, le régent donna une fête brillante ; on y invita 1,500 personnes, dont 800 dînèrent à la fois dans la vaste galerie du vieux palais : on but quarante muids de vin. La magnificence avec laquelle Bedfort traitait les Parisiens ne les empêchait pas de conspirer contre sa domination ; chaque jour il se faisait quelques tentatives que l'autorité réprimait, et qui se renouvelaient sans cesse : celle qui eut lieu en mars 1429 effraya d'autant plus le régent, qu'elle éclata au moment du siége d'Orléans. Beaucoup d'évêques, chassés de leurs siéges par les discordes civiles, s'étaient retirés à Paris : la majeure partie gémissait de voir le peuple de la capitale perdre, au milieu des fêtes, le sentiment national ; ces prélats formèrent la noble résolution de le tirer de cette apathie. Jean de Nanton, archevêque de Sens, très-attaché aux intérêts de Charles VII, convoqua un concile provincial sous prétexte de réformer les mœurs, fort relâchées depuis dix ans. Les évêques de Paris, de Meaux, de Chartres et de Troyes, voulurent le seconder. Le concile s'ouvrit le 15 avril 1429, et commença par publier de nouveaux règlements sur l'observation du dimanche et sur les blasphémateurs. L'archevêque de Sens appela plusieurs missionnaires, dont le plus suivi fut frère Richard. Ce moine prêcha d'abord dans l'église des Innocents, et puis en plein champ, hors de la porte Saint-Honoré, car les églises ne pouvaient contenir la foule des auditeurs : ces sermons commençaient à quatre heures du matin et finissaient à onze ; beaucoup de monde couchait sur la

terre dès la veille, pour s'assurer une place. Frère Richard, doué d'un organe éclatant, se montrait infatigable ; il tonna contre le luxe, contre la fureur du jeu, dont les hommes paraissaient transportés, et surtout contre l'extravagance que les femmes mettaient dans leur ajustement : elles se paraient de chaperons accompagnés d'immenses cornes que l'on nommait alors *bourreaux* et *truffés;* la queue de leur robe avait une ampleur aussi ridicule qu'embarrassante. L'éloquence de frère Richard fut si persuasive, qu'elle embrasa les âmes d'une sainte ardeur. Le peuple alluma plus de cent bûchers, où les hommes jetèrent les cartes, les dés et les billes ; les femmes, leurs *cornes* et leurs *truffés*. Frère Richard, voyant que l'enthousiasme gagnait les Parisiens, prit pour texte de ses sermons les malheurs de la patrie ; il reprocha à ses auditeurs une indifférence coupable : « Vous oublierez bientôt, disait-il, que vous êtes Français. » Le moine glissa plusieurs autres phrases significatives, faisant allusion à Charles VII et surtout à Jeanne d'Arc, dont les exploits prodigieux occupaient en ce moment tous les esprits : ces paroles étaient recueillies avec avidité, les têtes s'échauffaient, l'effervescence allait croissant. Le sire de Rathelay, gouverneur de Paris pendant l'absence du duc de Bedfort, craignant une explosion, fit cesser les sermons, et chassa frère Richard, qui alla joindre l'armée royale auprès d'Orléans. Le lendemain du départ de ces prédicateurs, les hommes reprirent les dés et les cartes, les femmes leurs cornes et leurs queues ; mais personne ne perdit le souvenir des derniers sermons du moine courageux.

Charles VII revenait alors de Reims : il s'enfonça rapidement dans l'Ile-de-France, sans que Bedfort pût arrêter sa marche ; mais les soldats de la garnison anglaise, avertis des projets du roi, passèrent les nuits et

les jours à augment...
monta sur les murai...
très-longues, qui ne...
jusqu'au-delà de ce...
pas en quels lieux...
plusieurs jours d...
de St-Denis les...
vançaient sous...
d'Alençon et...
marchait en...
l'armée d...
l'héroïne...
sure gra...
virent o...

Le duc...
vant : pré...
phin finira...
par en ôter...
une partie d...
rent en Angl...
mains de Jean...
commandement...
1429.

Quoique la ten...
pendant les roya...
il se forma, au c...
conspiration pou...

(1) On sait que le d...
zincourt, resta captif ving...
les lettres une consolation à...
racheter les livres provenant...
Bedfort avait envoyés à Lond...
ques, dont il fit présent à Cha...
nouvelle bibliothèque à Blois. (...

duc d'Alençon; Pierre Ballée, carme, et Jean Le Bigneux, syndic des boulangers, se constituèrent les chefs de l'entreprise. On comptait au nombre des conjurés beaucoup de membres du Châtelet et de l'université. Guillaume Sanguin, prévôt des marchands, appartenant au parti modéré, déjoua cette trame; on arrêta 200 personnes que l'on jeta dans les cachots; on en fit périr 25 sur la roue. Il faut avouer que si les Parisiens ne réussirent pas en cette occasion, c'est qu'ils n'y mirent point l'ardeur nécessaire. Les malheurs publics ne diminuaient en rien leur légèreté naturelle : une circonstance futile en fournit la preuve. Depuis trois ans un loup exerçait des ravages dans la banlieue; il portait l'effroi jusque dans les faubourgs, et blessait nombre de personnes : cet animal était facile à reconnaître, car des chasseurs qui le traquaient l'avaient serré de si près, que l'un d'eux lui trancha la queue d'un coup de hache. Il échappa pourtant, et reparut la semaine suivante en continuant ses dévastations : on lui donna alors le nom de *Courtaud*, vu la perte de sa queue. Cette bête fauve occupa bien long-temps l'attention des habitants; enfin elle succomba, et l'on suspendit son corps à un gibet, élevé hors de la barrière Saint-Honoré : chacun sortit pour contempler *Courtaud*. Le peuple, insensible aux grands événements dont dépendait sa destinée, se mettait en émoi pour un loup et déplorait sa triste fin. (Journal de Paris, année 1432.)

Bedfort, qui sentait l'importance de la possession de Paris, résolut de réchauffer le zèle de ses amis par un coup d'éclat; il courut chercher à Londres son neveu Henri VI, et le conduisit dans la capitale de la France. L'enfant roi, âgé de dix ans, fit son entrée le 2 décembre par la porte Saint-Denis : les échevins et le prévôt des marchands, vêtus de rouge, reçurent le prince

sous un dais à fond d'azur; immédiatement après Henri marchaient huit archers conduisant un berger qui, à l'exemple de Jeanne d'Arc, s'était annoncé comme l'envoyé de Dieu : cet homme venait de tomber au pouvoir des Anglais au moment où il excitait les paysans de la Picardie à se révolter contre la domination étrangère. Le roi descendit la rue Saint-Denis, dont les maisons étaient tendues : on jouait des proverbes sur des tréteaux placés de distance en distance; on avait dressé au milieu du Châtelet un vaste théâtre, sur lequel un enfant du même âge que Lancastre tenait cour : il portait les habillements royaux et deux couronnes ; on voyait à sa droite d'autres enfants représentant les pairs de France, et vêtus de robes chargées des armoiries des ducs d'Anjou, de Bourgogne, de Bretagne, de Berri, etc.; les pairs d'Angleterre occupaient sa gauche. Cette représentation parut amuser beaucoup le jeune prince. Pendant le trajet, les échevins furent relevés pour soutenir le dais par les drapiers, ceux-ci le furent successivement par les orfèvres, puis par les épiciers, les pelletiers, les changeurs, et enfin par les bouchers. Passant devant l'hôtel Saint-Paul, en se rendant à la Bastille par le quai des Célestins, Henri fit une pose et ôta son chaperon pour saluer Isabeau de Bavière, son aïeule : cette princesse, qui depuis huit ans n'avait paru en public, s'était mise au balcon; elle s'inclina profondément, et se retira suffoquée par les larmes : sans doute que le souvenir de son propre fils Charles VII avait troublé ses esprits dans ce moment solennel.

Henri VI fut couronné et sacré roi de France dans l'église de Notre-Dame, un dimanche 17 décembre; le cardinal de Wincester officia, au grand mécontentement de l'évêque de Paris, qui prétendait avoir seul le droit

d'officier dans son église. Deux pairs de France assistèrent à la cérémonie : Cauchon, évêque de Beauvais, et Jean de Mailly, évêque de Noyon, chefs principaux du parti modéré; Isabeau n'y parut pas, et demeura constamment renfermée dans son oratoire. La Chronique de Saint-Denis assure que les fêtes furent ordonnées sans goût, et le festin mal servi; les viandes, cuites depuis trois jours, étaient glacées : il régna si peu d'ordre, que la populace envahit les cours et même les appartements du palais. Le parlement, l'université, les divers corps de l'Etat restèrent deux heures à percer la foule; enfin, arrivés dans les salles, ils trouvèrent les places occupées, et furent obligés de se mettre à table avec des maçons, des moutardiers et des tanneurs que les gardes repoussaient inutilement: « mais quand on en fesoit lever ung, il s'en assoyoit huit ou dix d'un autre côté. » Il se commit des vols considérables. Le jour suivant on fit prêter serment de fidélité à la chevalerie, au clergé, aux chefs des corporations, aux magistrats. Enfin Henri VI quitta Paris sans avoir diminué un seul impôt, sans avoir répandu les plus minces aumônes.

La cérémonie du sacre avait produit sur les Parisiens un effet opposé à celui qu'en attendait le conseil d'Angleterre. Cette pompe, ces fêtes, rappelaient aux Français leurs anciens maîtres; le nom de Charles VII volait de bouche en bouche, et de nouveaux complots s'organisaient sous les yeux mêmes des généraux anglais. Les conjurés se réunirent au monastère Saint-Antoine : on convint de livrer deux portes aux troupes royales; mais ce projet fut encore déjoué par Louis de Luxembourg, évêque de Térouane, l'âme du parti modéré, et qui exerçait les fonctions de gouverneur pendant l'absence du duc de Bedfort. Ce prélat, loin de chercher à

diminuer les maux qui pesaient sur les Parisiens, les augmentait par des persécutions; la misère devint telle, que pour la première fois on s'avisa de vendre les hardes usées : avant cette époque chacun les portait à l'Hôtel-Dieu, où des gens préposés les distribuaient aux pauvres; depuis lors, l'usage de vendre les vieux habits s'est conservé. Une épidémie survenue à la suite de l'été enleva, dans l'année 1434, 12,000 personnes, et fut suivie d'un hiver extrêmement rigoureux : il gela pendant près de quatre mois; on trouva dans le tronc d'un seul arbre, hors la porte Saint-Germain, 140 oiseaux morts de froid. (Journal de Paris, année 1435.)

La nouvelle que le comte de Richemont reprenait les fonctions de connétable produisit une vive sensation, et ranima le parti royaliste que des tentatives infructueuses avaient découragé : la vigueur que ce général mit à conquérir Lagny, Vincennes, Charenton, releva toutes les espérances. La paix d'Arras rendit les Parisiens encore plus impatients de secouer le joug étranger. Arthur, instruit de ces dispositions favorables, les encouragea par ses lettres; il se ménagea des intelligences que l'activité de l'évêque de Térouane ne put jamais intercepter : sur ces entrefaites Isabeau de Bavière mourut. Des historiens modernes, jugeant cette femme d'après le reste de sa vie, ont avancé que le chagrin de voir Charles VII raccommodé avec le duc de Bourgogne occasionna son trépas. Isabeau avait en effet le cœur assez dépravé pour maudire les prospérités de son fils : cependant plusieurs circonstances (1), et particulièrement celle qui produisit sa dernière maladie, feraient croire que la tendresse maternelle avait repris une partie de ses droits. Des officiers anglais, qui visitaient l'hôtel

(1) Juvénal des Ursins. — Journal de Paris.

Saint-Paul, rencontrèrent la reine dans une galerie : ils eurent l'indignité de l'accabler de sanglantes railleries, et mirent le comble à leurs outrages en lui disant que Charles VII n'avait aucun droit à la couronne de France, puisque la voix publique niait sa qualité de fils de Charles VI. Isabeau, jusqu'alors impassible, ne put contenir plus long-temps son indignation ; elle s'exhala en reproches contre l'Angleterre, et soutint que les droits de Charles VII étaient bien plus légitimes que ceux des Lancastre. Sa fureur, augmentant graduellement, arriva à un degré d'exaspération tel, que la reine ne se connut plus ; le sang lui sortit par la bouche et par les oreilles ; il s'ensuivit une fièvre ardente qui la conduisit au tombeau le cinquième jour (24 septembre 1435).

Isabeau atteignait sa 63me année : elle resta exposée la moitié de la semaine, le visage découvert et le sceptre royal dans les mains ; ses obsèques eurent toute la pompe que pouvaient comporter les temps malheureux où l'on se trouvait : l'abbé de Sainte-Geneviève officia ; les corporations, le clergé, l'université et le parlement assistèrent à la cérémonie ; de sa famille il ne s'y trouva qu'une femme, Isabelle d'Alençon, qui avait épousé un prince de Bavière. Son corps fut mis le lendemain dans un bateau et mené ainsi à Saint-Denis, car les troupes du connétable interceptaient les diverses routes.

Quoique Isabeau vécût depuis huit ans isolée, sans prendre aucune part au gouvernement, sa mort fut néanmoins un événement très-important en politique : les Français, qui s'étaient séparés de la cause légitime, se crurent justifiés tant que la veuve de Charles VI vécut ; ils suivaient le parti de leur reine. Après le trépas d'Isabeau, les hommes de bonne foi durent se rallier aux royalistes : quant à ceux du parti modéré, ils n'abandonnèrent point leurs détestables doctrines ;

on en comptait encore dans l'intérieur de la ville 3,000 en état de porter les armes, ce qui, joint à 2,000 Anglais, formait la garnison de Paris. Le gouvernement de la capitale venait d'être confié au sire de Woodville, un des meilleurs généraux britanniques, chevalier de la Jarretière, et ancien favori de Henri V: ce fut lui qui commença l'action à la bataille d'Azincourt. Il avait à se défendre hors des murs contre une armée de 20,000 hommes commandée par Arthur, et dans l'intérieur contre les machinations des royalistes : autant le général français montrait d'activité pour surprendre la ville, autant l'Anglais déployait de vigueur pour lui résister. Les évêques de Térouane et de Beauvais, le prévôt des marchands, Jean Larcher, syndic des drapiers, Saintyons, syndic des bouchers, et Jacques de Raye, syndic des épiciers, le secondaient chaudement. Tous leurs efforts n'empêchaient pas que le danger ne devînt chaque jour plus pressant; et, nonobstant sa vigilance, Woodville ne put saisir le fil d'une vaste conspiration, ourdie sous ses yeux.

Le connétable, chargé des pleins-pouvoirs du roi, entretenait des liaisons avec un certain nombre de notables bien dévoués; ces loyaux serviteurs organisèrent un soulèvement qui devait éclater au moment où le comte de Richemont entrerait par une porte que Jean Bigneux devait livrer : on citait comme meneurs de ce projet Michel Lailler, Jean de La Fontaine, Pierre de Lancois, Thomas Bigache, Nicolas Louviers; ils vinrent trouver le connétable au camp de Saint-Denis, et lui annoncèrent que leurs concitoyens se prêteraient à le seconder, en y mettant néanmoins une condition, c'est que le roi accorderait un pardon général, et que personne ne serait recherché pour sa conduite passée. Le comte de Richemont leur en donna l'assurance; il s'empressa même d'envoyer à Poitiers un de ses officiers porter au souverain la

supplique des Parisiens. Charles VII octroya des lettres d'amnistie, signées le 27 février. Enfin, vers le 15 mars, Arthur s'aboucha une seconde fois avec les bourgeois, et leur promit de garantir leurs foyers de toute espèce d'excès. Dans cette vue, il dispersa du côté de St-Denis et de Clichy les routiers, les soldats bretons, génois et gascons, les plus redoutables, sans les instruire de ses projets ultérieurs. Les principales dispositions étant irrévocablement prises, le connétable réunit les généraux, les chevaliers et les troupes de la noblesse, sur la docilité desquelles on pouvait compter, et se rendit à Vincennes, pour y recevoir les avis que Lailler devait lui transmettre. Il n'attendit pas long-temps; car, dans la nuit du mercredi 12 avril 1436, un message vint annoncer que l'explosion aurait lieu aux Halles le vendredi. Au jour dit, dès trois heures du matin, Arthur quitta Vincennes et se dirigea vers Paris, accompagné de Dunois, Lille-Adam, Villeblanche, La Suze, Rostremen et les chevaliers de son hôtel; il s'établit derrière les Chartreux, entre la porte Saint-Michel et la porte Saint-Germain. Les Anglais, sachant que le gros de l'armée royale occupait toujours le camp placé en travers de la chaussée Saint-Denis, restèrent convaincus que les Français ne pouvaient arriver par le côté opposé : aussi ne prirent-ils aucune mesure pour repousser une attaque dans cette direction.

Le connétable envoya le sire de Villeblanche avec un détachement à la porte Saint-Michel. Cet officier, ayant quelque temps côtoyé le fossé, distingua sur le rempart un homme qui agitait son chaperon; il s'approcha, c'était un bourgeois aposté par Lailler : « N'avancez pas, dit l'émissaire, la porte Saint-Michel est fermée; allez à celle de Saint-Jacques : on besogne pour vous aux Halles. » Le connétable fit filer ses sol-

dats le long d'un sentier très-étroit, et arriva dans peu d'instants à la barrière Saint-Jacques. Les bourgeois placés aux créneaux demandèrent : « Qui êtes-vous ? » Le chevalier de l'avant-garde répondit : « Nous sommes les gens du connétable. — Qu'il vienne lui-même, cria-t-on. » Le comte de Richemont s'avança à cheval jusqu'au bord du fossé : « Jurez-vous, lui dit-on, l'amnistie générale ? — Je vous en fais une seconde fois le serment, répondit-il. » Alors les syndics se décidèrent à livrer la porte : les serrures étaient fermées à double clef, il fallut pratiquer une ouverture au milieu des madriers. Les bourgeois jetèrent une planche au travers du fossé ; le connétable descendit de cheval, et passa le premier sur ce frêle appui ; il fut suivi immédiatement de tous les nobles et écuyers qui entraient un à un : mais Lille-Adam l'avait prévenu sur un autre point. Ce guerrier, devenu royaliste, impatient de signaler son zèle pour le service de Charles VII, avait saisi une échelle qu'on lui tendit cinquante pas plus haut que la porte Saint-Jacques : étant monté précipitamment, il planta la bannière de France sur les remparts, en criant trois fois : *Vive le roi ! ville gagnée !* C'était le même cri qu'il avait poussé dix-huit ans auparavant, en surprenant Paris dans une pareille circonstance ; mais pour quelle cause (1) ! Dunois parvint également aux créneaux à l'aide d'une échelle de corde ; tous les deux vinrent joindre le connétable, qu'ils trouvèrent haranguant les quarteniers en leur touchant la main et les comblant de caresses ; alors

(1) Jean de Villiers de Lille-Adam, l'ami et le conseiller de Philippe-le-Bon, accompagna ce prince dans ses états de Flandres, dont les peuples s'étaient révoltés ; il fut tué à Bruges en 1437, dans une émeute où le duc lui-même courut risque de la vie.

on fit briser les chaînes et les serrures; les soldats, pouvant entrer plus facilement, se précipitèrent sur les pas d'Arthur. Ce dernier, étant remonté à cheval, s'avança par la rue Saint-Jacques, traversa le Petit-Pont et celui de Notre-Dame où il trouva Michaud-de-l'Aigle, nouveau prévôt des marchands, qui tenait une bannière du roi; une foule d'artisans accouraient de toutes les directions. Richemont, parvenu sur la place de Grève, envoya un détachement aux Halles pour prêter main-forte aux gens de Lallier, et repassa ensuite le pont au Change. En arrivant au coin de la rue de la Barillerie, il fut accosté par un épicier qui sortit de sa boutique et lui offrit le clairet pour boire à son heureuse arrivée; le connétable accepta avec cordialité, prit ensuite la rue de la Calandre, entra dans l'église Notre-Dame, où il entendit la messe tout armé : à l'issue de l'office, les chanoines lui offrirent un repas splendide; Arthur le refusa en se contentant de quelques épices et d'un peu de vin, attendu que c'était vendredi et qu'il jeûnait ce jour-là. L'entrée du connétable fut devancée par une sédition qui éclata au milieu de la nuit dans le quartier des halles Saint-Eustache, du côté opposé à celui par où les royalistes devaient pénétrer. Woodville accourut sur ce point avec toutes ses forces disponibles; mais il apprit bientôt que le connétable, ayant franchi la barrière St-Jacques, se trouvait dans le cœur de Paris : comprenant alors que ces deux mouvements avaient été combinés, il ne songea plus qu'à gagner la Bastille, afin d'y tenir le plus long-temps possible. Rien ne peut exprimer la fureur dont les Français apostats se montraient animés en voyant les royalistes introduits dans Paris; ces pervers traversaient les rues en criant : « *Saint-Georges! Saint-Georges!* (mot de ralliement des Anglais.) Traîtres de Français, vous périrez tous! » Dans leur rage,

ils faisaient main-basse sur ceux qui ne criaient pas comme eux ; on les vit massacrer froidement Levavasseur, notable de la ville, homme vénérable autant par son âge que par ses vertus.

Cependant les bourgeois réunis aux Halles se répandirent dans tous les quartiers, et forcèrent les renégats à se réfugier dans les rangs des soldats de Woodville : on foula sous les pieds la croix rouge, et l'on arbora avec des transports d'allégresse la croix blanche ; chacun jetait sur les Anglais, par les fenêtres, les tables, les chaises et les meubles ; les femmes paraissaient les plus animées. Au milieu de ce tumulte, Woodville effectua péniblement sa retraite : il avait rallié les Français apostats, en tête desquels marchait l'évêque de Térouane ; le peuple accablait ce dernier d'invectives, en criant : *Au renard ! au renard !* parce que, à l'exemple de Henri V, le prélat avait fait peindre dans ses armes la queue de cet animal.

Le connétable, ne voulant pas engager avec Woodville un combat au sein de la cité, ne s'opposa point à sa marche ; il le laissa gagner la Bastille, et l'y bloqua étroitement. N'ayant plus rien à craindre de la part des Anglais, Richemont parcourut à cheval tous les quartiers, distribua des postes sur les places, sur les ponts et dans les carrefours, s'efforçant de rétablir le calme par ses paroles ; puis il se rendit une seconde fois à Notre-Dame, où se trouvaient réunis le parlement, l'université, les chefs des corporations. Arthur fit lui-même la lecture des lettres d'amnistie données par le roi ; à l'issue de cette communication, des hérauts publièrent que tout soldat ou autre qui entrerait chez un habitant pour exercer quelque violence, serait puni de mort : cette défense arrêta les désordres qui accompagnent ordinairement ces sortes d'événements ; « et le

peuple de Paris prist le connétable en si grand amour, que nul n'eût mis son corps et sa chevance pour détruire les Anglais. » (Pierre Gruel.)

Les routiers postés auprès de Saint-Denis, entendant sonner les cloches en signe d'allégresse, se précipitèrent vers les portes de la capitale dans l'intention de piller; mais le comte de Richemont, instruit d'avance de leur dessein, ordonna de ne point baisser les ponts-levis, et ne voulut jamais admettre ces ribauds dans l'intérieur de la ville : cet acte de fermeté acheva de rassurer la population. Arthur alla établir sa résidence à l'hôtellerie du *Porc-Epic*, près du Châtelet; il nomma le sire de Ternant prévôt de Paris, Michel Lailler prévôt des marchands, et Jean Dubelloy échevin, avec Pierre Deslandes, Jean de Grandrue et Nicolas de Neuville. Après avoir organisé le gouvernement civil, il tourna toute son attention vers un soin des plus urgents, celui de forcer les Anglais dans la Bastille : il adressa au sire de Woodville des propositions conçues en ces termes : « Je vous offre la faculté de vous retirer où bon vous semblera, en emportant votre bagage; si l'on refuse ces conditions, je prendrai la place et je ne ferai quartier à qui que ce soit. » La journée du samedi se passa sans réponse; le dimanche matin les Anglais demandèrent à se diriger sur Rouen, ce qui leur fut accordé.

Henri VI perdit encore, lors de la prise de Paris, plus de 1,000 hommes, tués en entrant dans la Bastille ou massacrés au milieu des rues par le peuple en furie : on calcula que 80,000 Anglais avaient péri en détail sur le sol français, depuis le commencement du règne du jeune Lancastre.

Ayant ramené le calme au sein de la capitale, le connétable fit la revue des compagnies et les con-

duisit à l'entrée de la Picardie, en les échelonnant par sections de St-Denis jusqu'à Beauvais; il jeta deux ponts sur l'Oise entre Compiègne et Pontoise, et fit rétablir celui de Beaumont : ces dispositions devenaient nécessaires pour protéger Paris contre une attaque générale que l'ennemi préparait en concentrant toutes ses forces dans le Ponthieu. Chaque semaine Arthur faisait le trajet de Paris à Beauvais, en visitant la ligne : un soir il courut risque d'être pris, non loin de Clermont, par un parti de Talbot, fort de 600 hommes, qui s'étaient portés jusque-là avec l'intention de l'enlever. Les soldats anglais se tenaient cachés dans un bois qui bordait la route de chaque côté : Arthnr ne menait à sa suite que 100 cavaliers partagés en deux pelotons qui marchaient assez éloignés l'un de l'autre; le général cheminait en tête du premier : l'ennemi, prenant ce peloton pour l'avant-garde chargée d'éclairer la route, le laissa passer et fondit sur le second; mais voyant que le connétable ne s'y trouvait pas, il se retira après avoir tué quelques cavaliers.

LIVRE V.

Arthur de Richemont commence une nouvelle campagne contre les Anglais. — Siége de Montereau, où Charles VII se distingue. — Siége de Meaux. — Ligue des barons mécontents. — Arthur devient le soutien de la couronne. — Siége de Pontoise. — Campagne de la Guienne.

Le comte de Richemont n'avait pu obtenir, lors de la convention d'Arras, que les troupes bourguignonnes se joignissent à celles de France : Philippe se renferma dans la plus stricte neutralité; honteux du rôle qu'il venait de jouer envers l'Angleterre, ce prince offrit, quelques mois après, sa médiation pour une paix générale; il envoya à Londres deux chevaliers de son hôtel. Au lieu de ménager Philippe, comme la prudence le commandait, on le traita sans aucune mesure; les messagers bourguignons furent accablés d'outrages : aucune hôtellerie de Londres ne voulut les recevoir; les magistrats les logèrent, par mépris, chez un obscur artisan; en se rembarquant à Douvres, ces chevaliers se

virent couverts de pierres et de boue que les gens du port leur jetèrent. Philippe ressentit vivement l'insulte faite à ses envoyés, mais sa colère ne connut plus de bornes lorsqu'il acquit la certitude que les Anglais l'environnaient d'embûches. Vers la fin de 1436 il faillit périr assassiné dans une partie de chasse, aux environs d'Hesdin: plusieurs personnes de sa maison, séduites par de coupables promesses, prirent part au complot. La trame fut découverte au duc de Bourgogne, en pleine chasse, par Girard Bevalo, son maître d'hôtel : ce fidèle serviteur reçut en récompense des lettres de noblesse datées de 1437, et acheta dans la Franche-Comté la terre de Frasans, dont il adopta le nom que ses descendants ont conservé (1).

Philippe-le-Bon, aigri on ne peut plus, se montra disposé à se rendre aux sollicitations du comte de Richemont, qui ne cessait de le presser de rompre sa neutralité. Le voyant ébranlé, Arthur voulut le gagner entièrement au moyen de nouvelles grâces : sur sa proposition, Charles VII reconnut la validité des emplois élevés que la maison de Lancastre avait conférés aux officiers bourguignons; c'est ainsi que Lille-Adam fut reconnu maréchal de France : Arthur le choisit pour son premier lieutenant. Claude de Beauvoir, sire de Chatellux, un des généraux les plus habiles de son temps, fut

(1) Cette famille s'établit à Dijon, et y occupa un rang distingué : Jacques de Frasans, cinquième descendant de ce Girard, fut huit fois maire de cette ville. Il eut le bonheur, dans le cours de sa septième mairie, de rendre des services signalés à ses compatriotes lors de la peste de 1639. Pour lui témoigner sa reconnaissance, la ville de Dijon fit frapper en son honneur une médaille avec cet exergue : *Etiam in septimo non licuit quiescere.* « Il ne se reposa même pas le septième jour. »

Le parlement supprima par un arrêt cette médaille, comme irrévérente à la Majesté divine.

également confirmé dans l'emploi de maréchal : tous deux reçurent une commission de 2,000 fr. par an.

Philippe, bannissant ses scrupules, prit l'offensive contre ses anciens alliés : ce prince appela de la Flandres 30,000 hommes, qui, réunis aux compagnies d'archers bourguignons, formèrent une armée de 50,000 combattants ; il fit venir de Bruxelles et de Gand quantité de machines de guerre ; 30 vaisseaux sortirent par ses ordres des ports d'Anvers et d'Ostende, et vinrent croiser dans la Manche. Tous ces préparatifs aboutirent au siége de Calais, que l'on attaqua le 1er février par terre et par mer. L'entreprise ne manquait pas de hardiesse ; mais pour l'exécuter dignement, il fallait des talents supérieurs à ceux de Philippe, et des soldats plus aguerris que les Flamands. Le connétable, charmé de voir le duc de Bourgogne se compromettre ainsi envers l'Angleterre, quitta la Picardie pour aller joindre ce prince. Le duc le conduisit dans son camp, lui montrant avec orgueil la multitude d'hommes qui marchait sous ses ordres ; il se complut à lui faire examiner une tour de bois, d'une dimension prodigieuse, et si élevée qu'elle dominait les bastions de la place : c'était l'ouvrage de 600 charpentiers de Gand et de Bruges.

Au bout de quelques jours le connétable prit congé de Philippe, car le Bourguignon se flattait de réduire la ville de Calais sans le secours d'autrui. Arthur traversa une partie de l'Artois, le Ponthieu, et franchit le défilé d'Azincourt, où vingt ans auparavant les Anglais avaient remporté une victoire si complète. Le comte de Richemont fit une description de la bataille aux chevaliers qui l'accompagnaient; il leur marqua la place des deux armées (1),

(1) Pierre Gruel.

reconnut l'endroit où lui-même était tombé sous les coups de milliers d'ennemis. En rappelant sur le lieu de ce désastre de si douloureux souvenirs, le héros pouvait, en compensation, montrer à ces bannerets la prospérité dont la France commençait à jouir. La chance tournait; les vainqueurs d'Azincourt connaissaient déjà les revers, et tout faisait présager qu'on ne tarderait pas de les expulser du royaume.

Le connétable, tranquille sur le sort de Paris, se rendit une seconde fois en Champagne, dont le roi l'avait nommé gouverneur; mais il fut bientôt obligé de quitter cette province pour se rapprocher de l'Artois. Philippe venait d'échouer complètement dans son expédition : un pareil échec pouvait avoir des conséquences très-graves.

A la nouvelle que le duc de Bourgogne assiégeait Calais, la plus belle conquête d'Edouard III, le patriotisme anglais reprit son élan; on s'indigna de voir Philippe, ne jouissant d'aucune réputation militaire, tenter une opération que les meilleurs généraux de Charles V n'avaient osé entreprendre. Le parlement vota par acclamation de nouveaux subsides; on leva avec une célérité incroyable 12,000 archers, et au bout d'un mois le duc de Glocester débarqua sur la jetée de Calais 20,000 soldats. Les Belges employés au siége apprirent dans le même jour l'arrivée des 20,000 Anglais et la dispersion de la flotte hollandaise; cette double nouvelle leur causa une terreur panique : rien ne put les retenir dans les lignes; ils reprirent tous le chemin de leur pays, en criant : *Flandres ! Flandres !* Philippe s'efforça inutilement de les arrêter; on méconnut sa voix. Glocester, instruit de cette particularité, fit sortir 10,000 hommes commandés par Talbot, ce qui acheva de mettre la confusion dans le camp du duc de Bour-

gogne. Philippe se retira sans se donner le temps d'emmener ses bagages. Glocester et Talbot commencèrent une nouvelle campagne à la tête de 25,000 combattants : le premier inonda l'Artois ; le second, audacieux dans ses projets, traversa avec rapidité la Picardie, envahit l'Ile-de-France, et poussa son avant-garde jusque sous les murs de Paris. Cette ville passa de la tranquillité la plus parfaite à la position la plus critique : la terreur régnait au sein de la capitale. Talbot surprit dans Pontoise le sire de Rostremen, et le fit prisonnier ainsi que deux divisions. Rien ne paraissait devoir arrêter le cours de ses succès, lorsque des messagers annoncèrent l'arrivée prochaine du comte de Richemont. Ce général, ayant réuni dans l'Orléanais 5,000 hommes, tant nobles que salariés, s'avança vers Paris en grossissant sa petite armée : sa présence électrisait toute la population ; les villes qui se trouvaient sur son passage lui fournissaient des recrues choisies parmi la bourgeoisie : il se trouva bientôt en état d'arrêter la fougue de l'ennemi. Talbot craignit de compromettre contre un tel adversaire le sort de 10,000 Anglais qui marchaient sous ses ordres ; il battit lentement en retraite vers l'Oise, et franchit cette rivière auprès de Beaumont. Le connétable le poursuivit à travers le Boulonnais, et le rejeta sur l'Artois. Talbot perdit dans cette excursion 1,500 hommes ; le sire de Foucault, un des officiers d'Arthur, lui en tua 500 au passage de la Canche.

Le comte de Richemont avait rassuré Paris, sauvé l'Ile-de-France et la Picardie, sans livrer une seule bataille ; car il prenait un soin extrême d'épargner le sang de ses soldats. Ce nouvel exploit, en augmentant la renommée du guerrier breton, frappa les esprits de Charles VII, et rendit le monarque honteux de la vie molle

qu'il menait : ce prince résolut de ne revoir sa capitale qu'après s'être illustré par des hauts faits propres à lui gagner l'estime de ses peuples. En conséquence, il fit un appel à la noblesse des provinces méridionales, et sortant de sa retraite, il courut joindre le connétable. Charles VII ouvrit la campagne de 1437, ayant pour lieutenants le comte de La Marche, Louis d'Anjou, et Dunois, bâtard d'Orléans. Après quelques combats de peu d'importance, on résolut d'entreprendre le siége de Montereau.

La position de cette ville au confluent de la Seine et de l'Yonne doublait ses moyens de défense. Les Anglais, jaloux de conserver plusieurs places au centre de la France, avaient fortifié Montereau et Meaux, en y déployant toutes leurs ressources.

Le siége de Montereau, un des plus remarquables du quinzième siècle, commença vers le 10 août 1437. Le roi vint se loger à Bray, là où Jean-sans-Peur s'était arrêté lors des fatales conférences. Le connétable distribua son armée dans les différents postes; on éleva en face de la porte de Brie une plate-forme en bois pour y monter des bombardes. Xaintrailles, nommé récemment grand écuyer, se plaça dans cette tour en compagnie des sires de Coëtivi, de Chailly, de Girème, de Gaucourt et de 200 féodaux. Le roi arriva le jour même, et s'établit dans un prieuré masqué par le bastion en bois. Arthur investit la partie de la ville située sur la rive gauche de l'Yonne, du côté du Gatinais; Beaumanoir, le sire de Culant, le bailli de Vitry et une division de Bretons prirent position dans l'angle aigu formé par l'Yonne et par la Seine : on jeta sur l'Yonne un grand pont de bateaux, afin de se ménager une communication entre les divers quartiers. La partie menacée par le connétable, du côté de Moret, offrait

un accès plus facile ; c'est aussi vers ce point que le gouverneur, Thomas Guérard, élève de Talbot, dirigea sa redoutable artillerie : les Anglais la servaient avec une habileté bien extraordinaire pour l'époque. Richemont fut obligé de tracer de longs boyaux pour mettre ses soldats à l'abri de leurs coups : mille ouvriers travaillaient chaque nuit à élever de petits forts en charpente et en terre, qui servaient à loger les compagnies. On arriva très-péniblement au bord du fossé rempli des eaux de l'Yonne, et profond de quinze pieds : le connétable prit le parti de détourner la rivière afin de le mettre à sec. Ce prodigieux travail fut exécuté sous la conduite de Bureau, l'ingénieur le plus savant de l'Europe ; il portait le titre de *maître de l'artillerie :* cet officier parvint à ne laisser que quatre pieds d'eau dans les fossés. Cette difficulté étant vaincue, le connétable établit ses machines de guerre sur la contrescarpe, et battit la muraille sans interruption pendant deux jours entiers. Le bailli de Vitry, ayant surmonté les obstacles que lui opposait la nature du terrain, assaillait également les remparts du côté de l'occident ; mais l'attaque dirigée par Xaintrailles contre la porte du Gatinais n'avançait point. Charles VII, ne doutant pas que le comte de Richemont, secondé de ses Bretons, ne forçât la ville sur le point opposé, abandonna les quartiers de Xaintrailles, franchit la Seine grâce au pont de bateaux, et vint joindre le connétable, en lui déclarant qu'il voulait servir sous ses ordres comme simple chevalier. La présence du souverain doubla l'énergie du soldat ; les batteries françaises, perpétuellement en jeu, pratiquèrent de larges brèches. Pour parvenir néanmoins au pied de la muraille, il fallait traverser le fossé moitié plein d'eau. Arthur ordonna de le combler au moyen de fascines : à peine en eut-on jeté quelques-

unes que Charles VII, impatient de se signaler, descendit dans le fossé, le traversa ayant de la vase au-dessus de la ceinture et portant une échelle ; il arriva sur le bord opposé, suivi de plusieurs centaines de guerriers que son exemple enflammait. Le prince appliqua son échelle au mur, et monta à l'assaut un des premiers; établi sur la brèche, il se battit corps à corps avec plusieurs Anglais. Mais Charles VII ne resta pas long-temps seul à soutenir cette lutte inégale : il aurait fallu enchaîner les Français au pied des remparts pour les empêcher de suivre leur roi ; en peu d'instants des nuées de guerriers couvrirent les murailles. Ni la valeur, ni la savante tactique des Anglais ne purent arrêter ce torrent. La ville fut prise d'assaut le 22 octobre 1437, midi sonnant, en dépit de l'héroïque défense des assiégés. Le connétable, en général expérimenté, n'avait cessé, durant l'action, de lancer des troupes fraîches qui finirent par écraser les Anglais. Le premier soin de Charles VII, après la victoire, fut d'empêcher le carnage. Les Français apostats n'avaient pu soutenir les regards de leur souverain, ils abandonnèrent de bonne heure le combat, et se retirèrent vers le château ; mais la retraite étant coupée, 100 d'entre eux se précipitèrent dans l'Yonne, et y trouvèrent la mort: 150 de ces gens, restés au milieu des décombres, durent la vie à la clémence du roi. Le brave Thomas Guérard se jeta dans le château avec les débris de sa garnison, et s'y défendit encore quelques jours ; il proposa enfin de capituler. Charles VII, estimant son courage, lui permit de se retirer en Normandie et d'emmener tous ses bagages.

En exécution du traité d'Arras, on éleva sur le pont

de Montereau une croix de cuivre (1), comme expiation de l'attentat commis en cette place dix-neuf ans auparavant.

Charles VII venait de prouver que si les plaisirs l'amollissaient, ils ne l'avaient pas rendu timide ; sa bravoure, sa clémence dans la victoire faisaient l'admiration des Français, toujours prompts à s'enthousiasmer pour leurs rois. Charles avait alors trente-cinq ans : le dauphin (Louis XI), qui en comptait à peine quatorze, fit ses premières armes sous les yeux de son père et du connétable. La renommée augmenta les exploits de Charles VII : Paris demanda à grands cris son retour. Le roi prit la route de Melun, et s'arrêta dans cette ville tandis que le comte de Richemont allait présider aux préparatifs de son entrée dans la capitale : cependant elle n'eut lieu qu'un an après, le jour de la St-Martin d'hiver, 11 novembre 1438. On lui fit la même réception qu'à Henri V. Le monarque fut conduit de la porte St-Denis à l'église Notre-Dame, sous un dais bleu, porté par les syndics des corporations, qui se relayaient. Immédiatement après le roi marchait Arthur de Richemont monté sur un très-haut destrier, et revêtu d'une brillante armure semée d'hermines comme celles de tous les princes bretons ; il tenait à la main un gros bâton de commandement; un écuyer portait derrière lui l'épée de connétable (2).

Le roi ne resta pas long-temps à Paris; il fut obligé d'en sortir à cause de la peste, qui se déclara avec les

(1) Cette croix fut arrachée pendant les guerres de religion ; il ne resta que le piédestal en pierre, simple borne qui s'élevait jusqu'à la hauteur du parapet : cette borne fut également enlevée en 1814, lorsqu'il fallut couper une arche du pont.

(2) Voyez la Vie de Dunois, pour cette entrée de Charles VII.

symptômes les plus effrayants : ce fléau avait reparu douze fois pendant le règne de Charles VI. Le connétable, de son côté, se rendit en Champagne, dont il était gouverneur, ainsi que du territoire compris entre la Seine et la Loire : il établit son quartier-général à Troyes. Son premier soin fut de poursuivre sans relâche les chefs des partisans qui désolaient ce pays. L'un d'eux, nommé Bouson de La Faille, capitaine gascon fort célèbre (1), était signalé comme le plus cruel et le plus avide ; son nom inspirait l'effroi à toute la contrée ; il avait su s'entourer d'un tel prestige, que le peuple le croyait maître d'armées formidables : cependant on ne le voyait accompagné que de très-peu de monde. Bouson venait presque seul à Troyes, imposait aux habitants une taxe dont il réglait lui-même la quotité selon son caprice, et se retirait emportant l'argent sans que personne l'inquiétât. Il apprit l'arrivée du comte de Richemont dans la capitale de la Champagne, et n'y vint pas moins sans escorte, afin de montrer aux bourgeois que ce nouveau gouverneur militaire ne lui imposait pas plus que leurs magistrats civils. Arthur, instruit de son apparition, ordonna à ses officiers de l'arrêter sur-le-champ. Le capitaine eut le temps de remonter à cheval : il s'enfuit, espérant gagner Nogent dont ses soldats occupaient le château ; mais on l'atteignit au bout d'une heure. Le connétable fit instruire son procès dans les règles, comme prévenu de rebellion aux ordres du roi ; déclaré coupable par le tribunal militaire, Bouson subit le supplice des grands criminels : on le jeta à l'eau renfermé dans un sac de cuir. Arthur infligea le même châtiment à Boways de Glari, un des chefs écossais venus en

(1) Il avait défendu Montargis avec une grande valeur, en 1426. (Voyez la Vie de Dunois.)

France avec le comte de Douglas, et aussi terrible dans ses violences que La Faille.

Ces deux exemples d'une juste sévérité contribuèrent à ramener le calme dans la Champagne. Tranquille sur le sort de la province, le comte de Richemont fit proposer au roi de reprendre le projet formé l'année précédente, d'enlever aux Lancastre les places qu'ils avaient conservées autour de Paris. Talbot venait d'escalader Pontoise, forteresse réputée imprenable : de ce point les Anglais, se liant par des détachements avec la garnison de Meaux, compromettaient chaque jour la sûreté de la capitale. Afin de déjouer les projets d'un chef aussi audacieux que Talbot, on résolut d'emporter Meaux. Le comte de Richemont quitta Troyes pour gagner Paris, sans tenir néanmoins la route directe : il passa par Nogent, franchit l'Yonne ayant l'intention de visiter les provinces voisines de la Loire, visita le Gatinais, l'Orléanais, la Beauce, la Brie et l'Ile-de-France : il trouva ces contrées dans l'état le plus déplorable ; les habitants abandonnaient leurs demeures pour échapper à la fureur des soldats. Le duc de Bourbon, Dunois, le comte de Vendôme, avaient pris leurs quartiers dans ces pays ; mais au lieu de les protéger, ils les pillaient. Le comte de Richemont en fut indigné, et adressa ses observations aux généraux ; on ne les écouta point. Il voulut faire valoir son autorité de connétable, on la méconnut ; ces généraux affectèrent de continuer les mêmes désordres sous ses yeux. Outré au dernier point, Arthur courut à Paris, et sur sa prière le conseil s'assembla : il y fit le récit des événements passés en sa présence, énuméra les excès de divers genres, en signalant nominativement les bannerets qui s'étaient rendus coupables de ces méfaits ; Arthur appuya notamment sur Dunois, un des chefs que lui-même affectionnait le plus.

« Puisqu'on ne veut plus reconnaître mon autorité, dit le comte de Richemont ; puisque les princes du sang eux-mêmes se déshonorent par des actions indignes de gens de cœur, je me démets de la charge de commandant-général de l'armée, et je vais me retirer dans mes domaines, pour ne pas être témoin de désordres que je n'ai pas le pouvoir de réprimer. » En disant ces mots, il sortit du conseil et ordonna aux officiers de sa maison de tout disposer pour son départ.

La retraite du connétable pouvait devenir un malheur irréparable au moment où les Anglais se montraient plus entreprenants que jamais. Le prieur des Chartreux, homme vénérable et l'ami du guerrier breton, instruit de sa résolution, vint le trouver au sortir du conseil, lui peignit la situation fâcheuse dans laquelle sa retraite allait laisser le royaume, et montra la gloire qu'il pouvait encore acquérir en chassant les Anglais des provinces du centre et de la Normandie.

Arthur se laissa toucher par les paroles du religieux ; il abandonna le projet de regagner ses terres, et vit le soir même Charles VII, qui lui promit de ne négliger aucun moyen pour arrêter des excès aussi condamnables. Après s'être parfaitement entendu sur ce point avec le roi, le comte de Richemont ne s'occupa que des préparatifs du siége de Meaux. Charles VII dépêcha au comte de Vendôme, au duc de Bourbon, à Dunois et aux autres chefs l'ordre, signé de sa main, d'envoyer leurs compagnies sur le chemin de Meaux et de les mettre sous le commandement du connétable. L'expédition projetée promettait des dangers, tous les feudataires accoururent : l'indiscipline n'étouffait point dans leurs cœurs l'amour de la gloire. Arthur leva ses quartiers le 10 juillet 1440, franchit la Seine avec 12,000 combattants et un matériel considérable placé

sous la direction de Bureau, maître de l'artillerie; il passa la Marne à Lagny, et investit Meaux le 18.

Le connétable s'étant établi, ainsi que le corps de bataille, dans une plaine de vignes en face du faubourg de la Chaage, envoya le sire de Rostremen, sorti depuis peu de sa captivité, à l'abbaye de St-Faron, La Hire et Floquet aux Cordeliers; il logea les sires de Chailly et de Courbanton auprès des *Mortiers*. Bureau étendit une ligne d'artillerie depuis le faubourg Saint-Rémi jusqu'au Brasset; ses premières tentatives produisirent peu d'effet : les Anglais opposaient une résistance d'autant plus opiniâtre que des avis certains annonçaient que Talbot, d'Orset et Scalle accouraient à leur secours. En effet, ces généraux, sentant la conséquence de la prise de Meaux, déployèrent toutes leurs ressources pour empêcher que cette ville ne tombât au pouvoir de l'ennemi : ils sortirent de la Normandie, conduisant 7,000 archers, en se dirigeant vers Meaux. Le connétable, instruit de l'approche de ces forces, proposa à ses lieutenants, réunis en conseil de guerre, de livrer sur-le-champ un dernier assaut avant l'arrivée des Anglais : son avis prévalut, malgré quelque opposition. Le connétable et Bureau, maître de l'artillerie, firent des dispositions si sages, que la ville fut conquise après un assaut qui ne dura pas une heure (15 août 1440). Le gouverneur, Jean de Thiars, français renégat, tomba au pouvoir du vainqueur : ce banneret avait promis une forte rançon au chevalier dont il était devenu le prisonnier; sans égard pour la convention, le connétable lui fit trancher la tête comme traître à son roi et à son pays.

La conquête de Meaux porta la joie dans Paris. Charles VII envoya au-devant d'Arthur le comte du Maine, son principal ministre, et plusieurs dignitaires de la couronne, autant pour le féliciter que pour le re-

mercier du nouveau service rendu par lui à l'Etat. Arthur, étant venu le surlendemain présenter ses hommages au roi, lui proposa de ne mettre aucune interruption dans le succès, et de s'occuper activement à chasser les Anglais de la Normandie : ce plan fut adopté avec enthousiasme. Des hérauts d'armes se répandirent dans les provinces en publiant, selon la coutume, l'entreprise projetée. Les capitaines accoururent de tous les points, accompagnés de leurs gens ; ils se concentrèrent dans l'Ile-de-France, et se mirent à la dévaster en attendant que l'expédition commençât. Ces chefs se montraient fort mécontents qu'on leur donnât pour commandant supérieur le comte de Richemont, dont ils redoutaient l'austérité. Ils formèrent entre eux une cabale qui devint tellement redoutable, que le connétable ne fut plus maître de diriger les opérations : c'est ainsi que la campagne débuta, contre son gré, par le siége d'Avranches. Les généraux de Henri VI, ayant très-bien fortifié cette place, y avaient mis en dépôt leurs plus riches effets, produit de vingt ans de pillage. Les capitaines français, qui le savaient, désiraient s'emparer de cet immense butin; cependant ils ne firent rien pour seconder les vigoureuses mesures que Richemont prenait dans le seul but d'assurer le succès : chacun d'eux abandonnait les lignes sans ordre, et allait dévaster les pays environnants. Au bout d'un mois l'expédition n'étant pas plus avancée que le premier jour, le connétable se vit obligé de lever le camp et de battre en retraite.

Il fut démontré que les capitaines, détestant le comte de Richemont comme le redresseur de leurs torts, s'étaient coalisés pour faire manquer le siége et le perdre ainsi dans l'esprit du roi. Arthur, accompagné des cavaliers bretons, regagna ses domaines de Dol. Le mois

suivant il se rendit dans la capitale de l'Anjou, où se trouvait Charles VII : le monarque lui fit l'accueil le plus amical, écouta sa plainte et promit de consacrer tous ses soins à réprimer des excès si criminels ; entreprise fort difficile néanmoins, car parmi les coupables se trouvaient ceux qui avaient rendu les services les plus essentiels au roi, le duc d'Alençon, le duc de Bourbon, Dunois, Xaintrailles, La Hire, Foucault, etc. : tous ces bannerets dévoraient le pays qu'ils venaient de délivrer de l'oppression des étrangers.

Charles VII réunit auprès de sa personne les généraux qui n'avaient encouru aucun reproche. Le roi forma une commission dont le connétable fut le président : d'après l'opinion de ce conseil il rendit une ordonnance, prescrivant qu'à l'avenir un homme d'armes, un noble requis *en guerre*, ne pourrait avoir que quatre chevaux pour son usage particulier, et que sa suite se composerait d'un coustelier, de deux archers, d'un page et d'un gros varlet : le noble devait répondre de la conduite de ces cinq personnes, et veiller surtout à ce qu'on ne vexât point les gens de la campagne. On assigna à chaque noble, pour lui et pour sa lance, une solde qui devait être payée chaque mois, d'après une revue ou *montre*. (Recueil d'ordonnances.)

La simple publication de cet édit produisit un bien merveilleux. Les villes jouissant du droit de se garder elles-mêmes, fermèrent leurs portes aux barons. Les paysans, sachant que le roi les prenait sous sa protection, opposèrent de la résistance aux violences. Les capitaines trouvèrent moins d'hommes empressés à suivre leur fortune : l'agriculture y gagna quelques bras.

Les feudataires, les barons et les plus simples chevaliers blâmaient hautement ces réformes, en objectant qu'on attaquait leurs priviléges, et crurent se

ménager l'opinion publique en signalant les abus du gouvernement : ils accusaient sans détour Charles VII de ne donner aucun soin aux affaires du royaume. On ne pouvait choisir un plus mauvais moment pour élever de pareilles plaintes ; car l'ordonnance toute récente prouvait d'une manière évidente que Charles VII s'occupait avec ardeur de l'intérêt de ses peuples.

Les mécontents formèrent une ligue dangereuse, qui avait pour but de rompre les entraves que l'on mettait à leur ambition, de s'emparer de la personne du roi, de le tenir en tutelle, et de gouverner au nom du dauphin, dont ils pourraient se servir comme d'un instrument docile. Le principal fauteur de ce complot fut La Trémouille, qui ne pouvait se consoler de sa disgrâce. La haine que cet ancien favori nourrissait contre le connétable n'avait rien perdu de son acrimonie ; il la communiqua aux autres feudataires, à la tête desquels on distinguait Jean d'Alençon, neveu d'Arthur, prince d'un caractère inquiet, dont la vie se passa à commettre des fautes. Charles, duc de Bourbon, raccommodé avec le duc de Bourgogne par les bons offices d'Arthur, Louis, comte de Vendôme, un des plénipotentiaires du congrès d'Arras, figurèrent dans cette cabale, qui se grossit d'Antoine de Chabannes, des sires de Prie, de Chaumont, de Laroche, sénéchal du Poitou, enfin de Dunois lui-même, qui ternit sa gloire en prenant part à une semblable rebellion. (Toutes les Chroniques.)

Cette conspiration se forma dans le propre palais de Charles VII : les mécontents agissaient par l'impulsion du sire de La Trémouille qui, du fond du Poitou, leur traçait un plan de conduite ; ils circonvinrent le dauphin, flattèrent son amour-propre, et lui offrirent de le mettre à la tête de l'administration du royaume. Ce prince, âgé de seize ans, déjà fort ambitieux, accueillit

ces coupables ouvertures, et commença sa carrière politique par servir les intérêts de cette féodalité à l'abaissement de laquelle il travailla ensuite toute sa vie.

Charles VII et sa maison se trouvaient alors au château d'Amboise : deux de ces feudataires vinrent le trouver et lui remirent, au nom de toute la chevalerie, une supplique dans laquelle on demandait l'éloignement « des personnes qui donnaient au roi des avis fort préjudiciables. » On voulait parler du comte du Maine et du connétable. Charles répondit, d'un ton ferme, qu'il n'en ferait rien. Le lendemain le monarque se trouva dans l'abandon le plus complet ; ses barons avaient quitté Amboise pendant la nuit : ils allèrent enlever de Loches le dauphin, malgré l'opiniâtre résistance du comte de Perdriac, son gouverneur. En passant à Beaugenci, ils rencontrèrent le connétable, qui, escorté par 20 officiers seulement, inspectait les places de l'Orléanais, en qualité de gouverneur des provinces comprises entre la Seine et la Loire. Ces furieux l'entourèrent au milieu de la route, en l'accablant d'injures et de reproches : il opposa une froide dignité à ces invectives. Les barons délibérèrent en sa présence si l'on s'emparerait de sa personne; mais Antoine de Chabannes fit écarter cet avis, en disant que l'arrestation du connétable causerait la plus vive satisfaction aux Anglais, qui ne manqueraient pas de profiter d'une telle circonstance pour prendre une attitude menaçante. Cette raison d'état, bien honorable pour Arthur, toucha les rebelles : on lui laissa la faculte de regagner Beaugenci. Richemont reçut le lendemain la visite de La Hire et de Gaucourt, restés tous deux fidèles à leurs devoirs.

Ils lui annoncèrent « que le roi le prioit, et non pas le commandoit, qu'il vint hâtivement, et toutes

choses cessées, devers lui. » Le connétable se jeta à l'instant même dans un bateau, accompagné des deux généraux, passa sous le pont de Blois, et arriva vers onze heures du soir au château d'Amboise. Le roi courut au-devant du comte de Richemont, le serra dans ses bras en disant : « J'ai mon connétable, je ne crains plus rien. » Le guerrier breton répondit à ces paroles obligeantes en demandant la grâce du jeune Blanchefort, l'un des mécontents, resté à Amboise pour suivre les démarches de Charles VII : on l'avait arrêté ; il devait subir le supplice des traîtres au soleil levant (1440).

Arthur montra quel danger le roi affronterait, s'il fléchissait dans cette crise : « C'est par la force des armes qu'on doit trancher le différent, lui dit-il ; et surtout ne restez ni dans une ville ni dans une forteresse quelconque ; tenez toujours la campagne : vous éviterez ainsi le sort de Richard II, pris, le siècle dernier, dans le château de Conway, par des leudes également révoltés pour obtenir la réforme de prétendus abus du gouvernement. » Le comte de Richemont n'était pas homme à ne servir son maître que de ses conseils ; il réunit, avec une diligence incroyable, la chevalerie de l'Ile-de-France, et ordonna aux officiers de sa maison d'opérer des levées extraordinaires sur ses terres : il se mit en marche pour aller chercher les rebelles en Poitou, dont le sénéchal s'était déclaré en leur faveur. La Trémouille, qui possédait des biens immenses dans cette province, y exerçait une influence relative. La *Praguerie* (c'était ainsi que l'on appelait la ligue, par allusion à la guerre des Hussites de Prague) trouva des partisans zélés parmi les féodaux du Bourbonnais, du Poitou, du Maine, de la Marche et du Limousin ; mais la vigueur que Charles VII mit à prendre l'initiative, en venant assaillir les mécontents au milieu de leurs bou-

levards, étonna le peuple, qui ne se fit point de scrupule de s'armer contre les barons. On commença les opérations par le siége de St-Maixent, que la trahison venait de livrer au duc d'Alençon : les habitants secondèrent les royalistes. Charles VII assista à ce siége, qui dura huit jours ; mais une résolution soutenue était au-dessus des forces de ce prince : il s'enflammait subitement, et se calmait de même. Après la prise de St-Maixent, le roi abandonna au comte de Richemont le soin de soumettre les autres places, et se retira au château de Poitiers. Il y trouva Dunois, qui venait embrasser ses genoux pour obtenir le pardon d'un moment d'erreur : le roi repoussa d'abord le guerrier, en lui reprochant comme un crime capital sa tentative d'arrêter le connétable ; enfin il se laissa fléchir, et rendit ses bonnes grâces à ce général.

Arthur courait après les mécontents sans pouvoir les atteindre, car ils n'osaient risquer le moindre engagement. Le dauphin, se voyant ainsi pressé, rechercha l'appui du duc de Bourgogne. Ce prince répondit qu'il ne se faisait pas l'allié d'un fils révolté contre son père : malheureusement pour sa gloire, Philippe ne persista point dans ces honorables sentiments.

Le comte de Richemont se rendit maître de quatre-vingts places fortes ou châteaux appartenant aux mécontents : la vigueur qu'il déployait dans la conduite de l'entreprise força les princes ligués à se soumettre. Le dauphin, le duc de Bourbon et les barons les plus compromis vinrent implorer leur grâce (septembre 1440): on la leur accorda, sans rendre néanmoins ni places ni châteaux, et l'on exigea une forte indemnité pour les frais de la guerre. Cette révolte, qui semblait devoir consommer la ruine de l'Etat, servit au contraire à raffermir l'autorité royale.

L'orage étant dissipé, le roi revint à son projet favori, d'introduire des améliorations très-sensibles dans les diverses branches de l'administration ; on ne pouvait s'en occuper sérieusement tant que la guerre étrangère durerait. Depuis quatre ans on essayait vainement de se ménager un arrangement définitif : les Anglais s'obstinaient à n'appeler le roi, que *Charles de Valois*. Les négociations furent reprises au commencement de 1441, sous les auspices du duc d'Orléans (1). Selon le connétable, le meilleur moyen pour déterminer les Anglais à conclure la paix promptement, était de fondre sur les villes qu'ils possédaient encore dans le voisinage de Paris : Creil, St-Germain, Meulan et Pontoise.

Cet avis plut au roi, et on le mit à exécution sans délai. Le comte de Richemont marcha sur St-Germain, et l'enleva au bout de quelques jours de siége. Il se présenta le 1er mai 1441 devant Creil, que l'amiral Coëtivi avait investi sans succès : la jonction de ces deux généraux contraignit le gouverneur à capituler. Ce n'étaient là que les préliminaires d'une entreprise

(1) Ce prince, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, avait langui vingt-cinq ans dans les fers; enfin, le conseil d'Angleterre lui permit d'aller à Calais (en 1440) pour s'aboucher avec les intendants de ses domaines et avec les princes de sa famille, à l'effet de réunir 120,000 écus exigés pour sa rançon.

Il n'est point vrai, comme on le croit communément, que le duc de Bourgogne paya la rançon de son ancien ennemi. Charles VII contracta une obligation de 30,000 écus pour son cousin : les Anglais exigèrent encore la caution de la duchesse de Bourgogne, bien plus riche que le roi de France. Philippe se borna à permettre que sa femme cautionnât l'obligation de Charles VII ; mais comme ce dernier paya la somme en temps voulu, l'engagement de la duchesse devint inutile. Voilà comment le véridique Rymmer explique le fait, t. x, p. 787.

plus majeure, c'est-à-dire du siége de Pontoise : cette ville passait pour la plus forte place des Anglais, après Calais. La garnison, commandée par Guillaume Chambellan, pouvait présenter 1,500 combattants, dont 1,000 Anglais et 500 Français parjures.

Après la soumission de Creil, le roi vint joindre l'armée à St-Denis, où se trouvaient réunis 14,000 hommes : il manifesta l'intention de suivre tous les travaux du siége de Pontoise. Le comte de Richemont en prit aussitôt la direction, et le 4 juin 1441 il commença par investir un faubourg fortifié qui formait la tête du pont ; le roi ouvrit la tranchée, et se retira le lendemain vers Saint-Denis.

Arthur, secondé par l'amiral Coëtivi, par La Hire, Xaintrailles, Joachim Rouhaut et Philippe de Culant, poussa vigoureusement les attaques : ayant emporté le faubourg, il dressa des batteries pour rompre les fortifications qui couvraient le pont ; le feu de ces pièces fut si vif, que la secousse fit crouler trois arches : ce succès rappela Charles VII, qui vint se loger à l'abbaye de Montbuisson. Les assiégeants construisirent sur l'Oise, au-dessous de la ville, un large pont de bateaux, dont les deux entrées furent très-bien fortifiées : l'abbaye Saint-Martin se trouvait sur la rive droite de la rivière, à deux portées de trait ; on en fit un boulevard dans lequel l'amiral Coëtivi et le maréchal de Culant placèrent 3,000 hommes. Le siége était commencé depuis six jours, lorsque Talbot arriva à la tête de 5,000 combattants et un convoi de vivres considérable ; il se présenta devant l'abbaye, et offrit la bataille à l'amiral : celui-ci, pour se conformer aux ordres du roi, ne sortit point de ses retranchements. Talbot se retira après avoir escarmouché contre la cavalerie de La Hire ; ensuite il

passa la Viosne, fit entrer dans Pontoise les sires de Scalle et de Fauquenberg avec 1,500 hommes, rallia l'ancienne garnison, et battit en retraite sur Mantes. Nonobstant l'arrivée de ce renfort, les assiégés, pressés vigoureusement, allaient succomber apres une défense héroïque, lorsque le duc d'York s'approcha du côté du Beauvoisis, et entra dans la place par le faubourg de Pont-Saint-Maxence; il ravitailla la ville, en retira les soldats hors d'état de servir, y laissa 800 archers et deux nouveaux capitaines, Nicole Bourdot et Henri Standich. A la nouvelle de l'apparition du duc d'York, Arthur prit ses dispositions pour franchir l'Oise et le combattre; mais Charles VII, dominé par des conseillers timides, défendit de hasarder aucune action en rase campagne: Arthur se vit obligé d'obéir, et en conçut un mortel regret. Le duc d'York, que l'on aurait pu mettre en déroute très-facilement, se retira, s'étant même donné la gloire de braver les Français impunément. Le général ennemi poussa une avant-garde jusqu'à Beaumont, pour occuper Xaintrailles qui l'y attendait; puis il se rabattit subitement sur Lille-Adam, passa la rivière et menaça St-Denis. Cette seule démonstration effraya tellement Charles VII, que ce prince fit reculer toute l'armée sur ce point; mais le duc d'York, satisfait d'avoir troublé les opérations du siége, descendit la rive gauche de l'Oise, et repassa une seconde fois la rivière au bac de Marcourt, non loin de l'endroit où elle se jette dans la Seine, et prit ensuite le chemin direct de la Normandie. Pendant cette contre-marche du duc d'York, le connétable, obligé de rester dans l'inaction, envoya Jean de Brezé et 800 hommes au secours de l'amiral, qui s'était vu au moment d'être forcé dans l'abbaye. Talbot reparut trois fois dans le courant d'un mois, brûla une partie de Poissy, et ravitailla Pon-

Oise sans éprouver d'obstacle. Arthur, qui suivait tous ses mouvements, résolut de fondre sur lui malgré la défense du roi. Il franchit l'Oise sur le pont de bateaux, et partit à la tête de 5,000 hommes bien déterminés : Richemont était parvenu à dérober sa marche aux Anglais ; déjà il n'était qu'à une demi-lieue de leur camp, lorsqu'un héraut de l'hôtel du roi arriva à toute bride, portant l'ordre exprès de ne pas combattre et de regagner le blocus de Pontoise. Pendant que le connétable déplorait l'aveuglement de Charles VII, Talbot, apprenant le danger qu'il venait de courir, se hâta de rentrer une quatrième fois en Normandie. Le comte de Vaudemont, le comte de Saint-Pol, et d'autres vassaux considérables, accourus dans le seul espoir d'assister à une bataille rangée, jugèrent bien qu'elle n'aurait jamais lieu ; en conséquence, ils abandonnèrent l'armée : cet exemple trouva de nombreux imitateurs ; Charles VII, dégoûté pareillement, reprit le chemin de Paris. Cette brusque retraite indisposa les habitants de la capitale, qui s'étaient imposé une taille extraordinaire pour subvenir aux frais de l'expédition et en assurer le succès.

Les esprits étaient fortement échauffés : on accusait le monarque de timidité, on lui reprochait son insouciance, lorsque tout-à-coup on apprit que Charles VII avait quitté de nouveau l'hôtel St-Paul, obligé de céder aux supplications d'Arthur, qui, jaloux de la gloire de son maître, n'épargna rien pour l'engager à rétablir ses lignes devant Pontoise, au risque de livrer combat au corps d'armée qui tenterait de troubler ses opérations.

On recommença le siége en suivant un plan entièrement opposé au premier : l'armée étant passée sur la rive droite, on investit la ville du côté de la Nor-

mandie, afin d'empêcher les Anglais de la ravitailler. Ce moyen, le plus simple de tous, proposé dès le premier jour par le comte de Richemont, avait été, on ne sait pourquoi, repoussé par la majorité du conseil. Le 18 septembre 1441, il fut décidé qu'on livrerait un assaut général; on distribua les attaques dans l'ordre suivant : le roi, ayant pour lieutenants le maréchal de Culant, les comtes d'Eu, de La Marche, les sires d'Albret, de Tancarville et de Croï, se chargea de tenter un coup de main sur la ville par la tour du Friche; 1,200 archers et 2,000 féodaux furent désignés pour marcher sous ses ordres. Le connétable, ayant avec lui le dauphin, l'amiral Coëtivi, le sire de Graville, 1,000 arbalétriers, 1,200 nobles et 500 bombardiers, devait agir contre le fort Notre-Dame. Le maréchal de Lohéac resta sur la rive gauche, avec les sires de Montagu et de La Suze et 1,500 combattants; on lui enjoignit de forcer la tête du pont du côté de la ville, où l'on ne pouvait arriver qu'en passant sur les débris des trois arches qui avaient croulé dix jours auparavant. Deux mille hommes de cavalerie, commandés par Xaintrailles, se placèrent sur la route de Gisors, afin d'arrêter les Anglais, s'ils se présentaient pendant l'assaut. Les habitants de Meulan et de Paris fournirent une grande quantité de barques, dans lesquelles on plaça les plus habiles archers, qui devaient arriver sous le pont et seconder, au moyen de décharges continuelles, la diversion opérée par le maréchal de Lohéac.

Le 19 septembre, vers dix heures du matin, les trois démonstrations eurent lieu simultanément, et chacun s'acquitta de son devoir avec une ardeur que la présence du souverain rendait encore plus véhémente : l'assaut dura deux heures. Arthur de Richemont eut la gloire d'emporter le premier le poste contre lequel il avait tourné ses

efforts : la résistance de l'ennemi fut si opiniâtre, que les féodaux de France abandonnèrent la brèche ; tous leurs pennons disparurent : la bannière du connétable fut la seule qui resta en ligne ; les Bretons se seraient fait tuer tous plutôt que de l'abandonner. Leur exemple ramena les assaillants ; Notre-Dame fut enlevée : les cris de victoire poussés de ce côté ranimèrent la résolution des gens placés sous le commandement de Charles VII. Ce prince avait plusieurs fois tenté de se loger sur la muraille, où il combattit comme dans l'assaut de Montereau : des flots d'ennemis l'obligèrent d'en descendre ; enfin, par un dernier élan, il ramena ses soldats à l'escalade, et sut se maintenir, au milieu des créneaux, le temps nécessaire pour être aperçu de toute l'armée dans cette situation. A la vue du roi suspendu au milieu des archers ennemis, on s'élança de toutes parts ; en quelques instants les bastions furent couverts de Français. Charles VII, maître de la tour du Friche, s'avança dans la ville en poursuivant chaudement les assiégés, qui continuaient à se défendre en se retirant vers le château ; il opéra sa jonction avec le connétable, qui manœuvrait également pour couper la retraite aux Anglais. Le maréchal de Lohéac, après plusieurs tentatives infructueuses, parvint enfin à rompre les barricades, et vint s'unir au roi et au comte de Richemont. Six cents Anglais périrent dans l'action, 400 furent pris, ainsi que les généraux Clinton et Standich ; 200 sautèrent par-dessus les murs ; mais ils tombèrent dans la cavalerie de Xaintrailles, qui les sabra et les extermina tous. Duchâtel, neveu du fameux Tanneguy, périt en montant à la brèche. Guillaume Delmas, écuyer du comte de La Marche, Jean Bequet, archer, et Etienne Guillet, homme d'armes champenois, reçurent tous les trois des pensions : le roi accorda au

premier le droit de porter sur son bouclier une couronne obsidionale.

La place étant prise (1), Charles VII parcourut à cheval tous les quartiers, fort désireux d'arrêter les violences et le pillage, et se rendit ensuite à l'église, afin de remercier le Ciel de sa victoire. Il partit le lendemain pour Orléans. Le comte de Richemont prit le chemin de la Bretagne en toute hâte, car la discorde désolait sa famille : ses deux neveux allaient se déchirer entre eux. Jean V leur père, dont ces dissensions avaient altéré la santé, mourut l'année suivante. Arthur, quoique très-sévère, était doué d'un esprit conciliant; il sut ramener le calme dans la maison ducale. Tandis que des soins si légitimes retenaient le connétable en Bretagne, il apprit la mort de sa femme, décédée à Paris le 2 février 1441 (l'année commençant à Pâques). Cet événement nécessitait sa présence dans ses domaines; mais, rappelé par le roi, il ne put y séjourner aussi longtemps que ses intérêts l'exigeaient. Charles VII, que les succès rendaient chaque jour plus actif, était passé rapidement de l'hôtel Saint-Paul au fond du Poitou.

Le roi, après avoir parcouru un long circuit, s'était établi dans cette province, pour y rassembler les troupes destinées à la conquête de la Guienne. N'osant pas entreprendre seul cette campagne, il envoya un des officiers de son palais supplier le connétable de venir le trouver à Toulouse, en lui prescrivant de séjourner une semaine à Paris, afin d'y réchauffer par sa présence l'esprit public. Arthur exécuta religieusement les ordres du monarque; il visita l'Ile-de-France, la Picardie, et

(1) Les auteurs de l'Art de vérifier les dates se trompent en mettant le prise de Pontoise au 17 juillet, le jour même où commença le siége; l'erreur est de deux mois. Le Journal de Paris, d'accord avec l'historien d'Arthur, dit le 19 septembre.

partit pour le midi en suivant la ligne de Nevers, Moulins, Clermont et Alby. Le roi venait d'arriver dans le Languedoc, par Poitiers, Limoges et Montauban : la jonction eut lieu sur le Tarn. Charles VII fit son entrée à Toulouse le 8 juin 1442 : il était vêtu de noir, et montait un cheval blanc ; le connétable le précédait l'épée nue à la main, et paré de tous les insignes de sa haute dignité ; le dauphin menait sa mère en croupe sur un destrier noir. Huit consuls en robes mi-partie noire et rouge reçurent le monarque sous un dais doré, et le conduisirent au Capitole à travers des flots de peuple. (Histoire du Languedoc, tome IV.)

Le surlendemain Charles VII passa la revue des troupes cantonnées dans le voisinage de Toulouse : Arthur avait amené 1,200 Bretons. Les historiens anglais font observer que ce général conduisait à chaque expédition un certain nombre de ses compatriotes, qui devenaient le noyau de l'armée. Celle qui achevait son mouvement de concentration dans le Languedoc se composait de 50,000 hommes, tous vieux soldats, faisant la guerre depuis quinze ans au moins. On distinguait à sa tête, outre le roi et le connétable, les comtes du Maine, de La Marche, de Mortain, princes du sang; les sires de Castries, de Perdiac, de Mortemart, haut-tenancier du Poitou ; le maréchal de Culant; Xaintrailles, premier écuyer; Louis de Scoraille, sénéchal du Limousin; La Hire, chef des bandes soldées; Mallet de Graville, grand-maître des arbalétriers ; les frères de Tancarville, Coëtivi, de Laval, de Châtillon, de Montgascon, de Roncherolles, de Brezé, de Gavre, et les barons aquitains comtes de Comminges, de Foix, de Bigorre, de Tartas, d'Albret et d'Armagnac.

Le 15 juin Arthur partit de Toulouse, menant les deux divisions d'avant-garde : Charles VII et le corps de ba-

taille le suivirent de près. Les Français passèrent l'Adour le 20 juin, et commencèrent le siége de Saint-Sever. Cette ville se trouvait depuis plus d'un siècle au pouvoir des rois d'Angleterre, elle tenait tout le pays dans la dépendance : des fortifications très-régulières pour cette époque la rendaient le principal boulevard de la Guienne; une garnison nombreuse soutenait le zèle des habitants, très-dévoués aux intérêts de la maison de Lancastre. Thomas Rameston, gouverneur des possessions anglaises du midi, ne doutant pas que Saint-Sever ne fût bientôt attaqué, s'y jeta pour le défendre : il y introduisit un renfort de 300 Anglais et de 1,200 Gascons.

Le comte de Richemont déploya, dans ce siége, la vigueur et l'activité qui accompagnaient toutes ses actions. Le jour de la Saint-Pierre deux faubourgs furent pris en moins d'une heure : 400 arbalétriers gascons se firent hacher dans les retranchements. Le lendemain la ville fut assaillie sur les trois points : le roi attaqua le fort de Montgaillard, le maréchal de Culant par la tour d'Ingreuil, et le connétable du côté de l'Adour. Les Français, que la présence du monarque transportait d'enthousiasme, s'élancèrent vers les murailles, et parvinrent à s'y loger après un combat meurtrier. Comme à Pontoise, Arthur eut la gloire de pénétrer le premier dans la place. Ses efforts pour arrêter le carnage furent impuissants ; on tua dans les fortifications 700 arbalétriers et 300 habitants. Le gouverneur, voyant entrer le connétable, réunit les débris de sa garnison, et prit ses mesures pour exécuter une sortie par la route de Montgaillard : il passa sur le ventre des Français, et se fit jour à la tête de 600 hommes; mais il fut poursuivi et atteint non loin de la ville par l'amiral Coëtivi, qui l'obligea de rendre son gantelet. Arthur prit sous sa protection quelques habitants restés dans leurs loge-

ments ; il trouva plus de 100 enfants encore au berceau, que les mères effrayées n'avaient point eu le temps d'emporter : il ordonna de les réunir dans quatre maisons, et de rassembler des chèvres pour allaiter ces petites créatures. (Jean Gruel, p. 123.)

Voulant reconnaître les services rendus dans cette expédition par le comte de Richemont, Charles VII le nomma commandant supérieur de Saint-Sever. Après cinq jours de repos, l'armée quitta ces parages, et se dirigea vers Dax, qui appartenait également aux Anglais. La pénurie des vivres fut telle dans ce trajet, que plusieurs centaines d'hommes moururent de faim ; les plus puissants barons se nourrirent d'herbes sauvages. Arthur, si l'on croit son historien, soutint ses forces durant plusieurs jours au moyen d'un cordial qu'il s'était réservé. Une nuit les gens de son hôtel lui amenèrent un tonneau de vin ; il le distribua le lendemain par petites portions, en demandant en échange un peu d'eau, devenue extrêmement rare. Le siége de Dax dura cinq semaines ; dix assauts livrés successivement échouèrent tous ; enfin le vent du nord tempéra la chaleur dévorante qui accablait les soldats : dès ce moment on put mettre plus de suite dans les travaux. Les habitants, effrayés des progrès des Français, et craignant de les irriter par une résistance trop prolongée, demandèrent à capituler.

Pendant cette campagne le comte de Richemont se lia d'affection avec Charles II, sire d'Albret, fils du connétable tué dans les champs d'Azincourt. Ce feudataire lui proposa de resserrer les liens de leur amitié par un mariage avec Jeanne d'Albret sa fille, âgée de vingt-deux ans. L'offre fut acceptée, et Arthur forma de nouveaux nœuds au château de Nérac, le 29 août 1443.

Charles VII, qui venait de consolider sa puissance dans la Guienne, partit pour l'Agenois. Le connétable

ne l'accompagna pas, ayant reçu l'ordre de regagner le Languedoc afin d'y rétablir la tranquillité; car le séjour d'une armée de 50,000 hommes avait troublé le calme que goûtait depuis long-temps cette province sous la protection de ses sages institutions. Arthur se trouvait encore dans la ville de Gavre, lorsque Robert de La Rivière, depuis évêque de Rennes, vint lui notifier la mort de Jean V, duc de Bretagne, décédé la veille du mariage du comte de Richemont avec Jeanne d'Albret. François Ier, nouveau duc, supplia le roi de laisser rentrer en Bretagne son oncle, dont les conseils lui devenaient indispensables: Charles VII ne se rendit à ses instances que très-difficilement. Arthur quitta le Languedoc, conduisit sa femme à Parthenay, et rejoignit son neveu vers la fin de novembre. Il assista, le 10 décembre 1443, au couronnement de François Ier, qu'il arma chevalier à l'issue de la cérémonie religieuse. La trève signée quelques mois après entre la France et l'Angleterre mit le comble au bonheur dont jouissait le pays; mais si le fléau de la guerre avait cessé, un autre non moins terrible ne tarda pas de lui succéder : nous voulons parler des ravages commis par les soldats de l'expédition de Guienne. L'oisiveté de ces hommes armés suffisait pour renverser les espérances de félicité que chacun avait conçues après tant d'orages: il fallut les entraîner dans quelques entreprises lointaines pour en délivrer le royaume. On se partagea cette multitude de dévastateurs : le dauphin en conduisit la moitié en Suisse, afin de seconder Sigismond, duc d'Autriche, dans la guerre qu'il soutenait contre les habitants des cantons helvétiques; le connétable se mit à la tête des autres divisions, et marcha au secours de René d'Anjou, duc de Lorraine, que les villes de Metz et de Toul refusaient de reconnaître pour souverain. Les historiens

de l'époque donnent des détails très-obscurs sur ces deux campagnes ; le plus certain, c'est qu'elles furent de courte durée : beaucoup de routiers y perdirent la vie ; mais il en rentra en France un nombre encore assez considérable pour causer au roi et à la nation entière les inquiétudes les plus sérieuses. Charles VII et son connétable réunirent tous leurs efforts afin de mettre un terme définitif à cette calamité : le succès le plus complet fut le prix de leur persévérance, comme nous allons le voir dans le livre suivant.

LIVRE VI.

Changement de système militaire opéré par les soins d'Arthur. — Etablissement des armées permanentes. — Nouvelle agression des Anglais. — Le comte de Richemont est chargé de conquérir la basse Normandie.

Tous les grands hommes du quatorzième siècle, Duguesclin, Olivier de Clisson, Enguerand de Couci, Louis de Sancerre, Boucicaut, Louis de Clermont, avaient montré beaucoup d'ardeur à réprimer l'indiscipline qui transformait en brigands des guerriers valeureux. Arthur de Richemont partagea leur sollicitude, et fit encore plus que ses devanciers pour ramener le bon ordre. Il lui était prouvé que les malheurs de la France pendant le règne de Charles VI prenaient leur source dans les revers éprouvés à la guerre par suite d'insubordination; il fallait donc en prévenir le retour au moyen d'institutions vigoureuses. La sévère justice d'Arthur n'avait pu jusqu'alors y remédier;

en vain poursuivit-il avec acharnement les pillards, sans se laisser arrêter par le rang des coupables : ce zèle en faveur de l'habitant des campagnes n'avait eu d'autre résultat que de lui attirer la haine des grands, accoutumés depuis long-temps à s'enrichir d'extorsions. Il n'existait qu'un seul expédient capable de couper le mal jusque dans sa racine : c'était l'adoption d'un nouveau mode de licenciement, basé sur des règles d'une rigueur impitoyable. Richemont, convaincu de cette vérité, sut inspirer au roi les mêmes sentiments. Depuis quelques années Charles VII redoublait de soins pour se montrer digne de l'affection de ses sujets; il faisait des efforts héroïques pour s'acquitter envers la nation: il ne pouvait consolider son bonheur qu'en extirpant ce vice originel de brigandage, dont l'existence seule arrêtait les progrès de la civilisation. Jamais ce prince n'aurait triomphé des obstacles qui l'entouraient, si le Ciel ne lui eût donné pour auxiliaire le comte de Richemont. Le roi et son connétable furent les seuls créateurs du mode de licenciement qu'ils mirent en pratique pour la première fois au commencement de l'année 1445: tous deux le mûrirent plusieurs années, en s'environnant d'un profond mystère. Lorsque le moment de l'exécution fut arrivé, Charles VII voulut néanmoins consulter les princes du sang, les généraux, les plus riches feudataires du royaume, les principaux membres de tous les ordres, voire même les docteurs de l'université, afin de donner plus de solennité aux actes de réforme qu'il projetait, et de paralyser d'avance l'opposition qu'on allait infailliblement rencontrer.

L'armée se trouvait encore en Lorraine; elle y dévorait tout. Le roi, revenant de Nancy, s'arrêta auprès de Châlons-sur-Marne, et se logea dans le château de Serre, appartenant à l'évêque : il y convoqua, pour le

commencement de mai 1445, les princes du sang et les grands vassaux, leur annonçant le désir de mettre un terme aux excès commis par les gens de guerre. Il nomma une commission, formée du dauphin, de Charles d'Anjou, des comtes de Saint-Pol, de Clermont, de Tancarville, et de Dunois : le connétable en fut le président. Le monarque soumit aux lumières de ce conseil un projet de licenciement : c'était déjà de sa part une preuve de courage assez évidente, que de proposer d'arracher les armes à des capitaines qui ne s'en servaient depuis un quart de siècle que pour défendre sa cause. On s'attendait à une vive résistance de la part des feudataires dont le pouvoir devait diminuer du moment où ils seraient privés de la faculté de lever des soldats dans leurs possessions ; mais les craintes conçues à cet égard s'évanouirent subitement : car les feudataires voyaient tous les jours leurs domaines dévastés par des soldats réunis sous la protection de leurs voisins ; ils ne tiraient aucun revenu des meilleures terres, qui souvent demeuraient en friche. Ce ne fut pas sans étonnement qu'on les entendit se déclarer en faveur de la mesure proposée : Charles VII se trouvait d'ailleurs en position de les y contraindre par la force ; car la nation française avait pris un nouveau degré d'énergie au milieu de si terribles secousses. Les malheurs publics semblaient, en quelque façon, imprimer une merveilleuse activité à la marche des améliorations. Déjà le commerce et les professions utiles formaient une masse d'hommes nombreuse, riche, et disposée à soutenir les volontés du souverain ; les villes, devenues plus peuplées par les migrations des gens de la campagne, ne craignaient pas de défendre contre la noblesse les prérogatives qu'elles tenaient des rois. Les intérêts des particuliers se rattachaient davantage au monarque, et augmentaient sa puissance

en diminuant celle de la féodalité : la noblesse se soumit donc, et fit preuve de sagesse autant que de patriotisme. Cette mesure, tentée plusieurs fois, n'avait échoué que par défaut de solde. Le roi proposa aux feudataires réunis auprès de lui de consentir à la levée d'une taille perpétuelle dont on affecterait le produit au paiement d'un certain nombre de soldats qui resteraient toujours aux ordres du roi, qui défendraient le territoire contre l'ennemi, et protégeraient en même temps les propriétés contre les vagabonds armés : l'assemblée vota sans difficulté l'impôt demandé. Pendant que ceci se passait à Châlons, des messagers du palais parcouraient le royaume dans toutes les directions, chargés de sonder l'opinion générale. Les divers états provinciaux s'empressèrent d'accorder la taille exigée : chacun voyait déjà les avantages qui allaient résulter d'une mesure si essentielle. Assuré des suffrages universels, le roi ordonna de commencer l'opération du licenciement ; il en chargea spécialement le comte de Richemont.

Le général se rendit, accompagné de ses lieutenants, à Montbéliard ; il rassembla sous les murs de cette ville les routiers qui suivaient la bannière du roi de France, et prit même 5,000 Anglais qui, à la faveur de la trève, s'étaient mêlés aux soldats que le dauphin conduisait en Suisse. Il partagea l'armée, forte de 50,000 combattants, en trois divisions qui marchèrent à la même hauteur. Celle de droite, commandée par le sire Mallet de Graville, grand-maître des arbalétriers, débouoha au-dessus de Lure ; celle de gauche, aux ordres du maréchal de Culant, traversa la plaine de Gray ; et celle du centre, conduite par Arthur lui-même, suivit la direction de Vesoul : elles franchirent la Saône à un jour de distance, traversèrent les Vosges, et entrèrent dans la Champagne du côté de Chaumont.

Le connétable arriva le 15 juin dans les plaines de Vitry, où devaient se réunir d'autres soldats qu'on attirait de l'Auvergne, du Languedoc, de l'Ile-de-France, de la Beauce, du Poitou et de la Guienne. Ces gens se laissèrent mener en Champagne, persuadés qu'on allait commencer une nouvelle expédition qui devait les enrichir : les ravages commis par eux dans leurs marches et dans leurs cantonnements en Champagne, presque sous les yeux du roi, achevèrent de démontrer la nécessité d'une prompte réforme. (Jean Gruel.)

Cette concentration exigea un mois et demi de temps. Vers la fin de juillet 1445, le connétable fit passer la Marne aux quatre corps de cette armée, que des calculs approximatifs portent à 90,000 hommes; il la réunit sur un seul point, dans la plaine qui touche Châlons, la même qui fut témoin de la défaite d'Attila. Peu de jours après, le roi sortit de la ville, et vint passer la revue; il était accompagné de son fils, de quatre princes du sang, de 150 vassaux déployant bannière, de 1,500 bannerets, l'élite de la chevalerie, de plusieurs évêques, de magistrats, de docteurs de l'université. Tout ce cortége devait en imposer à ces troupes, en leur montrant le monarque entouré des personnages les plus illustres de France. Après la revue, le roi ordonna au connétable de choisir dans les rangs ceux des routiers les mieux équipés, les plus braves, et les plus susceptibles de se courber sous le joug de la discipline.

Arthur devait bien les connaître, car il les avait eus sous ses ordres pendant vingt ans; d'ailleurs il prit l'avis des capitaines. On forma sur le terrain les rôles d'un corps de 9,000 cavaliers, et d'un autre de 12,000 archers à pied : on licencia le reste, au nombre de 70,000. On prit d'avance des précautions fort sages, pour empêcher cette masse de se former une seconde fois en

corps, ce qui arrivait ordinairement après chaque congé partiel : on en retira les hommes les plus déterminés, et tous les capitaines capables de donner quelque impulsion ; de sorte que ces 70,000 routiers restèrent sans chefs. On les renvoya par petits détachements dans différentes directions, en leur intimant l'ordre de se retirer chacun dans son pays natal. Au moment du départ, quantité de hérauts lurent devant le front des troupes un édit par lequel le roi accordait pleine rémission des crimes et délits commis antérieurement; mais on les prévint aussi que les châtiments les plus terribles seraient infligés à ceux qui, dans le trajet, commettraient des excès. Les lieutenants du connétable, les prévôts des maréchaux se portèrent aux principaux embranchements des routes, afin de diviser les détachements et empêcher les réunions trop nombreuses ; les baillis des villes et des bourgs bordaient les chemins, escortés des archers sédentaires. L'appareil déployé dans cette circonstance, les expédients énergiques que l'on adoptait pour l'exécution de l'édit de licenciement, inspirèrent une crainte salutaire à ces hommes féroces. Les 70,000 ribauds se répandirent sur la surface de la France, et rentrèrent au sein de leurs familles ; au bout de deux mois on n'en vit pas un seul sur les routes. Cette multitude de brigands, ce fléau contre lequel les rois luttèrent pendant plusieurs siècles, disparut comme par enchantement. L'effet de cette réforme fut si prompt, que le vulgaire étonné n'en fit honneur ni à la sage prévoyance du roi, ni à l'habileté du connétable, mais à la protection spéciale du Ciel, qui avait voulu récompenser la ferveur avec laquelle on venait de célébrer le jubilé; l'historien même du comte de Richemont attribue à un miracle la dispersion subite de ces soldats dévastateurs. Nous ne passerons pas sous silence le nom d'un homme sans la participation

duquel l'entreprise n'aurait pu s'exécuter : nous voulons parler de Jacques Cœur, qui fournit au roi les sommes nécessaires pour acquitter la solde convenue, et l'assurer l'espace d'une année.

L'opération du licenciement étant terminée, le connétable procéda au classement des soldats choisis en dernier lieu pour le service de l'Etat. Les 9,000 hommes de cavalerie furent divisés en 15 compagnies de 600 hommes chacune; la compagnie se subdivisa en lances, qui se composaient de 6 hommes, le chef de lance, 2 écuyers, 3 archers, tous à cheval. Arthur plaça dans le cadre de ce corps ceux qu'il importait le plus de ranger sous le joug de la discipline : « On choisit, dit un historien contemporain, des capitaines vaillants, sages, experts, et non jeunes et grands seigneurs. » Il fut défendu expressément de mener à sa suite chiens, oiseaux et femmes; car les gens de guerre se chargeaient ordinairement d'un attirail fort embarrassant. On fixa la paie de chaque chef de lance à 10 livres 10 sous par mois, celle de l'écuyer à 5 livres, et celle de l'archer à 4 livres. Cette paie était perpétuelle; le chef de lance devait recevoir les rations de vivres destinées à son peloton; le commandant d'une compagnie fut institué garant de la conduite de ses hommes : voilà l'origine de cette responsabilité graduelle qui est devenue la base de la discipline moderne. Des généraux reçurent du roi la mission d'inspecter les troupes à des époques fixes; on leur prescrivit de redoubler de soin pour resserrer les liens du devoir. Des volontaires sortis des rangs de la noblesse ou de la bourgeoisie se présentèrent en foule pour servir le roi, sans demander aucune solde; ils furent incorporés dans les compagnies, et se soumirent aux règles nouvellement établies; on leur fit espérer d'être nommés aux vacances qui surviendraient dans les cadres

de la gendarmerie : personne n'agitait encore la question d'avancement ; on ne le régla que deux siècles plus tard. Les volontaires qui se présentèrent pour servir à leurs frais doublèrent le nombre des cavaliers et des archers, de sorte qu'au bout de six mois le roi eut à sa disposition 40,000 hommes, dont 18,000 à cheval. On les dissémina sur la surface du royaume : les places fortes, les capitales des provinces reçurent des garnisons imposantes ; on établit dans trente villes des commissaires des guerres chargés du paiement de la solde et de la distribution des rations. La conduite des soldats devint exemplaire : les habitants des campagnes, accoutumés à ne voir que des ennemis dans les hommes armés, ne trouvèrent plus chez eux que des protecteurs ; les capitaines, qui jadis donnaient eux-mêmes l'exemple des plus horribles excès, devinrent tellement rigides qu'il fallut souvent modérer leur sévérité.

On ne fut pas long-temps sans recueillir les heureux fruits de ce changement. L'agriculture, protégée par ceux qui en furent si long-temps le fléau, redevint florissante comme du temps de Philippe-Auguste et de Louis IX ; les routes, étant délivrées des brigands qui les infestaient, se couvrirent de voyageurs ; les affaires se renouèrent, le commerce s'accrut prodigieusement et quadrupla les revenus de l'Etat. En France, jusqu'alors, la civilisation était restée en arrière de celle de l'Angleterre, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne ; mais à la faveur des nouvelles réformes, elle reprit un essor rapide, qui alla toujours croissant.

On doit regarder le mode adopté par Charles VII comme l'amélioration la plus notable que l'on ait introduite dans notre système militaire ; il devint pour les armées françaises ce que les institutions de Marius furent jadis pour les légions romaines : grâce aux change-

ments accomplis par le rival de Sylla, la république n'eut plus à déplorer des désastres semblables à ceux de la Trébie, de Trasimène et de Cannes; de même la monarchie ne connut plus des revers aussi cruels que ceux de Crécy, de Poitiers et d'Azincourt. La France reprit en peu de temps une supériorité marquée sur l'Angleterre, qui se vit obligée de demander comme une faveur le renouvellement de la trève. Tout faisait donc présager qu'une longue paix serait le prix de tant de travaux, de tant de persévérance. Arthur, couvert de gloire, se hâta de regagner son château de Parthenay; il y trouva tout en deuil : Jeanne d'Albret, comtesse de Richemont, était morte subitement la surveille de l'arrivée de son époux. Celui-ci, quoique marié deux fois, se trouvait sans enfant : le désir de laisser un héritier de son nom lui fit contracter une troisième union; il épousa, vers la fin de juillet 1445, Catherine de Luxembourg, la plus jeune des filles du comte de Saint-Pol, sœur de Jacqueline, femme du comte du Maine, alors premier ministre : ce fut même ce dernier qui négocia le mariage. Arthur goûtait dans sa retraite un repos pour lui rempli de charmes, lorsqu'une nouvelle étincelle vint rallumer l'incendie; elle partit de la Bretagne, qui semblait être le nœud de la politique des deux nations rivales.

Jean V avait laissé à ses trois fils, François, Pierre et Gilles, des apanages proportionnés au degré d'affection que chacun d'eux lui inspirait. François, l'aîné, eut le duché de Bretagne; Pierre, le comté de Guingamp et beaucoup d'autres terres; Gilles, le plus jeune, eut la baronnie de Chantocé, située sur la lisière de l'Anjou. Du vivant même de son père, Gilles se plaignit de la modicité de son lot. « Pourquoi m'exile-t-on de mon pays natal? disait-il; suis-je fils du duc d'An-

jou, ou du duc de Bretagne? » Il ne cessait de reprocher à ses frères une préférence qui le blessait vivement. Ces querelles journalières prenaient de plus en plus un caractère d'animosité très-effrayant; le connétable fut souvent obligé de venir en Bretagne pour rétablir la bonne intelligence parmi ses neveux. Gilles, violent, mais doué de plusieurs qualités, ne se montra guère plus soumis lorsque François, l'aîné, prit possession du duché : ce dernier, sombre, haineux, fuyant le monde, se tenait renfermé dans son palais, en compagnie de quelques favoris qui travaillaient sans cesse à l'aigrir contre son frère.

Afin d'augmenter ses domaines et de se rattacher à la Bretagne dont il se glorifiait d'être l'enfant, Gilles résolut de s'allier à la famille de Dinant, en épousant Françoise, héritière de cette riche maison. Une promesse antérieure liait en quelque façon Françoise au fils aîné du comte de Laval; mais le sire de Dinant étant mort, elle se trouva orpheline dès l'âge de douze ans. Gilles la ravit aux parents collatéraux, déclarant qu'il en ferait sa femme lorsqu'elle serait en âge de se marier. Cet enlèvement irrita beaucoup de monde, et en particulier le sire de Montauban, homme d'une audace extrême, et qui, pour relever sa fortune, avait formé le projet d'épouser l'héritière de Dinant; il n'eût pas été plus scrupuleux dans le choix de ses moyens, si un autre ne l'avait prévenu. Gilles vit former contre lui une puissante ligue, sans que son frère songeât à prendre sa défense : il quitta brusquement Vannes, où résidait le souverain de la Bretagne, et se retira au château du Guildo.

Le conseil d'Angleterre, accoutumé à retirer quelque profit des querelles survenues entre les princes du continent, envoya dans le duché des émissaires qui

circonvinrent Gilles; ils lui offrirent l'appui du roi Henri VI. La maison de Lancastre tenait d'autant plus à se ménager un tel allié que le nouveau duc, abandonnant le système de son père, s'était déclaré hautement pour la France, et venait de prêter serment à Charles VII son oncle. Gilles, irrité au dernier point contre son frère, accueillit les envoyés anglais, dont les discours lui suggérèrent des idées d'ambition fort criminelles. Ses ennemis, attentifs à ses moindres démarches, s'empressèrent de l'accuser d'avoir contracté une alliance avec les Anglais, en promettant de leur livrer plusieurs châteaux-forts; ils disaient que Henri VI lui avait offert l'épée de connétable: Lobineau assure que cette proposition fut repoussée par le prince Gilles. Quoi qu'il en soit, Jacques de l'Epinay, évêque de Saint-Malo, le sire de Montauban et Jean Hingant, les personnages les plus en crédit auprès de Montfort, lui dépeignirent son frère comme un ennemi de l'Etat.

Sur ces entrefaites Gilles demanda au comte de Sommerset, gouverneur de la Normandie, quelques bons archers, désirant prendre d'eux des leçons de tir de l'arc, exercice qui lui plaisait singulièrement. On sait que les archers anglais passaient pour les plus habiles tireurs de l'Europe. Sommerset en envoya trente: le jeune breton leur fit un accueil empressé; il les logea dans le château du Guildo. Cette action bien innocente fut représentée comme une preuve manifeste de son intelligence avec le conseil de Henri VI. Le duc ne douta plus de la culpabilité de son frère, sans montrer le désir de s'éclairer davantage: il se trouvait alors à Chinon auprès de Charles VII, qui, prévenu également contre Gilles, le regardait comme un des plus zélés partisans des Lancastre. Le roi offrit à François Ier de lui épargner

le soin trop pénible d'arrêter le coupable : le duc, ayant accepté, se hâta de regagner la Bretagne.

Le 26 juin 1446, un dimanche, Gilles, en société de quelques-uns de ses écuyers, jouait à la paume dans la cour du château du Guildo, lorsque l'amiral Coëtivi se présenta devant le pont-levis, escorté par 1,200 hommes. La sentinelle ayant signalé l'approche de ces troupes, un des écuyers bretons monta sur les remparts et fit les questions d'usage. L'amiral se nomma, annonçant qu'il conduisait 200 lances du roi de France. Coëtivi manifesta le désir d'entrer dans le château. Gilles ne fit aucune difficulté d'ouvrir les portes aux soldats du roi son oncle ; il vint même à la barrière recevoir l'amiral, en lui demandant des nouvelles de Charles VII dont la santé donnait alors quelques inquiétudes. Coëtivi le rassura sur ce point, et au bout de quelques instants d'hésitation il lui annonça l'objet de sa triste mission : l'amiral ayant posé la main sur l'épaule de Gilles, lui déclara qu'il le faisait prisonnier.

On eut soin d'exécuter cette arrestation à l'insu du connétable, dont chacun redoutait la violence : le roi ne l'instruisit du projet qu'après le départ des 200 lances. Arthur ne put contenir son indignation ; il parla à Charles VII avec toute la liberté que lui donnaient son âge, son rang et ses services : « Vous agissez, dit le comte de Richemont, contre vos propres intérêts en travaillant sourdement, comme vous le faites, à la ruine de la maison de Bretagne, en entretenant de fatales dissensions ; je proteste de l'innocence de Gilles, victime des menées de ses ennemis. » La chaleur que le connétable mettait à défendre son neveu toucha Charles VII, toujours irrésolu dans ses déterminations : « Beau cousin, lui dit-il, pourvoyez-y, et faites diligence ; autrement la chose ira

mal, car le duc et tous les autres vont délibérer de le prendre. » Le comte de Richemont vola en Bretagne, espérant empêcher l'arrestation ; mais Gilles était déjà entre les mains de l'amiral. Le comte arriva aux portes de Dinant avant le prisonnier : il supplia le duc de voir son frère et de l'entendre. François I[er] n'osa pas repousser les instances de son oncle; il se rendit au château où Coëtivi et son escorte venaient d'arriver. L'entrevue eut lieu dans une des salles basses. Gilles, Arthur et Pierre de Bretagne se jetèrent tous trois aux pieds du souverain, lui demandant en pleurant le pardon d'un frère plus imprudent que coupable. François, opiniâtre dans ses mauvaises résolutions, resta insensible à de si touchantes prières : il ordonna au procureur-général Dubreuil de dresser sur-le-champ l'acte d'accusation de félonie. Le magistrat essaya de fléchir son maître, qui réitéra le commandement avec colère. Arthur tenta de ramener son neveu à des sentiments plus généreux : il ne put rien obtenir.

Les états provinciaux se réunirent vers la fin de 1446, dans la ville de Redon, à l'effet de prononcer sur le sort de Gilles : ce tribunal avait seul qualité pour juger un prince breton. Le duc, par l'organe du chancelier, se porta plaignant contre son frère, qu'il accusait de haute trahison. Le but des ennemis du prévenu tendait à le faire condamner sans l'entendre : ils échouèrent pour cette fois, grâce aux soins du comte de Richemont, qui siégait dans cette assemblée en vertu de son titre de premier feudataire. Arthur prit la parole après le chancelier : « Je pense, dit-il, qu'il est de toute justice d'entendre la défense de Gilles, et d'ailleurs je suis convaincu que le cas n'est pas assez grave pour exiger la mise en accusation. » Une assemblée composée de Bretons, gens éminemment nationaux, devait prendre en considération l'opinion d'un grand homme, d'un

compatriote qui faisait rejaillir sur son pays la gloire que lui avait acquise vingt-cinq ans de travaux fameux. Les états se rangèrent de son avis à l'unanimité, en déclarant que la culpabilité ne paraissait pas assez prouvée pour qu'il s'ensuivît même une instruction préalable. Le prince ne fut donc point jugé, mais Arthur ne put obtenir son élargissement; et par un raffinement de cruauté, on confia la garde de Gilles au sire de Montauban, son rival, qui le promena de prison en prison. Le connétable, satisfait d'avoir sauvé la vie de son neveu, ne voulut pas insister dans le moment pour obtenir sa liberté, espérant que le temps affaiblirait l'irritation de François Ier, et qu'on pourrait alors le fléchir plus facilement sur ce dernier point. Il quitta la Bretagne dans cette persuasion (commencement de 1447), et se rendit à Razillé près Chinon, où Charles VII habitait : les événements politiques ne lui permirent point d'y demeurer long-temps oisif.

Le conseil d'Henri VI venait d'annoncer qu'il regardait la détention du prince Gilles comme une infraction à la trêve, et menaçait la Bretagne d'une irruption immédiate si on ne brisait ses fers sur-le-champ. Personne n'ignorait que chez les Anglais les effets suivaient de près la menace : le duc se hâta d'informer le roi de sa périlleuse situation. Quoique le connétable eût lieu d'être mécontent de son neveu, cependant, sans attendre les ordres de Charles VII, il accourut à son secours avec 200 lances, visita toute la ligne frontière de la Normandie, et mit les places en état de résister à un coup de main. Touché de cet empressement, et voulant le reconnaître, François Ier fit présent au comte de Richemont d'une magnifique coupe d'or. Le roi d'Angleterre et ses ministres, se trouvant dans l'impuissance de soutenir contre la France une guerre en règle, te-

naient néanmoins à punir le duc de Bretagne d'avoir abandonné la politique de son père; on ne pouvait cependant l'attaquer sans rompre la trève signée avec Charles VII. Le conseil de Henri VI adopta un terme moyen: il lança sur les frontières du duché 1,500 aventuriers commandés par Surienne, capitaine aragonais, homme féroce et très-actif, quoique d'un âge fort avancé : il était gouverneur pour les Anglais d'une partie de la basse Normandie. Ce partisan investit dans la nuit la ville de Fougères (mai 1448), la prit par escalade, et fit main-basse sur la garnison composée de Français et de Bretons : pas un soldat n'échappa au massacre. Fougères passait pour une des villes les plus riches du duché; placée sur l'extrême frontière, elle servait d'entrepôt aux marchandises allant et venant de la Normandie. Maître de cette ville, Surienne poussa ses ravages jusqu'aux faubourgs de Rennes. Le roi apprit cette invasion au moment où il sortait de Tours pour se rendre à Bourges : il revint précipitamment à Chinon, assembla sur-le-champ son conseil, et rappela auprès de lui le comte de Richemont : Charles VII ne manquait pas de réclamer son appui dans les moments difficiles. Le roi envoya aussitôt le maréchal de Culant vers le comte de Sommerset, gouverneur de la Normandie, pour le sommer de rendre Fougères, et de payer 180,000 écus en réparation des dommages causés par Surienne. Sommerset désavoua le capitaine aragonais, mais il répondit que la satisfaction demandée pour la surprise de Fougères lui paraissait trop élevée pour qu'il voulût y souscrire sans la permission expresse du roi d'Angleterre : « J'ai ordre de ne pas rompre la trève, répétait-il sans cesse, je ne l'ai point rompue; qu'on s'adresse, pour le reste, aux ministres de mon souverain. » Cette réponse montrait d'une manière évidente

que la force des armes pouvait seule obtenir réparation d'une telle offense. Dès ce moment personne ne douta que la guerre ne dût éclater en peu de jours. Charles VII envoya des ambassadeurs à Londres, et fit traîner les négociations au sujet de la prise de Fougères, désirant gagner du temps. Dans cet intervalle, le connétable fut chargé de procéder à l'organisation de l'infanterie permanente, comme il l'avait fait pour la cavalerie. Cette opération offrait plus de difficulté que la première : on trouvait facilement assez de féodaux pour compléter la cavalerie, dont la tenue exigeait un certain luxe : les nobles qui, avant l'organisation des compagnies de gendarmerie, descendaient de cheval pour combattre à pied, ne voulurent plus combattre qu'à cheval, dès que l'on fit la distinction des armes. Comme le nouveau système militaire tendait à un résultat capital, celui d'affranchir le roi de l'influence des grands vassaux, il devenait indispensable de changer le mode de la levée des communes, opération qui ne pouvait s'effectuer sans la participation de ces feudataires. Après de mûres réflexions le roi rendit, dans le mois de juin 1448, une ordonnance qui rappelait d'anciennes dispositions de Charles V, et les régularisait en leur donnant plus d'extension. (Voyez Encyclop., Art milit., t. iv, p. 99.)

Arthur employa huit mois à formuler les bases de cette organisation : il choisit parmi les archers 6,000 hommes d'une taille moyenne ; ils composèrent la cavalerie légère. On doubla les cadres de la gendarmerie ; on y admit une foule de jeunes nobles qui désiraient servir comme volontaires. Depuis l'institution de cette troupe permanente, c'est-à-dire depuis quatre ans, la solde n'avait pas manqué un seul jour : l'exactitude dans le paiement mettait le prince en droit d'exiger une régularité sévère dans le service. Les troupes étaient

disciplinées et très-bien équipées. On remarquait des progrès très-sensibles dans l'artillerie, placée sous la direction des frères Bureau (Jean et Gaspard) : ces deux hommes, doués d'un génie transcendant, rendaient chaque jour des services que le roi ne croyait jamais trop payer. La fortune des frères Bureau leur attira beaucoup d'envieux, mais Charles VII fut assez sage pour fermer l'oreille aux discours des détracteurs.

Le roi se trouvait en mesure de soutenir sans désavantage la guerre contre la maison de Lancastre ; il pouvait disposer de vingt généraux de réputation et de 50,000 hommes, dont Jacques Cœur assurait la solde pour une année entière. Les malheurs publics qui pesaient depuis si long-temps sur la France, semblaient avoir doublé l'énergie de ses habitants ; chacun se montrait jaloux de servir le père commun de la patrie. On vit des bourgeois envoyer à Charles VII de l'argent, tandis que l'ennemi occupait encore leur ville, leurs maisons.

La campagne qui allait s'ouvrir avait pour but de reconquérir la Normandie, une des provinces les plus riches du royaume, et la plus importante en raison de sa proximité de la capitale. Les Anglais, chassés de presque toutes les autres, s'estimaient trop heureux de pouvoir conserver cette première conquête de Henri V : ils redoublaient de soins pour s'y retrancher de la manière la plus formidable.

Charles VII publia un manifeste, afin de montrer que le refus de réparation de la part des Anglais le mettait dans la nécessité de reprendre les hostilités. Ce prince comprenait que son intérêt lui faisait une loi de convaincre les peuples de la justice de ses droits, pour les préparer à de nouveaux sacrifices. Il voulut que l'on attaquât Pont-de-l'Arche le jour même que son mani-

feste parut : ce coup de main n'était qu'un préliminaire pour tenir ses adversaires en haleine, en attendant que la concentration de ses troupes se fût effectuée dans l'Ile-de-France. Le connétable réunit 40,000 hommes sur la lisière de la Beauce et de l'Orléanais; il en forma quatre corps, qui devaient agir simultanément contre les Anglais. Le soin de soumettre la haute Normandie fut confié à Dunois, que le roi venait de nommer son *lieutenant-général dans ses guerres*, en lui adjoignant Charles de Valois, prince du sang. Arthur de Richemont se chargea d'expulser l'ennemi de la basse Normandie; il s'adjoignit également un prince du sang, Charles d'Artois : ainsi la conquête de la Normandie allait s'opérer par des généraux dont les apanages se trouvaient placés dans cette province. Depuis le commencement de son règne, Charles VII eut le soin de doter ses partisans de terres, de comtés, de seigneuries occupés par l'ennemi : c'est ainsi que le connétable portait le titre de comte de Dreux; Dunois, celui de comte de Longueville; Charles d'Artois, de comte d'Eu; et Charles de Valois, de duc d'Alençon.

Le corps de réserve, composé de l'élite de la noblesse, demeura campé sous les remparts de Mantes; on le destinait à soutenir les deux grandes divisions en cas de de revers, ou à suivre leurs mouvements si des avantages marquants signalaient le début des hostilités. Les troupes disséminées dans le midi de la France reçurent l'ordre de se réunir sous le commandement du sire d'Albret, pour tenter une diversion en attaquant les possessions anglaises de la Guienne. Pendant que ces corps de troupes se rendaient à leur destination, Charles VII signait une convention au moyen de laquelle il se ménageait l'alliance intime des rois d'Ecosse et d'Aragon.

L'apathie de la maison de Lancastre et de ses conseillers contrastait singulièrement avec l'activité de celui que l'on appelait encore au-delà du détroit, *Charles de Valois*. Les Anglais, fiers de vingt ans de triomphes, montraient à l'égard de leurs rivaux un mépris ridicule: Talbot, qui voyait se former l'orage, demandait en vain des renforts; rien n'était prêt pour repousser une attaque bien combinée. On doit attribuer cette mollesse, si peu ordinaire, aux divisions intestines qui désolaient le pays; deux partis politiques agitaient la nation: celui de la reine, la fameuse Marguerite d'Anjou, et celui du duc d'York. Le comte de Sommerset, gouverneur-général de la Normandie, prenait fastueusement le titre de régent de France, nommait pour ce royaume des maréchaux, un connétable, un chancelier, ne s'inquiétant nullement des préparatifs des royalistes, dont il serait facile, suivant lui, d'arrêter les progrès quand les circonstances l'exigeraient. Ceux-ci entrèrent en campagne au commencement de 1449. Le Cotentin, les pays de Caux, de Lizieux, de Bayeux et de Seez furent attaqués en même temps. Nous parlerons de l'expédition de la haute Normandie en traçant la vie de Dunois; maintenant nous allons nous occuper de la conquête de la basse Normandie, dont le connétable avait été chargé.

LIVRE VII.

Arthur commence une nouvelle campagne dans la basse Normandie. — Bataille de Formigny. — Arthur y défait Kiriel. — Siéges de Caen et de Cherbourg. — Arthur devient duc de Bretagne après la mort de ses deux neveux. — Il en fait hommage à Charles VII, et meurt en 1458.

D'APRÈS le dernier traité conclu entre le roi de France et le duc de Bretagne, celui-ci prenait l'engagement de fournir sa part de soldats dans la guerre que l'on allait soutenir contre l'ennemi commun. François Ier pouvait d'autant moins se refuser à devenir l'auxiliaire de son oncle, qu'il devait se considérer comme la cause principale de la rupture. En conséquence, le connétable courut dans le duché pour rallier les troupes formant le contingent; il se fit escorter par trois compagnies de 600 hommes chacune, commandées par le maréchal de Lohéac, par les sires de Coislin et de Rouhaut: les ayant laissées au château de Pontorson, il se rendit à Rennes. Comme les chevauchées bretonnes ne se trouvaient pas encore réunies, le connétable envoya son lieutenant Jacques de Saint-Pol investir Saint-

James de Beuvron, qui fut enlevé au bout de quelques jours de siége ; il sortit lui-même de Rennes, et rejeta dans Fougères de nombreux détachements qui battaient le pays. Le contingent promis par le duc son neveu ne fut au complet que le 30 août 1449. Les Bretons formèrent un corps de 7,000 combattants, qui, joints aux 300 lances françaises, composaient deux divisions de 5,000 hommes. Arthur obtint de François Ier, par ses supplications, qu'il ferait la campagne, regardant cette occasion comme très-favorable pour le soustraire aux menées des ennemis du prince Gilles, retenu toujours dans les fers.

Le 4 septembre 1449, le duc François nomma Pierre de Bretagne, son frère, régent pendant son absence, et commandant des troupes employées au blocus de Fougères. Le surlendemain il quitta sa capitale, accompagné du comte de Laval, des sires de Rohan, de Blossac, d'Estouteville, de Briquebec, de Derval, de Malestroit, de Coetquen, de Broon, de Montauban, de Rosnevinen, et prit le chemin de Pontorson, lieu désigné pour le rendez-vous général. Dans l'espoir d'accroître l'énergie de son neveu en flattant son amour-propre, le connétable se démit en sa faveur du commandement, et donna à l'armée, comme mot de ralliement, le cri de guerre de la Bretagne, *Saint-Yves !* Les Français et leurs alliés passèrent le Coësnon, et marchèrent vers Saint-Michel. L'avant-garde, commandée par Lohéac, poussa ses reconnaissances jusque sur la rive droite de la Scée, et le lendemain les quatre divisions arrivèrent sous les murs de Granville. Ce mouvement se coordonnait avec celui du duc d'Alençon, qui agissait dans le pays dont il était apanagiste. Pierre de Bretagne, placé sous les murs de Fougères, liait le duc d'Alençon au connétable. Celui-ci, après avoir

passé la Fienne à Quatreville, prit position non loin de Coutances; le jour suivant il vint déployer toutes ses forces en vue de la place, et resta en bataille pendant que le maréchal de Lohéac s'avançait jusqu'au pied des remparts pour sommer le gouverneur, Etienne de Montfort, qui n'était pas de la maison de Bretagne. Ce commandant déclara du haut du bastion, que lui et les siens périraient plutôt que de se soumettre. Sur son refus, le comte de Richemont investit le faubourg du Pont de Soule et l'enleva. Montfort, intimidé par la hardiesse de cette attaque, capitula sur-le-champ. Godefroy de Couvran fut nommé gouverneur de Coutances. Saint-Lô se rendit au bout d'une semaine de siége; Valognes, Carentan et tout le Cotentin, moins Cherbourg, furent soumis aux armes de Charles VII avant la fin de septembre. Les habitants du pays ne cessèrent de seconder les efforts du connétable. Les Anglais, dépourvus d'auxiliaires, ne pouvaient se soutenir, quoiqu'ils se comportassent avec leur bravoure accoutumée.

Arthur, ayant pourvu de bonnes garnisons les villes du Cotentin, revint sur ses pas, en se frayant un chemin entre les deux rivières de la Vire et de la Fienne; il traversa la forêt de Bénastre, et rentra en Bretagne par Fouquerolle, dans l'intention de presser le siége de Fougères. Pierre de Bretagne, retenu depuis deux mois devant cette place, n'avait pu obtenir le plus léger succès. Le comte de Richemont investit la ville, qui n'avait que deux portes; il se chargea d'en attaquer une, laissant à son neveu, le duc François, le soin de forcer l'autre: on établit quatre pièces d'artillerie sur une éminence qui dominait la citadelle, et l'on parvint à balayer les remparts. Surienne tenta plusieurs sorties pour enlever cette artillerie, mais il fut repoussé, et perdit beaucoup de monde: cet échec ne l'empêcha

14.

pas de se maintenir dans son poste. Sa résistance devenait de jour en jour plus opiniâtre, et le siége durait depuis deux mois. Les maladies commençaient à désoler le camp des alliés : l'épidémie emporta le jeune comte de Rohan et plusieurs autres chevaliers. Le duc de Bretagne, effrayé de ces ravages, et dégoûté de la guerre, qui n'avait jamais eu aucun charme pour lui, voulait abondonner l'expédition; mais le comte de Richemont eut assez d'ascendant sur son esprit pour l'en détourner. Il mit dans les travaux une nouvelle ardeur: les remparts, battus à coups redoublés, cédèrent enfin par la partie supérieure; la brèche parut praticable sur plusieurs points, et l'on fit les apprêts d'un assaut général. Les Anglais, affaiblis par les combats et par les privations, ne voulurent pas attendre cette extrémité; ils demandèrent à capituler, en se réservant des conditions fort avantageuses. Le connétable, craignant de les réduire au désespoir, y souscrivit; ils sortirent par la brèche le 4 novembre. Surienne, la cause première de cette rupture, voyant les rois d'Angleterre perdre leur supériorité en France, les abandonna, après avoir combattu pendant trente ans sous leurs drapeaux. Ce chef de bandes offrit ses services à Charles VII, qui le nomma commandant d'une compagnie de cent lances. François Ier, satisfait de la conquête de Fougères, se hâta de quitter l'armée, et reprit la route de Rennes. Arthur mit ses troupes en quartier d'hiver entre Alençon et Vire, et regagna sa retraite chérie de Parthenay. Mais sa destinée voulait qu'il ne goûtât jamais le repos. Un nouveau renfort d'Anglais, débarqué au-dessus de la pointe de La Hogue, venait d'attaquer Valognes : il fallait déployer une célérité extrême pour sauver la place. Le connétable s'empressa d'envoyer les officiers de son hôtel dans le comté d'Alençon, leur prescrivant de parcourir les cantonne-

ments, et de rassembler au plus vite les troupes de toutes armes; lui-même se disposait de les suivre, lorsqu'un avertissement sinistre l'arrêta. Le sire de Montauban, jusqu'alors ennemi déclaré du prince Gilles, était revenu, on ne sait comment, à de meilleurs sentiments; voyant le comte de Richemont prêt à monter à cheval, il le retint en lui disant tout bas: «Monseigneur, je vous avertis que l'on trame la perte de votre neveu, et je m'en décharge.» Montauban disait l'exacte vérité: François Ier, nourrissant une haine violente contre son frère, avait conçu le projet de s'en défaire, puisque les états refusaient de le condamner. L'aveu de Montauban remplit d'horreur l'âme du connétable, qui se rendit auprès de François et l'accabla de reproches: «Je suis instruit, lui dit-il, du dessein formé contre la vie de Gilles, et je saurai m'opposer à cet attentat. — Qui vous a dit, demanda François frémissant de colère, qu'il soit question d'attenter aux jours de mon frère? — Montauban, répondit sans détour le comte de Richemont. — Le perfide! s'écria le duc; je vais le punir d'avoir tenu de semblables discours.» Arthur sut néanmoins empêcher l'arrestation de ce baron; il résolut de demeurer auprès de son neveu, afin d'empêcher quelque catastrophe: mais le soin de sa gloire l'obligea de quitter Dinan quand sa présence y paraissait indispensable. Valognes venait de tomber au pouvoir de l'ennemi, et les envieux du guerrier breton attribuaient la perte de cette place à son séjour trop prolongé dans le duché. Voulant concilier les devoirs de sa charge avec le désir d'arracher la famille de son frère au danger éminent qui la menaçait, il eut recours aux larmes, aux supplications pour engager François Ier à le suivre dans sa nouvelle expédition. Le duc s'y refusa obstinément; bien plus, il défendit à ses vassaux de sortir de la Bretagne: cette injonc-

tion équivalait à une rupture avec la cour de France. Une pareille dissidence pouvait influer de la manière la plus fâcheuse sur la marche des événements, lorsqu'une révolution survenue en Angleterre allait changer la politique suivie jusqu'alors par les dépositaires du pouvoir. Suffolk, premier ministre de la reine, et partisan des Français, avait été disgracié; on l'accusait d'entraver les opérations d'une guerre, continuée malgré lui, et de paralyser les efforts des généraux. Le conseil, ayant renversé Suffolk, résolut de pousser vigoureusement les hostilités sur le continent: on ramassa en premier lieu 2,000 archers que l'on mit sous les ordres de Thomas Kiriel, chevalier de la Jarretière, général de réputation, qui avait eu la principale part au renvoi du favori. La flotte portant cette division aborda non loin de Cherbourg, vers la fin de 1449: les troupes françaises n'avaient point quitté leurs quartiers d'hiver, vu la rigueur du froid, encore très-âpre. Thomas Kiriel, profitant de cette circonstance, tira 1,000 hommes de la garnison de Cherbourg, les joignit à ses 2,000 archers, se dirigea sur Valognes, attaqua cette place et s'en rendit maître, n'ayant éprouvé qu'une résistance de courte durée. Il remonta ensuite vers le Cotentin, dans le dessein d'opérer sa jonction avec trois autres généraux: le duc de Sommerset qui venait de Caen, Robert de Ver qui accourait de Bayeux, et enfin Henri de Norbery, sorti de Vire. Ce dernier, instruit du débarquement de Kiriel, devait manœuvrer pour le joindre dans le plus court délai. La réunion de ces divers détachements avait pour but de couvrir la basse Normandie, menacée par les Français. Le connétable, connaissant le plan formé par l'ennemi, se rendit dans ses quartiers, rassembla 3,500 hommes, et se mit sur les traces de Kiriel; en même temps le

comte de Clermont, fils aîné du duc de Bourbon, partit de Falaise, et Joachim Rouhaut de Coutances, chargés également de couper le chemin au général anglais. Celui-ci manœuvra habilement, suivit la côte de St-Marcou, sa gauche à la mer, évitant de s'engager au milieu du Cotentin, de peur de se laisser envelopper; il s'arrêta sur la Douve, résolu d'attendre l'arrivée de ses collègues. En effet, Robert de Ver, lieutenant du duc de Sommerset, sortit de Caen accompagné de 600 archers, et vint prendre position auprès de Bayeux, point intermédiaire de la ligne d'opérations : il ordonna au gouverneur de cette place, Mathieu Goth, de le suivre avec ses 800 hommes de garnison. Le même jour Henri de Norbery arriva de Vire, amenant 500 arbalétriers. Ces trois chefs joignirent Kiriel non loin de Cardouville, au moment où il venait d'essuyer un échec au passage difficile du Grand-Vey. Après l'arrivée de ce renfort, Kiriel pouvait présenter en ligne 6,000 combattants, tous excellents soldats : sa position n'en était pas moins fort critique; car, obligé par la nature du terrain de s'engager au milieu du pays, il se trouvait resserré dans un des angles de la Normandie, entre la mer et la rivière d'Aure, ayant les Français en tête, en queue et sur son flanc droit. Celui qui le menaçait davantage était le comte de Clermont, qui conduisait 2,400 hommes, ayant pour lieutenants l'amiral Coëtivi, Joachim Rouhaut, les sires de Castres et de Brezé. Le dernier dirigeait une batterie de deux couleuvrines : c'est la première fois qu'il est réellement question de pièces de canon en rase campagne. Tandis que le comte de Clermont essayait d'arrêter la marche des Anglais, le connétable s'avançait rapidement jusqu'à Saint-Lô; il en repartit suivi de 3,000 combattants, parmi lesquels on comptait 500 chevaliers, écuyers ou varlets

bretons. Le duc François, vaincu par leurs instances, avait enfin levé l'interdiction. Le comte de Richemont prit la direction de la rivière d'Aure, dans l'espérance de joindre le jeune prince de Bourbon, et d'empêcher, au moyen de cette jonction, Kiriel d'atteindre Bayeux. Il parcourut au pas de course les sept lieues qui séparent Saint-Lô de Trevières, marcha toute la nuit, et fit halte dans ce dernier lieu vers neuf heures du matin, le 15 avril 1450 (l'année commençant à Pâques). Il se vit obligé de s'arrêter pour donner quelque repos à ses hommes d'armes; il envoya plusieurs officiers afin de prendre des informations sur la marche de l'ennemi. Il occupait Trevières depuis une heure, lorsqu'une alerte vint l'arracher au sommeil; des fuyards du comte de Clermont accouraient en criant : *Tout est perdu, les Anglais nous poursuivent et vont arriver.* Au premier bruit causé par ces clameurs, le connétable sauta sur son cheval, partit au galop, suivi de quelques chevaliers, et prit la direction de Formigny, voulant s'assurer par lui-même de la véritable situation des choses : sa cavalerie ne le joignit que trois quarts d'heure plus tard. Arthur ne pouvait arriver plus à propos pour sauver le comte de Clermont d'une ruine totale. Ce jeune prince, établi auprès de Granville le 14 avril, se mit en relation par des exprès avec le connétable, et combina ses mouvements de manière à se trouver au pont de Formigny en même temps que lui; mais il pressa trop sa marche. Le comte de Clermont quitta Granville au lever du soleil, en poussant son avant-garde sur le chemin de Bayeux, et s'arrêta quelques instants dans un village nommé Surenne, situé en face de Formigny, à quatre lieues de Bayeux, et à trois du cap Grand-Camp. Les Anglais, instruits de l'approche de leurs adversaires, s'étaient fortifiés au milieu

de Formigny, en creusant devant leur front de larges fossés; ils savaient que quatre divisions ennemies accouraient par plusieurs routes différentes, et voyant que le comte de Clermont arrivait seul, ils sortirent du village et se mirent en bataille, afin d'attirer le prince français à une action générale, dans laquelle on comptait bien le battre avant la jonction du connétable. Les Anglais avaient choisi une fort belle position, ayant derrière eux Formigny, et leur gauche couverte par un verger épais : comme leur droite ne se trouvait protégée par aucun obstacle naturel, ils la garantirent au moyen d'un corps de 1,000 cavaliers aux ordres de Mathieu Goth.

Le comte de Clermont voulait se borner à escarmoucher en attendant la venue du connétable; mais l'action s'engagea plus sérieusement qu'il ne le désirait. Le sire de Mauny, commandant les francs-archers, entreprit de déloger les Anglais du verger qui défendait leur gauche; après trois heures d'efforts impuissants il fut contraint de se retirer, ayant essuyé une perte considérable. Le comte de Clermont, obligé malgré lui de soutenir l'action, fit avancer contre l'aile droite de l'ennemi, plus exposée que la gauche, les deux couleuvrines conduites par le sire de Brezé. Cette tentative ne réussit point : Mathieu Goth lança sa cavalerie sur les couleuvrines, et les enleva. Kiriel, jaloux de l'appuyer, attaqua vivement les archers du bailli d'Evreux, qui lui étaient opposés, les tailla en pièces, et en refoula la majeure partie au-delà de la rivière d'Aure : ce furent ces fugitifs qui donnèrent l'alarme au camp de Trevières. Kiriel aurait pu achever la défaite du comte de Clermont, en abordant sur-le-champ la réserve placée sous les ordres immédiats de ce prince; mais il perdit un temps précieux à ramasser des pri-

sonniers. Reconnaissant bientôt sa faute, l'Anglais forma de nouveau sa ligne, et s'avança pour fondre sur le comte de Clermont; il allait le joindre et commencer un second combat dont l'issue ne pouvait être douteuse, puisque Kiriel disposait de quatre fois plus de monde que son rival, lorsqu'un grand tumulte annonça la présence du connétable. Après une heure de marche, ce général vint occuper une éminence couronnée par plusieurs moulins à vent ; il découvrit de cette position les deux armées, et put juger de l'état des choses : Arthur se vit contraint d'attendre quelque temps le reste de ses troupes, qui n'avait pu le suivre dans une marche aussi rapide. Ayant enfin réuni 2,000 hommes, il les forma en colonne serrée, la cavalerie en tête, et déboucha par un large pont bâti sur la rivière d'Aure : il fondit sur la division de Mathieu Goth, l'enfonça du premier choc, et reprit les deux couleuvrines. Mathieu Goth, effrayé de cette attaque subite, qui semblait se combiner avec le mouvement du comte de Clermont, ne songea plus qu'à battre en retraite : il s'élança dans l'intervalle qui existait encore entre les deux brigades françaises, quitta le champ de bataille, et prit la direction de Bayeux, en criant aux siens : *Une bonne fuite vaut mieux qu'une mauvaise attente.* Mathieu Goth entraîna sur ses pas les débris de sa cavalerie. Ce revers rompit toutes les combinaisons de Kiriel, qui, en apercevant la tête de la colonne conduite par Arthur, avait manœuvré pour changer de front et se former en ligne sur son aile droite; mais on ne lui laissa pas le loisir d'exécuter en entier ce revirement. Le comte de Richemont l'assaillit de la manière la plus vigoureuse, tandis que le jeune prince de Clermont, reprenant l'offensive,

attaquait l'aile gauche par le verger. L'engagement devint alors universel ; l'animosité des deux nations, qui se battaient depuis trente ans sur le même terrain, rendit la lutte plus meurtrière. Kiriel reculait en bon ordre sans se désunir, mais une charge fournie par la cavalerie bretonne et dirigée par le connétable en personne enfonça la division du centre. Kiriel, entouré de toutes parts, fut pris par les officiers de la maison d'Arthur, dans le moment où Henri de Norbery, défendant le verger, tombait au pouvoir du comte de Clermont. La perte de ces deux généraux n'empêcha pas les Anglais d'opposer encore la résistance la plus opiniâtre, leur courage ne fléchissait pas : ils pouvaient espérer de demeurer vainqueurs à Formigny aussi bien qu'à Verneuil, puisque leur nombre dépassait celui des Français ; mais ceux-ci acquéraient chaque jour plus d'expérience dans la tactique. Les habiles manœuvres du comte de Richemont acculèrent l'ennemi au village de Formigny, et assurèrent le gain de la journée : 4,000 Anglais périrent par le fer des Français, 1,400 furent fait prisonniers ; il ne s'en échappa que 200 avec Robert de Ver, qui regagna la ville de Caen; Mathieu Goth en entraîna 400 dans sa fuite, ce qui complétait les 6,000 hommes rassemblés sous les ordres de Kiriel. Au nombre des prisonniers, outre le chef principal, se trouvaient 45 officiers supérieurs parmi lesquels on remarquait Henri de Norbery, Hennequin Basquier, Henri Morbec, Laurent Rumfort, Thomas Druist et Jean Hairr. Plus de 5,000 morts couvraient le terrain : on employa les prisonniers à creuser quinze vastes fosses, où furent jetés les corps. Le curé de Formigny vint le soir asperger la terre d'eau bénite, et réciter les prières d'usage.

Les deux divisions du connétable et du comte de

Clermont n'opérèrent leur jonction qu'après la dispersion totale de l'armée ennemie : on se félicita réciproquement de ce mémorable succès. Les sires de Brezé, de Villars, de Montgascon, de Saint-Sever, de Boulogne, de Polignac-Chalençon, de Vanvre, de Castres, de Latour, de Cottigny, de Vauban, de Meulan et d'Anglure se distinguèrent dans le cours de l'action d'une manière particulière : les six derniers furent armés chevaliers sur le champ de bataille. Nicolas Perotte, propriétaire du riche domaine de Cairon, dans la paroisse de Breteville, peu éloignée de Formigny, qui rendit des services signalés soit en combattant dans les rangs des hommes d'armes, soit en donnant l'élan aux gens du pays, fut anobli par lettres patentes.

Un incident vint troubler la joie que chacun ressentait : le comte de Clermont éleva l'étrange prétention de vouloir s'adjuger l'honneur de la journée. Ce prince, âgé de 24 ans au plus, venait d'assister pour la première fois à une rencontre meurtrière : il n'aurait pas élevé une prétention aussi injuste, si quelques barons, ses lieutenants, ne l'y eussent excité. Personne ne pouvait mettre en doute que le comte de Clermont n'eût essuyé une défaite complète sans l'arrivée du connétable : celui-ci sut contenir les mouvements de son caractère impétueux, en raison, sans doute, de l'évidence de ses droits. Nonobstant les vives réclamations de ses officiers, il repassa sans plus tarder la rivière d'Aure, et alla reprendre position sur le chemin de Saint-Lô, laissant au comte de Clermont l'honneur de coucher sur le champ de bataille : « Je ne veux pas, lui dit-il, troubler la joie d'un si beau jour par une contestation intempestive ; le roi sera juge de ce différend. »

Voici comment s'exprime, à ce sujet, l'historien du connétable : « Monseigneur alla se loger en un village

nommé Trivières ; quant au comte de Clermont, il demeura cette nuit audit Formigny sur le champ, et voulut bien y consentir icelui connétable, parce que c'étoit la première besogne que ledit comte de Clermont avoit eue en guerre, attendu son bas âge. »

Au reste, on ne sut aucun gré au comte de Richemont de ce sacrifice d'amour-propre. Quelque temps après, le roi voulut prendre une connaissance parfaite de ce démêlé, qui occasionnait une scission dans l'armée. Les chevaliers de la division d'Arthur faisaient valoir l'arrivée si opportune de leur général, son attaque décisive, la dispersion totale de la cavalerie ennemie, et la défaite de Kiriel pris par les propres officiers du prince breton : ces chevaliers invoquaient encore la dignité de connétable, qui donnait le droit de commander en chef toutes les batailles, lors même que le souverain y assistait. Les bannerets de la division du comte de Clermont se retranchaient sur un seul point : le prince exerçait la charge de gouverneur-général du pays dans lequel l'action venait de se livrer.

Charles VII montrait beaucoup de froideur au héros breton depuis l'affaire du prince Gilles ; il prononça en faveur de son rival. Le public et la postérité vengèrent le comte de Richemont. Les historiens d'Angleterre, en donnant la relation du combat de Formigny, proclament Arthur vainqueur de Kiriel, sans mentionner une seule fois le nom du comte de Clermont.

La bataille de Formigny fournit matière à plusieurs observations touchant l'art militaire. Les nobles y combattirent à cheval et par escadron, et non sur un seul rang comme ils en usèrent à Poitiers ou dans les malheureuses journées d'Azincourt et de Verneuil. On put se convaincre en cette circonstance, que la discipline

double la force des armées : les Français, soumis depuis six ans au joug d'une règle sévère, battirent les Anglais, supérieurs en force ; tandis que jusqu'alors les Anglais, moins nombreux, les avaient constamment battus.

Le lendemain de l'action, le comte de Clermont passa la rivière et réunit ses soldats à ceux du connétable. Les deux rivaux se rendirent ensemble au camp de Saint-Lô ; ils se séparèrent dans cette ville : le premier alla commencer le siége de Bayeux, et le second celui de Vire, dont le gouverneur, Robert de Norbery, était son prisonnier. Cet officier engagea lui-même les 300 hommes de garnison à rendre la place, régla les conditions de la capitulation, et obtint sa liberté pour prix de cette complaisance, qu'il aurait payée de sa tête sous Edouard III ou sous Henri V.

Vire, un des entrepôts d'armes des Anglais, renfermait quantité d'artillerie, dont les Français se servirent avec avantage dans les siéges entrepris par eux le mois suivant. Charles VII manifesta un vif contentement en apprenant que ses drapeaux flottaient sur les remparts de Vire : afin de reconnaître les services que le connétable ne cessait de rendre à la couronne, il lui donna cette ville pour en jouir sa vie durant. Arthur en nomma commandant Michel de Parthenay, un de ses officiers, et se rendit devant Avranches, dont son neveu le duc de Bretagne poussait le siége sans relâche. Le comte de Richemont ressentit une joie bien sincère en voyant François Ier abandonner enfin son genre de vie, indigne d'un prince, chef d'une nation belliqueuse : mais il ne demeura pas long-temps sans apprendre le véritable motif d'un changement si brusque. François ne venait en Normandie que pour ne pas assister au meurtre de son frère, meurtre commandé froidement par lui-même.

La nouvelle de cet attentat parvint au camp du connétable deux heures après la capitulation d'Avranches. Les ennemis du prince Gilles, n'ayant pu obtenir sa condamnation juridique, le laissèrent au fond d'un cachot, dans le château de la Hardouinaie : l'infortuné ne cessait de supplier ses geôliers d'intercéder auprès de son frère, de lui faire agréer les protestations de son respect et de son dévouement ; les cruels ne transmettaient que des menaces, en disant que Gilles se promettait tout haut de tirer une vengeance éclatante de ses persécuteurs, si Dieu lui rendait jamais la liberté. Ces discours mensongers irritaient au dernier degré le crédule François, qui manifesta clairement le désir de se voir débarrassé de son frère ; et il sortit du duché, afin que sa présence ne gênât point ceux qui voudraient servir sa farouche inimitié. On confia la garde de la victime à huit scélérats, qui s'offrirent pour remplir cette horrible mission : leur chef se nommait Olivier de Meel. Ces sicaires ne songèrent qu'à torturer le prince, dans l'espoir d'abréger sa vie, afin de se trouver dispensés d'en trancher le fil d'une manière trop évidente : on lui servait, à de longs intervalles, des mets renfermant des substances vénéneuses ; mais la force de son tempérament triompha de ces tentatives homicides. Ses bourreaux, plus irrités, résolurent de le laisser mourir de faim : ils le transférèrent du premier étage dans un caveau du rez-de-chaussée, espérant que l'humidité de ce lieu hâterait le terme de sa vie ; ils lui laissèrent des provisions pour plusieurs jours, bien résolus de ne point les renouveler. La clarté n'arrivait dans le cachot que par une seule fenêtre fort étroite, donnant sur les fossés et fermée par des barreaux de fer. L'infortuné Montfort se tenait constamment à cette ouverture et jouait de la flûte sauvage, seule consolation que ses geôliers lui eussent laissée. Les sons

plaintifs de cet instrument rustique peignaient la situation de son âme ; les échos les répétaient au loin , et les habitants de la contrée s'approchaient pour mieux les entendre : la plupart ignoraient le nom et l'état du prisonnier. Vers la fin de la semaine, les provisions se trouvèrent totalement épuisées : Gilles, voyant l'abandon dans lequel on le laissait, devina que ses gardiens voulaient le laisser mourir de faim. Collé aux barreaux de sa fenêtre, le frère du duc de Bretagne, le neveu du roi de France, suppliait les passants, avec des cris lamentables, de lui donner du pain ; mais de hautes palissades empêchaient les paysans de descendre dans le fossé. Olivier de Meel et ses compagnons, placés sur le bastion , tous l'arbalète à la main , menaçaient de percer quiconque oserait franchir les barrières. Ces manifestations , qui frappaient de terreur tout le monde, n'arrêtèrent pas néanmoins une paysanne vieille et pauvre, dont le dévouement sut tromper la vigilance des barbares. Chaque soir elle se coulait au travers de la barrière , descendait dans le fossé , et venait placer sur la fenêtre une portion du pain noir dont elle se nourrissait. Cette femme prolongea par ce moyen durant un mois la vie du prisonnier ; mais ce pain donné en petite quantité ne suffisait pas pour soutenir un homme dans la vigueur de l'âge, réduit à humer les vapeurs délétères d'un cachot infect.

Gilles sentait ses forces diminuer graduellement : il pouvait compter le peu d'instants qui lui restaient à vivre. Dans cette situation , il supplia la pauvre femme d'amener un prêtre. Le supérieur d'un couvent de cordeliers, accouru de trois lieues pour remplir ce pieux office , arriva au milieu de la nuit, et se laissa glisser dans les fossés. Gilles lui découvrit sa condition (car les geôliers avaient caché soigneusement son nom) ; il fit sa con-

fession au travers des barreaux de la prison, et chargea le religieux d'aller trouver le duc de Bretagne, de lui annoncer que son frère l'appelait au jugement de Dieu. Le prêtre se rendit en toute hâte auprès de François Ier, dans l'espoir de toucher son cœur, en mettant devant ses yeux le tableau des souffrances de l'infortuné ; mais les bourreaux qui veillaient sur leur proie ne laissèrent pas au duc le temps de réparer ses torts. Etonnés de ce que Gilles subsistait si long-temps sans nourriture, ils cherchèrent à découvrir le moyen surnaturel employé par lui pour s'en procurer : quelques gens du voisinage les instruisirent des visites nocturnes de la vieille femme. Craignant que le sort du captif n'intéressât les habitants des villages environnants, ils prirent la résolution de l'immoler sur-le-champ. Comme le bruit se répandait que le connétable accourait avec l'intention de délivrer son neveu, Olivier de Meel demeura sur la tourelle pour s'assurer si quelqu'un venait réellement le troubler dans sa détestable mission. D'après ses ordres, quatre de ses satellites entrèrent dans le cachot, le matin du 15 avril 1450, se jetèrent sur le prince, qui gisait languissamment près de son lit, et lui passèrent une serviette au cou pour l'étrangler. Gilles, quoique épuisé, opposa une vigoureuse résistance : il se défendit avec sa longue flûte, et blessa au visage un de ces scélérats. Le combat ne pouvait être long : les cruels se saisirent de leur victime, et l'étouffèrent entre deux matelas ; ils lui bouchèrent le nez et les oreilles afin que le sang ne sortît pas, puis ces meurtriers transportèrent le cadavre dans le plus bel appartement du château ; ils le placèrent dans un lit, et partirent ensuite pour une chasse, arrangée exprès ce jour-là avec plusieurs écuyers des alentours. Quant au chef de cette horrible entreprise, Olivier de Meel, il courut aux offices du matin dans l'église d'un

bourg éloigné du château de plus d'une lieue. Le fourbe priait dévotement au pied des autels, lorsqu'un page, instruit d'avance, vint le trouver en toute hâte et lui annonça que le prince Gilles avait été trouvé mort dans son appartement. A cette nouvelle, Olivier de Meel joua le désespoir, mais sa contenance décelait la perfidie. Les habitants réunis dans la chapelle ne furent point dupes de ce manége : aucun d'eux ne douta qu'Olivier n'eût commis lui-même le meurtre ; tous s'éloignèrent de ce misérable en le chargeant de malédictions (1).

Ces horribles détails (2) furent apportés au camp devant Avranches ; le connétable en conçut un violent chagrin ; il accabla de reproches le duc François : l'arrivée du religieux qui avait confessé Gilles vint mettre le comble à sa douleur. Le cordelier lui fit la peinture la plus vraie et la plus piteuse des tortures de son malheureux neveu ; puis il se rendit auprès de François Ier, et en présence des bannerets qui l'entouraient, il lui signifia courageusement l'ajournement fatal, tel que son frère l'avait annoncé. Saisi de frayeur, poursuivi par des remords tardifs, accablé des reproches de son oncle, le duc quitta l'armée et se hâta de regagner ses états, laissant sous les ordres du comte de Richemont les 1,800 Bretons, pour aider le roi dans la conquête de la Normandie. Le connétable serait mort de chagrin, si la guerre ne lui eût offert une heureuse diversion.

Arthur savait que la conquête de la haute Normandie n'avait coûté que quelques mois au roi et à Dunois son lieutenant ; celle de la basse Normandie, confiée à

(1) Lobineau, t. II. — Dom Morice.

(2) M. le comte Joseph de Walsh a publié un ouvrage intéressant intitulé le Fratricide, dont le sujet est la triste fin du prince Gilles de Bretagne.

ses soins, n'avançait point, ce qui lui causait des regrets fort amers : il pouvait objecter néanmoins que cette partie de la province se trouvait hérissée de places de guerre et de boulevards pourvus de nombreuses garnisons. Le comte de Richemont rentra donc en campagne pour continuer une expédition que l'honneur lui faisait une loi d'achever promptement : il reprit Valognes en peu de jours, et envoya le maréchal de Lohéac, son lieutenant, assiéger Saint-Sauveur-le-Vicomte, qui capitula après deux assauts, ainsi que Briquebec et Tombelaine. La soumission de ces places étant assurée, le connétable se dirigea vers Cherbourg, poste doublement important; car les Anglais, qui s'en servaient comme d'un des meilleurs points de débarquement, n'avaient rien négligé pour en augmenter les fortifications. Le comte de Richemont commençait les travaux préparatoires pour investir la place, lorsqu'un message du roi vint les interrompre, et l'empêcha de pousser plus loin l'entreprise.

Le duc de Sommerset, obligé de négocier dans le palais de Rouen, avait obtenu la permission de se retirer à Caen; il espérait y tenir assez de temps pour recevoir des renforts considérables, que le conseil d'Angleterre ne cessait de lui promettre. Arrivé à Caen, il y réunit les débris de ses garnisons, et sut encore rassembler autour de lui 5,000 soldats, la plupart découragés néanmoins. Il s'agissait de le réduire dans ce dernier abri, avant la jonction du corps d'armée annoncé avec beaucoup de joie par les partisans de l'Angleterre. Le roi et le comte de Dunois formèrent le dessein d'investir sur-le-champ la ville de Caen. Charles VII fit part de son intention au connétable, en lui demandant son avis ; Arthur répondit que le plan lui paraissait d'autant mieux conçu que la prise de cette ville aurait dû être la conséquence immédiate de la victoire de For-

migny, mais que le succès dépendait de la promptitude de l'exécution. « Et si le roi, dit-il au sire de Chatellux chargé du message, n'est pas encore en mesure de tenter ce coup de main, j'assiégerai Cherbourg, afin de priver les Anglais d'un point indispensable à leur débarquement. » Un second message lui apprit que Charles VII se trouvait en position d'arriver sur les bords de l'Orne dans trois jours, et qu'il réclamait sa coopération. Le connétable ajourna le projet d'assiéger Cherbourg, rappela tous les détachements envoyés dans le Cotentin, les concentra sur Saint-Lô, et partit de cette ville le 1er juin 1450, à la tête de 11,000 hommes, dont 6,000 Bretons, commandés par les sires de Laval, de Lohéac, de Rieux, de Raitz, d'Estouteville, Jacques de Luxembourg, Pierre de Traougoff, de Boussac, de Saint-Sever, de Lanveaux et de Malestroit; il campa à trois lieues de Caen, pour attendre que les autres corps eussent terminé leurs mouvements.

Depuis deux jours Dunois manœuvrait à la tête de 3,600 hommes sur la rive droite de l'Orne; il s'arrêta auprès de Saint-Paix. Le comte de Clermont occupa Breteuil, ayant sous ses ordres 5,000 combattants, et pour lieutenants les sires de La Fayette, de Montgascon et de Floquet; le prince opéra sa jonction avec Arthur non loin de Cheux. Ces deux généraux partirent de ce bourg le 5 juin, et débouchèrent sous les murs de Caen, près l'abbaye Saint-Etienne; ils établirent leurs quartiers entre la tour de Chatemoine et la Crapaudière, en dehors de l'Odon : c'est ce que l'on appelait la vieille ville. Tugdugal de Kermoisan, chevalier de l'hôtel du connétable, fut chargé de reconnaître les fortifications de la tour de Lourette, et marqua la place des mines sous une pluie de traits. Le lendemain Dunois assaillit le faubourg de Vaucelles, l'emporta après une

vive escarmouche, et s'y logea. Il employa 500 ouvriers à bâtir un pont sur l'Orne, au-dessus de la ville; ce pont ne fut terminé qu'au bout d'une semaine d'un travail opiniâtre. En même temps, le comte de Nevers, les sires Dubreuil, de Montenay et Joachim Rouhaut, arrivèrent suivis de 3,000 hommes, traversèrent la prairie de Saint-Gilles, et vinrent prendre position sous l'abbaye de la Trinité, menaçant ce faubourg, garni de formidables retranchements. Caen allait donc être attaqué sur trois points. Cette ville passait pour une des plus belles du royaume; les Anglais l'avaient considérablement augmentée : quantité de leurs familles s'y étaient établies, et depuis trente ans que ces étrangers s'en trouvaient les maîtres, sa population avait doublé. Le jeune Henri VI, qui l'affectionnait extrêmement, y résida quelque temps et l'enrichit d'une université savante, à l'instar de celle d'Oxford (1).

Pendant que le connétable et Dunois exécutaient leurs mouvements préparatoires, Charles VII partit de Carentan accompagné du roi de Sicile, des ducs de Calabre, d'Alençon, de Lorraine, du comte du Maine, des sires de Tancarville, de St-Pol, de Blainville, et de 15,000 hommes dont 6,000 de cavalerie; un nombre considérable de petits canons et de machines de guerre suivaient cette armée. Le roi logea le premier jour au monastère de St-Sauveur-sur-Dive, le deuxième auprès d'Argenne, et le troisième il atteignit le faubourg de Vaucelles, dîna dans les quartiers de Dunois, passa ensuite l'Orne sur le pont nouvellement construit, et coucha dans l'abbaye de la Trinité. Le roi laissa sur ce point 8,000 soldats sous le commandement de Louis d'Anjou, et le lendemain il plaça 7,000 hommes de

(1) Rapin Thoiras, t. II.

réserve à l'abbaye d'Ardainne, où il resta durant tout le siége. Ainsi 40,000 combattants se trouvaient réunis au pied des remparts de Caen. Le connétable apprenant que le roi de Sicile occupait la Trinité, se lia avec ce prince en jetant le sire de Beauvoir et 1,500 hommes entre l'abbaye St-Etienne et le château. Le comte de Richemont, certain que Charles VII et Dunois pouvaient agir simultanément, fit attaquer sur-le-champ les ouvrages avancés de la porte Bayeux, et les enleva après quatre heures d'une résistance très-vive. Les Anglais abandonnèrent l'extérieur, fermèrent les portes subitement, et se retirèrent derrière les premiers murs très-épais, qu'on ne pouvait endommager qu'au moyen des canons. Arthur en envoya demander au roi, mais Charles VII éluda la question : quelque extraordinaire que fût ce refus, il ne dégoûta point le comte de Richemont, et ne servit qu'à augmenter sa gloire, puisque ce général réussit sans artillerie (1). Il employa toute la nuit ses soldats à combler les fossés et à miner une tour de bois recouverte de maçonnerie, laquelle s'avançait en saillie et formait l'angle de la muraille. Les Bretons, encouragés par l'exemple de leur illustre chef, parvinrent à détacher cette tour du sol, l'étançonnèrent, et le lendemain, vers le milieu du jour, ils enlevèrent les supports : la moitié de la tour s'écroula avec un fracas épouvantable, entraînant dans sa chute les Anglais qui la défendaient : l'autre moitié resta debout mais tout enflammée, car les mineurs avaient mis le feu aux solives. La muraille présenta en ce moment une vaste brèche, vers laquelle les assiégeants s'élancèrent : ils y trouvèrent plus de résistance qu'on ne le pensait; car leurs adversaires, s'étant

(1) Jean Gruel, p. 128. — Saint-Rémi.

portés en masse sur ce point plus menacé que tous les autres, parvinrent à contenir les assaillants. Cependant le duc d'Alençon s'était logé, en dépit des efforts du duc de Sommerset, dans les fortifications les plus rapprochées du corps de la place. La présence de Charles VII, qui s'établit jusque sous les murs, transportait de joie les Français, dont les progrès ne rencontraient plus d'obstacles. Sommerset et les autres généraux, craignant qu'on n'enlevât la ville d'assaut, demandèrent à parlementer en s'adressant au comte de Richemont, qui se trouvait le plus avancé. Le connétable ordonna de cesser le combat, et accorda une trève de deux heures, en y mettant la condition que ceux du dedans s'abstiendraient d'éteindre le feu de la tour. Cette condition fut religieusement observée : une poutre enflammée s'étant détachée, enferma dans l'angle du mur un soldat anglais; celui-ci, par respect pour le traité, ne détourna pas la solive, quoiqu'elle brûlât ses vêtements et ses cheveux. (Jean de Berry.)

Le connétable, ayant reçu les ouvertures des assiégeants, les transmit sur-le-champ au roi, en lui montrant le danger de livrer aux fureurs du soldat une ville si opulente : Charles VII sentit l'importance de ces observations. Les Anglais déléguèrent Héricart, bailli de Caen : on arrêta que la place serait remise au roi de France le 1er juillet, si, dans cet intervalle, aucune armée ne se présentait pour la secourir; on convint de plus que Sommerset paierait 30,000 écus d'or, en laissant entre les mains des Français quatre généraux comme garants de cette clause; le château fut compris dans le traité : Sommerset et sa famille venaient d'y chercher un refuge. On s'étonna avec justice que le gouverneur, disposant encore d'une division intacte

de 2,500 archers, n'essayât pas de conserver plus longtemps cette citadelle pourvue de vivres et réputée imprenable : plusieurs de ses lieutenants voulurent l'y contraindre, mais Sommerset persista dans sa détermination. Il obtint la faculté de s'embarquer au havre de Cherbourg et d'emmener tous ses bagages, pour le transport desquels on employa plus de 60 chariots (1).

Le 1er juillet, aucune armée n'ayant encore paru, le bailli de Caen sortit par la porte Saint-Julien, et vint remettre les clefs au connétable, qui se tenait au pied de la tour de Sylli; environné de ses principaux officiers (2). Arthur les prit et les remit sur-le-champ au comte de Longueville (Dunois), désigné d'avance par le roi comme gouverneur de la ville et du château. Le comte de Richemont, à la tête de 10,000 hommes, escorta les Anglais qui sortaient de la place, et les empêcha de se répandre dans la province; il les conduisit tous sur la côte de Grand-Camp, où se trouvaient rassemblés les bâtiments nécessaires. Après avoir présidé à l'embarquement de ces troupes étrangères, le comte de Richemont traversa le Cotentin une troisième fois, et courut mettre le siége devant Cher-

(1) Le duc de Sommerset fut très-mal accueilli en Angleterre : on lui imputait la perte de la Normandie. La chambre des communes présenta une adresse au roi pour le supplier d'envoyer le duc à la Tour de Londres, jusqu'à ce que sa conduite fût examinée. Les cris de la populace appuyèrent cette motion : Henri VI se vit obligé de sévir contre Sommerset, qu'il chérissait. La multitude, transportée de joie en apprenant que l'ancien gouverneur de la Normandie était arrêté, alla piller son hôtel: on fut contraint de publier la loi martiale pour mettre un terme à ces désordres. Le duc sortit de la Tour au bout de cinq semaines, devint premier ministre, prit le parti de la reine Marguerite, et fut fait prisonnier par Montaigu à la bataille d'Exham, en 1463; il eut la tête tranchée un mois après.

(2) Jean de Berry. — Gruel, p. 129.

bourg. Les traditions du pays voulaient que César eût fondé cette ville lors de sa descente en Angleterre : ce lieu fut appelé dans son origine *Césarbourg*. Guillaume-le-Conquérant en fit une place maritime. Les murs s'élevaient beaucoup plus du côté de terre que du côté de la grève, couverte chaque jour par la marée montante; on regardait l'attaque comme impraticable par ce point : quantité de canons, de bombardes et d'autres machines de guerre garnissaient les fortifications extérieures.

Le gouverneur se nommait Gouvel, vieux guerrier, frère d'armes de Talbot, et l'un des défenseurs de Rouen. On le contraignit de donner son fils unique comme caution de la somme souscrite par Sommerset, lors de la reddition de la capitale de la Normandie. Cette dette n'ayant point été acquittée, le jeune Gouvel marchait prisonnier à la suite du connétable, qui demanda cet otage au roi, ne doutant pas qu'il ne devînt dans ses mains un instrument utile à ses projets ultérieurs. La garnison de Cherbourg se composait de 1,000 Anglais et de 1,000 Français, reste du parti modéré. Ces hommes, qui n'eurent point le courage de se prononcer ouvertement lorsque la guerre civile commença, finirent par combattre leurs compatriotes, réconciliés après tant d'orages. Le connétable en trouvait dans chaque ville qui tombait en sa puissance : d'abord il les traita comme des perfides, plus tard comme des coupables malheureux, et voulut qu'on les épargnât. Les Anglais affectaient de les comprendre dans les capitulations, afin de prouver qu'ils n'abandonnaient jamais leurs partisans : ces Français rénégats, regardant Cherbourg comme leur dernier asile, annonçaient l'intention de s'y défendre jusqu'à la mort.

Le connétable déploya dans ce siége toutes les res-

sources de son génie : il s'attacha, en premier lieu, à tromper les espérances que les assiégés avaient fondées sur la nature des lieux. Ceux-ci reportaient tous leurs moyens de résistance sur la partie de la ville qui regardait la route de Valognes, seul côté accessible; car l'angle opposé se trouvait protégé par la Divette, qui formait en cet endroit une espèce de ceinture: le côté de la grève présentait seul un abord vulnérable; mais il paraissait impossible d'élever des ouvrages au milieu d'un sable mouvant que la mer recouvrait chaque jour. Les assiégés vivaient à cet égard dans une sécurité parfaite; pour mieux les y entretenir, Arthur ordonna à l'amiral Coëtivi de placer ses quartiers devant la partie la mieux fortifiée, et de faire les démonstrations d'une attaque prochaine. Tandis que l'amiral s'acquittait de sa mission, le connétable, prenant 4,000 hommes et 1,500 travailleurs, entra dans la grève pour reconnaître la position de la place par cet endroit, et se retira dès que la marée acquit du poignant. Il s'établit en arrière du chenal, et le lendemain fit commencer les plates-formes destinées à recevoir les batteries. Ce projet n'effraya aucunement les assiégés, qui le regardaient comme inexécutable. Le jour suivant, la mer enleva les travaux ébauchés. Cet accident ne rebuta ni la constance ni le courage de Richemont, qui ne cessa un seul instant de présider aux nouvelles constructions: elles se succédaient les unes aux autres, assez lentement néanmoins, car le transport des matériaux exigeait un temps infini.

Au bout d'un mois de tentatives inouïes, l'entreprise n'avançait point; les assiégés riaient de l'inutilité de tant d'efforts, et, de leur côté, les Français désespéraient de surmonter des obstacles sans cesse renaissants. L'amiral Coëtivi, dont l'esprit ne s'élevait pas à la

hauteur des conceptions d'Arthur, résolut d'employer les moyens ordinaires pour réduire la place. En conséquence, sans consulter le connétable, il livra du côté de terre un assaut général, lequel échoua complètement, et coûta la vie à plusieurs milliers de braves soldats : l'amiral lui-même fut tué d'un coup de canon. Une bombarde enleva la tête de Tugdugal de Kermoisan, le plus vieux de tous les capitaines bretons : page d'Olivier de Clisson, il avait assisté fort jeune à la bataille de Rosebec, et depuis lors Tugdugal ne cessa de se mêler aux rencontres les plus meurtrières de son temps (1).

Cet échec réjouit fort les assiégés, mais il ne diminua en rien la résolution du comte de Richemont, qui demeura convaincu plus que jamais de la nécessité d'attaquer la ville par la grève. Ce général redoubla de soin pour accélérer la construction des plates-formes; enfin, au bout de six semaines, les travaux montèrent au niveau de la muraille, sans qu'on pût néanmoins empêcher la mer de les couvrir pendant le flux: c'était un inconvénient de force majeure. Arthur le subit, en cherchant seulement un expédient capable de le modifier. Ses travailleurs rendirent la bâtisse assez compacte pour résister à la violence des vagues : plusieurs essais réussirent parfaitement. Il fit transporter sur ces plates-formes les canons et les bombardes : cette opération très-difficile s'exécuta de la manière la plus audacieuse. Les pièces mises en batterie foudroyèrent les remparts, et jetèrent quantité de projectiles jusqu'au centre de la ville. Les assiégés espéraient que la marée montante enlèverait cette artillerie, ou la mettrait hors d'état de servir ; leur joie fut de courte durée : le connétable, qui

(1) Lobineau, t. II.

avait tout prévu, trouva moyen de soustraire les canons aussi bien que les munitions à l'action de l'eau, en les enveloppant entièrement d'une peau huilée préparée pour cet effet (1). Dès que les vagues de la mer se furent retirées avec le reflux, les batteries recommencèrent le feu; mais quatre canons crevèrent. Ces machines de guerre, fort mal établies, grossièrement fondues, manquaient de précision, et les soldats, encore novices dans ce genre de manœuvre, ne savaient point les diriger : il en resta cependant un nombre assez considérable pour écraser la moitié de la ville. La consternation s'empara des habitants qui, jugeant leur position désespérée, demandèrent vivement qu'on entamât les pourparlers, avant-coureurs ordinaires d'une capitulation. Gouvel, partagé entre son devoir et la crainte d'être pris d'assaut, montrait beaucoup d'hésitation; il ne paraissait pas éloigné de parlementer, quand un message du connétable bannit ses incertitudes. Arthur proposait de lui rendre son fils unique, qu'on gardait comme otage: or, tout faisait croire au gouverneur que la rançon consentie lors de la capitulation de Rouen ne serait jamais payée, et son jeune fils se voyait condamné à subir une captivité perpétuelle. Quelques menaces mêlées aux propositions du général français alarmèrent Gouvel sur le sort d'un être si cher; la tendresse paternelle triompha du devoir : le gouverneur consentit à ouvrir les portes de la place. Arthur remit le bachelier entre les mains de son père, et prit possession de Cherbourg, dont la réduction couronnait la conquête de toute la Normandie. Ainsi, au bout de dix mois cette belle province fut enlevée aux Anglais, qui, profitant de nos discordes civiles, avaient su la conserver 35 ans. Cependant, quelles que fussent l'habileté des généraux et la valeur

(1) Lobineau, t. II. — Jean Gruel, p. 131.

des soldats, la réduction de l'ancienne Neustrie n'aurait jamais été aussi prompte, si la masse des habitants ne les eût secondés en déployant une ardeur héroïque : la bourgeoisie des villes et le peuple des campagnes firent preuve d'un zèle admirable, d'un désintéressement sublime. Charles VII s'empressa de récompenser, au moyen de nombreux anoblissements, les membres du tiers-état dont le dévouement autant que la valeur contribuèrent à délivrer le pays du joug de l'étranger. Dans le siècle dernier, la moitié de la féodalité normande tirait son origine de ces glorieux anoblissements; nous en avons déjà cité un des exemples les plus saillants à l'occasion de la bataille de Formigny, dans laquelle Nicolas Perotte se signala par des services éminents (1).

Pendant que le connétable terminait la conquête de la Normandie par la prise de Cherbourg, François, duc de Bretagne, l'instituait son exécuteur testamentaire : ce prince mourut le 19 juillet. Arthur alla joindre incontinent Pierre II, son troisième neveu, que les états venaient de proclamer souverain de la Bretagne. Il sut par ses sollicitations obtenir de ce prince qu'il rendît au roi Charles VII l'hommage exigé par les lois féodales : cette formalité resserrait

(1) Les lettres d'anoblissement de Nicolas Perotte portent la date de Mehun-sur-Loire, 1454 : elles sont un modèle dans leur genre et peuvent être regardées comme un document précieux pour l'histoire générale de la monarchie française, en ce que ces titres, flatteurs on ne peut pas plus pour le sujet qui les obtenait, montrent la manière dont nos rois appréciaient les services rendus au pays, et attestent que le patriotisme le plus pur les animait dans les circonstances où il s'agissait de l'intérêt de l'Etat.

De nouvelles lettres données par Louis XI (août 1472) autorisèrent les enfants de Nicolas Perotte à prendre le nom et les armes du fief de *Cairon* que leur famille possédait depuis long-temps. (Titres de la maison de Cairon.)

les liens qui attachaient le vassal au suzerain. Quelques bannerets, vendus aux intérêts de l'Angleterre, détournaient Pierre II de cette démarche ; mais la voix du comte de Richemont fut plus puissante. Arthur conduisit son neveu au château de Montbazon, où Charles VII résidait depuis quelque temps. « Le duc fit au roi telle redevance comme il le devoit, à cause de la duché, et hommage à cause de la comté de Montfort.» (Jean Gruel.)

Les deux princes bretons séjournèrent quinze jours auprès du monarque ; dans cet intervalle le connétable apprit qu'Olivier de Meel, le chef des meurtriers de Gilles, se tenait caché dans les combles de Marcoussi, château peu éloigné de Paris, appartenant au sire de Graville : il donna commission aux sires d'Epinay et de Quelen de s'y transporter avec des archers, et d'enlever d'autorité Olivier de Meel ; ce qui s'exécuta malgré la résistance du sire de Graville : on conduisit le criminel au donjon de Rennes. Mais le roi ainsi que ses ministres se montrèrent fort irrités de cet enlèvement opéré sur les terres de France, sans aucune autorisation ; on députa à Vannes deux conseillers pour réclamer le prisonnier : cette requête fut écartée sans explication. Un éclat fâcheux allait en résulter, lorsque le connétable s'interposa entre les gens du roi et les magistrats bretons. D'après une convention approuvée par Charles VII, on remit Olivier de Meel entre les mains des conseillers du parlement de Paris, qui, l'ayant gardé un jour entier, le livrèrent le lendemain sur la supplique écrite des juges de Rennes. La semaine suivante, Olivier de Meel et quatre de ses complices eurent la tête tranchée. Après avoir fait subir à ces criminels un châtiment réclamé par toute la Bretagne, le comte de Richemont s'empressa

de gagner la Normandie, dont Charles VII venait de le nommer gouverneur-général. Son premier soin fut de raffermir le pouvoir royal dans cette province: le pays goûta une paix profonde sous l'administration paternelle du comte de Richemont, qui passa en Normandie ou dans sa retraite chérie de Parthenay six années, les plus tranquilles de sa vie. Ayant appris en 1457 que Pierre, son neveu, luttait depuis quelque temps contre une maladie mortelle, il vola auprès de lui, et reçut ses derniers soupirs le 22 septembre de la même année. Pierre se plaignait sans cesse d'un feu intérieur qui le dévorait: les médecins, ne connaissant pas ce genre de maladie, ne pouvaient administrer des secours capables de le soulager. Le vulgaire assurait que le mal tirait son origine d'un sort que l'évêque de Rennes, l'ennemi personnel du prince, lui avait jeté. Plusieurs empiriques offrirent de le guérir avec l'aide de l'esprit des ténèbres; mais le duc répondit « qu'il aimait mieux mourir de par Dieu, que de vivre de par le diable (1). » Il ne laissa pas d'enfants de Françoise d'Amboise, sa femme, douée des qualités les plus aimables. Pierre, toujours sombre, toujours inquiet, se livrait à des emportements effroyables; il battait fréquemment sa femme: mais la singularité de sa vie privée n'influa en aucune manière sur la destinée de ses sujets, qui bénirent long-temps sa mémoire; il réduisit considérablement les impôts, et diminua par ses largesses le nombre des malheureux.

La mort successive de ses trois neveux constitua le comte de Richemont l'unique héritier du duché: les états réunis à Rennes le reconnurent pour souverain; les Bretons saluèrent son avénement avec enthousiasme.

(1) Lobineau, t. II. — Dom Morice, t. I.

Arthur, troisième du nom, envoya le sire de St-Simon au roi, pour lui notifier son élévation au trône ducal, et déclarer en même temps que son nouveau rang ne l'empêcherait pas de conserver la charge de commandant des armées de France, et qu'il se tiendrait toujours prêt à l'exercer si la sûreté de l'Etat l'exigeait. La chevalerie bretonne, ne voyant pas de bon œil cette déclaration, suppliait Arthur de se démettre d'une dignité secondaire pour un prince souverain : « Je veux, répondit le héros, honorer dans ma vieillesse une charge qui a honoré ma jeunesse (1). »

Le premier acte de son règne fut de satisfaire la vindicte publique, en recherchant tous ceux qui avaient eu part, directement ou indirectement, au meurtre de l'infortuné Gilles : la nation entière demandait une réparation éclatante d'un forfait inouï, qui imprimait une tache au caractère breton. On arrêta Henri de Villeblanche, Michel de Parthenay, Jean de Hingant, Hogier et Coetlogon, signalés comme les instigateurs de cet attentat : on instruisit contre eux ; mais ces chevaliers ayant prouvé qu'ils n'y avaient participé en rien, furent mis sur-le-champ en liberté, en vertu des ordres du souverain.

Nous avons dit qu'Arthur s'était empressé d'envoyer une ambassade au roi pour l'informer de son avénement au trône ducal : sa communication réjouit extrêmement Charles VII, qui le pria de venir le joindre au plus tôt, désirant le consulter sur le mariage projeté de Madelaine sa fille avec le jeune Ladislas, roi de Hongrie.

Le duc partit de Nantes le 2 janvier, accompagné d'une suite très-brillante, qui se composait des offi-

(1) Toutes les chroniques.

ciers de sa maison, de 200 nobles, 100 valets, 50 chevaux hauts destriers, 4 chevaux de bataille, plusieurs équipages de chasse, et même des lutteurs. Les souverains de Bretagne se montraient passionnés pour l'exercice de la lutte : Arthur voulait en donner le spectacle à la cour de France; il prit le chemin de Tours, où Charles VII venait de transférer sa résidence. En traversant Angers, le duc se sentit saisi d'un mal violent qui le retint huit jours dans cette ville ; enfin, surmontant la douleur, il se mit en route, et arriva aux barrières de Tours le 15 janvier : il fit son entrée solennelle le lendemain. Philippe de Malestroit, son chancelier, portait devant le prince deux épées : celle du duc de Bretagne, nue et la pointe élevée ; l'autre, celle du chef des armées, en écharpe et dans le fourreau. Le roi avait envoyé à sa rencontre une partie de ses dignitaires, et voulut qu'on environnât son connétable d'honneurs extraordinaires.

Arthur III, pressé de rentrer dans ses états, demanda que le chancelier procédât à la prestation de serment que les lois féodales exigeaient de lui, en sa qualité de nouveau duc de Bretagne : mais au moment de la cérémonie il survint une grave difficulté. Les officiers de la couronne soutenaient que l'hommage devait être *lige*, le duc le considérait comme *simple* : après une vive contestation, Arthur se retira en disant qu'il ne devait agir, dans un pareil cas, sans consulter les états de son pays. Ces différends, élevés au sujet d'une vaine formalité, lui causèrent une douleur inexprimable ; car ils prouvaient que l'on perdait déjà le souvenir des éminents services rendus par lui à la couronne. Sa santé, fortement ébranlée, ne put soutenir ce choc : il éprouva une rechute qui l'obligea de séjourner un mois de plus à Tours. Dans cet intervalle il se fit recevoir

chanoine de Saint-Gatien, et donna en présent à cette église une chape de drap d'or, tribut exigé par la discipline du chapitre (1). On avait vu l'époux de Valentine de Milan demander qu'on le reçût chanoine de l'église d'Orléans : les mœurs du siècle le comportaient ainsi.

Arthur, quoique fort affaibli, revint dans le duché, qu'il trouva très-alarmé des démonstrations hostiles des Anglais. L'évêque de Saint-Malo, séduit par les promesses des ministres de Henri VI, s'était engagé à livrer cette place. Une escadre nombreuse manœuvrait sous Jersey, cherchant le moment favorable pour jeter en Bretagne une nouvelle armée. Le duc arriva sur ces entrefaites; ses sujets se montrèrent fort disposés à le seconder pour défendre l'intégrité du territoire. Ses sages dispositions préservèrent le duché des malheurs d'une invasion : elles mirent sur un pied respectable les points jugés les plus vulnérables. Arthur visita tous les travaux, et veilla lui-même pendant plusieurs mois à la sûreté des côtes; son attitude formidable et sa résolution continrent les Anglais, qui abandonnèrent ces parages sans avoir retiré aucun fruit de leurs tentatives et d'un armement fort coûteux.

Le jour même où le duc Arthur rentrait à Rennes, il reçut un message du roi de France qui l'invitait à se rendre en qualité de pair à Montargis, où le parlement était convoqué pour instruire le procès du duc d'Alençon. Il répondit par écrit, le 11 mai 1458 : « J'ai de tout temps servi Charles et son royaume; je suis connétable, et comme tel je suis tenu d'obéir aux ordres du roi, mais non comme duc de Bretagne. Je ne suis point pair de France, attendu que mon duché n'a jamais

(1) Lobineau, t. II.

fait partie du royaume, et qu'il n'en est point un démembrement; et, pour ne pas compromettre l'indépendance de mes sujets, je ne comparaîtrai ni à Montargis ni ailleurs. »

Arthur ne persista pas néanmoins dans cette résolution : il était oncle du duc d'Alençon ; l'honneur lui faisait une loi de ne pas abandonner ce prince dans la position difficile où son imprudence l'avait jeté. A ces motifs se joignaient des raisons de la plus haute importance : le dauphin venait de lever une seconde fois l'étendard de la révolte ; le procès du duc d'Alençon mettait en fermentation la féodalité tout entière : une rupture avec le duc de Bretagne pouvait compromettre le trône de Charles VII. Arthur apprécia la gravité des circonstances mieux que le roi lui-même : il se hâta d'abjurer tout ressentiment, et ne fit aucune difficulté de sacrifier son amour-propre au bien public. Cédant à des considérations aussi généreuses, il vint se rallier au roi, alors que tant d'autres s'en détachaient.

Arthur III accourut à Vendôme, où la cour des pairs devait prononcer son jugement définitif. Le duc d'Alençon, convaincu de haute trahison, fut condamné à mort (1): les instances du duc de Bretagne obtinrent que la peine capitale ne serait point appliquée, et que le duc d'Alençon resterait renfermé pour toujours dans le château de Loches.

Au moment où Arthur III allait quitter Vendôme, le chancelier remit en question l'affaire de l'hommage : le duc éleva les mêmes difficultés, sans vouloir se prêter à la moindre concession. Charles VII ordonna qu'on passât outre, et que le prince breton n'éprouvât plus d'empêchement. On fixa la cérémonie au 15 octobre

(1) Voyez les détails de ce procès dans la Vie de Dunois.

1458, midi sonnant : la cour du château de Vendôme fut désignée à cet effet. Au jour convenu, le roi y vint accompagné de ses grands officiers ; il trouva le duc de Bretagne armé de pied en cap, escorté de son chancelier et de cent chevaliers. Arthur, s'avançant vers le roi, ôta son casque ; il prononcait les premiers mots de la formule usitée, lorsque Dunois, qui assistait à la cérémonie en qualité de premier chambellan, l'interrompit en disant : « C'est bien lige que vous faites l'hommage ? — Non, répondit fièrement le duc de Bretagne, j'entends présenter l'hommage simple : je suis surpris que l'on exige plus de moi que de mes prédécesseurs (1). » Dunois n'avait pu résister au plaisir de mortifier son rival de gloire. Le comte d'Eu et le bailli de Touraine élevèrent la voix pour appuyer le comte de Longueville ; mais ils ne gagnerèrent rien sur le prince breton, qui fit pour le duché l'hommage simple tel qu'il l'entendait, debout, la tête nue, armé de toutes pièces et les éperons chausses ; il quitta ensuite son armure, et se mit à genoux pour rendre l'hommage lige, en ce qui regardait les terres de Montfort-l'Amauri et de Nauphle-le-Château, que sa famille tenait en fief des rois de France.

Arthur conçut un véritable chagrin des traverses que ses envieux lui suscitaient en présence du roi que son bras avait si puissamment contribué à replacer sur le trône : il se retira la mort dans l'âme. Arthur passa par Fontevrault, voulant y visiter une de ses nièces, abbesse de cette maison, et rentra en Bretagne où l'attendaient d'autres tribulations. L'évêque de Nantes, Guillaume de Malestroit, provoqua mille querelles au sujet de la juridiction religieuse, que le prélat prétendait

(1) Tous les historiens de Bretagne.

distraire de l'autorité ducale : il éleva des difficultés au sujet de l'hommage dû pour les terres dépendantes de l'évêché de Nantes. Guillaume de Malestroit fulmina des excommunications contre les officiers qui défendaient les droits du souverain. Arthur, réputé le prince le plus fervent, opposa une résistance énergique à ces injustes attaques. Le 7 octobre, Guillaume de Malestroit, revenant en procession de l'église des Carmes, fut accosté par Pierre Leboutillier, procureur-général, qui lui déclara que n'ayant point comparu pour rendre hommage au duc en raison de son temporel, malgré les invitations réitérées, ce temporel allait être saisi ; mais que, par respect pour l'Eglise, Arthur permettait qu'on différât l'exécution de la saisie et l'ajournait au samedi suivant, afin que la formalité de l'hommage s'accomplît avant cette époque, selon les termes convenus. Loin de se montrer reconnaissant de ces ménagements, l'évêque excommunia le prince, ses commissaires, et mit le duché en interdit. Ce Guillaume de Malestroit n'avait obtenu l'évêché de Nantes que par le crédit d'Arthur, et contre le gré même de Pierre II.

Le duc eut beaucoup de peine à retenir le peuple, qui voulait aller piller l'hôtel du prélat ; il calma les esprits, et se contenta d'en appeler au pape : mais il n'eut pas le temps de connaître la décision du Saint-Siége : ces tracasseries lui causèrent un vif chagrin, qui dégénéra en maladie de langueur : elle le consuma lentement. Nonobstant des douleurs fort aiguës, il refusait de prendre des médicaments, et luttait contre les souffrances physiques avec autant de courage qu'on l'avait vu lutter contre les Anglais dans les champs d'Azincourt, de Patay et de Formigny. Enfin sentant approcher le terme de sa vie, le héros voulut attendre la mort debout : il marchait dans la grande salle de son palais (le château

de Nantes), appuyé sur les bras de ses officiers et entouré de ses gardes. Arthur se confessa la veille de la Noël, assista le lendemain à matines, puis à la messe, fit ses dévotions avec une onction qui édifia tout le monde, et expira le 26 décembre 1458, assis sur son fauteuil ducal, le même sur lequel il rendait la justice à ses sujets. Le prince demeura exposé deux jours à la vénération des Bretons, et fut enterré par ce Guillaume de Malestroit, évêque de Nantes, dont les violences avaient hâté la fin d'un souverain, modèle de toutes les vertus.

Jean Gruel, écuyer et historien du connétable, dit : « Plût à Dieu qu'il n'eût jamais été à Vendôme! car oncques depuis il ne fut sain jusqu'à sa mort, et plusieurs font grand doute qu'elle lui fut advancée : Dieu sçait la vérité. » Ces soupçons sont dénués de vraisemblance : un homme usé par les travaux de la guerre, pouvait fort bien mourir à l'âge de soixante-cinq ans par suite d'un chagrin vivement ressenti; d'ailleurs la maladie ne fut point subite, et ne présenta pas le moindre symptôme d'empoisonnement.

Lobineau assure que le physique de ce prince n'était remarquable que par ses formes grossières : cette assertion ne repose sur aucun fondement. Arthur ressemblait beaucoup à son frère Jean V, qui passait pour un des plus beaux hommes de son temps.

L'ancien connétable ayant reçu de graves blessures à la tête, ne pouvait supporter de coiffure pesante; aussi le représente-t-on avec un simple bonnet de poil de sanglier : les peintres et sculpteurs de l'époque lui donnèrent cet animal sauvage pour emblème, à cause de la dureté apparente de son caractère.

Arthur n'eut point d'enfants de ses trois femmes.

Ce prince fut enterré dans l'église des Chartreux,

fondée par ses soins. Cette église ayant été détruite en 1789, des personnes zélées en enlevèrent les restes d'Arthur III, qui furent un peu plus tard placés au milieu d'une chapelle de la cathédrale de Nantes, dans un magnifique tombeau qui renfermait déjà le corps de François II. Ce mausolée passe encore aujourd'hui pour un des plus beaux monuments de la Bretagne.

DUNOIS,

LIEUTENANT-GÉNÉRAL.

LIVRE PREMIER.

Sa naissance. — Sa jeunesse. — Ses premiers exploits. — Il devient le second lieutenant du connétable de Richemont. — Il fait lever le siége de Montargis.

Un voile mystérieux couvre la naissance du héros dont nous allons tracer la vie. Voici l'opinion la plus raisonnable que l'on ait émise à ce sujet : elle repose sur les titres conservés jadis dans les archives de la ville de Châteaudun, capitale du comté de Dunois. Ces pièces n'existent plus depuis 1789.

Louis d'Orléans, frère de Charles VI, épris de Mariette d'Enghein, petite-fille d'Eustache d'Enghein, favori de

Philippe de Valois, voulut l'épouser ; le roi s'y opposa pour des considérations politiques. Louis en référa au Saint-Siége, qui, n'étant pas dominé par de semblables motifs, sanctionna l'union : mais dans ce moment l'Eglise était désolée par le grand schisme ; et le conseil de régence, soumis alors aux volontés du duc de Bourgogne, refusa de reconnaître la validité de la décision du pape Urbain VI, sous prétexte que la légitimité du pontife rencontrait elle-même beaucoup d'opposition dans la chrétienté : le jeune prince se crut autorisé néanmoins à garder sa femme, dont il eut bientôt un fils. Charles VI, ayant retrouvé un intervalle de raison, se montra fort irrité en apprenant l'union contractée par son frère, et en sa double qualité de chef de famille et de souverain, il exigea que Louis y renonçât entièrement et fît un mariage analogue à son rang : c'est alors que le frère de Charles VI, obéissant à regret, épousa Valentine, fille du grand-duc de Milan. L'enfant né de sa première union fut désigné dès ce moment par le titre de *bâtard d'Orléans*, titre qui n'emportait pas dans ce siècle l'avilissante signification que nous y attachons maintenant.

Valentine de Milan, douée d'une raison supérieure, prit en considération les circonstances qui avaient accompagné la naissance de cet enfant ; elle ne fit aucune difficulté de l'admettre dans son intérieur, et voulut qu'il fût élevé avec ses propres fils. Les grâces du jouvencel la charmèrent tellement, qu'elle regrettait maintes fois de ne pas être sa mère : « On me l'a volé, » disait souvent Valentine, en admirant sa gentillesse.

La nouvelle de l'assassinat de Louis d'Orléans parvint le lendemain à Château-Thierry, où la duchesse habitait entourée de sa jeune famille : elle s'empressa d'appeler dans son oratoire ses trois fils, Charles,

Philippe et Jean; le premier avait 14 ans, le second 12, et le dernier 9 : elle fit venir également Dunois (1), plus âgé d'un an que son aîné. L'inconsolable veuve, fondant en larmes, leur apprit le coup affreux qui les privait de leur père ; elle appuya sur toutes les particularités de l'horrible catastrophe, afin de leur inspirer un juste ressentiment : « Mes enfants, dit-elle, lequel de vous se montrera le plus ardent à venger ce crime ? — Moi, » s'écria énergiquement Dunois, pendant que ses frères ne répondaient que par des pleurs à l'interpellation de leur mère. Valentine, frappée de la réponse, prit le bâtard dans ses bras et le combla de caresses. On sait qu'elle n'attendit pas les effets des promesses d'un enfant, et qu'elle fit tous ses efforts pour obtenir des lois la punition de cet attentat : les regrets d'avoir échoué dans une tâche aussi légitime lui donnèrent la mort. Consumée de tristesse, Valentine voyait arriver lentement le terme de sa vie ; le souvenir des malheurs de son époux la poursuivait sans cesse ; ses fils, d'une complexion délicate, enclins à des habitudes timides, lui ôtaient l'espoir de trouver un vengeur dans son sang ; elle tournait ses regards vers le jeune bâtard dont la mine fière annonçait un caractère entreprenant : la veuve de Louis d'Orléans disait en le considérant : « Lui seul est taillé pour punir les assassins de son père. »

Il ne nous est rien parvenu de particulier sur le reste de l'enfance de Dunois. La mort du frère de Charles VI devint le signal de la guerre civile : le fils de Louis d'Orléans dut se ranger naturellement sous

(1) Nous appelons ainsi, en débutant, le héros dont nous écrivons la Vie, quoiqu'il n'ait porté ce titre que bien tard; mais nous craindrions la confusion.

la bannière de ceux qui n'avaient pris les armes que pour venger le meurtre de son père ; sa position se trouvait ordinaire, et il n'eut pas besoin de changer de parti selon les variations des circonstances. Le bâtard d'Orléans ne pouvait marcher que dans les rangs des ennemis du duc de Bourgogne. Il atteignait sa vingtième année lorsque la bataille d'Azincourt fut livrée : cependant on ne le voit pas au nombre des jeunes preux qui combattirent dans cette malheureuse journée ; il ne parut pas non plus aux conférences du pont de Montereau, et personne ne put lui reprocher d'avoir trempé dans l'assassinat de Jean-sans-Peur.

Deux ans après cet événement tragique, au printemps de 1421, il parut, en qualité d'écuyer banneret, dans la revue que Charles VII, encore dauphin, désirant connaître la force de son parti, passa dans les environs de Blois : Dunois menait sous son pennon 4 bacheliers, 21 écuyers et 18 archers. Voulant se l'attacher irrévocablement, Charles VII lui donna, par acte du 24 novembre 1421, la seigneurie de Vaubonnais en Dauphiné, dont le bâtard prit le titre incontinent : c'est le premier qu'il ait porté. L'année suivante Charles, venant de monter sur le trône, le nomma chambellan, et lui concéda les terres de Saint-Pierre, de Theys et de Fallavier, en le qualifiant de cousin. En 1424, il fut nommé gouverneur de la forteresse de Saint-Michel ; mais, par suite d'une intrigue que les historiens n'expliquent pas, Dunois encourut la disgrâce du monarque tandis qu'il se rendait à son poste : un officier de la maison du roi le devança, et lui fit fermer les barrières de la place. Son exil ne se prolongea point, et au début de l'hiver 1425 il épousa la fille de Louvet, président de Provence : Dunois ne tarda pas de partager la mauvaise fortune de Louvet, lorsque la ré-

conciliation de Charles VII avec les Montfort eut été scellée par des concessions de divers genres, comme nous l'avons vu dans la Vie d'Arthur de Richemont. On sait que ce prince entra au service de Charles VII, en y mettant pour condition l'éloignement de tous ceux qui avaient trempé dans le meurtre de Jean-sans-Peur, son beau-père, et dans l'arrestation du duc de Bretagne, son frère. Cette clause parut fort dure ; Charles VII l'aurait même repoussée, si des gens sages ne lui eussent montré que le bien de l'Etat demandait impérativement qu'on y souscrivît.

Tannegny-Duchâtel, qui se trouvait désigné d'une manière particulière, s'exila volontairement sans invoquer ses anciens services. Le président Louvet se montra moins généreux : chacun savait, à ne pas en douter, qu'il avait ordonné au nom du dauphin l'arrestation du duc de Bretagne : le président voulut persuader à Charles VII que son intérêt lui commandait de conserver auprès de sa personne les hommes qui s'étaient signalés par des actes d'un dévouement héroïque. Le roi allait céder ; mais tout le conseil se récria, et Louvet se vit contraint de se retirer : il partit pour le comtat d'Avignon, emmenant le bâtard d'Orléans son gendre, qui ne voulut pas l'abandonner dans sa disgrâce. Tout le monde ressentit l'éloignement d'un jeune preux dont la sagesse égalait la valeur : le sang-froid qu'il déployait dans les moments difficiles causait l'admiration des généraux, et redonnait de la confiance aux soldats. Le comte de Richemont, devenu l'arbitre des destinées de la couronne, parut frappé des éloges que chacun se plaisait à prodiguer au bâtard d'Orléans ; il s'empressa d'envoyer en Dauphiné un des officiers de sa maison pour annoncer au guerrier que le roi le rappelait, et que le

connétable en particulier serait charmé de le compter au nombre de ses compagnons d'armes. Cette démarche de la part d'un prince fier et puissant toucha le banneret qui, jaloux de répondre à une si noble invitation, se rendit en toute hâte en Berri auprès du roi. Son arrivée combla de joie jusqu'au moindre écuyer : le comte de Richemont le choisit pour un de ses lieutenants, et lui donna sur-le-champ la mission d'aller se jeter dans la forteresse de Mont-Saint-Michel, menacée par les Anglais. Sur ces entrefaites, Arthur courut dans ses domaines de Bretagne pour y lever des troupes, afin de chasser l'ennemi de la Normandie. Nous avons dit que des incidents indépendants de sa volonté firent manquer cette entreprise; les Anglais l'obligèrent de regagner le duché. La haute Normandie tomba en leur pouvoir; mais ils s'acculèrent devant Saint-Michel, défendu par le bâtard d'Orléans. Les généraux de Henri VI, marchant de succès en succès, eurent le chagrin néanmoins d'échouer au pied de ces remparts. Ils voulurent, en se retirant, donner au gouverneur un témoignage de leur estime; ils lui envoyèrent en présent des vivres frais et des liqueurs. Charles VII et ses ministres furent on ne peut plus satisfaits de la conduite du comte de Vaubonnais: ce dernier ne laissait échapper aucune occasion de se signaler, et bientôt la fortune lui offrit le moyen de se ménager une riche moisson de lauriers.

Maîtres de Paris, les Anglais s'y voyaient resserrés, parce que les villes qui fermaient les principales avenues de cette capitale, se trouvaient encore entre les mains des royalistes : Montargis les inquiétait singulièrement, car les habitants se montraient animés d'une ardeur portée jusqu'à l'enthousiasme, et leur exemple soutenait la résolution du peuple des campagnes. Bed-

fort organisa une expédition à l'effet de surprendre Montargis ; il en confia la direction au comte de Warvick et aux sires de Suffolk et de La Poll : ces généraux rassemblèrent 6,000 hommes dans l'Ile-de-France, et allèrent investir la capitale du Gatinais, vers la fin de juillet 1427.

Montargis, situé sur le Loing, ne présentait que des accès fort difficiles ; néanmoins Warvick et ses deux collègues ne balancèrent point à établir des lignes de circonvallation : ils reçurent un renfort de 4,000 soldats, ce qui leur permit de commencer les opérations. Les travailleurs, ayant comblé plusieurs canaux formés par divers bras du Loing, trouvèrent moyen d'y élever des batteries. Le sire de La Poll prit position le long du ruisseau appelé la Vrayne ; Suffolk se logea du côté de Conflans, et le comte de Warvick, sous les remparts du château : Suffolk et La Poll pouvaient se secourir mutuellement, malgré quelques obstacles naturels ; mais des accidents de terrain, et la courbe de la rivière, les obligeaient à décrire un circuit d'une grosse lieue pour se lier avec Warvick. Les habitants ne furent point effrayés à la vue de cette armée qui prenait des mesures énergiques pour les forcer derrière leurs remparts : une tradition très-ancienne annonçait que Montargis ne serait jamais pris. La citadelle, l'une des plus redoutables des provinces centrales, avait été bâtie par Charles V sur les ruines d'une forteresse construite, disait-on, par Clovis, et était tombée plus tard sous les coups des Normands. Le nouveau château devint un des boulevards du royaume : Chandos essaya vainement de l'enlever lors de l'invasion d'Edouard III. Les bourgeois sentaient accroître leur résolution en voyant les exemples de dévouement que ne cessait de donner le gouverneur

Bouzon de La Faille, capitaine gascon, d'un courage impassible, d'une activité infatigable : il fit placer sur les remparts des pièces d'artillerie dont le service s'exécuta d'une manière tellement supérieure, que celles des assiégeants furent réduites au silence. Vers la fin du premier mois, Louis de Scorailles, sénéchal du Limousin, aussi vaillant guerrier que négociateur habile, parut en vue de la ville, conduisant un convoi de vivres et un renfort de troupes ; il culbuta tout ce qui s'opposait à son passage, et franchit les barrières. Après avoir remis au gouverneur le convoi, le sénéchal sortit en rase campagne, traversa avec le même bonheur les lignes de l'ennemi, et alla rejoindre en Berri Charles VII dont il était un des conseillers les plus intimes : en témoignage de sa satisfaction, le roi lui fit présent d'un *hanap* en vermeil (gobelet), suivant l'usage de cette époque (1). Le secours amené par Louis de Scorailles alimenta la place un certain temps : six semaines se passèrent en escarmouches. Les Anglais souffraient beaucoup au milieu de marais fangeux : de leur côté, les assiégés se trouvaient encore plus gênés par la privation de vivres ; car l'ennemi, disposant de forces nombreuses, interceptait le moindre convoi. Chaque jour Bouzon faisait quelque sortie pour se procurer des subsistances, et chaque

(1) Le don du *hanap* fut en usage pendant tout le moyen âge : le dernier exemple que l'on connaisse a trait au sire de Vaudreuil, qui, s'étant distingué d'une manière particulière à la bataille de Fornoue (juillet 1495), reçut des mains de Charles VIII, sur le terrain encore fumant du sang de l'ennemi, un *hanap* d'argent doré, le même dans lequel le prince venait de boire, après sa victoire, en l'honneur de la sainte Trinité. Plusieurs familles conservèrent jusqu'en 1789 de ces gobelets, témoignages incontestables de quelques services signalés rendus au pays.

jour ces sorties devenaient plus meurtrières. Il dépêchait messages sur messages au roi de France, pour le supplier d'envoyer quelques troupes à son secours; mais ses courriers tombaient entre les mains des soldats de Warvick. L'un d'eux, plus intelligent, s'offrit de traverser le camp des Anglais en plein jour, et de gagner la route de Gien; il ne put cependant éviter les rondes qui parcouraient les alentours de la place : cet homme fut pris, en sortant de la porte du château, par un détachement dont le chef se nommait Simon Morhier, Français de la faction des modérés. Cet officier voulait qu'on pendît le bourgeois : il se laissa toucher néanmoins par l'offre que fit ce dernier de livrer un des principaux bastions, si on le laissait rentrer sain et sauf dans la ville. Simon Morhier accepta, et le royaliste le quitta après lui avoir indiqué une tourelle dont le peloton de garde était commandé par son frère : il prit l'engagement de disposer les choses de telle manière, que les assiégeants pourraient sans crainte escalader le bastion au milieu de la nuit.

En rentrant dans Montargis, le royaliste se hâta d'instruire le gouverneur des conventions arrêtées entre lui et l'officier. Bouzon tripla la garde du poste désigné, en prescrivant un silence profond, afin d'entretenir l'ennemi dans la sécurité la plus parfaite.

Simon Morhier, de son côté, s'empressa d'aller prévenir le comte de Warvick de l'aventure du messager de Bouzon, et dans l'effusion de sa joie il ne doutait pas que la ville ne fût prise par ce stratagème. A l'heure convenue, le comte de Warvick se rendit, accompagné de ses principaux officiers, au pied des murailles, en face du bastion signalé pour l'escalade : le silence régnait le long des remparts, et rien n'annonçait que les assiégés se doutassent du péril qui les menaçait. Par

le moyen de plusieurs échelles liées ensemble, les Anglais parvinrent, à la file l'un de l'autre, au créneau, dont l'ouverture assez étroite ne permettait que le passage d'un seul homme, lequel devait sauter encore une hauteur de trois pieds pour arriver sur le chemin intérieur. Dès qu'un de ces soldats était passé, des archers de garde se jetaient sur lui et le garrottaient en l'empêchant de crier; vingt assiégeants furent pris de cette manière: parmi eux se trouvait Simon Morhier lui-même. Les généraux britanniques, qui attendaient au bord du fossé l'effet de cette tentative, s'étonnaient de ne plus voir reparaître leurs gens, lorsque de bruyants éclats de rire et une furieuse décharge d'arbalète leur apprirent qu'ils avaient été victimes de la crédulité de Morhier: Warvick et ses officiers s'éloignèrent, convaincus que la conquête de Montargis ne pouvait s'obtenir que par la force ouverte.

Le dimanche suivant, les habitants apprirent qu'il leur arrivait du secours; le comte de Richemont, rentré en exercice de la charge de connétable, reçut l'ordre de déployer toutes ses ressources pour obliger l'ennemi à lever le siége. Arthur partit du voisinage d'Orléans, suivi de sa division de Bretons, et fit savoir aux capitaines des compagnies, répandues dans la Beauce et le Gatinais, de se rapprocher de la rive gauche de la Loire: ce mouvement de concentration s'effectua assez promptement. Dunois, La Hire, Graville, Gaucourt, arrivèrent amenant leurs bandes de 300 à 400 hommes: ces forces réunies composèrent une armée de 9,000 combattants. Le connétable, jaloux de dérober aux Anglais sa véritable manœuvre, descendit la Loire en prenant la direction de Mehun; puis il remonta brusquement le fleuve, et le passa sur le pont de Jergeau: s'étant arrêté sur la rive opposée, il assembla un conseil de guerre

pour consulter ses lieutenants touchant les opérations ultérieures. On y convint de former un gros détachement, capable d'accompagner un convoi de vivres destiné au ravitaillement de Montargis. On devait s'attendre à une vive résistance de la part des assiégeants ; un combat devenait inévitable. Dans cette persuasion, Arthur, emporté par son ardeur martiale, voulait commander lui-même cette division : nous avons vu dans la Vie de ce général, que les officiers de son hôtel lui firent observer que la dignité de connétable ne permettait pas qu'il se chargeât du soin de conduire un convoi, et d'exposer sa personne dans une tentative de partisans. Le commandement de l'escorte fut donc confié à Dunois, dont chacun prisait la sagesse autant que la valeur ; on lui adjoignit La Hire, qu'une audace excessive rendait propre à l'exécution d'un coup de main : 1,500 hommes furent mis sous leurs ordres ; un nombre considérable de chariots chargés de vivres les suivaient : le connétable devait rester à Jergeau, et se porter en avant pour soutenir le détachement, dans le cas où il se trouverait trop compromis. Dunois s'étant mis immédiatement en marche, chemina le long de la forêt qui masque la rive droite, et s'y arrêta pour attendre les renseignements qu'il avait demandés sur la position des assiégés : les gens de la campagne le servirent, en cette circonstance, avec un zèle tout particulier. Instruit que les généraux anglais avaient commis la faute de se séparer en trois divisions, Dunois conçut le projet d'attaquer, dans les replis de la Brayne, le sire de La Poll, qui ne pouvait être secouru ni par Warvick ni par Suffolk ; car le premier campait au-delà de la ville, et le second, pour joindre le sire de La Poll, devait décrire un long circuit : une fois ce plan adopté, la division poursuivit son chemin. La Hire, qui ne se séparait jamais de ses 600 Gascons,

vieux soldats accoutumés à vaincre sous ses yeux, prit le commandement de l'avant-garde ; le convoi et le reste des troupes le suivaient de près.

La Hire se mit en marche au milieu de la nuit (fin d'août 1427) (1), et se dirigea vers Montargis en tenant le chemin de Chevignon. Au lever du soleil il se trouva auprès d'une petite chapelle, et, d'après la coutume religieuse de ce siècle, le capitaine se mit à genoux ainsi que ses soldats pour saluer l'astre naissant. Il venait de commencer sa prière, lorsque vint à passer le desservant de la chapelle; il l'arrêta, et lui ordonna brusquement de donner l'absolution à ses compagnons : « Auquel il dit qu'il lui baillât haltivement l'absolution, et le chapelain lui dit qu'il confessât ses péchés. La Hire répondit qu'il n'auroit pas le loisir, car il falloit promtement frapper sur l'ennemi, et qu'il avoit fait tout ce que gens de guerre ont coutume de faire; sur quoi le chapelain lui bailla l'absolution telle quelle. Lors La Hire fit sa prière à Dieu, en lui disant en son gascon, les mains jointes : Dieu, je te prie que tu fasses aujourd'hui pour La Hire autant que tu voudrois que La Hire fît pour toi, s'il était dieu et que tu fusses La Hire. » (Hist. de Charles VII par un ano. Godef. 495.)

Le capitaine poursuivit sa route, et parvint au bourg de Chevignon; mais, au lieu d'y attendre Dunois et le gros de la division, il en repartit sur-le-champ, avec la résolution d'attaquer tout seul les quartiers des Anglais. En effet, le partisan se trouva vers midi en face du camp du sire de La Poll : celui-ci, prenant les gens de La Hire pour quelques coureurs qui essayaient de pénétrer dans la ville, ne se hâta point de mettre sur pied tout son monde, laissant aux postes avancés le soin de les

(1) Journal de Paris, p. 112.

repousser. Une pareille réserve encouragea davantage le commandant des Français : ce dernier s'avança toujours en culbutant ce qui se présentait devant lui. L'alarme se répandit en quelques instants dans le quartier : les Anglais accoururent de toutes parts, guidés par La Poll. L'audacieux capitaine, entouré bientôt par 2,000 combattants, fit des prodiges de vaillance ; ses Gascons, le secondant on ne peut mieux, jetèrent sur la poussière une foule d'ennemis ; mais, bien moins nombreux que leurs adversaires, ils ne pouvaient espérer de vaincre des troupes aussi braves que celles de La Poll : ils allaient payer d'une mort glorieuse l'imprudence de leur chef, lorsque Dunois survint amenant le reste de ses forces. Ce général, convaincu que La Hire se laisserait emporter par son ardeur, avait hâté le pas, et lui-même marchait en tête des 600 cavaliers : il ordonna au sire de Mucident de laisser le convoi sous la garde de quelques soldats, et de le suivre de près avec la dernière division d'infanterie. Le bâtard d'Orléans entendit bientôt les cris des combattants, et ne doutant plus qu'on n'en fût venu aux mains, il forma sa cavalerie en colonne serrée, conservant une allure uniforme et soutenue, afin que tout son monde arrivât en même temps. Parvenu aux quartiers de La Poll, il déploya sa colonne dès que le terrain le lui permit, et fondit sur les Anglais qui, étonnés de l'apparition subite de tant d'assaillants, se troublèrent : Dunois, profitant de leur hésitation, fournit cinq charges consécutives ; chacune d'elles mettait hors de combat quantité d'archers. Cependant Suffolk vit de loin que les Anglais luttaient contre un ennemi supérieur en force : partagé entre le désir de dégager son frère d'armes, et la crainte de laisser surprendre le point que lui et ses gens étaient chargés de défendre, cet officier prit un terme moyen ; il confia la garde du camp à son lieutenant, et sortit accompagné

de 1,000 hommes, l'élite de sa division ; mais une étendue considérable de terrain le séparait de son collègue, en raison des marais qu'on était obligé de tourner. Il arriva précisément au moment où l'arrière-garde de Dunois débouchait par la vallée. Le sire de Mercadieu, chef de cette troupe, comprenant merveilleusement l'état des choses, se mit à barrer le passage au sire de Suffolk, l'attaqua vigoureusement, et le contraignit à s'arrêter sur place. Le choc fut terrible, et coûta la vie à des centaines de preux. Le sire de Mercadieu animait les siens de sa voix formidable; il lève sa visière pour mieux juger sa position : en ce moment un Anglais se précipite sur lui, et le frappe au visage d'une lance légère; le coup porte dans la bouche; l'Anglais retire son arme, et laisse le fer engagé dans la plaie; Mercadieu l'arrache lui-même, et ne cesse point de combattre.

Un nouvel incident vint encore seconder les efforts des Français : Bouzon de La Faille, gouverneur de Montargis, voyant du haut des remparts commencer l'action, sortit de la place suivi de la moitié de la garnison ; il pénétra dans le camp, et assaillit vigoureusement le sire de La Poll. Un bourgeois, nommé Gallardin, mêlé aux soldats, s'empara de la bannière de Bedfort, que le régent avait confiée à sir Windam. Ce renfort amené par Bouzon, quoique peu nombreux, opéra une heureuse diversion, et abattit la résolution des Anglais qui se voyaient ainsi attaqués de tous côtés. Dunois, dont le caractère calme est signalé par les chroniques, présidait à cette scène : voyant la cavalerie en situation de remporter l'avantage, il la quitta et vola sur le lieu où combattait le sire de Mercadieu ; sa présence augmenta l'ardeur des Français. Enfin, après une lutte opiniâtre, Suffolk et les siens se virent obligés

de reprendre le chemin de leur camp, n'ayant pu opérer leur jonction avec la division de La Poll. Dunois ne laissa point aux Anglais la faculté d'exécuter sans entraves ce mouvement rétrograde ; il lança contre eux sa meilleure infanterie, qui les aborda en peu d'instants : dès-lors cette retraite se changea en une fuite désordonnée ; les Anglais se jetèrent dans les marais, franchirent très-difficilement un bras du Loing, et parvinrent aux quartiers de Warvick. Ils y trouvèrent le sire de La Poll, qui avait été assez heureux pour se procurer un batelet, au moyen duquel il passa la riviere, Warvick s'était vu dans l'impossibilité de secourir ses collègues, à cause de la nature des lieux ; il recueillit les débris des deux premières divisions, et, les ralliant derrière sa réserve, ce général habile rangea toutes ses forces en bataille sur le revers d'une colline, ne doutant pas que les Français victorieux ne vinssent l'attaquer. Mais Dunois, trop sage pour compromettre un premier succès, s'en abstint, satisfait d'avoir causé à l'ennemi une perte de 2,400 hommes, soit tués ou prisonniers : de plus, il s'empara de tous les canons et d'un butin immense. Henri Bizet, capitaine anglais, chargé de défendre le parc des machines de guerre, préféra périr les armes à la main que d'accepter les conditions qu'on lui offrait. Fier d'un résultat aussi brillant, Dunois se hâta d'entrer dans la ville, sans songer à recommencer une nouvelle action contre Warvick. Les habitants le reçurent en triomphe : il paraissait évident aux yeux de tous, que l'on était redevable d'un pareil avantage à son génie autant qu'à sa bravoure. Dunois se plut à louer la conduite des bourgeois, qui depuis plusieurs mois supportaient les privations les plus cruelles, partageant avec les soldats tous les périls du siége. Il en instruisit Charles VII, qui, voulant donner à la cité des témoi-

gnages de sa satisfaction, lui accorda plusieurs priviléges, et permit aux notables de faire broder sur leurs habits la lettre M. Les conséquences du combat de la Brayne furent telles, que Warvick se vit contraint de lever son camp le 5 septembre 1427, et de se replier sur Paris, ayant perdu 3,000 hommes dans cette tentative. Le connétable de Richemont parut jaloux de la gloire, acquise par son lieutenant en cette circonstance.

La ville d'Orléans, liée depuis long-temps avec celle de Montargis par un pacte fédéral, suivant la coutume de ce siècle, voulut témoigner à Dunois sa gratitude pour avoir délivré la capitale du Gatinais : elle lui fit présent de 1,000 livres dont le général donna quittance en signant, *bâtard d'Orléans*. Cette pièce existe encore dans les archives de cette ville (1).

Tandis que l'on se battait si vivement sous les murs de Montargis, un violent tremblement de terre se fit sentir sur toute la surface de la France. Les royalistes ne s'en effrayèrent point, regardant ce phénomène, si propre à frapper les esprits de terreur, comme le pronostic de la délivrance prochaine de leur pays : tant l'amour de la patrie échauffait les âmes de ces hommes généreux !

(1) Cette quittance est écrite sur une bande de parchemin, et conservée dans les Archives, hôtel de la Mairie, où nous l'avons vue. (1re liasse, 4e section des *faits historiques*.)

LIVRE II.

Siége d'Orléans. — Dunois se jette dans la place, et soutient les efforts des Anglais, qu'il oblige de se retirer.

L'AVANTAGE remporté par Dunois sous les remparts de Montargis parut d'autant plus précieux, qu'on n'en signalait point d'autres depuis les malheureuses rencontres de Crevant et de Verneuil. Charles VII se plut donc à combler de grâces le vainqueur de cette journée : malheureusement ce prince ne mettait aucune ardeur à profiter des chances favorables que la fortune lui offrait de loin en loin ; toujours esclave de quelques favoris, il leur abandonnait le soin des affaires publiques, pour ne songer qu'aux plaisirs : une pareille conduite devait nécessairement engendrer de trop justes mécontentements. Nous avons déjà parlé fort au long, dans la Vie de Richemont, des fatales divisions élevées autour du trône, et qui faillirent consommer la ruine de

la monarchie. L'insouciance du roi méritait d'autant plus le blâme, que ses rivaux déployaient une activité que rien ne pouvait modérer.

Dans l'espérance de détruire la fâcheuse impression que la levée du siége de Montargis avait produite sur l'esprit des partisans de l'Angleterre, Bedfort prépara une entreprise éclatante, dont les résultats devaient, selon lui, fixer irrévocablement la couronne de France dans la famille de Lancastre: elle consistait à diriger tous les efforts contre Charles VII, pour s'attacher sans relâche à sa personne, le chasser des provinces centrales, et l'acculer au pied des Pyrénées. Ce plan, exécuté avec vigueur, eût en effet anéanti la maison de Valois: heureusement pour elle, Bedfort ne put se charger lui-même de l'exécution, car la politique l'occupait encore plus que les combats; sa présence à Paris devenait indispensable pour contenir les royalistes, qui tentaient chaque jour de soulever cette vaste capitale. Warvick venait de quitter le continent; un ordre suprême le rappelait à Londres, en qualité de gouverneur du jeune Henri VI. Le régent ne pouvait donc confier la direction de la nouvelle campagne qu'à Thomas de Montagu, comte de Salisbury, allié de la famille royale, l'un des héros de la journée d'Azincourt. Pour prix de sa vaillance, il reçut des mains d'Henri V, après cette victoire, le collier de la Jarretière. Il atteignait sa trente-cinquième année, l'âge le plus propre aux grandes conceptions militaires.

Le comte de Salisbury descendit à Calais avec 6,000 hommes de nouvelles levées; il traversa la Picardie, et s'adjoignit 10,000 vieux soldats, que Bedfort avait retirés de plusieurs provinces. Ces forces, réunies à 6,000 Bourguignons ou Picards, formaient une armée à laquelle Charles VII ne pouvait opposer que des corps de par-

tisans. Salisbury commença les opérations au mois de juillet 1428, secondé par 25,000 hommes bien disciplinés, qu'enflammait le souvenir de leurs victoires passées. Il parcourut le pays contenu entre la Seine et la Loire, et y fit de rapides conquêtes ; il enleva, dans l'espace de six semaines, Rambouillet, Noyon, Janville, Beaugenci : son avant-garde parut devant Orléans les derniers jours de septembre. Salisbury s'arrêta, incertain s'il formerait le siége de cette ville, ou s'il franchirait le fleuve pour s'enfoncer dans les provinces du centre. Sur ces entrefaites, arrivèrent plusieurs messages de Bedfort qui lui mandait, que son plan ne comportait pas qu'on demeurât devant Orléans, dont la prise demanderait des sacrifices immenses ; qu'il valait mieux passer la Loire, et poursuivre sans relâche Charles VII et les siens. Salisbury, regardant la conquête d'Orléans comme un fait d'armes capable de l'illustrer, répondit que la réduction de cette ville garantirait pour toujours au roi son maître la possession de Paris et des provinces septentrionales. Le siége fut donc résolu, contre l'intention du régent (1).

Orléans, formant le sommet du rectangle de la Loire, s'offrait comme le premier rempart de Paris du côté du midi ; on l'appelait le *cœur* de la France. Cette ville, bâtie en entier sur la rive droite du fleuve, s'était accrue considérablement depuis cent ans. Au commencement du quatorzième siècle, on joignit à la cité le bourg d'*Avenum*, qui la flanquait du côté de l'ouest. Sa nouvelle clôture ne se termina que vers la fin du règne de Philippe de Valois : une succession de grosses tours, les unes rases et les autres couvertes, donnait un aspect formidable à cette ceinture de mu-

(1) Actes de Rymmer, t. x, p. 408. — Thoiras, t. iv, p. 230.

railles : on comptait vingt de ces tours et neuf portes. Le pont, presque en dehors de l'enceinte, formait la prolongation des remparts. Les habitants y arrivaient par la rue Sainte-Catherine, située aujourd'hui au centre de la ville ; car, depuis 1428, Orléans s'est agrandi de telle manière du côté du nord et de l'ouest, que sa surface est plus que doublée. Le pont, bâti cent cinquante pas plus bas que celui d'aujourd'hui, se développait sur une longueur de cent quatre-vingts toises : il se composait de dix-neuf arches; celles du centre s'appuyaient sur une île appelée *les Mottes-Saint-Antoine*. Du côté de la ville, l'entrée du pont se trouvait défendue par deux énormes bastions ; dans la direction opposée, par un massif de constructions appelé *les Tournelles* (1).

Dans la situation où la fortune ennemie avait jeté la France, envahie par l'étranger, livrée aux discordes civiles, chaque ville devait se gouverner d'après ses vues particulières. Il paraît qu'Orléans possédait un système municipal admirable. La ville, peuplée de 20,000 citoyens, se trouvait partagée en huit quartiers qui avaient chacun un chef appelé *quartenier ;* celui-ci comptait sous ses ordres dix dizainiers, qui recevaient chaque jour le rapport des chefs de rue. Ces magistrats exerçaient une police rigoureuse, et soutenaient l'esprit public. Un écrivain moderne (2) dit, que c'est probablement à cette institution que l'on dut l'ordre parfait qui régna

(1) La Parthénie orléanaise, ou l'Histoire mémorable de la ville d'Orléans assiégée par les Anglais, et délivrée par une vierge envoyée de Dieu, par Saint-Syphorien Guyon. 1654, in-12. Ce livre contient des détails authentiques.

(2) M. Vergniaud, auteur de l'*Indicateur orléanais*, ouvrage dans lequel se trouvent réunis les documents les plus curieux et les plus importants.

pendant le siége : on doit ajouter que les habitants déployèrent le caractère le plus ferme. En apprenant que le comte de Salisbury n'agissait que pour se rendre maître de leur ville, ils firent les dispositions les plus énergiques pour lui opposer une vigoureuse résistance. D'abord ils s'imposèrent une taxe capable de subvenir aux premières dépenses ; tous les priviléges furent abolis, même ceux dont jouissaient les docteurs et les élèves de l'université : des lettres patentes de Philippe-le-Bel (1305) les exemptaient d'impôts. Dans cette circonstance il ne se trouva que deux docteurs qui protestèrent contre cette mesure, Jean Itasse et Huguenin de Tours (1). On consentit un *appetissement* sur le vin et sur toutes les boissons vendues en détail ; c'est-à-dire que les marchands purent diminuer le douzième de la pinte, sans baisser le prix, mais en versant le montant de cette différence dans les caisses publiques : ceci avait déjà eu lieu en 1410, lorsqu'on voulut terminer les fortifications aux frais de la cité (2). On préleva en sus du loyer deux sous parisis sur toutes les maisons couvertes en ardoises ou tuiles, et un sou sur celles couvertes en chaume (3). Il fut défendu, sous peine de confiscation, de débiter du vin autre que celui du territoire d'Orléans, c'est-à-dire d'un rayon de dix lieues. Une ordonnance permit aux boulangers forains de vendre du pain sur le pont et dans les principales rues ; le conseil municipal leur accorda même une prime (4). Afin d'éviter l'infidélité dont les boulangers établis pouvaient se rendre coupables, sous prétexte de

(1) Archives de la ville d'Orléans, hôtel de la Mairie, liasse n° 1, section de l'*Université*. Le privilége fut rendu à l'*Université* en 1448.

(2) Idem, liasse n° 2, section des *Clôtures*. — (3) Idem.

(4) Idem, première liasse, section *Boulangerie*.

la rareté des grains, on fit revivre un arrêt du parlement de Paris, qui enjoignait aux gens de cet état de suspendre à la fenêtre de leur boutique des balances, pour que chaque personne pût peser le pain (1). Les membres du clergé, d'après nos institutions, se trouvaient libres de tailles et d'impôts; les prêtres d'Orléans, jaloux de contribuer aux charges publiques, voulurent payer une partie de la taxe. On n'exempta de l'impôt extraordinaire que six habitants, les trois libraires, les seuls existants alors, et deux ou trois parcheminiers (2). Les divers comptes relatent quantité de salpêtre et autres ingrédients employés à la fabrication de la poudre; il paraît qu'on en manipula considérablement dans cette circonstance. Les habitants d'Orléans ne se bornèrent point à ces dispositions de police intérieure, ils ne reculèrent devant aucun sacrifice; désirant rendre plus difficiles les abords de la place, ils brûlèrent les faubourgs de la rive gauche, les maisons qui bordaient la rivière, et notamment l'église des Augustins, placée en face de la tête du pont: les Anglais auraient pu s'y loger commodément. La ville présentait la forme d'un parallélogramme presque complet; ses murailles embrassaient une étendue de mille toises; les murs de l'ouest rasaient l'église cathédrale qui existe actuellement. Les magistrats firent déblayer toute cette ceinture de murs, en brûlant les habitations qui l'avoisinaient. On renversa vingt églises ou chapelles : c'est ainsi que Saint-Aignan et Saint-Euverte furent détruits, malgré la vénération que le peuple leur portait; les cinq principales barrières de la Magdelaine, de Paris, de Bourgogne, de Saint-Jean, de Saint-Vincent, furent également dégagées des bâtisses qui les masquaient en de-

(1) Archives de la ville d'Orléans, registre n° 2. — (2) Ibid.

hors. Les gens des faubourgs, privés de leurs abris, refluèrent dans l'intérieur ; chacun s'empressa de les recevoir comme des frères. Cette augmentation subite éleva la population à 30,000 têtes.

Les hommes de dix-huit à cinquante ans furent désignés pour défendre les remparts. Les Orléanais, outre quantité d'armes à main, possédaient aussi une nombreuse artillerie : l'un d'eux, ouvrier très-habile, nommé Guillaume d'Huis, apportait chaque jour quelque perfectionnement dans le service des canons. Ses compatriotes, animés d'une ardeur héroïque, se croyaient en état de soutenir un siége en règle ; ils auraient voulu qu'on les dispensât de recevoir dans leurs murs les bandes gasconnes, bretonnes, italiennes, dont tout le monde redoutait l'avidité et l'insubordination. Mais les chefs du parti royaliste, ne se fiant pas à ces démonstrations, exigèrent qu'une forte garnison s'y établît : le sire Raoul de Gaucourt fut désigné pour exercer les fonctions de gouverneur. De tout temps Orléans, vu son importance, avait eu un commandant d'armes, dont les appointements furent fixés par Charles V, en 1367, à 200 livres (1). Ces honoraires se prélevaient sur les revenus de la ville, qui ne cessa de regarder cette charge comme très-onéreuse (2) : elle s'en plaignit maintes fois.

Orléans avait pour gouverneur, disons-nous, en 1428, le sire de Gaucourt, banneret normand, d'une brillante réputation militaire et d'un âge fort avancé. Depuis quarante-cinq ans ce preux portait la cuirasse, sans laisser

(1) Archives d'Orléans; 1re section, 4e liasse.

(2) En 1390, le sire de Bonnet réclama le paiement des deux années 1388 et 1389. Le conseil du roi condamna la ville à lui payer 400 livres, et 100 livres d'amende en sus. (Archives de la ville d'Orléans, 1re liasse, 4e section.)

échapper la moindre occasion de se signaler : on l'avait vu combattre à Rosebec, à Nicopolis, et défendre vaillamment pendant huit mois la ville d'Harfleur contre Henri V; en dernier lieu il tomba au pouvoir de l'ennemi, lors de la déroute de Verneuil. Le parti royaliste sentit vivement la perte d'un si vaillant capitaine; le besoin d'argent obligea Bedfort à prendre les rançons offertes par les chevaliers français détenus prisonniers : le sire de Gaucourt paya la moitié de la sienne, en demandant un délai pour acquitter le reste (1), ce qui lui fut accordé. Suivant les lois de la guerre, un chevalier dont la rançon n'était pas entièrement vidée ne pouvait *chevaucher*, c'est-à-dire se battre en rase campagne, mais il jouissait de la faculté de se jeter dans une place pour en soutenir le blocus. D'après ce principe, le sire de Gaucourt accepta le commandement de la ville menacée : il sut bientôt mériter l'entière confiance de ses généreux habitants.

Le comte de Salisbury, voulant entreprendre le siége, commit la faute de ne pas le brusquer; il battit le plat pays, et n'arriva dans le voisinage d'Orléans que le 1er octobre : il poussa une forte reconnaissance du côté d'Ingré (2). Le sire de Gaucourt, suivi de l'élite de la garnison, arrêta la reconnaissance et la mit en fuite : l'ennemi se replia sur Janville, qu'une de ses divisions occupait déjà. Le sire de La Poll passa la Loire

(1) Histoire d'Angleterre, Thoiras, tome IV, p. 230. — Rymmer, t. IV.

(2) Nous avons suivi, pour l'histoire de ce siége, les relations de Saint-Syphorien Guyon, de l'anonyme qui se trouve imprimé à la suite de Léon Tripault, et celle de François Lemaire : ces trois écrivains donnent des détails du siége jour par jour. Bien d'autres historiens, tous plus modernes, n'ont fait que répéter ce qu'ont dit leurs devanciers. On nous dispensera de citer, à chaque nouveau fait, les sources ci-dessus désignées.

auprès de Jergeau, explora la rive gauche sur une étendue de huit lieues, et vint à la tête du pont par le chemin d'Olivet; s'étant trop engagé dans le faubourg Saint-Antoine, il fut repoussé, essuya une perte considérable, et se vit obligé de se réfugier dans Beaugenci, depuis long-temps au pouvoir des troupes anglaises. Salisbury, passant à son tour la Loire à Mehun, dont la trahison lui avait ouvert les portes, remonta la rive gauche et livra au pillage Cléri : les habitants de ce bourg voulurent opposer quelque résistance. Le comte vint par Saint-Privé reconnaître le faubourg qui masquait la tête du pont. L'incendie de Saint-Augustin durait encore, et s'étendait la longueur d'une demi-lieue : ses gens essayèrent inutilement de l'éteindre. La Chronique dit que la flamme, d'un bleu céleste, se renversait sur les Anglais sans jamais se diriger vers les tournelles. Salisbury fut contraint de prendre position assez loin de la rive gauche; il distribua le commandement des quartiers à ses lieutenants, au nombre desquels on comptait les plus habiles généraux de l'époque : Talbot, Suffolk, Roos, La Poll, Thomas Guerard, Lancelot de Lille, Gilbert de Lescalle, Guillaume de Rochefort; il menait également à sa suite quelques bannerets appartenant à l'ancien parti modéré. Ces infâmes, repoussés par leurs compatriotes, ne trouvaient d'asile que dans le camp des ennemis de la patrie.

Tandis que Salisbury exécutait sur la rive gauche les mouvements préliminaires, des chevaliers français, des féodaux venus des provinces voisines, accoururent se jeter dans Orléans, afin de défendre ce boulevard de la monarchie. La crainte de perdre une ville si importante réveilla Charles VII, plongé dans la mollesse, et toujours retenu sous le charme de La Trémouille : pour comble de maux, Richemont, disgracié, ne pou-

vait obtenir la permission de combattre en sa qualité de connétable. Dunois seul fut jugé capable de conduire au secours des assiégés un renfort de troupes. Ce général partit de Gien à la tête de 1,500 hommes de noblesse, et entra dans Orléans le 4 octobre par la barrière de Bourgogne : les maréchaux de Boussac, de La Fayette, Xaintrailles, Guitry, Giresme, Thouars, Mallet de Graville, l'accompagnaient. La vue de ces guerriers, qui depuis vingt ans prodiguaient leur vie pour une si belle cause, transporta d'enthousiasme les habitants ; ils jurèrent de s'enterrer sous les débris de leur cité, plutôt que de voir flotter sur ses murs l'étendard de l'Angleterre.

Outre le désir d'acquérir de la gloire et de justifier la confiance de son roi, un autre sentiment animait encore Dunois : il tenait à cœur de sauver la ville apanagère de son frère, qui gémissait à Londres dans la plus dure captivité. Les cités voisines, Blois, Tours, Chartres, Vendôme, et même Bourges, envoyèrent des hommes, de l'argent et des vivres : ces secours devenaient d'autant plus nécessaires, que le comte de Salisbury montrait beaucoup d'opiniâtreté dans son dessein. Ce général se rapprocha de la rivière le 10 octobre, et s'établit au milieu des débris encore fumants du faubourg Saint-Augustin ; il s'empara de l'église, dont la toiture venait de s'écrouler : néanmoins les quatre murs restaient debout. Il s'en servit pour élever des travaux, à l'aide desquels ses gens pouvaient attaquer avec moins de danger la masse des fortifications de la tête du pont. Il tira parti également de quelques maisons échappées aux flammes, et y établit des batteries de machines, tellement fortes qu'elles lançaient des pierres sur l'autre rive dans les premiers quartiers de la ville : une de ces pierres, disent les historiens du siége, tomba

dans la rue des Petits-Souliers, sur le logement d'un bourgeois qui dînait entouré de sa famille; elle perça le toit, les deux étages supérieurs, et vint choir au milieu de la table sans blesser personne : on en remercia saint Aignan, le patron très-révéré de la province.

Cette escarmouche assez vive produisit une certaine sensation sur les habitants; elle précéda d'un jour la venue de Dunois. Lorsque ce général parut aux barrières, le sire de Gaucourt passa les ponts-levis, et courut le recevoir, en lui offrant de se démettre entre ses mains du commandement supérieur; Dunois le refusa avec modestie, entra dans la ville, et il en sortit le surlendemain pour aller chercher au camp de Blois un second renfort, que le maréchal de Saint-Sever rassemblait depuis quelque temps.

Le 21 octobre au matin, l'ennemi fit les apprêts d'une seconde action, dans le but d'emporter les tournelles et les fortifications qui masquaient ce poste capital. L'assaut commença vers midi : le sire de Gaucourt, qui l'avait prévu, fit filer par le pont les soldats et les officiers réputés les plus braves parmi la garnison : les machines de guerre le servirent au-delà de ses espérances, elles écartèrent pendant long-temps les assaillants; mais la lutte se prolongeant outre mesure, il arriva que les munitions s'épuisèrent, et que les pièces ne purent continuer leur service. Profitant de cette heureuse circonstance, les Anglais comblèrent les fossés, et montèrent à l'escalade en se servant d'énormes échelles : ils se trouvèrent en face d'adversaires qui ne leur laissèrent point la faculté de se loger sur les remparts. Les bourgeois rivalisèrent d'ardeur avec les soldats et les chevaliers; les femmes, accourues de la ville, distribuaient aux Français, au milieu d'une nuée de traits, du vin, des vivres et des rafraîchissements :

plusieurs d'entre elles arrivèrent jusqu'aux créneaux, et frappèrent sur les Anglais. Enfin, après un assaut qui dura six heures, l'ennemi, ayant essuyé une perte considérable, dut regagner ses quartiers : de leur côté, les assiégés avaient payé cher la victoire; quatre cents de leurs meilleurs soldats périrent sur la brèche : les officiers les plus distingués y furent blessés, tels que les sires de Guitry, de Villars, de Giresme, et même Xaintrailles.

Gaucourt, connaissant les Anglais assez entreprenants pour recommencer l'action, abandonna le boulevard ainsi que les tournelles, et rompit derrière lui les deux premières arches du pont; il fit élever très-promptement des travaux sur la troisième arche, afin d'empêcher l'ennemi d'aborder de ce côté-là. Dès que ce mouvement rétrograde fut terminé, Salisbury s'empressa d'occuper les tournelles, le poste le plus voisin de la ville; il en confia le gouvernement à Jean de Glacidas, guerrier aventureux qui savait, par ses airs résolus, inspirer de la confiance aux soldats. Ce capitaine établit aussitôt une batterie, et foudroya les travaux du pont, en criant d'une voix terrible aux Français qui s'y tenaient renfermés : « Je vous ferai tous pendre lorsque nous aurons pris Orléans. » On lui répondit au moyen de furieuses décharges, qui finirent par réduire au silence ses batteries.

Le comte de Salisbury, voyant approcher l'hiver, désespérant de réduire la ville en l'attaquant par le midi, résolut de porter sur la rive droite du fleuve toutes ses forces, et de bloquer la place en fermant étroitement les moindres issues. Pour aviser à l'exécution de ce plan il se rendit, le 24 octobre, sur le haut des tournelles. Monté sur cette espèce d'observatoire, il dominait Orléans, pouvait d'un regard en embrasser

l'ensemble, et découvrir les positions les plus favorables. Dans le moment où il se tenait debout devant les créneaux, pour mieux juger de l'aspect des lieux, un boulet de pierre, parti de la tour de Notre-Dame, vint le frapper, et lui fracassa la tête; le comte tomba aux pieds des généraux qui l'accompagnaient : on le conduisit sans bruit à Mehun, où il expira le 3 novembre (1), en exhortant ses lieutenants de pousser le siége avec une ardeur incessante. Malgré tous les soins que les Anglais mirent à cacher cet événement, les Orléanais en eurent bientôt connaissance; ils s'en réjouirent, et regardèrent la mort de Salisbury comme un châtiment du Ciel, qui avait voulu le punir de la destruction de l'église de Cléri, célèbre dans la contrée. Les habitants ne doutaient point qu'après un pareil échec les Anglais ne se retirassent vers Paris; mais leur joie fut de courte durée; car ils apprirent que, loin de battre en retraite, les ennemis, venant de recevoir de nombreux bataillons, s'apprêtaient à les attaquer par les côtés les plus vulnérables. Le fâcheux effet que produisit cette nouvelle fut balancé par l'annonce de l'arrivée de Dunois. Ce général prit le commandement de la ville, trois jours après, en remplacement du sire de Gaucourt qui tomba avec son cheval dans la rue de l'Ormerie, devant Saint-Pierre-en-Pont. On le transporta aux Etuves : sa blessure fut sans doute très-grave, car il n'est plus question de lui durant le siége (2).

Dunois débuta par augmenter les fortifications qui

(1) Il ne laissa qu'une fille : elle se maria avec Richard Nevil, qui prit le titre de comte de Salisbury. Sa veuve épousa le comte de Suffolk.

(2) Il mourut en 1456, à l'âge de quatre-vingt-dix ans, sans avoir cessé de rendre des services à l'Etat.

défendaient le pont. L'ouvrier Jean d'Huis y éleva plusieurs batteries qu'il dirigeait avec une rare dextérité ; les coups en étaient lents, mais sûrs. D'Huis s'adjoignit un autre artilleur, nommé maître Jean, Lorrain d'origine, réputé le plus agile tireur d'arbalète de l'armée. On sait que l'exercice de cette arme devint commun dans les provinces de France, et que Charles V avait même institué des prix que l'on distribuait dans les villages, le dimanche, à l'issue des vêpres.

Maître Jean se plaçait chaque jour aux palissades extérieures de l'arche rompue, et lançait ses viretons contre les gens de Glacidas, dont il n'était séparé que par un espace de 20 pieds. Les officiers anglais tenaient à cœur d'anéantir ce redoutable adversaire, qui mettait hors de combat leurs meilleurs soldats. Dès que Jean paraissait aux créneaux, où il s'annonçait constamment par des *gausseries*, une pluie de dards tombait sur lui. Très-souvent cet homme se laissait choir, comme si le trait mortel l'eût frappé; on l'emportait : alors les Anglais exprimaient par mille cris leur satisfaction; mais cette joie ne se prolongeait guère, car le *gausseur* reparaissait quelques instants après, et ses terribles coups prouvaient trop bien qu'il vivait toujours.

Le régent Bedfort, sentant l'inconvénient de concentrer une trop grande autorité dans la main d'un seul officier, refusa de nommer un autre généralissime pour succéder au comte de Salisbury ; il partagea le commandement entre ses premiers lieutenants, Suffolk, Talbot, Fastoff et Glacidas, sauf à régler entre eux leurs attributions. Les quatre généraux passèrent quelques jours à Mehun, pour se concerter sur la manière dont on poursuivrait le siége. La majorité décida de tenter un nouvel effort vers le pont: en conséquence ils reprirent leurs anciennes positions, et firent d'inutiles attaques,

les 20 et 22 décembre 1428. La solennité de la Noël devint l'occasion d'une trève de quarante-huit heures; et comme ces deux jours de fêtes se passaient autant en divertissements qu'en prières, les Anglais voulurent s'amuser, mais les joueurs d'instruments manquaient; ils en demandèrent à la ville. Dunois leur en envoya sur-le-champ.

Le 31 décembre au matin, le sire de Chabannes sortit à la tête de 100 cavaliers pour protéger l'entrée de plusieurs charges de farine venant de la Bourgogne; mais il fut assailli, auprès de Mardié, par 300 chevaux que commandait le sire de Scalles. Le sire de Chabannes soutint vaillamment le choc, reçut plusieurs blessures graves, et ses gens se virent obligés de se retirer précipitamment. Les Anglais les poursuivirent jusque sous les murs d'Orléans en les accablant d'épithètes injurieuses, procédé discourtois et fort peu usité parmi des gens de guerre; aussi les Français s'en montrèrent-ils fort irrités. Deux chevaliers gascons, nommés Vedelle et Gasquet, qui faisaient partie de ce détachement, sortirent le soir du même jour, précédés d'un héraut, et offrirent un coup de lance aux plus hardis des assiégeants. Un Anglais et un Bourguignon se présentèrent; ils furent l'un et l'autre vaincus, et jetés sur la poussière. Dunois encourageait ces sortes de défis, qui, appropriés aux mœurs françaises, servaient à maintenir les esprits dans une exaltation fort nécessaire en pareille circonstance. Afin de réparer ce nouvel affront, les Anglais recommencèrent à tirer; leurs batteries jetaient des pierres énormes : un de ces boulets, dit l'historien anonyme d'Orléans, tomba sur une réunion de 100 bourgeois, et ne blessa personne; seulement il frappa l'un d'eux au pied, et lui enleva le soulier sans causer le moindre mal.

Le 1er janvier 1428 (l'année commençant à Pâques), les Anglais établirent sur la rive gauche un gros canon nommé par eux *passe-volant*, au moyen duquel ils détruisirent douze moulins qui touchaient les premières arches du pont, du côté de la ville : les habitants réparèrent promptement cette perte, en construisant d'autres moulins tournés par des chevaux. Le 18 du même mois, l'amiral Louis de Culant amena 300 hommes et un convoi de vivres ; chaque semaine l'entrée de quelques détachements alimentait la garnison, et la tenait au complet. Ceci raffermit les généraux d'Henri VI dans la résolution d'établir le centre de leurs opérations sur la rive droite, et d'investir la place de manière à fermer toutes les voies. Ils croyaient y parvenir d'autant plus facilement qu'il venait de leur arriver une division de 6,000 hommes, envoyée de la Picardie par le duc de Bedfort, de sorte que Suffolk et ses collègues comptaient sous leurs enseignes 20,000 combattants : ce nombre ne suffisait pas encore pour cerner étroitement la ville et tenir les deux côtés de la Loire.

Glacidas, qui occupait les tournelles, reçut l'ordre de jeter le long de la rive gauche de petits détachements afin d'intercepter toute communication avec les provinces voisines. Ces dispositions étant prises, les Anglais remontèrent le fleuve jusqu'à Jergeau, le franchirent sur ce point, suivis de toutes leurs forces : ce mouvement ne fut terminé que le 29 janvier. Enfin l'armée forma ses lignes de circonvallation : les chefs résolurent de convertir le siége en blocus, sans tenter aucune attaque sérieuse. Ils firent battre ensuite la campagne, et mirent en réquisition un nombre immense d'ouvriers : au moyen de ces pionniers, qui travaillaient sous le fouet, Talbot et ses collègues construisirent assez promptement cinq tours ou bastilles capables de contenir 1,000 hommes ; elles

étaient faites de terre et de planches ; dans l'intervalle de l'une à l'autre on en éleva de plus restreintes, pouvant loger 100 archers (1). Les Anglais essayèrent de lier ces forts entre eux par un double rang de fossés, mais le temps leur manqua pour terminer un ouvrage aussi considérable ; néanmoins la ville se trouvait ainsi entourée d'une ceinture de fortifications, qui décrivait un arc dont la Loire formait la corde. Les cinq grandes tours bâties au-delà de la rive droite furent appelées les bastilles de Paris, de Rouen, de Windsor ou de Saint-Laurent, de Saint-Loup, de la Croix-Boisée (2). Les généraux de Henri VI commirent la faute de laisser trop de distance entre les fortins : par exemple, la bastille Saint-Loup, plantée sur la terrasse d'un couvent de religieuses baigné par la Loire, se trouvait à trois quarts de lieue de la bastille de Paris ; de sorte que les assiégés exécutaient des sorties par cet intervalle, et allaient chercher, sans danger, les convois de vivres qui leur venaient de la Beauce.

Les Anglais construisirent d'autres bastilles, au nombre de trois, sur la rive gauche : la première aux Augustins, en face des tournelles, ils l'appelèrent *Londres;* la seconde, dite de Saint-Jean-le-Blanc, au-dessous des tournelles ; la troisième, de Saint-Privé, non loin des Augustins ; enfin, on en bâtit une quatrième dans l'île Charlemagne, dont ils s'emparèrent. Cet atterrissement leur permit de lier les deux côtés par des ponts

(1) Les historiens anglais, notamment Thoiras, disent qu'on en construisit soixante, tant grandes que petites.

(2) Il s'est élevé de vives discussions pour fixer le véritable emplacement de ces diverses bastilles ; nous renvoyons nos lecteurs à l'*Indicateur orléanais* de M. Vergniaud, ouvrage rempli d'exactitude et de critique.

de bateaux, de sorte que la division de Glacidas, laissée aux tournelles, pouvait communiquer très-facilement avec le corps principal placé sur la rive droite. Le gros de l'armée et Talbot, qui exerçait une haute prépondérance sur ses collègues, se logèrent dans un camp retranché, derrière la bastille qui fermait la route de Paris.

Ces nouvelles dispositions effrayèrent les Orléanais. Dunois redoublait d'activité pour soutenir leur résolution, ne cessant d'annoncer que le roi ne tarderait pas de voler lui-même au secours d'une ville pour laquelle il montrait beaucoup d'affection. Au reste, la situation des Anglais était aussi critique que celle des assiégés; ayant consommé les vivres de toute la province, ils ne pouvaient s'en procurer que très-difficilement : on se ressentait encore d'un fléau qui avait affligé la majeure partie de la France; les hannetons venaient de gâter, cette année, les principales récoltes (1). Bedfort fut contraint d'envoyer au camp des farines tirées de la Normandie; il y joignit deux cents pièces de vin, que ses préposés enlevèrent de Paris : les Anglais se montraient passionnés pour cette liqueur, dont ils manquaient absolument chez eux : ces étrangers s'emparaient de tous les celliers. Les réquisitions de vin dont Bedfort frappait la capitale pour approvisionner l'armée, occasionnèrent une telle hausse dans le prix de cette denrée, que les habitants se virent obligés de boire de la bière, comme ceux de Bruxelles et de Londres. Il s'établit alors à Saint-Denis et à Vincennes des brasseurs, dont les commis criaient dans la rue la bière comme on avait coutume de crier le vin, dit la Chronique. La

(1) Journal de Paris, édit. Labarre, in-4°, p. 115.

bière s'appelait alors *cervoise* : celle de St-Denis, mieux préparée, coûtait plus cher (1).

Cependant quantité de convois, envoyés par Bedfort, ne parvenaient point à leur destination ; ils tombaient au pouvoir des partisans français. La disette se faisait sentir dans le camp. Le régent redoubla d'efforts pour ravitailler l'armée : il réunit à Mantes des charges énormes de farines et de poissons salés, principalement des harengs. Le carême allait commencer : personne n'ignore que dans ce siècle les gens de guerre observaient les abstinences prescrites par l'Eglise, aussi rigoureusement que le reste de la société. Ces vivres furent placés sur cinq cents chariots ou basternes, fournis par la ville de Paris : il se mêla dans le convoi un certain nombre de marchands qui allaient vendre différentes denrées. L'escorte se composait de 1,700 hommes, tous archers à pied, réputés les meilleurs soldats de l'Angleterre. On les mit sous les ordres de Fastoff, qui prit pour lieutenants le baronnet Ramston, le sire de Thiars, les baillis de Senlis, de Melun, et Simon Morhier, Français de la faction des modérés, devenu prévôt de Paris (2), le même qui s'était fait prendre deux ans auparavant sur les remparts de Montargis.

Bedfort ne put, malgré son habileté, cacher le départ de ce convoi ; il eut lieu le jour des Cendres. Les Français de toutes les classes servaient merveilleusement les généraux de Charles VII, et les informaient des moindres mouvements de l'ennemi. Le comte de Clermont, fils du duc de Bourbon, apprit par eux qu'un convoi très-considérable allait sortir de Paris pour aller ravitailler l'armée occupée au blocus d'Orléans. Le prince se hâta

(1) Journal de Paris, p. 117.
(2) Saint-Syphorien Guyon, *la Parthénie orléanaise*, in-12, p. 51.

de rallier les détachements qui battaient la campagne ; il fit prévenir Jean de Stuart, connétable d'Ecosse, débarqué en France le mois précédent avec 800 montagnards. Depuis quinze jours ce général attendait à Blois une occasion favorable pour introduire dans la place 600 hommes de renfort : il annonça au comte de Clermont qu'il n'épargnerait rien pour le seconder. Le prince français arriva dans les environs de Vendôme. Les compagnies réunies formèrent une belle division de 3,500 combattants, dont 1,500 cavaliers. Les deux généraux coupèrent toutes les routes aboutissant à Orléans, passèrent non loin de cette ville, et vinrent opérer leur jonction sous les murs de Janville où ils trouvèrent Dunois, qui pendant la nuit s'était glissé avec 500 hommes à travers les postes ennemis. Le maréchal de Saint-Sever, l'un des officiers les plus expérimentés de cette époque, arriva par Vendôme, conduisant 100 cavaliers. On se concerta pour savoir s'il fallait marcher au-devant de Fastoff, ou l'attendre au passage. Les plus violentes contestations s'élevèrent à ce sujet dans le conseil, qui se partagea d'opinion : la jalousie des grands, autant que leur amour-propre, rendait les querelles interminables ; les soldats, témoins de ces débats, en profitaient pour se livrer à la licence. Enfin, après une longue discussion, on convint d'aller au-devant de l'ennemi qui suivait la chaussée d'Ivry ; les Français hâtèrent leur marche en se dirigeant vers Rambouillet où ils rencontrèrent le maréchal de La Fayette, accompagné d'une chevauchée de 200 féodaux. Au lieu de choisir un défilé et d'y attendre Fastoff, on voulut se porter en avant. Ce général, instruit de l'approche des Français, quitta la chaussée, où l'on ne pouvait grouper le convoi ; il descendit dans un champ de terre grasse qui bordait sa gauche, et s'adossa à un village nommé Rouvray Saint-Denis, baigné par

la petite rivière de la Vesgre : il composa de son convoi un grand parc en demi-cercle, les chariots pressés les uns contre les autres (1), comme les Flamands en avaient agi à la bataille de Mons-en-Puelle. Fastoff éleva autour de ces chariots une ligne de palissades au moyen de piquets très-longs, fichés en terre, la pointe inclinée en avant : on sait quel parti les Anglais en avaient tiré à la journée d'Azincourt. Imitant Henri V, il voulait opposer cet obstacle à la cavalerie, la principale force de ses adversaires. Le général laissa sur le contour de ce demi-cercle deux ouvertures libres, espèce de piége dans lequel, suivant lui, les Français ne manqueraient pas de se précipiter avec leur étourderie accoutumée : Fastoff plaça ses meilleurs archers derrière les chariots, à droite et à gauche de ce boyau, en ordonnant au sire de Ramston, leur chef, de ne commencer les décharges qu'à demi-portée de trait ; il forma une division très-compacte des écuyers et des petits nobles, et la mit au centre comme réserve. Ces dispositions étant prises, il fit une distribution de vivres et de vin, et tout son monde resta une journée entière sans bouger de sa position. Enfin, le 12 février 1428, le premier samedi de carême (fin de l'année), vers quatre heures du soir, Fastoff aperçut les éclaireurs qui battaient le pays ; bientôt après il vit déboucher par la chaussée toute l'armée, qui marchait d'un pas redoublé depuis plusieurs heures : elle arriva sur le terrain, hors d'haleine ; car la crainte de laisser échapper l'ennemi occupait exclusivement les Français. L'armée se rangea en bataille pour attaquer sur-le-champ, quoique le jour baissât considérablement. Les contestations recommencèrent, et per-

(1) Saint-Syphorien Guyon, p. 53.

[illegible] La [illegible]

[illegible] de La Fayette. Ces deux [illegible] avant de leur front des pièces d'artillerie [illegible] les chariots et détruire cette ligne de fortifications [illegible] fit soutenir par Jean Stuart et ses Écossais. Le comte de Clermont qui menait la division la plus considérable, piqué de se voir enlever le commandement, s'obstina à vouloir rester en réserve. La cavalerie se partagea en deux brigades : l'une, conduite par D[illegible], se mit sur le flanc gauche, afin d'envelopper la colonne que marquaient les chariots : la seconde division, marchant sous les ordres de Guillaume d'Albret et de Xaintrailles, se composait de Gascons; elle reçut la mission de rompre la droite. On convint que les cavaliers s'abstiendraient de mettre pied à terre, et qu'ils demeureraient en ligne, afin de charger dans le parc, lorsque l'artillerie ou les gens de pied auraient pratiqué une ouverture suffisante sur un point quelconque.

La nuit étendait déjà ses ombres, lorsque l'artillerie commença ses décharges : elles portèrent l'épouvante au milieu du convoi; car les marchands, terrifiés en voyant plusieurs d'entre eux frappés par les boulets, voulaient s'échapper au travers des chariots, afin d'éviter la mort, qu'ils regardaient comme certaine. Fastolf, conservant son sang-froid, les retint par force; il craignait que la retraite de ces hommes pusillanimes ne causât de la confusion. Nul doute que cette seule artillerie n'eût consommé la ruine des Anglais, s'ils n'eussent trouvé un auxiliaire puissant dans la pré-

Saint Symphorien Guyon, p. 55.

omption et l'indiscipline de leurs adversaires. Les Ecossais, que l'on avait placés derrière les pieux, dominés par la haine nationale qui les animait contre les Anglais, ne purent se contenir; voulant aborder corps à corps les ennemis naturels de leur patrie, ils se précipitèrent (1) vers l'ouverture laissée libre à dessein, et paralysèrent ainsi le jeu de l'artillerie, dont ils masquèrent le front. Fastoff ne s'opposa point à leur entrée dans le parc; et les voyant enfoncés au milieu du cercle, il lança contre eux sa division. Après un engagement court mais sanglant, les Ecossais furent accablés. Jean Stuart, son fils, et James Bruce, tombèrent percés de coups; trois cents de leurs soldats périrent avec eux: le reste de cette troupe, sorti du fatal enclos, vint se replier en désordre sur les pièces, et renversa ceux qui les défendaient. Tandis que cette attaque infructueuse s'opérait de ce côté-là, le sire d'Albret et Xaintrailles chargeaient sur les chariots, espérant de se ménager une entrée en les séparant les uns des autres; mais l'obscurité empêchait les Gascons d'apercevoir les pieux, dont la couleur brune se confondait avec celle du terrain : ils se jettent en aveugles sur ces espèces de javelots; les chevaux, piqués au poitrail et aux jambes, se cabrent; en peu d'instants le désordre le plus épouvantable se met dans ces escadrons. Les archers de Ramston, restés immobiles derrière les basternes, commencent alors leurs décharges; la supériorité avec laquelle ils se servaient de l'arbalète, rendait terribles les effets de cette arme. Le sire d'Albret, désespéré d'un pareil revers, se replie sur ses derniers rangs, et malgré la défense bien expresse, ce général met la

(1) Saint Syphorien Gayon, p. 56.

moitié des siens à pied, laissant les chevaux à l'autre portion ; il s'élance au pas de course vers l'ennemi. Les archers, entendant venir cette troupe, redoublent leurs décharges, dont rien ne garantissait les assaillants : la plupart des Gascons succombèrent dans ce court trajet. Le sire d'Albret s'engage dans les chariots, dont il essaie de rompre la chaîne, afin de ménager aux siens une ouverture propice; mais il est haché sous les roues, et meurt en se débattant. Deux cents féodaux partagèrent son malheureux sort : les autres, effrayés de la triste fin de leur chef, se retirèrent précipitamment vers ceux qui tenaient les chevaux; ils communiquèrent l'épouvante à leurs compagnons d'armes : alors l'air retentit du cri usité parmi les méridionaux, *viras*, *viras* (1), *tourne*, *tourne*, signal de la retraite; Xaintrailles cherche vainement à les retenir : les chevaux abandonnés viennent encore augmenter la confusion. Le même désordre régnait sur le point opposé; car Dunois, entendant que les gens du sire d'Albret en venaient aux mains avec l'ennemi, avait engagé également l'action. La présomption chevaleresque dominait tellement les hommes de ce siècle, qu'elle forçait les généraux à imiter les fautes de leurs collègues, lorsque ces fautes naissaient de l'audace. Dunois ne fut pas plus heureux que le commandant des Gascons ; ainsi que lui, il mit pied à terre et courut vers les chariots, dans l'espoir de briser cette barrière. Les archers le reçurent vaillamment, et firent pleuvoir sur les siens leurs redoutables viretons. Dunois les joignit, et combattit quelque temps parmi les pieux ; mais ayant reçu à la jambe gauche une forte blessure, il tomba

(1) Journal de Paris, p. 117. — Saint-Syphorien Guyon, p. 57.

sans pouvoir se relever : ses écuyers l'arrachèrent de la mêlée, et le remirent sur son cheval (1). Dans cet état précaire, ce général, conservant son sang-froid, rallia 300 cavaliers, et quitta lentement le champ de bataille, n'espérant plus balancer la fortune ; car tout le centre fuyait en désordre devant les Anglais, qui s'élançaient du parc comme des furieux.

Fastoff, voyant le succès des archers gallois surpasser ses espérances, sortit par les issues laissées libres, fondit sur les pièces, s'empara des unes, renversa les autres, et assaillit les Ecossais qui venaient de se rallier derrière les batteries ; il les dispersa une seconde fois, sans que les gens du comte de Clermont accourussent à leur secours. Cette réserve, formant la moitié de l'armée, se jeta précipitamment dans les bois d'Anet. Le comte de Clermont laissa, dit-on, accabler les Gascons et les Ecossais, pour les punir d'avoir méprisé sa qualité de prince du sang. Jean Stuart son fils, et son cousin James Bruce, expirèrent le soir même : ce dernier mourut ainsi les armes à la main sur la terre de ses aïeux ; car Jean Bruce, ou plutôt Bruc, était d'origine bretonne ; lui et David Bruc, son grand-oncle, roi d'Ecosse, descendaient de Guethenoc de Bruc, chef de tribu bretonne, qui accompagna en Angleterre Guillaume-le-Conquérant, et commanda l'avant-garde à la bataille d'Hastings. Guethenoc reçut des terres considérables dans le comté d'York ; ses enfants passèrent en Ecosse, où ils fondèrent une branche dont les aînés montèrent sur le trône des Malcom (2).

(1) Saint-Syphorien Guyon, p. 59.

(2) Cette origine est commune à la famille de Bruc de Bretagne, l'une des plus anciennes du royaume : elle n'a cessé pendant huit siècles de jeter de l'éclat dans les armes, et s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Ainsi fut livré le combat de Rouvray, que les Anglais appelèrent par dérision la *journée des harengs*, attendu que le convoi mené par eux contenait quantité de ce poisson. Ce revers coûta la vie à 700 hommes dont 150 nobles de haut lignage, parmi lesquels on distinguait, outre les deux Stuart et le seigneur d'Albret, Louis de Rochechouart, sire de Montpipau, les sires de Châteaubrun, de Naillac, de Belleville, de Chabot, de Verduisen, de Beaufremont, de Thouars, d'Yvray, Jean Lesgot et Pierre de Courtarvel, fils de Foulques, tué à la bataille de Beaugé (1). Les corps de ces barons furent enlevés quelques jours après, et apportés à Orléans; on les enterra dans l'église Sainte-Croix (2). Les Anglais ne firent quartier à personne; ils épargnèrent un seul Ecossais, jeune bachelier de vingt ans; les archers l'emmenèrent avec eux, voulant qu'il fût aux yeux de Talbot et de ses collègues un témoignage vivant de cette victoire. Bedfort envoya le collier de la Jarretière à Fastoff, officier d'une extraction obscure (3), mais d'une habileté consommée. Jamais récompense ne fut mieux méritée, car il paraissait évident que l'on était redevable d'un succès aussi éclatant aux savantes dispositions de ce guerrier. Fastoff distribua, de son côté, des récompenses moins bien acquises; il arma chevaliers le sire d'Orville, Pierre Rollin et Jean de Luxeuil, Français du parti modéré. Pendant que ces traîtres recevaient le prix de leur félonie, Dunois, accompagné du maréchal de La Fayette, de Saint-Sever, de Xaintrailles et de 500 cavaliers, traversait la Beauce; il parvint à

(1) Le même qui défendit d'une manière héroïque Beaumont-le-Vicomte.

(2) Saint-Syphorien Guyon, p. 58.

(3) Biographia Britannica. — Kippis. — Sandorf.

regagner Orléans, culbuta les avant-postes ennemis, et fit son entrée dans la ville qu'il trouva épouvantée, car la nouvelle de la défaite de Rouvray l'y avait précédé : en le voyant lui-même blessé, les habitants s'abandonnèrent au désespoir. Un autre incident vint augmenter les alarmes : les assiégeants, voulant profiter de la consternation générale, livrèrent un assaut. Ils firent jouer un canon placé contre la porte de Paris, et envoyèrent quantité de boulets, dont un tomba sur l'auberge de la Tête-Noire dans la rue des Hôtelleries, et tua un marchand nommé Jean Turquois et deux artisans (1). Les soldats anglais criaient par *gausserie* aux assiégés : « Ah! mes beaux harengs ! » Cependant cet assaut n'eut pas les résultats qu'ils en espéraient : Dunois parvint à les déloger des différents postes enlevés dans la journée. Il eut plus de peine à déjouer les intrigues que les partisans des Anglais ourdissaient lâchement. Les modérés s'agitaient depuis long-temps pour ébranler la fidélité des bourgeois ; mais ceux-ci ne désertèrent jamais la sainte cause de la patrie. Les Français apostats ne cessaient de répandre des bruits alarmants : ils proclamaient avec joie qu'une alliance intime venait d'unir le duc de Bretagne et le régent par l'entremise de Jean de Bruc, évêque de Tréguier, assisté de Jean de Sesmaisons, abbé de Quimperlé ; ce qui malheureusement se réalisa. Ils ajoutaient que Bedfort avait pris la résolution de brûler la ville, de la saccager de fond en comble, si la défense se prolongeait au-delà d'un terme fixé par lui. Ces sinistres rumeurs atterrèrent les Orléanais ; les plus timides parlaient de capituler. Dunois, sachant ce qui se passait dans le public, jugea que le plus pressé était de gagner du temps, afin de

(1) Saint-Syphorien Guyon, p. 66.

donner aux esprits le loisir de se reconnaître : en conséquence, le gouverneur ne repoussa point l'idée de rendre la place, parut même adopter ce projet, mais en présentant néanmoins un moyen dilatoire, qui devint par le fait la principale cause du salut d'Orléans. Il proposa dans le conseil qu'avant d'ouvrir les portes à l'ennemi, on dépêchât une ambassade vers le duc de Bourgogne, pour le supplier de servir de médiateur et de recevoir la ville en dépôt, jusqu'à la délivrance du duc d'Orléans, son seigneur apanagiste. On sait que ce prince, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, gémissait dans les fers depuis plus de douze ans. Les hommes sages de cette assemblée, comprenant la pensée de Dunois, appuyèrent ce dessein. Le gouverneur en instruisit au plus vite les habitants; ceux-ci s'en montrèrent fort joyeux, et les têtes se calmèrent. On choisit sur-le-champ dix notables (1); Xaintrailles devait les accompagner. Un officier courut demander à Suffolk le libre passage de ces parlementaires, qui allaient, disait-on, à Paris pour traiter de la reddition de la place avec le duc de Bedfort. Le général anglais commit la faute de laisser sortir la députation; il resta même sur la défensive, et ne poussa point les travaux (2). Le surlendemain du départ des notables, Talbot, Suffolk et Scalles députèrent, le 22 février, en parlementaire un héraut suivi de quelques varlets. On crut que c'était pour sommer la place : le conseil les admit dans son sein, afin de connaître les prétentions des Anglais; mais on se trompait sur l'objet du message. Les généraux offraient en présent à Dunois plusieurs plats d'argent, remplis de figues, de raisins et de dattes, en

(1) Saint-Syphorien Guyon, p. 71.
(2) Journal de Paris, p. 119.

le suppliant de leur céder en échange du drap (de la panne) pour confectionner des manteaux; car le froid se prolongeait plus que de coutume. Le gouverneur fit remettre au héraut une certaine quantité de drap gris. (Saint-Syphorien Guyon, p. 74.)

La députation des Orléanais alla trouver le duc de Bourgogne à Beauvais : leur proposition charma tellement Philippe-le-Bon, qu'il courut sur-le-champ à Paris pour traiter cette affaire avec le régent, persuadé que ses désirs ne pouvaient rencontrer d'obstacles. Le prince exigea une prompte entrevue de Bedfort, qui habitait alors l'hôtel Larivière (4 avril 1429). La suite la plus brillante accompagnait le Bourguignon; une foule de peuple se pressait sur ses pas; chacun paraissait curieux de savoir ce qui l'amenait à Paris, car on ne l'y voyait que dans des circonstances solennelles. Dès les premiers mots, Philippe put se convaincre qu'il s'était étrangement abusé. L'idée de remettre Orléans au duc de Bourgogne fit frémir le frère de Henri V; il répondit sèchement : « Les Anglais ne battent pas les buissons, pour que les autres prennent les oisillons. » En disant ces mots, le régent demanda ses *houzeaux* (ses bottines), son destrier et ses faucons pour aller chasser, quoique le froid fût très-rigoureux. Ainsi en avait agi Jean-sans-Peur, en 1414, à l'égard des ambassadeurs de Charles VI, lors de l'expédition d'Arras. Ce refus, et surtout les formes qui l'accompagnèrent, blessèrent au dernier point la fierté de Philippe, qui sortit à l'instant même de la capitale; et sans plus tarder, il envoya au camp du blocus deux officiers de sa maison, pour intimer l'ordre aux officiers bourguignons, flamands et picards, de quitter incontinent le siége et de rentrer dans leurs foyers. Les nobles, qui servaient à regret la cause de Henri VI, s'empressèrent d'obéir aux

injonctions de leur souverain, et en témoignant la joie la plus vive : « de quoi la puissance des Anglais, dit la Chronique, s'affoiblit fort (1). » La défection de ces alliés fut d'autant plus sentie, que Fastoff n'avait pu rester au camp avec ses 1,700 hommes ; attendu que le régent, ayant besoin de troupes pour garder Paris et les places voisines, lui prescrivit de revenir dès que le convoi serait arrivé à sa destination. La nouvelle de la retraite des Flamands et des Bourguignons ne tarda pas à circuler dans la ville. Dunois dut s'applaudir d'avoir jeté cette pomme de discorde, et fit valoir la circonstance pour relever le courage des assiégés. Il lui devint aisé de leur persuader que le duc de Bourgogne quittait l'alliance de l'Angleterre pour embrasser la défense de Charles VII. Xaintrailles et les bourgeois composant la députation arrivèrent le surlendemain du départ des Bourguignons ; ils demandèrent que les notables fussent réunis sur-le-champ à l'hôtel-de-ville, à l'effet d'y entendre une communication des plus importantes. Les syndics, les quarteniers, les anciens accoururent des divers points ; la population entière se rassembla autour du palais. On introduisit la députation. Xaintrailles prononça d'une voix émue les paroles suivantes : « Le duc de Bourgogne n'a pu rien obtenir de Bedfort en faveur de la ville d'Orléans ; le régent exige qu'elle s'offre à discrétion aux étrangers : il veut la traiter comme Harfleur, c'est-à-dire la peupler d'Anglais, et emmener les habitants prisonniers à Calais, pour les transporter dans les landes du pays de Galles. » Les notables interrompirent vivement Xaintrailles : « Nous périrons tous sous les débris de notre cité, s'écrièrent ces hommes généreux, plutôt que de subir

(1) Histoire anonyme de Charles VII, p. 104.

une pareille loi. » La foule, rassemblée au-dehors, répéta par acclamation le même serment. Dunois ne négligea rien pour accroître l'exaltation dans laquelle se trouvaient les esprits : le soir même il fit publier, à la lueur des flambeaux, la nouvelle que le roi envoyait un convoi, mené par une jeune fille que le Ciel suscitait afin de confondre les Anglais. Depuis trois jours le gouverneur tenait entre ses mains ce message, qu'apportèrent deux hommes entrés à la nage dans Orléans par les moulins ; mais Dunois refusa de rendre public le contenu de la dépêche du roi, avant le retour de la députation. Les Français, animés alors de la foi la plus ardente, ne doutaient point que Dieu ne fît des miracles pour leur délivrance. Les imaginations prirent feu; le nom de Jeanne d'Arc volait de bouche en bouche. On ajoutait chaque jour quelque particularité aux premiers récits : on disait que cette jeune fille, d'une origine mystérieuse, avait reçu du Ciel une mission particulière ; le vulgaire ajoutait que dans son enfance, en gardant les moutons, elle voyait souvent les petits oiseaux des bois venir manger du pain sur ses genoux, comme s'ils eussent été privés (1).

Elevée dans la haine du nom anglais, témoin des ravages exercés par les troupes de Henri VI et du duc de Bourgogne, Jeanne d'Arc ne cessait d'adresser au Tout-Puissant les vœux les plus fervents pour le salut de son pays ; dans son humble condition, elle n'était occupée que de cet objet. Le siége d'Orléans, qui durait depuis sept mois, fixait l'attention générale : la destinée de la France semblait être attachée à la possession de cette ville ; de tous les points du royaume on voyait partir des volontaires qui allaient joindre l'ar-

(1) Journal de Paris, p. 122.

mée, que l'on réunissait à Chinon pour faire lever le siége. Les hommes des conditions les plus opposées, nobles, magistrats, écoliers, moines, bourgeois, paysans, se dirigeaient vers la Loire. On courait chez les autorités militaires demander des armes : quantité de femmes accompagnaient leurs époux ou leurs fils, afin de soutenir une résolution courageuse que les difficultés du voyage pouvaient néanmoins rebuter. Un jour se présenta devant Robert de Baudricourt, commandant de Vaucouleurs, une jeune fille qui lui annonça, qu'une *voix d'en haut* lui avait dit plusieurs fois que Dieu voulait se servir de son bras pour abaisser l'orgueil de l'Angleterre.

Nous ne rapporterons pas ici les aventures surnaturelles de Jeanne d'Arc, tout le monde en connaît les détails. Cette pieuse héroïne sortit de Vaucouleurs au commencement du mois d'avril (fin de l'année 1428); ses deux frères et plusieurs écuyers de Baudricourt l'accompagnaient : elle arriva le 16 avril à Chinon où se trouvait Charles VII, qui rassemblait à grand'peine un nouveau convoi et une division de troupes. Les exhortations de la vertueuse Marie d'Anjou, sa femme, l'avait tiré de son apathie naturelle. Deux mille Ecossais venaient de débarquer en Bretagne; ils cheminèrent assez promptement, et se joignirent à 3,000 soldats tourangeaux, languedociens et bérichons. Les paysans, électrisés comme les autres, amenèrent un nombre considérable de chariots chargés de farine et de grains; ces braves gens faisaient volontairement le sacrifice de leur propre subsistance, dans un moment bien critique : depuis plusieurs années les récoltes (1) ne rendaient

(1) Journal de Paris, p. 117, 118, 120, 121. En 1429 le setier de blé coûtait près de quatre fois plus que dans les premières années de ce siècle.

que le quart du produit ordinaire. La guerre de partisans, qui s'étendait d'un bout de la France à l'autre, épuisait les denrées de tout genre, par suite du gaspillage qu'elle occasionne.

Tandis que le roi organisait à Chinon un nouveau détachement, Dunois sortit plusieurs fois pour en presser la marche, car la disette se faisait déjà sentir dans la place; la faim menaçait d'étouffer l'enthousiasme extraordinaire qu'on avait su inspirer aux habitants. Enfin Jeanne d'Arc prit congé du roi, qui lui composa une suite de 12 personnes: un chapelain, Pierre Pasquerel, Jean d'Aulon, vieux écuyer, huit varlets, et deux hérauts de l'hôtel, nommés Guienne et Ambleville. L'un des varlets portait son étendard, fait de taffetas blanc, sans autre emblème que le signe du Rédempteur. Elle partit le 20 avril en même temps que le convoi, qui marchait sous les ordres du sire de Raitz, banneret breton, et d'Antoine de Lore, deux généraux vieillis dans le métier des armes et aussi expérimentés que braves. La sainte exaltation de l'héroïne augmentait à mesure que le danger approchait; son aspect inspirait aux soldats une confiance singulière. On s'arrêta le 23 auprès d'Amboise, où d'autres chariots se joignirent au parc. La colonne parvint jusqu'à Blois, en se grossissant à chaque pas: elle séjourna une semaine dans cette ville. Dunois instruisait les habitants de l'approche de ce renfort, dont il montrait l'arrivée comme le précurseur d'une délivrance tant désirée. Cependant à Blois aussi bien qu'à Orléans, on se partageait d'opinion au sujet des mesures que la prudence commandait d'adopter pour introduire le convoi dans la place, sans danger d'être enlevé. Jeanne d'Arc, raisonnant d'après l'ardeur qui l'animait, voulait qu'on suivît la route de Vendôme: on

lui objectait que le gros de l'armée anglaise barrait précisément le chemin par ce côté; elle répondait qu'avec l'aide de Dieu, les Français passeraient sur le ventre de l'ennemi. Dunois, ayant appris que l'on agitait une semblable question parmi les capitaines chargés de la conduite de la colonne, s'empressa d'envoyer à Blois deux officiers supplier le maréchal de Raitz de diriger le convoi par la Sologne, en appuyant son opinion sur des raisons tellement concluantes que le sire de Raitz et Ambroise de Lore, reconnaissant la justesse de ces observations, se conformèrent scrupuleusement aux ordres du gouverneur. Ils jetèrent quelque cavalerie sur le chemin de la Beauce, pour confirmer Talbot et les siens dans l'idée que les Français tiendraient cette route. Afin d'empêcher Suffolk de s'occuper des préparatifs qui se faisaient à Blois, Dunois commanda plusieurs sorties. Le jour de la mi-carême, il ordonna au sire Mallet de Graville de déboucher par la porte Saint-Loup avec une division de 1,500 hommes, en lui prescrivant de pousser les assiégeants d'une manière vigoureuse. Le sire de Graville surpassa les espérances de Dunois; il tint l'ennemi en haleine durant une semaine entière, engagea de vives escarmouches, et rentra dans la ville amenant une centaine de prisonniers et un butin prodigieux; car ses gens ayant envahi le logis de Talbot, enlevèrent les effets de ce général, notamment des armes très-riches, le manteau fourré d'hermine de l'ordre de la Jarretière, enfin deux hanaps d'argent, donnés par les rois Richard II, Henri IV et Henri V.

Les Anglais perdirent, dans cette circonstance, le neveu du comte de Salisbury, Jean de Gray, officier estimé, qui fut tué d'un coup de couleuvrine par le fameux canonnier maître Jean. Les Français eurent à regretter un capitaine gascon renommé, qu'on appelait

Renaud de Vernade, allié aux Barbazan et aux Castelbajac.

Suffolk voulut prendre sa revanche : il dirigea une tentative contre la porte Bannier. Les soldats unis aux bourgeois soutinrent le choc avec courage et sang-froid : ces derniers, fort maltraités, laissèrent beaucoup de monde sur le terrain. Les Anglais se retirèrent triomphants ; mais leur succès fut balancé le jour suivant par un revers. Ils formèrent un gros détachement pour aller ramasser du bois dans la campagne, car la rigueur de l'hiver continuait quoique au mois d'avril. Cette petite colonne passa très-près des remparts, ce qui donna l'alerte aux assiégés ; on courut sur les murailles et on tira le canon, qui causa des ravages effroyables parmi les rangs ennemis. Un boulet atteignit sir John Erpingham (1), fils de Thomas Erpingham, qui commandait les archers au combat d'Azincourt.

Ceci se passait dans le moment où le convoi quittait les faubourgs de Blois. La surveille du départ, Jeanne d'Arc exigea que les hommes d'armes fissent leurs dévotions, car on était dans la quinzaine de Pâques, et qu'ils renvoyassent les femmes de mauvaise vie dont le camp se trouvait infecté. Les soldats, dominés par l'ascendant de cette fille extraordinaire, dont les vertus égalaient la bravoure, se conformèrent sans murmurer à ses désirs : le capitaine le plus renommé de cette époque n'en aurait jamais obtenu autant de ces indociles guerriers. En tête de la colonne marchait un certain nombre de chapelains, précédés de la croix et de la bannière ; Jeanne, couverte d'une riche armure, les suivait en chantant des cantiques. Ce trajet de quinze lieues se fit en deux

(1) Biographia Britannica. — Kippis, t. VI.

jours : on arriva sans obstacle, le 28 avril, à la hauteur de Checy. Glacidas, instruit de l'approche de forces considérables, n'osa point sortir de sa bastille pour arrêter leur marche; il rappela même le poste détaché à Saint-Jean-le-Blanc, craignant de le voir enlever. Cette retraite inopinée servit merveilleusement les Français, qui joignirent brusquement la rive gauche; ils y trouvèrent une nombreuse division de barques, conduite par Dunois en personne: on y plaça les hommes et les vivres. Dès que ces bateaux voulurent cingler vers l'autre bord, ils furent repoussés par un vent très-impétueux qui s'éleva subitement. Ce contre-temps effraya jusqu'aux plus sages; car Talbot pouvait transporter la moitié de ses gens de ce côté, et fondre sur le convoi. L'épouvante s'empara de tout le monde ; la seule Jeanne d'Arc montrait de la résolution: « Attendez un petit peu, disait-elle, car, au nom de Dieu, tout entrera dans la ville. »

Ces vents s'apaisèrent au bout de quelque temps, et les barques purent reprendre leur route : elles abordèrent sur la rive droite ; le convoi et les 7,000 hommes d'escorte se logèrent dans Checy. On convint que l'entrée de la Pucelle et de ce nouveau renfort aurait lieu le lendemain soir. En effet, le 29 avril, la colonne se mit en marche : Dunois avait eu soin de préparer une sortie, afin d'occuper les Anglais ; elle fut d'autant plus vive, que les Orléanais, sachant qu'on accourait au secours de la place, sentaient ranimer leur courage. Ils attaquèrent impétueusement les assiégeants sur plusieurs points, leur prirent du monde, et les tinrent ainsi en haleine toute la journée ; de sorte que Suffolk et ses collègues, incertains sur les projets des Français, ne purent aller au-devant de la Pucelle, dont ils connaissaient fort bien l'existence : car elle

avait fait écrire en son nom à Bedfort une lettre dans laquelle Jeanne d'Arc ordonnait de par Dieu au régent de lever le siége d'Orléans, le menaçant du courroux du Ciel s'il n'obéissait pas. Le duc envoya cette lettre aux généraux qui formaient le blocus : cette missive leur inspira de la pitié, et devint bientôt pour tous les soldats un objet de risée. Cependant ils ne purent empêcher que cette fille généreuse n'entrât dans la place : elle y fut reçue le 29 avril, vers huit heures du soir, à la lueur des flambeaux. La colonne arriva par la route de Bourgogne ; toute la population se pressait à la barrière. Jeanne d'Arc fut complimentée par Jean-le-Prêtre, prévôt de la ville, qui avait succédé à Alain Dubey, mort un mois auparavant. L'héroïne montait un cheval richement caparaçonné ; elle le maniait avec beaucoup d'aisance. Un de ses pages la précédait, portant son étendard blanc, orné du monogramme de Jésus. La foule environnait tellement la Pucelle, qu'un bourgeois ayant approché sa torche de ce précieux étendard, y mit le feu ; Jeanne, s'en apercevant, se jeta dessus, prit dans ses mains la soie du drapeau, et éteignit la flamme très-adroitement (1) : elle attachait un prix infini à cette bannière.

Les airs retentissaient des plus vives acclamations : ce fut au travers de flots de peuple que Jeanne parvint au logement qu'on lui avait préparé, auprès de la porte Renard, dans l'hôtel de Jacques Boucher, trésorier du duc d'Orléans. Durant ce trajet, Dunois marchait modestement à pied auprès de la Pucelle. Le lendemain, des masses d'habitants se rendirent devant la demeure de Jeanne : il fallut que l'*envoyée du Ciel* se montrât pour apaiser le tumulte causé par ce rassemblement ; puis

(1) Guyon, p. 149.

elle se promena dans les rues, sur les places publiques, ne cessant de parler en inspirée à la population qui bénissait sa venue. Jeanne fit écrire plusieurs billets, que des archers attachaient à leurs flèches, et envoyaient ainsi dans les lignes des assiégeants. Par ces missives elle disait aux Anglais que la colère du Ciel les poursuivait, et que Dieu l'avait chargée de les punir de tout le mal qu'ils occasionnaient à la France.

Tandis que Jeanne s'abandonnait à ses mouvements d'inspiration, et qu'elle remplissait d'enthousiasme les Orléanais, Dunois tenait conférence avec les principaux chefs et les notables, afin de s'entendre sur les opérations ultérieures, dont la levée du siége devait être l'issue. Il fut donc résolu d'étonner l'ennemi par une vigoureuse sortie : néanmoins le gouverneur ne se croyait pas encore assez fort pour lutter à découvert contre de pareils adversaires; car les Anglais, de leur côté, venaient de recevoir de nouvelles divisions. Le conseil de Henri VI mettait de l'opiniâtreté dans son entreprise, convaincu que le sort des deux partis tenait à la réussite de cette expédition.

Dunois dépêcha des émissaires aux maréchaux Saint-Sever et de Raitz, qui parcouraient le Blaisois; il les supplia de redoubler d'efforts pour lui amener quelques troupes. Ces généraux déployèrent un zèle au-dessus de tout éloge. Charles VII, bannissant son irrésolution accoutumée, tournait ses regards vers Orléans, dont la délivrance l'occupait tout entier; il seconda le maréchal de Saint-Sever, et lui envoya jusqu'à ses valets. Les deux maréchaux réunirent 4,000 hommes : voulant déjouer les calculs de Talbot et de Suffolk, ils passèrent par la Beauce, au lieu de suivre la route qu'avait tenue le premier convoi. Ils partirent le 3 mai 1429, et marchèrent sans s'arrêter. Dunois, instruit de ce départ, sortit pour protéger l'arrivée de la colonne.

Enfin le détachement entra avec le maréchal de Raitz et ses gens par la porte Saint-Jean, sans avoir rencontré aucun obstacle; car les soldats anglais, dégoûtés de ce siége, ne montraient plus la même énergie; ils ne firent pas la moindre démonstration pour s'opposer au passage des Français.

Au moyen de ce second renfort, la garnison se trouva à même de présenter 8,000 combattants, ce qui mit Dunois en position de pouvoir surprendre les généraux ennemis par une attaque subite. Le convoi était rentré à sept heures du matin; à midi le gouverneur rassembla 2,000 hommes, déboucha par la porte de Bourgogne, longea la Loire, et alla fondre sur les Anglais qui tenaient Saint-Loup. Jean Guerard les commandait; il s'était retranché dans la chapelle et sur une terrasse qui dominait le fleuve. Le coup de main fut conduit avec un ordre qui attestait la haute capacité militaire de Dunois. Les fortifications extérieures furent enlevées, et ceux qui les défendaient passés au fil de l'épée. Guerard sonna la grosse cloche du couvent, afin d'instruire de sa situation critique Talbot. Ce dernier, averti de la marche des Français, s'avançait déjà à la tête d'une division pour venir au secours de son collègue; mais le maréchal de Saint-Sever, placé devant la porte de Saint-Vincent avec des forces doubles, s'étant élancé, empêcha la jonction de Guerard et de Talbot, en coupant le passage. Tandis que ceci s'effectuait à l'extérieur, les Orléanais se dirigèrent en masse vers la bastille de Paris pour l'assaillir : cette diversion détourna Scalles et Suffolk du dessein de soutenir Talbot, qui eut la douleur de voir prendre Saint-Loup sous ses yeux. Ce combat lui coûta 600 hommes : 400 furent tués, et le reste pris. Le Bâtard, dit la Chronique, fit 20 prisonniers de sa main.

Il est à remarquer que Dunois ne communiqua point à la Pucelle son projet de sortie : on conçoit qu'une jeune femme, voulant conduire des opérations militaires d'après ses inspirations, devait parfois embarrasser un général expérimenté. Jeanne, fatiguée de l'expédition du matin, dormait au moment où l'attaque de Saint-Loup commença : il paraît qu'on négligea de l'envoyer chercher; le bruit causé par le mouvement des troupes qui couraient dans la ville, l'éveilla; elle apprit qu'on se battait : indignée, Jeanne saisit ses armes, descendit, et prit le cheval d'un page, laissé devant son logis; elle se précipita vers la porte de Bourgogne et se mêla parmi les combattants, en se montrant aux endroits les plus périlleux.

L'héroïne signala sa présence à la bastille Saint-Loup par un acte d'humanité : quelques Anglais, réfugiés dans la sacristie de la chapelle, s'y revêtirent des habits de prêtres, et tentèrent de s'évader à l'aide de ce déguisement; mais les Français, les reconnaissant pour des soldats, voulaient les massacrer, afin de les punir d'avoir profané ainsi les choses saintes; Jeanne les protégea, et leur sauva la vie en disant : « C'est précisément par égard pour les choses saintes qu'il faut les épargner. » Avant de regagner la ville, Dunois fit raser les fortifications de la bastille, ne voulant pas que les Anglais pussent s'y loger une seconde fois : les habitants célébrèrent cette conquête au son des cloches. En rentrant, la Pucelle courut se placer au bout du pont, en face des tournelles; là, elle appela d'une voix forte Glacidas, commandant les compagnies qui défendaient ces travaux. Le capitaine parut aux créneaux : la jeune fille lui annonça que le châtiment des Anglais avait commencé, et qu'elle le sommait, au nom du Seigneur, de se retirer au plus vite avec les siens. Glacidas ne lui

répondit que par des invectives, l'appelant *vachère*, *ribaude*, ce qui mortifia on ne peut plus Jeanne d'Arc. Elle répliqua en bons termes, et finit néanmoins par pleurer comme une femme à qui l'on dit des injures.

Le lendemain de la prise de Saint-Loup, Jeanne voulut que l'on se portât sur la bastille Saint-Laurent, quartier-général de Suffolk. Cet officier y avait concentré la majeure partie de ses compagnies, afin d'empêcher l'introduction d'autres convois que l'on annonçait devoir arriver par la Beauce. Ce camp, très-rapproché de la Loire, se liait aux troupes de Glacidas par le moyen du fort établi sur l'île, comme point intermédiaire. La garnison entière d'Orléans n'aurait pas suffi pour assurer le succès de l'attaque Saint-Laurent. Dunois, ne partageant point l'opinion de Jeanne, proposa de diriger les efforts contre la tournelle des Augustins, défendue par Glacidas : la possession de ce boulevard devait amener un résultat auquel on aspirait depuis long-temps, celui de rouvrir les communications de la ville avec la Sologne; d'ailleurs, la prise de Saint-Loup, exécutée la veille, favorisait singulièrement ce projet. Le conseil de guerre adopta cet avis tout d'une voix, « au grand déplaisir de la Pucelle, qui s'en tint mal contente des chefs, des capitaines et des guerriers. » Le soir même elle se rendit une seconde fois au bout du pont, suivie d'une foule immense de peuple; elle y resta deux heures, en admonestant durement les Anglais. Glacidas l'accueillit par des huées, en lui criant, qu'il la ferait brûler si on la prenait. Pendant ce spectacle singulier, qui exaltait les habitants, Dunois, agissant en chef consommé, prenait les dispositions nécessaires pour assurer le succès du coup de main projeté.

Le 6 mai au matin, les Français, au nombre de 3,000, montèrent sur des barques et descendirent la rive gau-

che de la Loire à la vue de Glacidas, qui rappela sur-le-champ le détachement de Saint-Jean-le-Blanc. Jeanne, accompagnée de quelques centaines d'archers, débarqua la première et s'avança rapidement vers les fortifications des Anglais : elle marchait en avant des premiers rangs, fort résolue et portant son étendard. Glacidas, voyant si peu de monde accompagner la guerrière, lança plusieurs pelotons, qui fondirent sur le détachement et le mirent en déroute. Jeanne serait tombée ce jour-là au pouvoir de l'ennemi, si Dunois n'eût envoyé à son secours un escadron tout entier. Enfin, le débarquement étant achevé, on repoussa les Anglais, et Jeanne fut celle qui les serra de plus près; elle planta sa bannière au bord du fossé extérieur des Augustins. Dunois, qui la suivait en bon ordre à la tête de 2,000 hommes, donna le signal de l'attaque. On combla les fossés; les Français, animés d'une ardeur surnaturelle, escaladèrent les fortifications, brisèrent les palissades, et se rendirent maîtres de la bastille des Augustins. Quatre cents Gallois, qui défendaient ce boulevard, y périrent tous. Jeanne, n'ayant cessé de combattre aux endroits les plus périlleux, fut blessée dangereusement au talon par une chausse-trape : des soldats l'emportèrent sur un brancard de lances. Dunois passa la nuit dans le poste qu'il venait d'enlever, séparé de l'ennemi par un fossé de cinq pieds et par un rang de palissades. Ce général se montrait décidé à recommencer l'action le jour suivant, pour forcer Glaçidas jusque dans les tournelles. Le maréchal de Raitz, La Hire, l'amiral de Culant, Xaintrailles, Graville, Louis de Scorailles se signalèrent dans la prise de ces retranchements. Le lendemain 7 mai, dès le matin, Dunois recommença l'assaut, dans le but de s'emparer du boulevard qui formait le point intermédiaire entre les Au-

gustins et les tournelles. Glacidas et les siens s'y comportèrent avec leur bravoure accoutumée; plusieurs fois ils précipitèrent dans les fossés les assaillants parvenus à se loger sur la plate-forme; mais ceux-ci, plus nombreux, se renouvelaient, tandis que les Anglais ne pouvaient remplacer le monde qu'ils perdaient. Un dernier effort enleva le fortin : Glacidas, cédant le terrain pied à pied, se retirait devant la foule des Français, dans l'espoir de gagner les tournelles, séparées du boulevard par un pont-levis qui couvrait un large fossé, rempli des eaux de la Loire. Mais, en franchissant cet étroit passage, Glacidas trouva le terme de sa vie; le plancher, se détachant des chaînes, tomba dans la Loire en y entraînant les Anglais, qui se noyèrent tous. Nonobstant la mort de leur chef, ceux qui se trouvaient dans les tournelles se défendaient vaillamment.

La nuit s'approchait; Dunois, voyant ses soldats accablés de fatigue, désespérait d'emporter les derniers retranchements; il voulait se retirer : l'infatigable Jeanne, qui était revenue au combat, quoique blessée, le pressa de persister, en disant que son inspiration lui apprenait que les tournelles seraient conquises le soir même. Ces paroles prophétiques ébranlèrent le gouverneur, et ranimèrent l'ardeur des combattants : quantité de cadavres, mêlés aux fascines, comblaient aux deux tiers les fossés; ce nouveau pont servit à une troisième attaque. Jeanne fait poser des échelles très-bien ferrées, monte avec intrépidité, atteint le rempart demi-écroulé, et plante son étendard sur le parapet du pont. L'apparition de l'héroïne au poste le plus périlleux transporta d'enthousiasme soldats et officiers; les divers travaux furent enlevés successivement, à la vue de Talbot et de Suffolk, rangés en bataille devant le ravelin Saint-Laurent : la disposition des lieux les empêchait de secourir les tour-

20.

nelles en temps opportun. Dans la crainte d'interrompre le récit, nous n'avons point dit que, dès le commencement de l'action, une flèche atteignit Jeanne d'Arc à l'épaule gauche ; la Pucelle arracha elle-même le fer, étancha le sang, se mit quelque temps en oraison, puis revint à l'assaut. Cette fille incomparable monta la première aux échelles, en dépit des souffrances que lui causait la blessure, reçue la veille au pied droit (1). Les bourgeois d'Orléans, stimulés par les cris autant que par les actions de l'*envoyée de Dieu*, concoururent puissamment à la prise des tournelles. Conduits par le sire de Giresme, chevalier de Rhodes, ils se portèrent sur le pont en traînant à force de bras des machines de guerre et des canons: leurs artilleurs ne cessèrent de tirer afin de favoriser l'attaque qui s'exécutait du côté de terre; ces décharges continuelles balayèrent les fortifications, en obligeant les Anglais de se blottir derrière les épaulements. La retraite des gens de Glacidas favorisa les tentatives que l'on fit de combler le vide occasionné par la rupture de la première arche : à cet effet on jeta en travers une énorme porte de ville, très-bien ferrée, que le hasard fit rencontrer; par malheur il s'en manquait de trois pieds qu'elle atteignît le bord opposé : un ouvrier aussi courageux qu'habile y attacha, avec une célérité incroyable, une alonge, se suspendit lui-même après la pièce de bois, et la fixa au moyen de chevilles à l'autre bout du pont. Le sire de Girèsme et plusieurs capitaines atteignirent les tournelles en passant sur ce frêle support : les Orléanais les traversèrent également un à un, et eurent la gloire d'entrer avant le gouverneur dans les travaux de l'ennemi. Ainsi finit cette

(1) Guyon, et tous les autres historiens du siége.

glorieuse journée, qui coûta aux Anglais 700 hommes, les meilleurs archers de Talbot. Dunois laissa un fort détachement pour garder la tête de pont, employa un nombre considérable d'ouvriers à raser les fortifications des Augustins, et rentra le soir dans Orléans par la Loire, ramenant son artillerie, ses prisonniers et ses blessés.

Durant le mois qui venait de s'écouler, les assiégeants avaient perdu par les assauts, sorties et escarmouches, 5,000 hommes tués ou mis hors de combat; les sept premiers jours de mai leur devinrent funestes; le siége, depuis son début, avait dévoré 12,000 combattants: Bedfort, ayant épuisé ses ressources, se trouvait hors d'état de les remplacer par l'envoi de nouvelles phalanges. Le camp du blocus ne contenait plus que 10,000 hommes, fort découragés: Talbot, Suffolk et les autres généraux ne se dissimulèrent point le danger de leur position; ils résolurent de partir la nuit même. Ayant rappelé les postes éloignés et concentré leurs forces sur la route de Paris, ils parurent au lever du soleil devant la barrière Saint-Laurent, en ordre de bataille, bannières déployées, les divisions serrées comme pour offrir le combat. Cette manœuvre n'avait pour but que de masquer la retraite des bagages, qui, depuis plusieurs heures, filaient sur Châteaudun. Cette offre du combat de la part de Talbot avait mis les habitants et la garnison dans la plus vive agitation: Dunois et les principaux chefs voulaient se porter hors des murs à la tête des soldats et des Orléanais réunis, pour en venir aux mains. Les Anglais, après un siége de sept mois et des pertes immenses, auraient montré sans aucun doute moins de résolution que dans les champs de Verneuil ou de Rouvray. Mais Jeanne, assurent les historiens, empêcha Dunois de sortir pour engager

l'action, attendu que ce jour-là était un dimanche. Dunois, sensible à cette observation, se borna à tenir la garnison sous les armes, prête à repousser un assaut si on voulait le tenter. Mais tel n'était pas le dessein des généraux anglais. Après quelques heures d'attente, ils déterminèrent leur mouvement rétrograde (8 mai 1429) d'une manière si précipitée, que leurs gens n'eurent pas le temps, faute de moyens de transport, d'enlever l'artillerie, beaucoup de vivres, les bagages, et même la plupart des prisonniers. Un de ces derniers, nommé Bourg-du-Bar, chevalier à bannière, eut le malheur de tomber au pouvoir des Anglais la première semaine du siége, et comme Talbot en attendait une grosse rançon, il l'avait renfermé dans une des casemates de la bastille de Paris, en lui mettant aux pieds des anneaux de fer très-pesants, afin de l'empêcher de s'échapper. Il le plaça sous la garde spéciale de son chapelain, moine de l'ordre de Saint-Augustin, qui, chaque jour, apportait à manger au prisonnier et l'exhortait à prier. Le matin du départ, Talbot donna commission au chapelain de mener le chevalier français à la suite de l'armée. Bourg-du-Bar sortit de la casemate, et se mit à marcher, mais très-difficilement, en dépit des excitations de son conducteur. Voyant la colonne anglaise s'éloigner assez précipitamment, il s'arrêta tout-à-coup, et, saisissant le moine à la gorge, il lui dit : « Je n'irai pas plus loin ; et comme je ne puis marcher, vu mes blessures, j'entends que vous me portiez vous-même, non à Châteaudun, mais à Orléans. » Le chapelain tremblant prit le banneret sur ses épaules, et entra ainsi dans la ville, au milieu des risées universelles (1).

(1) Saint-Syphorien Guyon, p. 183.

Après le départ de Suffolk, les Orléanais joints aux archers de la garnison allèrent s'emparer du camp des Anglais, où ils trouvèrent quantité de vivres et un matériel très-précieux; ils incendièrent toutes les baraques, et rentrèrent chargés de butin. Si l'on en juge d'après les relations qui nous restent de cet épisode de notre histoire, Dunois se couvrit d'une gloire immortelle durant ce siége : aussi profond politique que général consommé, il sut communiquer aux habitants le patriotisme ardent qui l'animait. Tour à tour gouverneur et soldat, il passait du conseil au rempart; on le voyait souvent partir avec une centaine de cavaliers pour protéger l'entrée de quelques chariots. En relevant, chez le commentateur Guyon, les sorties, on trouve plus de cent escarmouches dans lesquelles le Bâtard croisa le fer. Sa conduite envers Jeanne fut admirable; tout autre aurait pu se montrer jaloux d'une femme, qui accourait lui ravir l'honneur d'une défense longue et sans exemple : jugeant que la coopération de Jeanne pouvait devenir profitable à l'Etat, il la dirigea habilement, se montra docile à la voix de l'héroïne, et ne méprisa jamais son appui.

Les Orléanais le secondèrent merveilleusement; leur conduite fut digne des plus pompeux éloges : ils se conduisirent en bons Français et en vaillants guerriers. La voix commune assure que Jeanne d'Arc les sauva; il serait plus juste de dire qu'ils se sauvèrent eux-mêmes. Non-seulement ils agirent pour la conservation de leurs foyers, mais encore dans l'intérêt de la nation entière; car si la ville d'Orléans eût été peuplée d'hommes pusillanimes, elle serait tombée au pouvoir de l'ennemi malgré le dévoûment de la Pucelle (1) : ce revers eût

(1) Après l'affreux trépas de Jeanne d'Arc, les femmes d'Orléans

entraîné, sans aucun doute, la ruine de la monarchie. Au reste, voici une pièce authentique qui montre sous

décidèrent d'élever un monument à la mémoire de cette héroïne, l'honneur de leur sexe : elles payèrent les frais en y consacrant des dons volontaires. Ainsi l'une offrit un joyau, l'autre une boucle de ceinture, celle-ci le prix d'une parure, celle-là un collier ; enfin ce monument, à l'érection duquel l'État ne contribua en rien, fut bâti sur le pont, vers la quinzième arche, du côté des tourelles. Il se composait d'une haute croix au pied de laquelle reposait la Vierge tenant sur son giron le Christ mort : on voyait d'un côté Charles VII à genoux, et de l'autre Jeanne d'Arc également à genoux : ce monument fut détruit en 1562 par les Protestants, qui jetèrent les statues dans la Loire.

Pontus Heuterus, historien flamand, vivant au milieu du 16me siècle, avait vu ce monument avant qu'il fût détruit ; il dit : *Sunt qui fabulam quæ de Puellâ Joannâ scribimus putant, sed præterquàm quod recentioris sit memoriæ, omniumque scriptorum libri qui tunc vixerunt mentionem de eâ præclaram faciant, vidi ego meis oculis in ponte Aureliano trans Ligerim ædificato, erectam hujus Puellæ æneam imaginem comâ decore per dorsum fluente, utroque genu coràm æneo crucifixi Christi simulacro nixam, cum inscriptione, positam fuisse hoc tempore,* operâ sumptuque virginum ac matronarum Aurelianensium, *in memoriam liberatæ ab eâ urbis Anglorum obsidione.*

Ce monument fut rétabli en 1570, avec quelque variante dans la pose des figures ; en 1745, les réparations que nécessitait le vieux pont obligèrent les magistrats d'enlever ce groupe. On le renferma dans une des salles de l'hôtel-de-ville, où il resta vingt-cinq ans. Enfin les échevins replacèrent encore ce monument, en 1775, dans le carrefour formé par la jonction de la rue Royale et de la rue de la Vieille-Poterie ; on fit quelque changement à la disposition des figures. Il disparut entièrement le 29 août 1792 ; on le mutila tellement, qu'il n'en resta plus vestige. En 1803, sous le ministère de M. Chaptal, la ville fut autorisée à élever à Jeanne d'Arc la statue que l'on voit aujourd'hui sur la place du Martroy.

En 1817, M. le comte de Riccé étant préfet, et M. le comte de Rocheplatte étant maire d'Orléans, on éleva une croix en pierre sur l'emplacement des anciens Augustins, transformés par les Anglais en une bastille qu'ils appelèrent Londres. Ce fut dans ce lieu que Jeanne d'Arc se distingua plus particulièrement.

quel point de vue la délivrance de cette place fut considérée en Angleterre.

Le duc de Bedfort écrivit le 20 mai 1429 au jeune Henri VI, son neveu, une lettre au sujet des affaires de France : elle est consignée par Rymmer dans les Actes publics d'Angleterre, t. x, p. 408.

En voici le passage le plus saillant :

« Toutes choses prospéroient ici pour vous jusqu'au temps du siége d'Orléans, entrepris Dieu sait par quels conseils ! Après la mort de mon cousin de Salisbury que Dieu absolve, qui est tombé, ce semble, par la main de Dieu, vos troupes, qui étoient en grand nombre à ce siége, ont reçu un terrible échec. Cela est arrivé en partie, comme nous nous le persuadons, par la confiance que les ennemis on eue en une femme née du limon de l'enfer et disciple de Satan, qu'ils appellent la Pucelle, laquelle s'est servie de sortiléges. Cette défaite a non-seulement diminué le nombre de vos troupes, mais en même temps a fait perdre courage à celles qui restent, d'une manière étonnante. »

Bedfort passait pour un des hommes les plus éclairés de son siècle.

LIVRE III.

Dunois contribue au gain de la bataille de Patay. — Il assiste au sacre du roi. — Campagne de 1450. — Dunois fait la conquête de la haute Normandie. — Siége et prise de Rouen. — Entrée de Charles VII dans cette ville. — Dunois en est nommé gouverneur.

Dunois, accompagné de la Pucelle et des principaux chefs, sortit d'Orléans le surlendemain et alla trouver le roi à Loches. Charles VII, sachant que les affaires du siége prenaient une tournure favorable, s'était rapproché, afin que son voisinage inspirât aux troupes une nouvelle ardeur : La Trémouille le lui avait permis. Le monarque combla de caresses Jeanne d'Arc et Dunois, pour lequel il avait conçu une prédilection singulière, prédilection que le héros justifiait chaque jour de la manière la plus brillante. Dunois et les autres généraux quittèrent Loches le lendemain. Comme le siége d'Orléans avait mis en mouvement toute la France, il arrivait d'heure en heure, du fond des provinces les plus

éloignées, des détachements envoyés par les villes au secours du roi. La nouvelle du succès remporté sur les bords de la Loire donna une impulsion plus marquée au patriotisme des populations : l'armée s'accrut tellement, qu'elle se trouva en état de prendre sur-le-champ l'offensive. Le duc d'Alençon, fait prisonnier à la bataille de Verneuil, avait obtenu la permission de racheter sa liberté en payant une rançon exorbitante : il se rendit dans ses domaines, réchauffa le zèle de ses vassaux pour la défense commune, et arriva au camp de Loches escorté de 1,200 hommes : il y précéda Dunois de quelque temps. Le conseil de Charles VII jugea convenable de confier le commandement suprême au duc d'Alençon, considérant que sa qualité de prince du sang devait en imposer aux capitaines, accoutumés depuis long-temps à vivre dans l'indépendance. Le duc d'Alençon nomma Dunois son premier lieutenant, et partit sans délai avec l'intention de reprendre les hostilités. En levant le blocus d'Orléans, l'armée anglaise s'était disloquée pour se réfugier derrière les remparts des places fortes de la rive droite du fleuve. Suffolk se renferma dans Jergeau, Guerard se jeta dans Beaugenci, et Talbot dans Mehun. Ce dernier dépêcha un messager à Bedfort pour l'instruire de sa position, et le prévenir qu'il ne pourrait pas se maintenir sur la Loire si on ne s'empressait de lui envoyer des renforts considérables. Le régent se trouva très-embarrassé, car il ne pouvait dégarnir la capitale où le bruit de la délivrance d'Orléans avait occasionné une fermentation inexprimable. Bedfort, ayant tiré des détachements de la Picardie et de la Normandie, en forma une division de 3,500 hommes de vieilles troupes : il les mit sous la direction de Fastolf, le héros de la journée de Rouvray, ne doutant pas qu'à l'aide de ce secours, un général

aussi habile que Talbot ne dût contenir les Français. Mais ceux-ci ne donnèrent pas le temps à l'ennemi de se reconnaître; ils attaquèrent Jergeau, qui fut enlevé d'assaut: Suffolk y tomba au pouvoir des vainqueurs; son frère, le sire de La Poll, se noya, et 600 Anglais périrent avec lui. Chacun contribua pour sa part à ce brillant succès; Jeanne d'Arc y donna de nouvelles preuves de courage. On investit immédiatement après Beaugenci; la basse ville fut prise sans difficulté: Guerard se retira, accompagné du bailli d'Evreux, dans le château. C'est alors que le comte de Richemont, partageant les transports qui se communiquaient à tous les Français, vint joindre l'armée en dépit des ordres du roi. Dès qu'on apprit sa venue, quelques officiers s'écrièrent que, loin de le recevoir, il fallait marcher contre lui, et le traiter en rebelle. Jeanne d'Arc, adoptant cet avis, monta à cheval, et voulut entrainer sur ses pas toute l'armée; mais La Hire, Xaintrailles et la majeure partie des capitaines, retinrent la Pucelle, en disant que nul d'entre eux ne traiterait en ennemi le prince breton. Dunois, rendant hommage au mérite du connétable, embrassa sa défense l'un des premiers: malheureusement pour sa gloire, il changea plus tard de manière d'agir à l'égard du comte de Richemont.

Ce différend, qui pouvait devenir très-grave, étant aplani, on poussa le siége de la citadelle de Beaugenci. Le duc d'Alençon céda le commandement au connétable son oncle. Guerard, craignant d'éprouver le sort de Suffolk, se rendit, ayant encore sous ses ordres une garnison intacte. En apprenant ce nouvel échec, Talbot quitta Mehun, suivi des 3,500 hommes qui lui restaient; il se dirigea vers la Beauce pour opérer sa jonction avec Fastoff, dont l'arrivée lui était annoncée, et se retirer sur la Seine afin de couvrir Paris: nous avons dit com-

ment les Français déjouèrent ses projets. Ils livrèrent la bataille de Patay ; chacun de leurs chefs contribua en son particulier au gain de la journée : le connétable, par ses savantes dispositions ; le duc d'Alençon, par son impétuosité chevaleresque ; Jeanne d'Arc, par son courage d'inspiration ; Dunois, par la valeur qu'il déploya dans toutes les attaques. Ce dernier, placé à l'extrême droite, culbuta la division de l'Escalles, et fit ce général prisonnier.

Les brillants avantages remportés dans cette circonstance par le connétable effrayèrent tellement La Trémouille, que ce favori fit défendre au comte de Richemont de venir déposer ses nouveaux lauriers au pied du roi. Dunois ne porta point le même ombrage : on lui permit de paraître devant Charles VII, qui le combla des témoignages de sa reconnaissance ; le prince voulut qu'il l'accompagnât à Reims, où devait s'accomplir un acte solennel, la cérémonie du sacre, que chacun regardait comme le complément indispensable de la royauté. Les partisans de Charles VII, Jeanne d'Arc elle-même, ne l'appelaient que le *dauphin*, tant qu'il n'eut pas reçu l'onction sainte, quoiqu'on l'eût reconnu en qualité de roi depuis huit ans. Charles ordonna au connétable de se porter dans la Normandie afin d'occuper les Anglais sur ce point, et lui-même passa en revue, le 2 juillet, les 12,000 hommes destinés à l'accompagner en Champagne ; il fit solder la moitié de l'arriéré qu'on leur devait, et le lendemain on se mit en route. L'avant-garde marchait sous le commandement de Dunois ; le corps de bataille suivait le roi ; Jeanne d'Arc chevauchait à côté du prince. En voyant défiler la colonne, cette fille vertueuse aperçut, au milieu de l'immense attirail que conduisaient les soldats et les capitaines, quantité de femmes perdues de mœurs. L'héroïne ne

put contenir son indignation : elle les chassa, et en frappa même plusieurs du plat de son épée; mais ce précieux glaive, sorti de la chapelle de Fierbois, cassa en deux; « ce dont le roi fut bien desplaisant, lui disant qu'elle devoit avoir pris un bon bâton, et frapper dessus, sans abandonner icelle épée, qui lui estoit venue divinement. Cette épée fut baillée à des ouvriers pour la refondre, ce qui ne le peurent faire, ni la peurent oncques rassembler (1). » Après deux jours de marche on arriva devant Auxerre, qui refusait d'ouvrir ses portes, alléguant qu'elle appartenait au duc de Bourgogne et non aux Lancastre. On se contenta de cette excuse afin de ménager Philippe-le-Bon, et l'on prit les vivres que la ville offrit de donner en grande quantité. Saint-Florentin se soumit à la première sommation; il n'en fut pas de même de Troyes, où s'étaient réfugiés précipitamment les divers pelotons de troupes anglaises disséminés dans cette partie de la Champagne.

Jean de Saveuse, gouverneur de la place, voulant donner une idée avantageuse de ses forces, sortit au-devant des Français, et engagea une escarmouche avec l'avant-garde. Dunois le repoussa vigoureusement, lui tua du monde, et le refoula jusque dans les faubourgs. On espérait, après cet échec, forcer les habitants à baisser les ponts-levis; mais cet espoir ne se réalisa point. Le conseil s'assembla pour décider si l'on passerait outre, ou s'il fallait entreprendre le siége : l'historien de Jeanne d'Arc assure qu'elle fit décider le roi à ce dernier parti. En effet l'armée, quoique épuisée de fatigue, forma ses lignes d'attaque. Ces démonstrations effrayèrent extrêmement les bourgeois accourus sur les remparts; un assez grand

(1) Histoire de Charles VII.

nombre y étaient attirés par le désir de voir Charles VII : plusieurs d'entre eux crurent qu'ils apercevaient l'étendard de Jeanne d'Arc, autour duquel, suivant eux, voltigeaient des essaims de papillons blancs, signe évident de la protection divine. Les imaginations s'enflammaient : la majorité des habitants décida qu'on ne pouvait résister davantage au roi leur seigneur : les échevins arrêtèrent, que si dans quatre jours aucune armée ne paraissait, on se rendrait. Pendant cet intervalle, la ville fournit aux Français les subsistances nécessaires. Le délai étant expiré sans que le secours arrivât, les ponts-levis se baissèrent; le roi permit à Saveuse et aux soldats bourguignons de se retirer où bon leur semblerait. Il entra dans Troyes accompagné de Dunois, des ducs d'Alençon, de Vendôme, de Bourbon et de quelques chevaliers; l'armée resta campée hors des murs, sous le commandement d'Ambroise de Lore. Le lendemain, des députés de Châlons vinrent présenter au monarque les clefs, en signe de soumission; plusieurs cités voisines imitèrent cet exemple. Charles VII quitta Troyes le 11, et parvint aux portes de Reims le 16 : il fut reçu dans la ville au milieu d'un concours prodigieux : les gens de la campagne étaient accourus de vingt lieues à la ronde. Le lendemain, un dimanche, la cérémonie du sacre commença; les maréchaux de Raitz et de Saint-Sever, l'amiral de Culant et le sire de Graville, grand-maître des arbalétriers, se rendirent dès le matin à l'abbaye de Saint-Remi, pour y prendre la sainte ampoule. Avant de la tirer hors du reliquaire, l'abbé exigea d'eux un serment sur l'Evangile, de la restituer intacte au chapitre, immédiatement après l'onction du prince; ce qu'ils jurèrent. En conséquence l'abbé, revêtu de la chape, se mit en route pour l'église cathédrale de Reims, chargé du précieux

dépôt ; et se plaça au milieu des quatre dignitaires, qui tenaient l'épée nue. Durant le cours de la cérémonie, Dunois remplit les fonctions de connétable en l'absence du comte de Richemont. Le jour même du sacre, le roi reçut la soumission des villes de Laon, de Soissons, de Châteaudun, de Coulommiers ; il atteignit Provins le surlendemain, et y apprit que Bedfort venait de quitter Paris, annonçant la résolution de lui livrer bataille et de relever le parti de Henri VI par un succès éclatant. Le cardinal de Winchester était arrivé de Londres avec 5,000 hommes destinés, disait-on, à former une croisade contre les Hussites ; mais le prince jugea plus urgent de s'en servir pour arrêter les progrès toujours croissants de Charles VII.

Le roi, ses généraux, et en particulier Dunois, se montrèrent fort joyeux en apprenant l'espèce de défi dont le régent se targuait : ils se portèrent au-devant des Anglais, sur la route de Senlis. Ambroise de Lore et La Hire, menant l'avant-garde, ne tardèrent pas de rencontrer les coureurs de l'armée ennemie, et les rejetèrent sur Bedfort : ce prince s'avançait en bon ordre à la tête de 12,000 combattants. En apercevant les premiers cavaliers de Lore, il fit halte en s'adossant à un petit étang, afin de ne pas se laisser tourner : le régent garantit son front au moyen d'une double ligne de piquets ferrés ; ses soldats en portaient chacun deux ; ils exécutaient avec une promptitude admirable la manœuvre de les planter en terre pour arrêter la cavalerie, l'arme la plus redoutable des Français. D'après les règles de la tactique qu'observaient les troupes britanniques, Bedfort se renferma dans sa position, attendant qu'on vînt l'y attaquer : il espérait que la première fougue de ses adversaires viendrait se briser contre les obstacles matériels qu'on leur opposait ; mais, à

force de commettre des fautes, les Français avaient appris à ne plus retomber dans les mêmes. L'armée du roi s'approcha des Anglais, en bataille, jusqu'à deux portées d'arbalète; néanmoins elle ne les attaqua point. Charles VII s'était placé avec la réserve en seconde ligne; les maréchaux Saint-Sever et Boussac se mirent à la gauche de la première; les ducs d'Alençon, de Vendôme, de Bourbon, au centre; Dunois, à la droite, secondé par ses deux fidèles compagnons de gloire, Xaintrailles et La Hire: ils commandaient les troupes légères chargées d'entamer l'action. Les divisions étant rangées, on dépêcha vers le régent un héraut pour l'inviter à sortir de ses retranchements; Bedfort ne répondit pas au message, mais il repoussa vigoureusement les attaques partielles dirigées sur ses flancs par Dunois, qui ne cessait de l'inquiéter. L'intervalle qui séparait les deux armées devint en peu de temps un champ de tournoi où 10, 20, 50 et même 200 poursuivants soutenaient des appertises sanglantes. Le sire de La Trémouille, ce ministre si redouté, choisit ce moment pour se montrer. La chevalerie et l'armée le connaissaient à peine; il entra dans cette lice, monté sur un magnifique coursier et revêtu d'une brillante armure. La Trémouille s'avança vers l'ennemi comme pour le braver; plusieurs Anglais s'étant élancés hors des rangs, le culbutèrent, et se disputaient déjà sa personne, dont ils espéraient tirer une forte rançon, lorsque quelques chevaliers normands se précipitèrent sur ces cavaliers, et arrachèrent de leurs mains le favori éperdu.

Au bout de trois jours d'attente, les deux partis se retirèrent simultanément. Les Français craignaient de compromettre la sûreté du roi dans une action livrée en rase campagne: de son côté, Bedfort considérait qu'il pouvait perdre sa dernière armée en soutenant un engagement

sérieux ; il jugea plus convenable de perpétuer la guerre en disséminant ses forces sur la surface des provinces voisines de la capitale. Ainsi le régent, parti de Paris avec l'intention d'accabler d'un seul coup le *Dauphinois*, n'osa pas tenter la fortune : il se retira du côté de Saint-Denis. Dunois, à la tête de la cavalerie, le harcéla sans cesse (fin de 1429) ; le roi, enhardi par la retraite de Bedfort, poussa jusqu'au milieu de l'Ile-de-France. Dunois, conduisant toujours l'avant-garde, entra dans Saint-Denis, et prit position devant Montmartre ; Charles VII, accompagné de la Pucelle et de ses généraux, vint se placer sur cette montagne : ce prince considéra pendant quelque temps avec une vive émotion cette grande cité où il avait reçu le jour, dont les portes lui étaient fermées depuis douze ans, et sur les remparts de laquelle ses yeux voyaient flotter l'étendard de l'Angleterre. Les royalistes, remplis d'une confiance malheureuse, attaquèrent impétueusement plusieurs points ; mais ils furent repoussés, éprouvèrent une perte considérable, et la plupart d'entr'eux faillit trouver la mort au pied de ces redoutables retranchements : Jeanne d'Arc, toujours en tête des assaillants, y reçut une blessure grave. Charles VII, refroidi par cet échec, quitta le camp et regagna le Berri. Il nomma gouverneur de l'Ile-de-France le comte de Vendôme, prince du sang, en lui adjoignant Dunois pour le seconder. L'hiver entier se passa en escarmouches ; durant cette inaction Bedfort avait mis en jeu tous les ressorts de l'intrigue, afin de réparer, par quelque événement politique, les revers essuyés dans la campagne de 1429. Comprenant quelle faute immense on avait commise en blessant la fierté du duc de Bourgogne, il ne négligea aucun moyen pour le ramener, et finit par lui offrir de se démettre en sa faveur de la régence du royaume

de France. Cette proposition flatta singulièrement l'amour-propre de Philippe, qui se rendit sur-le-champ à Paris; il y fit son entrée le 30 septembre 1429, par la porte Saint-Martin: sa sœur, femme de Bedfort, l'accompagnait; elle avait contribué à rapprocher les deux rivaux : 6,000 Picards et 4,000 Flamands suivaient le duc de Bourgogne. Ces troupes, conduisant un nombreux attirail de machines et de chariots, furent logées dans l'intérieur de la cité; on leur assigna des maisons vides, qui ne manquaient point, car la misère autant que les maladies avait moissonné le tiers de la population. Philippe, régnant en maître dans Paris, ne fit rien pour diminuer les maux qui désolaient la capitale; c'était la ville de France dont les habitants montraient le plus d'attachement aux ennemis de la patrie : aussi le Ciel se complaisait-il à les accabler de toute espèce de calamités. La famine et le froid furent les châtiments que ces mauvais Français ressentirent davantage. A peine l'automne commençait-il que la gelée se fit sentir; cent petits coterets coûtaient vingt-quatre sous parisis, six fois plus cher que dans les temps ordinaires; deux œufs, quatre deniers, dix fois plus que six ans auparavant. On rencontrait des corps morts à tous les coins des rues, et sous le porche des églises. Les royalistes, qui battaient la campagne, ne laissaient passer aucun transport de vivres, de telle manière que les troupes de la suite du duc de Bourgogne se voyaient au moment de mourir de faim : elles se mutinèrent pour obtenir quelques subsistances : Philippe, dans l'impossibilité de satisfaire tant de besoins, entouré sans cesse de malheureux qui venaient expirer devant les barrières de son palais, quitta brusquement Paris le 15 septembre, sans prendre aucune mesure pour garantir la ville des

entreprises des gens du dehors. « Si l'on vient vous attaquer, dit-il aux notables, défendez-vous de votre mieux. » « Veez là, dit le Journal de Paris, tout le bien qu'il fist (1). »

Le duc se rendit à Bruges pour épouser Isabelle de Portugal. Bedfort revint à Paris, et s'empressa d'envoyer en Flandres sa femme, afin de complimenter la nouvelle duchesse de Bourgogne et de proposer à Philippe la cession définitive de la Champagne et de la Brie, comme gage de leur raccommodement; mais il demandait que, de son côté, le duc prît une part plus active aux opérations de la guerre, et s'unît franchement aux Anglais pour accabler Charles VII.

Fort empressé de donner des témoignages de sa bonne volonté, Philippe commença en personne la campagne de 1430 avec une armée composée de l'élite des Bourguignons. Suffolk et 3,000 Anglais vinrent se mettre sous ses ordres. Dunois et Xaintrailles, jugeant impossible de lui tenir tête, regagnèrent les places fortes. Dunois se jeta dans Corbeil, Xaintrailles dans Melun, et la Pucelle dans Compiègne, dont le farouche Flavi était gouverneur. Le duc de Bourgogne investit cette dernière ville; la présence de Jeanne d'Arc avait transporté d'enthousiasme les habitants et les gens de la garnison : les uns et les autres repoussèrent vigoureusement les Bourguignons. Le 25 mai, la Pucelle, commandant 600 hommes, exécuta une sortie contre les quartiers du sire de Ligni, et y porta l'épouvante ; s'étant néanmoins avancée sans précaution au milieu des lignes, l'intrépide Jeanne d'Arc se vit entourée de tous côtés. Elle s'ouvrit cependant un chemin, et battit en retraite en bon ordre jusque sous les murs de Compiègne : elle

(1) Journal de Paris, p. 127.

espérait trouver en dehors des glacis le reste de la garnison disposé à protéger sa rentrée. En effet, le pont-levis resta baissé assez de temps pour recevoir les deux tiers de son monde; mais au moment où l'héroïne allait passer, le pont-levis se leva : Jeanne resta au bord du fossé, accompagnée d'une poignée de soldats. Le comte de Vendôme, qui la poursuivait de très-près, voyant son embarras, fondit sur elle; et cette fille généreuse, trahie par la fortune, se vit obligée de rendre les armes après une résistance opiniâtre. Il parut constant que Flavi, envieux de la gloire de Jeanne d'Arc, dont le crédit auprès des troupes éclipsait le sien, saisit cette occasion pour la perdre, afin de mettre un terme à une rivalité incommode. Le caractère atroce de ce guerrier justifiait pleinement les soupçons que l'armée conçut à cet égard : au reste, on aime à savoir que le trépas de cette femme héroïque fut vengé par une autre femme. Flavi avait épousé en secondes noces Blanche de Danebruch, dont les charmes produisirent, sur son cœur endurci, une vive sensation ; mais, dans un accès de jalousie, il décida de l'immoler. D'après sa coutume, Flavi enveloppa de mystère l'attentat qu'il méditait, et ne cessa pendant plusieurs jours de prodiguer mille soins à sa femme. Enfin, le capitaine ordonna à ses gens de s'emparer de Blanche, de la lier dans un sac, et de la jeter à minuit au fond des fossés du château de Bélabre qu'il habitait alors (1432). Blanche fut prévenue du péril qu'elle courait, quelques heures avant le moment fatal. Voyant sa perte assurée, elle entra dans la chambre de Flavi, qui, étourdi par de fréquentes libations, dormait profondément, et le fit poignarder devant elle par un varlet dévoué à ses intérêts. Blanche quitta le château de Bélabre (Berri), et courut se jeter aux pieds du roi,

qui résidait à Saumur. Charles VII lui accorda sa grâce pleine et entière, tant le meurtre de l'odieux Flavi paraissait à ses yeux un acte méritoire (1).

La prise de Jeanne d'Arc refroidit l'ardeur des soldats; les généraux jugèrent indispensable de remporter quelque avantage saillant, afin de prouver qu'on pouvait agir efficacement sans le secours de cette fille extraordinaire. Le comte de Clermont et Dunois joignirent leurs efforts pour secourir Compiègne, que Flavi défendait encore plus opiniâtrément depuis la perte de la Pucelle. Dunois visita toute l'Ile-de-France et la Beauce, chargé de réunir les capitaines répandus en partisans dans ces provinces. Il parvint à rassembler 14,000 hommes, les amena rapidement sous les murs de Compiègne, et contraignit le Bourguignon à lever le siége. Dunois le poursuivit jusqu'en Picardie : satisfait de l'avoir bravé au milieu de ses états, le général français se replia sur l'Ile-de-France, en prenant Gournay, Choisy et Pont-Sainte-Maxence. Ainsi se termina d'une manière glorieuse la campagne de 1430, commencée sous de tristes auspices par la prise de Jeanne d'Arc. L'année 1431 s'ouvrit par le supplice de cette héroïne. Les Anglais voulaient laver dans le sang d'une femme la honte de leurs armes : cette basse vengeance ne servit qu'à les couvrir d'opprobre, et, loin de rappeler la victoire sous leurs drapeaux, elle devint pour eux la source de revers encore plus éclatants.

Pendant sa vie Jeanne d'Arc avait rendu d'éminents services à l'Etat, en ranimant le courage abattu des Français; elle en rendit même après sa mort, car sa fin déplorable remplit d'indignation toutes les âmes. Les

(1) Histoire de Charles VII, par un anonyme. — Saint-Syphorien Guyon, p. 237.

soldats, dont elle s'était attiré la vénération, exprimaient avec énergie le désir de la venger. Les généraux profitèrent habilement de ces dispositions, et attaquèrent l'ennemi à l'improviste. Dunois venait de fixer l'attention publique par un succès brillant, qui précéda de quelques jours le supplice de l'*envoyée de Dieu* : il surprit Chartres, et l'arracha à la domination anglaise. Les habitants, accoutumés à ce régime, se montraient dévoués aux intérêts de Henri VI. Les sires de Villeneuve et de l'Aubepin, tous deux Français de la faction de Bourgogne, y avaient été placés par Bedfort, le premier en qualité de gouverneur, et le second comme capitaine d'armes. L'évêque, Jean de Fretigny, manifestait une haine furieuse envers Charles VII. Quelques hommes généreux avaient cependant conservé de l'amour pour leur pays : les pères Paris et Champron, chanoines de la cathédrale, et un Jacobin, nommé frère Sarrazin, prédicateur éloquent, se mirent en rapport avec le roi par le moyen de deux colporteurs, nommés Bouffineau et Lesueur. Ces deux marchands allaient chaque semaine à Paris, puis à Orléans, et rapportaient dans leurs voitures des denrées, des vivres de toute espèce, et principalement des aloses, poisson très-recherché par les Chartrains, réputés fort gourmands. Dans un de leurs voyages à Blois, ils s'offrirent eux-mêmes pour favoriser quelque surprise. Le conseil de Charles VII les encouragea dans leurs bonnes dispositions ; enfin, ces hommes proposèrent de livrer aux troupes du roi une porte de la ville. Personne ne parut plus capable de diriger l'action que Dunois, dont la prudence égalait le courage. Après s'être abouché avec les deux marchands, ce général, suivi de 4,000 archers, entra dans la Beauce, et s'approcha de Chartres : Florent d'Illiers, capitaine de résolution, La Hire,

Gaucourt, d'Estouteville, Villebon, devaient le seconder. Le 20 avril 1431, vigile de Pâques fleuries, fut désigné pour l'exécution du coup de main. La veille de ce jour, Dunois échelonna son monde par détachements sur la route du Blaisois, en les cachant le mieux possible derrière les taillis. Florent d'Illiers s'avança au milieu de la nuit jusqu'à cent pas de la porte Saint-Michel, accompagné de 60 soldats; La Hire, en conduisant 300, le suivait à portée de trait. Le sire de Gaucourt se tenait à une égale distance de ce dernier, avec 600 hommes; Dunois se posta une demi-lieue plus loin, en gardant auprès de lui le reste de la division. Ces détachements devaient, en cas de succès ou de résistance, se précipiter en avant pour forcer les obstacles par un mouvement vigoureux. Le frère Sarrazin avait annoncé pour le 20 avril un dernier sermon: il choisit une église située au bas de la ville, près la porte de Dreux, précisément opposée à celle de Saint-Michel; le moine fut assez heureux pour attirer sur ce point la masse de la population. Les deux colporteurs, instruits d'avance de cette circonstance, se présentèrent devant la barrière au moment du sermon; ils menaient bon nombre de charrettes chargées de marchandises, et conduites par des soldats revêtus de blouses. L'arrivée de ces deux marchands causait ordinairement une satisfaction marquée aux habitants, attendu qu'ils ne manquaient pas d'apporter des provisions que l'on ne pouvait se procurer à Chartres. Les gardes s'empressèrent d'ouvrir les portes, que l'on tenait fermées le jour comme la nuit. A la vue d'un convoi si considérable, les bourgeois accueillirent avec transport Bouffineau et Lesueur : on baissa les ponts-levis, et les voitures entrèrent; lorsqu'elles furent toutes sous le porche, les marchands s'arrêtèrent, et tirant de leurs

paniers de belles aloses, ils les donnèrent aux guichetiers, en disant: « Tenez, ceci sera pour votre diner; nous vous dérangeons si souvent, il est juste de récompenser vos peines. » Les guichetiers acceptent le présent, et se confondent en salutations et en compliments. Durant ce colloque Florent d'Illiers sort de son embuscade, envahit rapidement le pont-levis, se glisse à travers les charrettes, et assaillit les hommes de garde; ceux qui résistent sont massacrés. Le capitaine s'avance dans la ville, qu'il trouve déserte, va planter la bannière de France devant le portail de la cathédrale, et dissipe le petit nombre d'habitants qui voulaient s'attrouper. La Hire avait suivi le mouvement de son collègue; il pénètre à son tour dans la place, débarrasse la porte, s'élance également vers la cathédrale et finit par opérer sa jonction avec Florent, qui luttait déjà contre des forces supérieures; mais l'un et l'autre auraient été accablés sans la subite apparition de Gaucourt.

Les gens de Philippe-le-Bon, unis à leurs auxiliaires, accouraient en foule, conduits par l'évêque qui tenait d'une main la croix et de l'autre l'épée. Les Français seraient devenus, sans aucun doute, victimes de leur audace, si Dunois ne fût arrivé au plus vite. Ce général entra au galop dans la ville, balaya les rues et vint prendre à dos les archers bourguignons, qui pressaient de plus en plus Florent et La Hire. La jonction de toutes ces forces ranima le courage des bourgeois royalistes, qui ne balancèrent pas à se prononcer. Au bout de quelques heures, les points principaux furent occupés. Le gouverneur Villeneuve, se voyant dans l'impuissance de résister, s'échappa par la barrière de Dreux, accompagné de 100 hommes ralliés autour de lui. L'évêque, ne cessant d'exciter les Bourguignons, fut tué au milieu d'un carrefour, ainsi que 150 de ses

partisans. La résistance que la moitié des habitants avait opposée irrita si fort les soldats français, qu'on ne put les empêcher de livrer la ville au pillage. Sur le rapport du Bâtard, le roi récompensa Bouffineau et Lesueur, que Monstrelet appelle, on ne sait pourquoi, le petit Guillemin et Jean Conseil. Le premier reçut le diplôme de contrôleur du grenier à sel de Chartres (1).

L'occupation de cette ville fit aussitôt renchérir le pain dans Paris d'une manière effrayante (2); mais la joie qu'inspirait une telle conquête fut troublée par la nouvelle de la perte de Montargis. La place fut enlevée par stratagème, comme Chartres venait d'être surprise par Dunois. Surienne, Aragonais de nation, aventurier fameux, entré depuis long-temps au service d'Angleterre, parvint à se ménager des intelligences dans la capitale du Gatinais. Un jour que ce chef de bandes explorait les abords de la ville, il rencontra une jeune fille de condition obscure, et en devint épris, quoique déjà vieux. Au bout de quelque temps de liaison, il lui promit de l'épouser si elle voulait l'aider à s'emparer de Montargis; l'artisanne, éblouie par l'espoir de se marier avec un officier de haut rang, consentit à favoriser ses projets. Elle recevait depuis plusieurs années les soins d'un barbier dont la maison, bâtie sur les bords des fossés, communiquait aux remparts par une cave. Cette fille lui promit à son tour de l'épouser, et de plus 6,000 livres en présent, s'il voulait introduire par sa maison les Anglais dans Montargis. Une intrigue aussi basse réussit au-delà de toute espérance : ce boulevard, qui avait résisté aux savantes dispositions des meilleurs généraux

(1) Doyen, Histoire de la Beauce, in-8, t. II, p. 35.
(2) Journal de Paris, p. 149.

de Henri VI, fut prise pendant la nuit par un aventurier entreprenant. Surienne, au comble de ses désirs, ne tint aucune de ses promesses, chassa avec mépris la jeune fille et ne donna rien au barbier.

On eut à déplorer bien d'autres malheurs dans le courant de l'année 1431. Le brave Arnaud de Barbazan, envoyé par Charles VII au secours du duc de Lorraine, fut tué à la bataille de Bullegneville le 2 juillet. La Hire et Xaintrailles (1) tombèrent au pouvoir de l'ennemi quelques semaines après la mort de Barbazan (2) : Dunois seul conserva ses avantages; réuni aux maréchaux de Rieux et de Culant et au capitaine castillan Diego de Villandras, il contraignit, le 15 août, le duc de Bedfort à lever le siége de Lagny, et le poursuivit jusque dans les faubourgs de Paris. En septembre, une révolution, arrivée dans l'intérieur de Charles VII, vint seconder merveilleusement son ardeur; nous voulons parler de la chute de La

(1) La confraternité d'armes de Xaintrailles et de La Hire tirait son origine d'une particularité digne de tenir une place dans l'histoire. Pierre de Xaintrailles, oncle du premier, commandait le château de Couci : il fut trahi par sa chambrière qui introduisit pendant la nuit, par une poterne, les Anglais dans la place, en 1419. Les gens de Suffolk égorgèrent sans pitié le gouverneur dans son lit; néanmoins ils ne purent se rendre maîtres du château, d'où la garnison les expulsa après un combat acharné. Les soldats de la compagnie de Pierre Xaintrailles élurent deux chefs pour tenir lieu de celui qu'on venait de leur ravir, ce furent Pothon de Xaintrailles, le neveu, et La Hire : l'un et l'autre acceptèrent cet emploi et rendirent leur compagnie l'effroi des Anglais, auxquels ils vouèrent une haine implacable. Dès ce moment les deux frères d'armes ne se quittèrent plus, et s'illustrèrent par trente ans d'exploits.

(2) Arnaud de Barbazan fut enterré à Saint-Denis, en face de Duguesclin, en 1410; il institua pour héritier Bernard de Castelbajac, sénéchal de Bigorre, fils de sa sœur Jeanne : Arnaud eut depuis une fille qui épousa le sire d'Estrac.

Trémouille, dont la disgrâce fit pousser des cris de joie universels. Dunois ne pouvait que détester un ministre qui retenait son maître dans une honteuse oisiveté, et qui, au moyen de ses menées, paralysait les efforts des véritables serviteurs du roi. Sa satisfaction cessa cependant de paraître moins vive, lorsqu'il apprit que la disgrâce de La Trémouille laissait le champ libre au comte de Richemont. Celui-ci, en sa qualité de connétable, allait exercer sur les gens de guerre une autorité illimitée. Dunois, accoutumé à diriger les opérations sans contrôle, ne pouvait supporter l'idée d'obéir aux ordres d'Arthur, qui de son côté affectait de faire sentir la supériorité de son rang. Dès ce moment naquit entre le comte de Richemont et le Bâtard une rivalité de position, qui dégénéra chez le dernier en une jalousie chagrine. Ces deux rivaux, opérant sur des points opposés, vécurent séparés deux années; ils ne se rejoignirent que vers le milieu de 1434, à Vienne, où Charles VII se trouvait établi depuis plusieurs mois. Arthur venait de chasser les Anglais du Maine et du Poitou; peu satisfait de ces résultats, il proposa d'entreprendre une campagne définitive à laquelle concourraient les différents chefs. Le roi approuva ses intentions, lui donna des pleins-pouvoirs, et l'autorisation de réunir sous son commandement exclusif toutes les troupes royalistes : entreprise aussi difficile que de vaincre Bedfort en bataille rangée. Il fallait en premier lieu contraindre les capitaines à cesser leurs affreux ravages, et les ramener sous le joug de la discipline. Nous avons dit comment Arthur rassembla à Vienne les bannerets, chevaliers et écuyers qui se trouvaient dans le Dauphiné et les provinces voisines. Il en forma quatre compagnies de cent lances : cinq hommes composaient une lance; le connétable confia la première à

Dunois, dont il estimait les talents et la [illegible]. Ce dernier, subordonné désormais au prince breton, ne rendit pas moins des services signalés, qui augmentèrent chaque jour sa réputation.

Le comte de Richemont, ayant créé une nouvelle armée dans le centre du royaume, franchit la Loire, traversa la Beauce, l'Île-de-France, et pénétra en Picardie, au milieu des possessions anglaises : il laissa Dunois auprès de la Seine, en le chargeant de tenter un coup de main sur Saint-Denis. Le Bâtard enleva cette ville en présence de Bedfort, qui se vit obligé de rentrer précipitamment dans Paris. Cette campagne fut très-brillante, les Français s'y couvrirent de gloire ; leurs adversaires firent preuve également de bravoure et d'habileté. Dunois se trouva constamment opposé au vaillant Talbot : l'un et l'autre s'envoyèrent maintes fois des présents, en témoignage d'une estime réciproque. L'accommodement conclu entre Philippe-le-Bon et Charles VII indigna les Anglais contre le Bourguignon : ils voulurent s'en venger en poussant la guerre avec plus de vigueur ; leurs chefs reprirent l'offensive, et déployèrent une activité que les revers ne diminuèrent jamais.

En partant pour le congrès d'Arras, Arthur laissa le commandement alternatif de l'armée au maréchal de Rieux et à Dunois : celui-ci soutint sur les bords de la Vègre une brusque attaque dirigée par Talbot ; après une lutte vigoureuse, il refoula son ennemi jusque sous les remparts d'Houdan : cette forteresse fut prise par escalade (fin de 1435). Le vainqueur réduisit en peu de temps Pontoise, Beaumont, Melun et Pont-Sainte-Maxence. Mais, de leur côté, les généraux de Bedfort reprirent Saint-Denis, et poussèrent même jusqu'à Meulan. Dunois, accouru au secours de cette ville, livra une

action dans laquelle il reçut un coup de lance dans le flanc : le champ de bataille lui resta néanmoins; les assaillants se virent obligés de se retirer précipitamment vers Paris. La délivrance de cette métropole devint bientôt l'unique but des opérations du connétable. Le gouverneur Woodville, sentant l'importance de la possession de Saint-Denis que les Français menaçaient pour la seconde fois, détacha le vicomte de Beaumont avec 1,200 hommes, en le chargeant d'aller renforcer la garnison de ce boulevard. Arthur, instruit de cette détermination, envoya de son côté une division qu'il mit sous les ordres de Dunois; celui-ci attaqua vigoureusement Beaumont auprès des Léprories, lui tua 400 hommes, et le fit prisonnier ainsi que 200 autres soldats; le reste se dispersa dans la plaine, et Saint-Denis capitula le même jour. Ce succès permit au connétable de brusquer un coup de main sur Paris. Nous avons déjà dit comment la capitale rentra sous l'obéissance de son roi légitime; Dunois fut un de ceux qui coopérèrent le plus à la réussite d'une expédition aussi décisive. Il s'approcha le premier de la muraille, et parvint aux créneaux en même temps que Lille-Adam. Sans laisser refroidir l'ardeur des troupes, Arthur, maître de Paris, envoya ses lieutenants occuper les postes voisins de cette ville : Dunois enleva Marcoussi, Montléri; mais Creil lui résista. Le général, contraint de se retirer, alla rejoindre le connétable devant Montereau. On sait que Charles VII, sollicité de revenir à Paris, ne voulut y paraître que lorsqu'il se serait signalé par quelque exploit éclatant; c'est dans ce but que le siége de Montereau fut résolu : le roi fixa l'attention de toute l'armée par sa brillante valeur; maître de cette place, il en donna le gouvernement au Bâtard d'Orléans. Dès ce moment, le crédit de ce guerrier ne connut plus de bornes; son autorité devint presque

l'égale de celle du connétable; mais plus sa fortune s'élevait, plus son envie augmentait : cette fâcheuse rivalité sema la division parmi l'armée.

Charles VII fit son entrée dans Paris après vingt ans d'absence : il coucha à Saint-Denis le 11 novembre 1438, et en partit le lendemain matin. Le prince trouva non loin de La Chapelle les échevins, les chefs des corporations, l'université, le parlement et les notables tenant les clefs. Le monarque reçut les compliments d'usage, les mêmes que depuis un quart de siècle on avait prodigués à Henri V, à Henri VI, au régent Bedfort et au duc de Bourgogne. Après une pose d'une heure au bourg de La Chapelle, le cortége se remit en marche; il s'ouvrait par 800 archers français, que commandaient le comte de Vendôme et le sire de Graville, grand-maître des arbalétriers; puis venaient 200 hallebardiers, la moitié écossais : ce fut le noyau des compagnies des gardes-du-corps instituées plus tard. Ils étaient suivis de Xaintrailles, grand écuyer, portant au bout d'une haute lance le heaume du roi. Ce général, vêtu magnifiquement, maniait avec aisance un coursier couvert de drap d'argent, semé de têtes de licorne en orfévrerie; trois écuyers tenaient les autres pièces de l'armure royale, la cotte de velours bleu, bordée de grosses perles, et les gantelets à fil d'or; un troisième brandissait l'épée parsemée de fleurs de lis. Venait ensuite Charles VII, monté sur un destrier de moyenne taille : ce prince ayant des jambes courtes au point d'en paraître ridicule à cheval, se couvrait, dans les revues, d'une robe qui descendait jusqu'à terre; il était coiffé d'un chapeau pointu de castor blanc doublé de velours rouge, surmonté d'une houppe de fil d'or (1).

(1) Histoire de Charles VII, par un anonyme.

Un chanfrein d'acier et de belles plumes d'autruche ornaient la tête du destrier. A la gauche du roi marchait le dauphin, habillé comme son père, à l'exception de la coiffure qui différait de couleur. On remarquait derrière Charles VII le connétable, facile à reconnaître par son bonnet de poil de sanglier, son bâton de commandement et sa cotte d'armes chargée des hermines bretonnes. Un escadron très-compact, appelé *la bataille du roi*, fermait le cortége : cette bataille paraissait ordinairement dans toutes les cérémonies d'apparat, et se formait de l'élite de la chevalerie, qui se piquait de déployer une magnificence extraordinaire. La bataille de Charles VII se composait de 1,200 bannerets, chevaliers, écuyers, la plupart vieux capitaines qui se battaient depuis trente ans pour la cause royale. Chacun d'eux rivalisait de richesse dans le harnachement des chevaux et dans les armures; et comme la magnificence de ce siècle se renfermait entièrement dans la pompe militaire, il est assez probable que celle de cette époque est au-dessus de notre imagination. Le sire de Rostremen et le sire de Chabannes, comte de Dampmartin, fixaient tous les regards par la somptuosité de leur tenue. A la tête de ces 1,200 nobles, dont l'aspect devait éblouir, marchait seul, à quelques pas en avant, Dunois, armé de toutes pièces, monté sur un cheval d'une excessive grandeur, et qu'une robe de brocart couvrait totalement. Il tenait un bâton rond, semblable à celui du connétable : un collier d'or en forme de feuilles de chêne, pesant 50 marcs, pendait sur ses épaules. Un écuyer le précédait, agitant une lance peinte en rouge et parsemée d'étoiles d'argent : au bout de cette lance flottait l'image de l'archange saint Michel terrassant le diable.

Devant la barrière Saint-Denis le roi trouva un dais

très-élevé, sous lequel il traversa toute la ville. Ce dais fut porté successivement par les échevins, les marchands, les épiciers, enfin par les chefs des diverses corporations. La multitude remplissait les rues et les places publiques. Les hommes vieux pleuraient de joie en revoyant leur roi, dont ils avaient jadis salué la jeunesse; quelques-uns se rappelaient ses traits : mais les moins âgés ne connaissaient point Charles VII; la curiosité leur tenait lieu pour le moment de tout autre sentiment. De son côté, le roi considérait les habitants de Paris d'un air étonné; quelquefois des larmes inondaient son visage, au souvenir sans doute des malheurs que sa famille avait essuyés dans cette ville. Les acclamations qui retentissaient à ses oreilles paraissaient le toucher profondément : il ne put néanmoins commander à un mouvement d'irritation, que lui causaient certains détails de la cérémonie. Charles VII, voyant parmi les syndics, qui soutenaient le dais, deux hommes à chevelure blanche, leur dit : « Est-ce vous qui portiez le dais lorsque Henri de Lan-« castre fit son entrée dans Paris, il y a dix-huit ans ? » Les syndics baissèrent la tête sans mot dire, car ils avaient porté réellement le dais dans cette circonstance.

Au bonheur de voir son roi rentrer en possession de la capitale, vint se joindre bientôt pour Dunois la certitude de la délivrance de son frère, le duc d'Orléans, captif à Londres depuis vingt-cinq ans. On sait que, fait prisonnier à la bataille d'Azincourt, il ne put obtenir de Henri V la faculté de se racheter en payant une rançon. Le monarque anglais refusa constamment de briser les fers des princes du sang, que le sort des armes avait fait tomber en son pouvoir. Le besoin d'argent finit par engager le duc de Bedfort à s'écarter des instructions de son frère. Le fils de Valentine aurait abandonné tous ses domaines pour acheter la permis-

sion de quitter l'Angleterre, dont le séjour lui était odieux : il devint presque aveugle à force de pleurer sa chère patrie. Les lettres semblèrent calmer ses ennuis. On le transporta au port de Calais, où sa famille devait acquitter la rançon exigée. Dunois vola dans cette ville pour embrasser un frère dont il conservait un tendre souvenir, malgré cette absence d'un quart de siècle. Le duc le combla de caresses, en le remerciant du zèle qu'il avait mis à défendre ses domaines contre les Anglais et contre les pillards qui couvraient la surface de la France; et en témoignage de sa reconnaissance, il échangea avec lui la seigneurie de Vertus contre le comté de Dunois, possession d'une valeur décuple. L'acte fut passé à Calais, le 21 juillet 1439. Depuis cette époque, le Bâtard prit le titre de comte de Dunois, sous lequel il est plus généralement connu dans l'histoire, et que nous lui avons donné par anticipation. Cette augmentation de domaines et la renommée qu'il venait d'acquérir dans les dernières campagnes, en firent alors un des personnages les plus considérables du royaume.

Quelque temps après, il contracta un nouvel hymen; sa femme, fille de Louvet, était morte, en 1437, sans lui avoir donné d'enfants : Dunois épousa Marie d'Harcourt, fille de Jacques, comte de Tancarville. Il reçut en dot 600 livres de rente, et une partie des droits que la famille d'Harcourt pensait avoir sur la riche seigneurie de Parthenay, léguée par le sire de Lilliers au comte de Richemont. Les désordres dans lesquels se trouvait l'administration publique avaient empêché que le parlement ne jugeât cette affaire. La nouvelle alliance du Bâtard avec la maison d'Harcourt vint ajouter des motifs d'intérêt à la jalousie qu'il nourrissait déjà contre Arthur de Bretagne. Cette rivalité finit par se changer en une violente haine, et il en résulta bientôt un éclat à

la suite d'un incident dont nous avons parlé dans la Vie de Richemont, lorsque ce connétable entreprit de réprimer les exactions et les ravages commis par les gens de guerre. La protection tacite que les princes du sang et les chefs principaux accordaient aux dévastateurs, prolongeait ces désordres de la manière la plus déplorable : il fut prouvé que Dunois, dont le désintéressement n'était point la vertu favorite, retirait un lucre honteux de l'appui qu'il prêtait en cette occasion aux capitaines. L'intègre Richemont ne craignit pas de le signaler au roi comme le principal artisan de ces déprédations : Dunois dut naturellement en concevoir un ressentiment furieux. Charles VII et son conseil ne pouvaient que gémir sur ces malheurs, se trouvant dans l'impuissance d'y remédier : ils ne virent d'autre moyen que d'occuper ces guerriers, dont l'oisiveté devenait le fléau de l'État. C'est alors que le siége de Meaux fut entrepris : après la réduction de cette ville, les hostilités continuèrent avec des succès balancés. Les parties belligérantes, épuisées par une lutte de trente ans, se montrèrent disposées à conclure la paix : on ouvrit des pourparlers, au printemps de 1440. Dunois profita de cette circonstance pour travailler à la délivrance définitive du duc d'Orléans, resté à Calais provisoirement : il eut la satisfaction de pouvoir s'attribuer le mérite d'avoir brisé les fers de son frère. La joie que lui causa un événement aussi heureux, ne calma point l'inquiétude de son caractère. Les conférences entre les plénipotentiaires de France et d'Angleterre continuaient, sans que la trêve fût proclamée. Les princes du sang, unis à des barons ambitieux, choisirent ce moment pour former une ligue criminelle, sous prétexte de réformer les abus du gouvernement, regardant comme un abus le soin que le roi et ses conseillers prenaient de réprimer la licence des armes, et de châtier l'indocilité

de la gent féodale. La Trémouille, irrité de sa juste disgrâce, se fit l'instigateur de la rebellion. Dunois, oubliant ses devoirs, aveuglé par la haine qu'il portait au comte de Richemont, ne craignit pas de s'enrôler sous de telles bannières. Le connétable, accompagné de vingt officiers de son hôtel, parcourait le pays situé entre la Seine et la Loire, en inspectant les places fortes : il tomba, non loin de Beaugenci, au milieu d'un rassemblement formé des principaux mécontents, au nombre de 600. Ces nobles l'entourèrent comme des furibonds, en l'accablant de reproches. Dunois se montra le plus violent dans ses menaces ; il proposa hautement de retenir prisonnier le connétable, et de le garder comme otage. Cette opinion fut adoptée tumultueusement par ces hommes courroucés ; le sire de Chabannes fut le seul qui s'y opposa : « L'arrestation du premier officier de la couronne, dit-il, peut devenir un événement très-préjudiciable au bien de l'État; les Anglais rompront sans aucun doute les pourparlers, et recommenceront les hostilités dès qu'ils apprendront que le roi est privé du chef de l'armée. » Qui le croirait? ces raisons touchèrent des rebelles. Après quelques heures de captivité, le connétable fut libre de continuer son chemin. On sait quel fut le sort de la Praguerie : Charles VII déploya une activité merveilleuse pour détruire cette ligue ; les peuples indignés repoussèrent les barons révoltés, qui ne trouvèrent d'auxiliaires nulle part.

Dunois, après avoir terni sa gloire en se rangeant sous les enseignes de la révolte, eut au moins le mérite d'être le premier à les abandonner : il se rendit à Poitiers auprès du roi, embrassa ses genoux en implorant sa clémence. Le prince l'accabla de reproches, et lui fit surtout un crime d'avoir voulu arrêter le connétable. Le Bâtard redoubla ses supplications : Charles VII ac-

corda le pardon, en lui infligeant pour punition d'aller expulser de l'Ile-de-France les Anglais, qui ne justifièrent que trop bien les prévisions du sire de Chabannes. Ils rompirent les pourparlers, dès que les embarras du roi se compliquèrent; mais on ne leur donna pas le temps de poursuivre les avantages remportés par eux en débutant. Dunois, enflammé d'une généreuse ardeur, ramassa, dans la capitale même, un corps de 2,000 hommes, et fondit sur les divisions ennemies qui pillaient sans obstacle la Picardie, la Beauce et le Vexin; il les tailla toutes en pièces, et s'empara de l'immense butin qu'elles traînaient après elles. Ces résultats furent obtenus si rapidement, que Talbot s'imagina que le Bâtard disposait de forces considérables: dans cette persuasion, il abandonna le projet formé depuis quelque temps de diriger une attaque contre Paris. L'attitude formidable que Dunois prit dans les provinces que baigne la Seine, donna au roi le temps de réduire en entier la Praguerie.

Les Anglais, trompés dans les espérances qu'ils avaient concues de la révolte du dauphin, voulurent reprendre les conférences au printemps 1441. Charles VII et son conseil ne se méprirent point cette fois; ils poussèrent les hostilités de la manière la plus vigoureuse. Le roi eut soin de tenir séparés deux rivaux aussi susceptibles que Richemont et Dunois : le premier fut chargé d'expulser l'ennemi des places voisines de Paris, dont il avait su s'emparer pour la cinquième fois, telles que Pontoise, Creil, Meulan; le second recut la mission d'opérer une puissante diversion en pénétrant au cœur de la Normandie, province si chère aux Anglais : il y répandit la terreur en passant rapidement d'un point à l'autre. Ce général semblait être partout en même temps. Le duc de Sommerset essaya vainement de l'enfermer

dans le Cotentin : le Bâtard lui échappa avec prestesse, et prit Conches quand son adversaire le croyait du côté de Saint-Lô. Desmarets, le principal lieutenant de Dunois, surprit Dieppe et l'enleva. La perte de cette place effraya au dernier point Sommerset, qui ordonna à Talbot de ne rien épargner pour l'arracher des mains des Français.

Dieppe passait à juste titre pour une des places importantes de la Normandie, par la sûreté de son port et la proximité de Rouen. Les Anglais l'avaient fortifiée soigneusement, la regardant comme le point le plus commode pour communiquer avec leur île. Talbot accourut à la tête de 6,000 hommes; il brusqua une attaque, espérant enlever le poste avant que les Français eussent le loisir de se reconnaître : mais les fortifications, construites d'une manière supérieure, exigeaient peu de monde pour leur défense; d'ailleurs l'ennemi manquait de canons et de poudre, devenus indispensables pour former un siége en règle : son projet échoua donc. Abandonnant l'espoir de forcer les murailles, le général anglais s'empara des ouvrages extérieurs, et principalement du Pollet, montagne dominant la ville du côté de l'est. Maître de ce point, Talbot y plaça ses troupes sous le commandement du sire de Rippelay et de Guillaume de Poitou, leur prescrivant de se borner à deux choses, bloquer la ville et empêcher l'introduction des vivres. Ces dispositions achevées, il s'embarqua pour l'Angleterre, à l'effet d'y prendre de l'artillerie et deux nouvelles divisions promises depuis long-temps par le parlement. Desmarets sut enflammer les habitants d'une ardeur belliqueuse : les Dieppois montrèrent d'abord une résolution fort louable, mais elle fléchit lorsque le blocus se fut prolongé au delà de cinq mois; les vivres n'entraient plus; la flotte britannique fermait le port; la fa-

mine se faisait sentir. Les habitants, peu accoutumés aux privations, n'espérant pas d'être secourus, car la sûreté de Paris avait rappelé Dunois sous Montmartre, parlèrent de se rendre. Desmarets employa pour les en dissuader les instances les plus pressantes : voyant ses efforts superflus, le gouverneur eut recours à un stratagème fort simple et que le succès couronna autant qu'il pouvait l'espérer. Desmarets fit sortir pendant la nuit une vieille femme, en lui donnant l'ordre de se présenter aux barrières le lendemain matin, comme si elle s'était échappée du camp ennemi. Cette femme remplit ses intentions merveilleusement : à son retour les gardes se saisirent d'elle, et la conduisirent sur la place publique ; les bourgeois, formés en plusieurs groupes, la questionnèrent vivement sur les intentions des Anglais : « Les assiégeants, répondit-elle, indignés de ce que les habitants ont favorisé l'entrée des Français dans Dieppe, ont l'intention de mettre à mort tous les hommes, et d'emmener les femmes ainsi que les enfants en Angleterre comme esclaves. Ce projet est si bien arrêté, qu'on le mettra à exécution quand même la ville se rendrait volontairement et que les habitants iraient au Pollet la corde au cou. » Ce discours dicté par Desmarest fit passer la fureur dans l'âme des Dieppois : « Nous mettrons le feu à la ville, s'écrièrent-ils, et nous nous jetterons à la mer avec nos enfants, plutôt que de subir une loi aussi barbare. » Cette exaltation dura assez de temps pour que l'on pût être instruit de l'approche d'une armée française, accourant au secours de la place ; mais l'on apprit également l'arrivée prochaine de Talbot, amenant du renfort et de l'artillerie, au moyen de laquelle il voulait pulvériser les remparts. L'une et l'autre de ces nouvelles étaient fondées, mais les esprits se montraient tellement animés, que l'on refusa néanmoins d'ajouter foi à la dernière. Les obsta

cles qui arrêtaient Dunois étant levés, ce général se mit en marche pour les côtes de la Normandie et plaça à la tête de cette expédition le dauphin lui-même, espérant par ce moyen augmenter l'ardeur des troupes et soutenir la résolution des Dieppois. Les Anglais avaient éprouvé des pertes irréparables depuis huit mois que durait le siége, soit par les escarmouches, soit par les maladies ou les fatigues; mais la venue de Talbot, qu'on annonçait toujours comme prochaine, relevait leur courage. Dunois résolut d'assaillir le Pollet avant la venue de ce général. L'attaque eut lieu le 14 août 1443; mais les Français se virent obligés de se retirer après deux heures d'efforts inouïs. Cet échec ne rebuta point Dunois; il lança une seconde fois les soldats à l'assaut de la montagne, en les faisant commander par le dauphin en personne. Le jeune prince monta à l'escalade, en donnant l'exemple de l'audace, et le premier atteignit les retranchements; Dunois rompit également les palissades par les flancs: alors se livra sur le revers de la colline un combat des plus sanglants, dont le résultat fut la défaite complète des Anglais; on en tua 500. Les principaux chefs, Guillaume de Poitou, Rippelay, tombèrent, criblés de coups, au pouvoir des vainqueurs, qui s'emparèrent d'un matériel nombreux. A l'issue d'un avantage si éclatant, le dauphin et Dunois firent leur entrée publique dans la ville, et se rendirent directement à l'église Saint-Jacques pour remercier Dieu. Le premier offrit en présent à la chapelle une image de la Vierge, en argent; ce n'était point une statue, mais un tableau en relief, tel qu'on les exécutait alors. Dunois arma chevalier au milieu de l'église les jeunes Flavi, d'Estouteville, de Biencourt, de Saint-Pol, qui venaient de se signaler dans l'assaut. Dunois travailla sur-le-champ à raser les fortifications du Pollet, afin que les Anglais ne pussent

s'y loger une seconde fois ; il employa toute la population à réparer les remparts de la place, fit rassembler des amas de vivres, et prit les mesures les plus sages pour mettre la ville en état de résister si on venait l'attaquer de nouveau. Le général laissa l'honneur de ce brillant succès au dauphin : cette modestie accrut encore son crédit auprès du roi, qui, voulant témoigner sa reconnaissance, lui donna, par lettres datées de Saumur, 20 septembre 1443, le comté de Longueville, ancien apanage de Duguesclin.

Au seul bruit de la marche du dauphin, le duc de Sommerset, gouverneur de la Normandie, avait ramassé plusieurs détachements pour voler au secours du Pollet : il parut en vue de Dieppe à la tête de 5,000 hommes, le sixième jour qui suivit la prise du camp : loin d'engager une action, Sommerset rejoignit en toute hâte le chemin de Rouen. Talbot arriva également par mer, une semaine après son collègue ; il n'avait pu obtenir du ministère anglais qu'une division assez faible. Talbot jugea plus sage d'employer ces nouvelles troupes à renforcer les garnisons des autres places, qu'à tenter de chasser les Français de leur conquête.

LIVRE IV.

Conquête de la Normandie. — Dunois forme le siége de Rouen, et se rend maître de cette place dont il est nommé gouverneur. — Entrée de Charles VII dans Rouen.

La prise de Dieppe avait effrayé le conseil de Henri VI, qui s'empressa de reprendre les pourparlers. Les Anglais n'aspiraient point à conclure une paix solide ; ils voulaient qu'on leur laissât la facilité de réparer les pertes récentes, et profiter du premier embarras dans lequel ils verraient Charles VII engagé, sans songer qu'eux-mêmes marchaient sur un volcan, et que la guerre civile leur préparait des malheurs plus longs que ceux dont les Français venaient enfin de voir le terme. Une trève de deux années, signée d'abord à Tours le 1er juin 1444, fut prolongée ensuite jusqu'en 1449. Dunois présida aux conférences, revêtu de pouvoirs illimités. Son crédit auprès du souverain ne connaissait point de

bornes : on en vit une preuve évidente lorsque ses prières obtinrent la grâce du comte d'Armagnac, qu'on venait de condamner à mort pour cause de rebellion. Ce vassal ne craignit pas de s'emparer de vive force du comté de Comminge, légué par sa tante Marguerite à Charles VII. Un ordre du souverain le traduisit par-devant le parlement de Paris. Outre le crime de rebellion et de fausse monnaie, l'acte d'accusation contenait les griefs suivants : « d'avoir continué, malgré la défense expresse du roi, à se dire *comte d'Armagnac par la grâce de Dieu ;* d'avoir mis en taille ses terres deux ou trois fois par an ; d'avoir fait pendre un huissier du parlement de Toulouse, nommé Noël, qui venait instrumenter contre lui; de tenir trente ou quarante ribauds dans le château de Saint-Varin, lesquels pillaient et rançonnaient les voyageurs ; d'avoir détroussé les gens de l'évêque de Lodève ; d'avoir violenté nones et châtelaines ; enfin, d'avoir battu son confesseur qui refusait de l'absoudre de ses péchés. » Dunois, dont l'enfance s'éleva sous la protection du connétable d'Armagnac, aïeul du prévenu, regarda comme un devoir de sauver le petit-fils; il y employa la faveur immense que lui avaient assurée ses éminents services.

L'état d'agitation où se trouvait alors la société ne permettait pas aux guerriers de goûter le repos : il parut urgent d'arracher du royaume les soldats que l'on avait levés à grands frais pour contenir les Anglais dans la Normandie ; on les occupa en conduisant les uns en Suisse, les autres en Lorraine : le Bâtard d'Orléans marcha avec ceux-ci, commandés par le roi en personne. A l'issue de cette expédition, on procéda au licenciement définitif des compagnies : ce licenciement, opéré comme par miracle, changea la face de la France. Arthur de Richemont eut la plus grande part à cette

réforme, de laquelle découlèrent tant d'autres améliorations. Dunois n'y demeura pas étranger; non-seulement il retira son patronage aux capitaines qui longtemps invoquèrent son nom au milieu de leurs excès, mais il ne cessa encore de déployer le zèle le plus louable afin de seconder les efforts du connétable, quoique sa haine pour le héros breton n'eût rien perdu de sa violence. Cette conduite, toute naturelle qu'elle paraisse, n'en est pas moins digne d'éloges, en ce que les autres généraux ne montraient point la même soumission. Ce vaillant La Hire, dont le bras fut si fatal aux Anglais, refusa de subir le joug, et continua à ravager le pays à la tête de ses bandes. Il s'était emparé du château de Clermont en Beauvoisis et de la ville de Soissons; ses gens y tenaient garnison, et les ordres les plus formels du roi ne purent obtenir l'évacuation de ces places. Il fallut user de ruse pour vaincre cette obstination criminelle : on invita La Hire à une partie de paume dans le château de Roussi. Le capitaine se montrait passionné pour ce jeu; il accourut, dans l'espoir de rencontrer des joûteurs dignes de lui : quelques écuyers seulement l'accompagnaient. Un détachement d'archers survint qui s'empara de La Hire, tout en tremblant néanmoins; on ne rendit la liberté au capitaine que lorsque ses officiers eurent, d'après son commandement, remis les deux places entre les mains du maréchal de Culant (1).

Une mission de nature toute pacifique offrit, l'année

(1) La Hire, sorti d'une captivité aussi étrange, n'en continua pas moins à servir le roi et à *frapper sur les Anglais*. S'étant rendu dans le midi pour quelque nouvelle expédition, il fut obligé de s'arrêter à Montauban; ses nombreuses blessures se rouvrirent, par suite de quelques excès : le terrible capitaine mourut dans cette ville en 1449, sans laisser de postérité.

suivante (1445), au comte de Longueville l'occasion de déployer d'autres talents. Charles VII, en véritable fils aîné de l'Eglise, travaillait avec une ardeur sans exemple à mettre un terme aux funestes discordes qui déchiraient la chrétienté : un sentiment de reconnaissance l'y portait naturellement. Ce prince se rappelait trop bien que les évêques envoyés par le concile de Bâle au congrès d'Arras, contribuèrent puissamment à le réconcilier avec le duc de Bourgogne; et, à ses yeux, ce raccommodement avait plus fait pour la délivrance de la patrie que le gain de dix batailles.

Gabriel Condolmero, vénitien, fut élu pape, dans le mois de mars 1431; il prit le nom d'Eugène IV. Les seize années de son pontificat se passèrent en querelles provoquées, en grande partie, par son humeur tracassière. Il avait formé la pensée de réunir les deux Eglises latine et grecque : l'exécution d'un si noble projet demandait une fixité de vues, qui manquait totalement au pontife. Eugène trouva une opposition soutenue parmi les pères réunis au concile de Bâle; ayant voulu user de violence pour triompher de cette obstination, il échoua, et fut déposé le 22 juin 1439. Le concile élut à sa place Amédée VIII, duc de Savoie, petit-fils du fameux *comte Vert*. Amédée, un des princes les plus illustres de son temps, quoique fort singulier dans les habitudes de sa vie privée, abdiqua tout-à-coup le trône ducal en faveur de son jeune fils, après avoir rendu ses peuples heureux par une administration laborieuse autant que paternelle. Amédée prit, à l'âge de cinquante-deux ans, l'habit de moine de l'ordre de Saint-Augustin, et se retira au prieuré de Ripaille; il y goûtait depuis six ans un délicieux repos, lorsque le concile de Bâle s'imagina de l'élire pape. Amédée s'arracha de sa molle retraite, se rendit auprès des évêques assem-

blés, et prit le nom de Félix V. De son côté, Eugène protesta contre cette élection ; plusieurs souverains, notamment Charles VII, refusèrent de reconnaître le pape récemment élu. Ce nouveau schisme alarma tous les princes. Le roi de France fut celui qui montra le plus de zèle pour couper le mal dans sa racine : il dépêcha un certain nombre de personnes vers Félix, qui venait d'établir son siége à Genève. Charles VII mit à la tête de cette ambassade le comte de Longueville, chez qui une éloquence persuasive et des connaissances en théologie très-approfondies s'alliaient à une brillante valeur : on le jugeait capable de soutenir une thèse contre les plus savants docteurs. Il est à remarquer que les guerriers de cette époque se montraient propres à tout : on avait vu, quelques années auparavant, Jean de Bruc, sire de La Bouteveillaye, un des capitaines les plus impétueux de son temps, se rendre à Rome pour arranger les différends élevés entre le clergé de Bretagne et le Saint-Siége. Il s'acquitta de sa mission, l'épée au au côté, et avec autant d'habileté qu'on aurait pu l'attendre des théologiens les mieux entendus en affaires ecclésiastiques (1).

Dunois arriva à Genève le 1er août 1446; il ne trouva point Amédée VIII disposé à se démettre de la tiare, et n'eut même pas le loisir de voir l'effet que produiraient ses pressantes sollicitations : un ordre formel du roi le rappela en France. Charles VII désirait l'employer dans une

(1) Le dixième descendant de ce Jean de Bruc fut François de Bruc de Montplaisir, l'un des meilleurs officiers généraux du dix-huitième siècle. Lors de la création de l'ordre de Saint-Louis, il reçut la grande croix des mains de Louis XIV. Sa famille s'est perpétuée jusqu'à nos jours, et la principale branche est représentée par M. le marquis de [illegible]

négociation d'un intérêt plus direct. Le conseil de Henri VI refusait de remplir les conditions stipulées lors de la signature de la dernière trève. Dunois franchit donc le détroit ; on lui fit en Angleterre la réception la plus pompeuse : il ne put néanmoins obtenir la remise de la ville du Mans, l'objet principal de sa mission.

Le comte de Longueville, à son retour de Londres, trouva dans le port de Dieppe un chevalier de l'hôtel du roi, qui lui remit l'ordre signé de Charles VII de prendre le commandement de 8,000 hommes réunis dans l'Anjou, et d'agir sur-le-champ contre la ville du Mans : le prince lui donnait, pour le seconder, le vaillant La Hire, rentré dans le devoir, l'amiral Coëtivi, le sire de Jalonges et Jean Bureau, grand-maître de l'artillerie ; ce dernier disposait d'un matériel considérable. Le jour même où Dunois fit les premières reconnaissances autour de la place, afin de mesurer le terrain et de marquer l'emplacement des lignes, l'évêque d'Exester, gouverneur du Mans, commanda une furieuse sortie, dans l'espoir d'écarter les Français et de leur faire abandonner toute espèce de projet de siége. Le comte de Longueville repoussa vigoureusement les Anglais, et les poursuivit jusqu'aux fossés. Il fit mettre aussitôt les pièces en batterie, et enfonça les portes à coups de canon, prélude ordinaire d'un assaut général. Les cris d'effroi que poussaient les habitants intimidèrent la garnison : elle manifesta le désir de capituler, en demandant la faculté d'emporter les bagages et de se retirer librement en Normandie : on souscrivit à ces conditions. La ville fut évacuée par les étrangers, qui l'avaient occupée dix-sept ans ; Dunois y fit son entrée solennelle (février 1447), et alla planter lui-même sur la tour principale le drapeau de France. La prise du Mans étonna tellement le conseil de Henri VI, qu'il re-

nonça pour le moment à ses desseins hostiles. Le comte de Longueville quitta les camps pour redevenir pacificateur, et partit dans l'intention de terminer la négociation entamée avec Amédée. Eugène venait de mourir: la majorité des cardinaux élut en sa place Nicolas V. Cette élection fut contestée par quelques membres du conclave; Amédée, de son côté, protesta de la manière la plus formelle. Dunois trouva à Lyon les ambassadeurs d'Espagne, de Flandres, de Saxe, de Bavière, d'Angleterre, chargés de le seconder : il les conduisit à Genève, « où Dunois besogna si bien, dit la Chronique, que le pape Félix V se rendit à son admonition, et abdiqua le 19 avril 1449. » Il courut regagner sa délicieuse retraite de Ripaille, emportant le titre de cardinal de Sainte-Sabine. Aucun prince de la chrétienté ne disputa à Charles VII la gloire d'avoir étouffé le schisme : Dunois, son mandataire, pouvait à juste titre s'attribuer tout le mérite de l'exécution. A son retour en France, il trouva la scène entièrement changée.

Les Anglais, opiniâtres dans leurs desseins, venaient de rompre la trève en surprenant la ville de Fougères : les hostilités recommencèrent sur-le-champ. La campagne fut préparée avec un soin sans exemple : l'armée, formée d'après un système nouveau, se présentait sur un pied respectable; on voyait à sa tête Arthur de Richemont, Dunois, et une foule de généraux expérimentés. Jean Bureau rassemblait une masse d'artillerie formidable; ses nombreux essais sur le tir du canon, ses expériences dans la fonte des pièces, avaient donné à cette arme une supériorité marquée. Jacques Cœur, l'un des hommes qui firent le plus pour relever le trône de Charles VII et le consolider ensuite, accompagnait l'armée, nanti de sommes considérables,

produit de son propre commerce ou de la taille extraordinaire établie depuis peu de temps. Cet argent était destiné à tenir au courant la solde des troupes ; car si la paye eût manqué un seul jour, l'opération du licenciement serait devenue illusoire, les désordres auraient recommencé, et l'on retombait infailliblement dans l'anarchie.

Charles VII ordonna la formation de deux armées, dont l'une agirait contre la haute Normandie, et l'autre contre la basse. Le roi devait marcher avec la réserve entre ces deux divisions, afin d'appuyer celle qui fléchirait devant un ennemi supérieur en forces. Le commandement du premier corps fut confié au comte de Richemont; celui du second à Dunois, qui reçut le titre de *lieutenant-général du roi en ses guerres*, qualification nouvelle qui le plaçait immédiatement après le connétable. A cette occasion, l'historien Mathieu de Couci dit : « Lequel (Dunois) estoit en ce temps-là fort renommé d'être sage, prudent et de bonne conduite, et aussi fort aimé de tous les gens de guerre, autant et plus qu'aucun autre seigneur ou capitaine du roi de France. » Le comte de Longueville atteignait alors sa cinquantième année. Les chroniqueurs le représentent comme un des barons les plus remarquables de l'époque, soit par sa taille élevée, soit par son magnifique visage; car il ressemblait extrêmement à son père Louis d'Orléans ; cependant des jambes plus longues que ne le comportaient les proportions du corps déparaient un si noble physique, et le firent surnommer *le Bâtard aux grandes jambes*.

Nous avons vu dans la Vie d'Arthur de Richemont comment ce général fit la conquête de la basse Normandie : nous allons parler de la campagne que Dunois dirigea dans la région septentrionale de cette province.

En ce moment la Picardie, qui depuis vingt-cinq ans agissait dans les intérêts de l'Angleterre, abandonna cette alliance étrangère; 1,200 nobles de ce pays vinrent offrir leurs services à Charles VII. On les classa dans les cadres des compagnies nouvellement formées; ils s'engagèrent à servir sans solde, et à se conformer aux règlements militaires institués par le connétable. Parmi ces bannerets picards on distinguait principalement le comte de Saint-Pol, Robert de Béthune, de Mareuil, Darly de Genlis, de Saveuses, de Quiercet, Ferry de Mailly, de Poix, de Roye, Happlincourt, René-le-Bossu, Henri de Hem, Antoine de Croy, Jacques de Rambures, Girard de Biencourt: ce dernier, chef d'une des plus antiques maisons de la Picardie, descendait des anciens souverains du Ponthieu. Un de ses ancêtres se distingua à la bataille de Bouvines, où il combattit sous les enseignes de Thomas de Saint-Valeri, son parent.

Le 30 août 1449, les trois corps d'armée se mirent en mouvement: celui d'Arthur, concentré dans le Maine, s'avança par Mortain, en s'étendant sur sa droite dans le comté d'Alençon; celui de Dunois, fort de 15,000 hommes, s'était rassemblé dans la Beauce; il se déploya, la droite à la Seine, et se lia par sa gauche avec les divisions du connétable. Le roi, venant de Vendôme suivi de 8,000 féodaux, presque tous volontaires, traversa le Perche, prêt à s'unir à celui des deux généraux qui réclamerait son appui. Dunois jeta sur ses flancs le comte d'Eu et le sire de Brezé, d'une part; de l'autre, le comte de Saint-Pol et Florent d'Illiers, en leur ordonnant d'investir Verneuil, Neufchâtel, Harcourt: lui-même perça par Evreux, accompagné d'une colonne de troupes légères, dans l'intention de protéger les opérations de ces trois siéges,

et en même temps pour observer Talbot qui, à la tête de 3,000 hommes bien déterminés, voltigeait dans la Normandie, de position en position, résolu d'attaquer partiellement les divisions françaises employées au blocus. Le comte de Longueville se trouvait depuis quelques jours dans le voisinage d'Evreux, lorsqu'il apprit que le sire de Brezé avait été introduit dans Verneuil par un charpentier. Cet artisan, maltraité par les Anglais, ne respirait que la vengeance; pour la satisfaire, il indiqua aux assiégeants un passage secret, pratiqué au pied des murailles. Quoique portés dans l'intérieur de la ville, les Français rencontrèrent encore une résistance soutenue; la garnison se défendit vigoureusement au milieu des rues, et gagna en bon ordre le château appelé la Tour grise: Brezé essaya inutilement de les y forcer. Dunois, instruit de cette particularité, accourut suivi de 4,000 archers. A peine touchait-il les quartiers des assiégeants, que la nouvelle de l'approche de Talbot se répandit, et releva le courage de l'ennemi: ce général annonçait le projet ou de jeter du monde dans la Tour grise, ou de s'y renfermer lui-même. Dunois laissa sous les remparts de Verneuil 800 hommes, et, accompagné de ses deux divisions, il courut au-devant de Talbot, avec la ferme résolution de le combattre, persuadé que sa défaite déciderait du sort de la campagne: il l'atteignit devant Harcourt. Talbot, se voyant trop faible pour engager l'action dans la plaine, prit une excellente position, s'y fortifia au moyen de ses chariots, de ses bagages, et forma une ligne de piquets, attendant qu'on vînt l'attaquer. Il se trouvait dans la même situation que Fastoff à Rouvray, et l'issue du combat aurait peut-être été semblable sans la prudence du comte de Longueville, qui arrêta l'impatience de ses officiers et les empêcha de se précipiter

au travers de ces retranchements. Comme l'autorité des chefs était bien mieux affermie que par le passé, grâce aux nouveaux règlements militaires, le comte de Longueville sut contenir chacun à son poste; il s'établit en face des Anglais, et enveloppa leur position, décidé à ne fondre sur eux que lorsqu'ils en sortiraient.

L'habile Talbot exécuta dans la nuit un mouvement rétrograde, laissant ses feux allumés, et quelques troupes légères dans ses lignes pour mieux cacher son mouvement; il se jeta dans les bois, gagna le château d'Harcourt, et s'y renferma. Dunois, désespérant d'emporter cette redoutable forteresse, leva le camp et se dirigea vers Pont-Audemer, dont il forma le siége en règle. Le sire de Montfort, trésorier de Normandie, repoussa vaillamment les premières attaques. Dunois trouva moyen de mettre le feu dans l'intérieur de la place, et, profitant du désordre occasionné par un semblable événement, lança ses soldats à l'escalade; on prit la ville au bout de deux heures de résistance : les sires de Rambures, de Roye, de Croï, de Crèvecœur, les héros de la journée, furent armés chevaliers par le comte de Longueville. Ce général se porta ensuite rapidement devant La Roche-Guyon : le gouverneur capitula afin de conserver les grands biens que sa femme, dame normande, possédait dans le voisinage. Argentan fut attaqué après La Roche-Guyon; on somma les Anglais de se rendre, en leur offrant des conditions très-honorables. Les chefs se réunirent en conseil pour examiner la proposition : tandis qu'ils délibéraient, les habitants appelèrent les soldats français, leur tendirent des échelles, et les introduisirent ainsi dans le bastion. Les Anglais indignés gagnèrent en bon ordre le château, en menaçant de brûler la ville. Sur cette dé-

claration, Bureau, maître de l'artillerie, dirigea une bombarde contre le château, et pratiqua dans le mur un trou assez large pour donner passage à quatre hommes de front. Les Anglais essayèrent en vain de défendre cette brèche ; ils furent obligés de capituler le 1er septembre 1449, et sortirent le bâton blanc à la main, selon la coutume. Dunois apprit devant Pont-Audemer la réduction de Neufchâtel, obtenue par le comte de Saint-Pol. Sur le reste de la ligne, ses autres lieutenants venaient également de remporter des avantages signalés : le sire de Gaucourt avait enlevé, en dépit d'une résistance prolongée, Pont-l'Evêque, dont les habitants jurèrent « d'être bons Français à l'avenir. » Le comte de Saint-Pol, poursuivant ses succès, se rendit maître, non loin de Pont-de-l'Arche, d'un château appelé Longempré : le roi d'Angleterre en avait fait présent à Talbot. Ce général s'était plu à orner cette demeure ; le comte de Saint-Pol la livra aux flammes. L'Anglais, fort affecté de cette perte, en adressa de vifs reproches au comte, en déclarant qu'il ne laisserait pas échapper l'occasion d'user de représailles, sans songer que les événements le mettaient hors d'état d'exécuter ses menaces : il apprenait chaque jour quelque nouveau revers. Dunois soumit Lizieux, grâce au zèle de l'évêque, qui depuis long-temps préparait les habitants à un changement de domination. Les Français occupèrent la ville sur-le-champ, et se logèrent chez les bourgeois au moyen de billets délivrés par les magistrats. L'historien Mathieu Paris rapporte comme un fait des plus surprenants, que ni les capitaines ni les soldats ne commirent les moindres excès, « se gouvernant, dit-il, comme des jeunes filles. » Tandis que Lizieux recevait dans ses murs le comte de Longueville, Gournay et Vernon ouvraient leurs portes au sire

de Brezé. On sait que, dans la basse Normandie, le connétable soumettait tout le pays à ses armes. En apprenant que tant de succès s'opéraient sans obstacle, le roi partit de Vendôme, traversa la Beauce, s'avança vers Pont-de-l'Arche, afin d'effectuer sa jonction avec Dunois et ses lieutenants : cette concentration demanda huit jours. Charles VII vint en personne devant Château-Gaillard, investi la veille par le Bâtard. Cette ville, célèbre par le siége qu'elle soutint, dans le douzième siècle, contre une armée de 50,000 hommes commandée par Philippe-Auguste en personne, tomba, après les désastres de 1415, au pouvoir des Anglais qui augmentèrent les fortifications au point de rendre la place imprenable. Sommerset ne doutait pas qu'elle ne pût braver les efforts des Français. Charles VII n'était pas de caractère à se consumer devant une ville investie : au bout d'une semaine il laissa la conduite du siége au sire de Brezé, et partit avec Dunois, le maréchal de Jalonges et deux divisions, pour attaquer Gisors, dont la conquête paraissait plus facile. Le prince resta encore peu de temps devant ces remparts, et se retira à Pont-de-l'Arche, désirant y attendre l'issue des opérations du comte de Longueville. Ce général employait tour à tour la force des armes et la voie des négociations pour soumettre les places : il garantit à Richard Malbery, commandant de Gisors, la possession des terres considérables dont le roi Henri VI l'avait doté en Normandie; il lui promit de plus de remettre en ses mains ses deux fils, faits prisonniers dans Pont-Audemer. Malbery ne résista point à des offres aussi brillantes : il baissa les ponts-levis et ne quitta point la province, craignant sans doute que son gouvernement ne lui fît payer de la tête une conduite aussi coupable. La soumission de Gisors compléta les succès de la campagne : la presque

totalité des places fortes de la basse Normandie avait subi, dans l'espace de quelques mois, la loi du vainqueur.

Le sire de Brezé venait de réduire Château-Gaillard après un siége des plus meurtriers; quantité de jeunes volontaires trouvèrent la mort sur la brèche: trois frères de la maison de Roncherolles y furent tués en montant à l'assaut; leur père, Guillaume, avait péri les armes à la main dans les champs d'Azincourt. Aussitôt après l'occupation de Château-Gaillard, on pensa à se rendre maître de Rouen. Dès ce moment la conquête de cette opulente cité fut regardée comme l'unique but des opérations: Dunois fit exécuter un mouvement de concentration entre Louviers et Pont-de-l'Arche. Charles VII établit ses quartiers dans cette dernière ville.

Le temps devenait froid et pluvieux; il importait de se hâter avant l'arrivée de l'hiver. Le comte de Longueville franchit la Seine avec une avant-garde de 3,000 hommes et se rapprocha de Rouen, pour s'assurer si les Anglais avaient élevé des travaux capables de couvrir les approches de la place: il se fit amener quelques bourgeois de la banlieue, et les questionna sur les dispositions particulières des habitants. Aucune population n'avait donné à l'Angleterre autant de gages d'attachement. Les ministres de Henri VI ne cessaient de rappeler au souvenir des Normands ce Guillaume-le-Conquérant, leur ancien duc, qui avait réuni sous le même sceptre la Neustrie et la Grande-Bretagne, réunion qui avait opéré la fusion des deux peuples: « D'ailleurs, disaient-ils, les Lancastre descendent de ce même Guillaume, et doivent paraître à vos yeux bien plus légitimes que ces Capétiens vos dominateurs. » Ces discours, semés adroitement, ébranlaient les consciences. Les Normands se montraient indifférents aux malheurs

des Valois. De leur côté les Anglais, renonçant au fol espoir de ranger la France sous leur domination, se croyaient trop heureux si, pour prix de quarante ans de guerres et de sacrifices, ils demeuraient irrévocablement possesseurs de la Normandie. Ils n'épargnèrent rien pour gagner l'affection de toutes les classes; la plupart des cités obtinrent des priviléges exorbitants : elles opposèrent néanmoins fort peu de résistance aux armes de Charles VII. Rouen renfermait les partisans les plus passionnés du régime étranger : la faction des modérés, vaincue partout, y avait cherché un dernier refuge. Cependant un certain nombre d'habitants conservaient encore des sentiments français; car le spectacle du martyre de Jeanne d'Arc produisit sur les Rouennais un effet opposé à celui qu'en attendait Bedfort, et chacun d'eux regarda les revers essuyés rapidement par le régent comme la punition du meurtre de l'héroïne; enfin les intentions bienveillantes de Charles VII avaient touché bien des cœurs, et les progrès incessants de Richemont refroidissaient le zèle des amis de Lancastre. Le comte de Sommerset, gouverneur de la Normandie, indisposait par sa hauteur les gens les plus dévoués : dépourvu de génie, sans prévoyance aucune, il s'imaginait que son nom seul contiendrait les Normands dans le devoir. Les généraux français investissaient déjà Rouen, que Sommerset agissait comme si l'ennemi n'eût pas encore dépassé la Loire. Enfin l'arrivée de Talbot le fit rougir de son insouciance : ce vaillant capitaine venait de montrer des talents extraordinaires dans cette campagne malheureuse ; réduit à des forces très-minimes, ne recevant de l'Angleterre ni l'argent ni les troupes promis depuis long-temps, il sut tenir tête à des flots d'ennemis. Sorti du château de Harcourt, Talbot ne cessa de harceler Dunois, et retarda souvent la chute de plu-

sieurs places par des attaques inattendues. Rejeté enfin sur la Seine, il rassembla les détachements épars, franchit le fleuve au-dessus de Louviers avec 1,500 combattants, et rentra dans Rouen. La retraite d'un chef aussi audacieux, aussi confiant en sa fortune, attestait suffisamment l'état désespéré des affaires. Sommerset chargea Talbot de la défense de Rouen. Le nouveau commandant déploya dans l'intérieur de cette ville la même activité qui le rendait si redoutable en rase campagne; il fit travailler sans relâche aux fortifications, mura plusieurs portes, et distribua de la manière la plus habile les deux mille archers Anglais, derniers restes de tant de bataillons : il occupa de sa personne, avec 300 hommes, le palais, situé à l'une des extrémités de la ville, commandant la Seine d'un côté, et la plaine de l'autre.

Henri V, maître de Rouen, fit construire cette citadelle, sous prétexte de fonder une demeure digne d'un puissant monarque; il choisit à cet effet un enclos dans les ruines des anciennes fortifications, formant l'angle ouest, à 600 pas du pont : ce terrain appartenait à un bourgeois, nommé Baille-Hache. Henri l'acheta, fit travailler aussitôt au palais, que l'on flanqua d'une tour tellement forte que le vulgaire la nomma *nul s'y frotte*. Ce monument, commencé en 1419, fut terminé en 1423. Talbot plaça 300 hommes dans la tour du pont, sous les ordres de Gouvel, son meilleur officier. Sommerset et 400 Anglais tenaient le château situé près des remparts. Philippe-Auguste, ayant détruit les fortifications de Rouen, ordonna de bâtir ce château en 1205. Ce boulevard fort vaste défendait la partie nord-ouest de la ville; l'un des bouts se terminait par un donjon très-élevé : il servit de prison à l'infortunée

Jeanne d'Arc, lors de son procès (1). Un petit détachement de 120 hommes se posta dans le couvent Sainte-Catherine. Ce monastère, bâti sur un plateau, en face de la porte Martinville, couvrait la route de Paris. D'autres petits pelotons garnissaient les approches de la porte Beauvoisine ; et le surplus des troupes régulières, uni aux gens de la milice, fut employé à la défense des remparts. Pendant que Talbot prenait ces dispositions militaires, le comte de Sommerset agissait envers les magistrats et les notables selon l'urgence des circonstances : il comprenait enfin que des airs de hauteur ne suffisaient point pour retenir dans le devoir une population de 50,000 habitants, dont la moitié se montrait favorable à la cause des Valois. L'archevêque surtout déployait en leur faveur le zèle le plus actif ; il avait su gagner la compagnie des arbalétriers, instituée par Philippe-Auguste pour la garde de la ville : formée dès le principe de 50 cavaliers soldés, elle s'adjoignit plus tard un certain nombre de jeunes volontaires appartenant aux meilleures maisons. Chaque famille un peu marquante comptait un des siens parmi ces arbalétriers supplémentaires, ce qui donnait à la compagnie du relief et de la prépondérance. Philippe-Auguste lui avait accordé quelques

(1) Un capitaine français nommé Ricarville tenta, de concert avec le maréchal de Boussac, d'enlever cette héroïne qui venait d'être condamnée à mort ; il surprit le château dans une nuit du mois de mars 1431, et tua quantité d'Anglais. Arundel, gouverneur de Rouen, qui l'habitait, s'échappa presque nu. Mais Ricarville ne trouva point la Pucelle : depuis quelques jours on l'avait changée de prison. L'audacieux capitaine n'ayant point été soutenu par le maréchal de Boussac, fut investi à son tour dans la citadelle, résista aux Anglais pendant quinze jours ; enfin il fut pris, et pendu aux créneaux, ainsi que tous les soldats qui l'accompagnaient.

priviléges; les successeurs de ce prince les conservèrent. Charles V exempta ce corps des tailles et gabelles; ceux qui le composaient obtinrent la permission de vendre le vin de leur crû sans payer de droit. Ce décret, dont on a conservé la minute en latin, prouve que la Normandie possédait alors des vignes. Les arbalétriers jouissaient encore de la faculté de prendre gratuitement, dans les greniers publics, le sel nécessaire à leur consommation. La compagnie prélevait chaque année sur les aides, pour sa solde, 3,000 livres. On lui assigna un logement commun et un enclos très-vaste, du côté de la porte Beauvoisine, pour les exercices journaliers : ce lieu a toujours conservé le nom de Jardin des Arbalétriers. Henri V, roi d'Angleterre, loin de licencier ce corps, s'appliqua à gagner l'affection des soldats qui servaient dans ses rangs; il doubla leur nombre, leur accorda des distinctions, en conduisit une partie à la guerre, et s'en fit une espèce de garde : on les vit avec lui aux siéges de Meulan et de Pontoise. Ces faveurs signalées, accordées par un souverain étranger, ne bannirent point du cœur des arbalétriers le souvenir des rois de France, qui avaient institué leur compagnie. L'archevêque entretint ces bonnes dispositions, autant qu'il fut en son pouvoir. Sommerset et Talbot redoublaient d'efforts pour cacher le véritable état des choses; mais ils ne purent dérober au public la connaissance du mouvement que Dunois venait d'opérer autour de Rouen. La nouvelle de l'approche du général français tint la ville en fermentation : l'orage commençait à gronder; Talbot parcourait tous les quartiers, afin d'encourager les partisans de l'Angleterre : il déployait, à soixante-dix-sept ans, une activité surprenante. La vue de ce héros, le souvenir de ses exploits, en imposaient encore à la multitude.

Afin d'augmenter les embarras de Sommerset, le comte de Longueville députa quatre hérauts vers les magistrats civils de Rouen, pour les sommer de rendre la ville : il espérait, au moyen de cet expédient, provoquer une scission entre les bourgeois et les Anglais; mais les envoyés ne purent franchir les barrières, et on menaça de les précipiter dans les fossés s'ils se représentaient une seconde fois. Dunois instruisit le roi de cette circonstance : Charles VII rassembla sur-le-champ son conseil, qui décida que le comte de Longueville se porterait devant Rouen accompagné de 15,000 hommes, et resserrerait la place autant que la nature des lieux le permettrait. On se flattait que la vue d'une armée française, disciplinée, tenue sur un pied respectable, engagerait les habitants à tenter un mouvement en faveur de la cause royale. Dunois parut devant Rouen le 12 octobre 1449; ses 15,000 hommes marchaient sur trois colonnes; ils s'étendirent en une seule ligne qui embrassait les remparts, depuis la porte Beauvoisine jusqu'au-delà de la porte Martinville : le général se mit ainsi en bataille, comme pour offrir le combat aux Anglais; ceux-ci n'envoyèrent pas à son encontre un seul détachement. Talbot redoubla de vigilance dans ce moment critique, distribua son monde aux portes, sur les places publiques et sur les remparts. Ces précautions continrent les malveillants : presque tous nourrissaient l'envie de se prononcer ouvertement; mais aucun d'eux n'osait donner le signal.

Le comte de Longueville resta plusieurs jours dans la même position; voyant que le mouvement tant désiré ne s'exécutait pas, il se retira lentement : ses soldats manquaient de vivres et des tentes nécessaires pour s'abriter contre la pluie et la grêle qui tombaient sans discontinuer. Pendant sa station devant Rouen, le

généralissime trouva moyen de nouer une correspondance avec plusieurs notables. Le plus empressé de le servir fut Pierre Blanchard, dont le père, capitaine de la milice soldée, avait eu la tête tranchée par les ordres de Henri V, qui ne lui pardonna pas d'avoir défendu vaillamment les armes à la main la cause des Valois, lors du siége de Rouen. Ces notables promirent de seconder les Français, en déclarant néanmoins que le moment n'était pas favorable. Dunois n'insista plus; il battit en retraite jusqu'à Pont-de-l'Arche, en échelonnant sur la route des pelotons destinés à l'instruire des insurrections qui pourraient éclater dans Rouen.

Cependant l'apparition de cette armée française avait augmenté la confiance des amis de Charles VII. Talbot, s'étant aperçu de l'hésitation des bourgeois qui gardaient les remparts, les en chassa fort durement, en les faisant remplacer par des soldats tirés du palais et du château; il n'osa cependant pas expulser les arbalétriers de leur enclos, dont le mur, flanqué de deux tourelles, tenait, dans la ligne du rempart, un espace de cinquante toises. Ce poste, voisin de la barrière Beauvoisine, était dévolu aux arbalétriers depuis l'institution de ce corps; il craignit de les mécontenter. La suite prouva que, dans les positions désespérées, la prudence commande de ne garder aucun ménagement. L'archevêque et les notables travaillèrent si bien l'esprit des arbalétriers, que ces soldats jurèrent de se vouer entièrement à la cause légitime. Il fut décidé que l'on introduirait les troupes royales par le jardin ci-dessus désigné: en conséquence, deux jours après la retraite de Dunois, on députa secrètement vers Charles VII un message pour le supplier d'envoyer une seconde fois le comte de Longueville, auquel on promettait de livrer le

poste des arbalétriers. D'après cette invitation, le roi en personne passa la Seine avec toutes ses troupes, et vint prendre position à Saint-Ouen. A peine fut-il établi dans ce village (deux lieues de Rouen), qu'il vit arriver six notables qui venaient lui annoncer comme très-prochaine la soumission de leurs compatriotes; ils assuraient qu'un mouvement insurrectionnel organisé depuis long-temps devait éclater ce jour même. Le fait était vrai; mais tandis que ces bourgeois donnaient cette assurance à Charles VII, Sommerset, instruit du complot, prenait les dispositions les plus énergiques pour le déjouer. Il dut son salut, dans cette crise, aux Français du parti modéré; voici comment. Aussitôt après la venue des notables à Saint-Ouen, Dunois leva ses quartiers, se mit en marche, et alla se présenter une seconde fois devant Rouen, en étendant sa ligne jusqu'à la porte Beauvoisine. Dès que la tête de ses colonnes parvint à la hauteur du Jardin des Arbalétriers, le général détacha 200 écuyers, chargés d'exécuter le coup de main; ces hommes se portèrent précipitamment vers les murailles, franchirent les fossés, saisirent les échelles qu'on leur tendit, et montèrent en toute hâte: 40 avaient déjà pénétré dans l'enclos, et un pareil nombre atteignait les remparts, lorsqu'un horrible tumulte se fit entendre à l'extérieur; les portes du jardin se brisèrent avec fracas du côté de la ville; en même temps l'on vit paraître Talbot, qui, instruit par les apostats de ce qui se passait, accourait à la tête de 300 archers gallois, l'élite de ses soldats; il fondit sur les Français mêlés avec les arbalétriers, et les sabra tous. En vain ceux-ci demandaient-ils quartier en jetant leurs armes, on ne les écouta pas: Talbot passa au fil de l'épée tout ce qui se trouva dans l'enclos; il monta lui-même sur les remparts, en fit précipiter tous ceux

qui s'y établissaient, et brisa les échelles : sa bannière, d'un rouge foncé, toujours portée devant lui, flottait en dehors des créneaux ; elle apprit à Dunois la fatale issue d'un projet sagement combiné. En recevant la nouvelle de cet échec, Charles VII, que la plus légère contradiction rebutait, regagna sur-le-champ Pont-de-l'Arche ; Dunois se vit contraint de suivre son mouvement. Si le roi n'avait pris la fâcheuse détermination de se retirer aussi subitement, il aurait avancé d'une semaine la reddition de Rouen. La victoire de Talbot, loin de servir les intérêts des Anglais, ne fit que hâter leur ruine ; la mort des arbalétriers, passés au fil de l'épée d'une manière si cruelle, inspira aux Rouennais un profond ressentiment. L'explosion aurait eu lieu le jour même, si le départ du roi n'eût diminué la confiance des habitants : cependant ils s'étaient compromis par une joie anticipée, l'effervescence allait toujours croissant ; enfin les attroupements commencèrent à se former le sixième jour sur les places, dans les carrefours, et l'insurrection finit par éclater devant la porte Beauvoisine. Talbot vola à la défense des remparts : le comte de Sommerset, espérant calmer les esprits, parcourut à cheval tous les quartiers ; il fut entouré par une foule immense qui l'accabla d'invectives, en lui reprochant le massacre des arbalétriers. Le fier Sommerset voulut d'abord répondre par des menaces de châtiment ; mais il ne tarda pas de changer de langage, en songeant que les 40 gens d'armes qui l'escortaient ne pouvaient le garantir des coups de la multitude courroucée ; il employa de plus douces paroles, et se hâta de regagner le château, d'où les Anglais sortirent pour favoriser sa retraite. Un nouvel incident vint compliquer les embarras du gouverneur : les notables, chargés d'aller trouver le roi à Saint-Ouen, purent ren-

trer dans la ville à la faveur du tumulte ; ils publièrent en tous lieux que Charles VII, ne voulant pas signaler sa venue dans Rouen par des actes de vengeance, accordait un pardon irrévocable à ceux qui s'étaient montrés ses ennemis, et laissait à tous la faculté de se retirer dans le lieu qu'ils choisiraient, sans crainte d'être tracassés pour leur conduite passée. Ceci toucha beaucoup les Français modérés, qui rompirent sur-le-champ avec les Anglais, jetèrent les armes, et se barricadèrent dans leurs maisons. Talbot, convaincu, par cette dernière démonstration, de l'impossibilité d'empêcher les habitants de communiquer avec le roi dont l'armée s'était une seconde fois rapprochée de Rouen, rappela les postes disséminés sur les remparts, ainsi que le détachement qui tenait le pont, et partagea tout son monde en deux divisions; il laissa la première dans le château sous les ordres du sire de Roos, et alla s'enfermer avec la seconde dans le palais que le comte de Sommerset occupait encore : l'un et l'autre attendirent dans cette situation les événements, qui ne tardèrent pas à se décider contre eux. Des cris de joie signalèrent la retraite des Anglais; les habitants, maîtres des postes et des remparts, manifestèrent en toute liberté leurs véritables sentiments. On mit en branle la grosse cloche, appelée l'horloge de beffroi : Sommerset en avait fait dorer les cadrans, à ses frais, l'année précédente. Les magistrats et les notables se réunirent à l'hôtel-de-ville; ils formèrent une députation pour aller présenter leur soumission au roi : l'archevêque Raoul Roussel fut choisi pour être le chef de cette députation, qui arriva à Pont-de-l'Arche le 17 octobre. Le roi la reçut avec une bonté touchante; il promit aux habitants de conserver les priviléges, et annonça pour la seconde

fois que ceux qui craignaient sa présence pouvaient se retirer en emportant leurs biens. Il chargea la députation d'offrir, de sa part, les mêmes conditions au comte de Sommerset et à ses Anglais. Les notables rentrèrent dans la ville; la réponse du roi remplit tout le monde d'enthousiasme. On fit également part à Talbot et à Sommerset des propositions de Charles VII; mais l'un et l'autre les repoussèrent avec mépris : ils eurent lieu de se repentir d'une détermination dont on ne comprend pas l'imprudence, car ces étrangers allaient se laisser enfermer dans le vieux palais sans aucune probabilité de secours. Charles VII, agissant en souverain, nomma le comte de Longueville gouverneur général de Rouen, et lui donna l'ordre d'aller prendre possession de son commandement. Dunois arriva le 19 octobre devant le plateau de Sainte-Catherine, et somma les 280 Anglais occupant le monastère d'évacuer le poste, ce qu'ils firent sur-le-champ. On les dirigea vers Pont-de-l'Arche. Ces soldats rencontrèrent au-delà de Saint-Ouen Charles VII, qui suivait le mouvement de l'avant-garde; ce prince les traita avec douceur, leur recommanda surtout de ne point piller son pauvre peuple, et de payer ce qu'ils prendraient : « Comment ferons-nous, noble sire? répondirent les Anglais; nous n'avons rien. » Charles VII leur fit donner 100 francs.

Le plateau de Sainte-Catherine étant balayé, le comte de Longueville rangea son armée en bataille au pied de la montagne, en face de la porte Martinville; il s'arrêta dans cette position. Vers midi, une députation, composée de notables et d'ecclésiastiques, sortit, et vint lui présenter les clefs en disant « qu'il lui plût de faire entrer dans leur cité, de par le roi, le nombre de gens de guerre qu'il voudrait. » Dunois se fit précéder par trois compagnies de gens d'armes à

cheval, commandées par les sires de Brezé, de Hoquet, de Mauny. Le général survint une heure après, accompagné de ses archers et de 3,000 fantassins; il plaça le sire d'Harenvillers avec 200 hommes dans les fortifications du pont, investit sur-le-champ le vieux palais et le château, de manière à intercepter toute communication. Le lendemain, qui était un lundi, il fit ouvrir les portes, et laissa l'entrée libre aux gens des campagnes. Les magistrats firent publier « que tout homme, grand ou petit, portât la croix blanche sur sa casaque ou sur son chaperon. » Dunois fut conduit à l'église cathédrale; les chanoines le reçurent sous le portail, et le revêtirent de la chape de saint Romain, ancien archevêque et patron de la ville. Cet honneur ne s'accordait qu'aux personnages éminents; sans doute que Talbot et Sommerset en avaient joui avant lui.

L'ancien gouverneur, enfermé dans le château, demanda un sauf-conduit pour aller visiter le roi. L'ayant obtenu, il sortit à cheval, habillé d'une robe de velours bleu ornée d'orfévrerie d'or, ayant une toque de velours rouge; il eut la douleur, en traversant la ville, de voir les habitants, sans exception d'un seul, parés de la croix blanche. Le comte trouva le roi de France environné d'une cour dont la magnificence l'étonna extrêmement; car les Anglais ne considéraient toujours dans Charles VII qu'un prétendant sans ressources, qui subsistait naguère des deniers de Jacques Cœur. Sommerset s'inclina profondément, et annonça qu'il venait dans le dessein d'obtenir pour lui et les siens les avantages garantis aux bourgeois de Rouen par la dernière capitulation, c'est-à-dire la permission de se retirer où bon leur semblerait. Le roi répondit avec fermeté: « On vous a offert déjà ces mêmes avantages, et vous les avez repoussés; aujourd'hui je veux que l'on

s'engage à payer 150,000 écus pour les frais de la guerre, que l'on n'emmène aucune artillerie, et que l'on restitue Honfleur, Caudebec, Tancarville et Harfleur. » Ces conditions, quoique très-rudes, auraient été acceptées sur-le-champ si la fierté anglaise ne se fût révoltée à l'idée de rendre Harfleur, la première conquête de Henri V. Sommerset refusa d'admettre cette clause : on y tint plus fortement. Il rompit les pourparlers, et se retira sur-le-champ ; le roi le fit reconduire à travers l'armée, par le comte de Nevers et le comte d'Eu, princes du sang. L'Anglais rentra dans le palais ; Dunois redoubla de vigilance pour l'y resserrer. Sommerset, privé de vivres, demanda, le douzième jour, à traiter définitivement. Il se rendit une seconde fois auprès du roi, et le supplia de ne pas exiger la remise d'Harfleur, si l'on ne voulait pas réduire au désespoir les troupes qui lui restaient. Charles VII, jaloux de mettre des bornes à cet état d'incertitude qui pesait sur la ville de Rouen depuis près de trois semaines, acquiesça aux demandes du prince étranger; mais il exigea pour garantie de la fidèle exécution du traité, que Talbot, la comtesse de Sommerset, le fils du comte Dormond et le fils de Gouvel restassent en otage. Le gouverneur rentra dans le palais, et fit part à ses officiers des conditions imposées par le monarque. La clause relative à Talbot produisit une vive rumeur parmi les soldats anglais : ces gens ne voulurent pas que le héros qu'ils idolâtraient se séparât d'eux pour devenir prisonnier des Français. Cette obstination dura deux jours entiers ; la faim en triompha aisément. La capitulation fut exécutée telle qu'on l'avait dictée ; les Anglais ne purent emmener aucune artillerie : Sommerset sortit à leur tête, et prit le chemin de Caen, où il espérait recevoir de Calais des renforts qui le mettraient en position de

conserver le reste de la Normandie. Gouvel commandait les troupes sous le comte de Sommerset. Le jour même de la sortie des Anglais, Charles VII quitta Saint-Ouen, et vint occuper le plateau de Sainte-Catherine; il y reçut la visite de Talbot. Ce général mit un genou en terre, et baisa la main du monarque : ainsi en agissaient les barons qui désiraient accomplir un acte de vassalité envers leur suzerain. Charles le releva avec empressement : « Soyez le bienvenu, Talbot, lui dit-il en souriant; est-ce que vous venez bailler serment à nous? » Talbot avait été créé par Henri VI comte du Perche et maréchal de France : le monarque pouvait espérer que l'Anglais, pour conserver ce riche comté, consentirait à devenir vassal de la couronne; mais celui-ci répondit : « Seigneur, pardonnez-moi; je ne suis pas encore conseillé pour le faire (1). »

Charles VII demeura quelques jours au monastère Sainte-Catherine, y fit ses dévotions de la Toussaint et s'y prépara à paraître aux yeux des Rouennais de la manière la plus convenable. Les entrées de nos monarques, soit dans leur capitale, soit dans les villes de premier ordre, devenaient de véritables solennités par le faste et la magnificence dont la royauté s'entourait.

Auprès de Charles VII se trouvaient alors non-seulement les princes du sang, mais encore tout ce que la chevalerie de France comptait de plus illustre : les comtes de Soissons, de Clermont, d'Eu, de Nevers;

(1) Charles VII pouvait d'autant plus concevoir cet espoir, que Talbot était d'origine normande : il sortait du pays de Caux, où sa famille possédait jadis le fief de Cleuville. Quantité de féodaux, descendants des premiers compagnons de Guillaume-le-Conquérant, abandonnaient journellement l'Angleterre pour s'établir dans la patrie de leurs ancêtres.

les deux Charles d'Anjou, dont l'aîné était roi titulaire de Sicile; le comte du Maine, leur neveu, les sires d'Albret, Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, Charles de Montmorency; les sires de La Fayette, de Tancarville, de Chabannes, Emeri de Rochechouart, de Culant, de Blainville, d'Orval, de Gaucourt, de Valpergue, d'Estampes, de Castres, de Biencourt, de Chailly, de Rochefort, d'Escars, de Xaintrailles, de Pressigny-Duchâtel, Saint-Belin, Pierre de Villequier, enfin le jeune Louis de La Trémouille, fils de l'ancien ministre, mort depuis trois ans. Quantité de féodaux normands s'étaient ralliés depuis deux ans aux bannières de Charles VII : on distinguait parmi eux les sires de Dampierre, d'Aumale, de Thorigni, de Torsi, de Braquemont, de Coigny, de Bec-de-Lièvre, de Clinchamp, de Coulombières, d'Estouteville, de Fontenay, de Gamaches, de Grandcourt, d'Houdetot, de Granville, de Guitry, de Longueval, de Caillebot, de Maulevrier, de Montagu, de Montigni, de Tourville, de La Roche-Guyon, de Tilli, de Creuilli. D'autres bannerets marchaient dans la Normandie, sous le commandement du connétable.

Le moment de l'entrée étant arrivé, le roi prit des mesures extraordinaires pour que l'ordre le plus sévère régnât dans la marche du cortége ; on assigna à chaque baron sa place, en lui enjoignant de ne la quitter sous aucun prétexte. « Le prince prescrivit à tous, dit un historien contemporain, de garder son rang, de ne pas s'entrevancher les uns contre les autres, sous peine, à ceux qui autrement le feroient, d'être blâmés et reprochés en leur honneur. » Charles VII avait sans doute à cœur d'éviter les querelles qui pouvaient s'élever pour les préséances entre tant de bannerets vaniteux et très-susceptibles.

Pendant que les nobles de France terminaient leurs préparatifs, que plus de 1,000 ouvriers venus de Paris polissaient les armes et les cuirasses, que l'on rajustait les harnachements des chevaux; de leur côté, les magistrats de la cité de Rouen réglaient les dispositions arrêtées pour la réception du roi légitime : ils ordonnèrent de tendre les maisons depuis le toit jusqu'à la base, et de couvrir même les rues de manière à former un ciel continu. Tous les bourgeois s'habillèrent mi-partie rouge et blanc, la couleur du roi; les fontaines versaient du lait et du vin; quelque emblème singulier ornait chaque carrefour : l'un d'eux représentait un léopard entouré de ses petits, se regardant dans un miroir, en frappant son image avec sa patte (allégorie du courroux que montrait l'Angleterre du triomphe de la cause française); un autre emblème représentait les armes parlantes de la ville, un agneau (*Agnus Dei*) qui roulait ses yeux, et *semblait rire de plaisir*. Dunois, en qualité de gouverneur, présidait à tous les préparatifs; des postes militaires stationnaient de loin en loin, et se liaient entre eux par une haie d'archers : la discipline la plus exacte régnait parmi les gens de guerre.

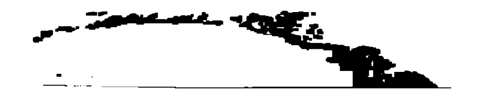
Le 10 novembre au matin (1449), le roi descendit de Sainte-Catherine, passa la petite rivière qui coule au pied du plateau; il s'arrêta au couvent des Chartreux, situé dans la plaine, sur la route de Darnetal : le prince y trouva l'armée rangée en bataille. Le cortége se forma sur ce point; chacun y prit la place qu'on lui avait assignée. Le roi tourna une partie de la ville, passa devant la porte Saint-Hilaire, longea le rempart, et arriva vers midi devant la barrière Beauvoisine. Dunois sortit à cheval, accompagné de l'archevêque monté sur une haquenée, des évêques de Lisieux, de Coutances, de Bayeux, de douze notables et

du clergé chantant le *Te Deum* et chargé des reliques de saint Romain. Le comte de Longueville menait les notables; le plus âgé de ces bourgeois s'avança vers le roi, fléchit le genou, et présenta les clefs : son émotion l'empêcha de prononcer le discours d'usage. Alors Dunois prit la parole : « Voilà, sire, dit-il, vos bons bourgeois de Rouen qui vous supplient très-humblement que vous les teniez pour excusés de ce que si longuement ils ont attendu de se remettre en votre obéissance; car ils ont eu de fort grandes affaires, et ont été fort contraints par les Anglais, vos anciens ennemis. » Charles VII répondit qu'il était très-content d'eux, et les tenait pour excusés. Alors le comte de Longueville se plaça derrière le roi, et le clergé prit la tête du cortége, qui s'ouvrit par 40 archers à cheval de la compagnie du comte de Clermont, habillés uniformément d'une cotte d'armes ou tunique rouge sans manches : leurs chapeaux de fer, leurs cuissards, jambières, et les harnachements des chevaux, étaient ornés de clous d'argent. Après eux venaient 50 archers du comte d'Anjou, vêtus de jaune; de leur chapeau de fer pendait une longue queue de taffetas découpé appelée *comète*, descendant jusque sur la croupe de leurs chevaux : le commandant de cette troupe portait la bannière particulière du comte d'Anjou; puis 50 archers du roi de Sicile, avec des jaques mi-partie gris, blanc et noir, la couleur de leur maître; puis 50 archers de la garde particulière du roi, avec des cottes d'armes rouges, vertes et blanches, ornées d'orfèvrerie d'argent : trois grandes plumes d'autruche, correspondant chacune à la couleur de la cotte, ombrageaient le chapeau de fer. S'avançaient ensuite 300 autres cavaliers de la garde, vêtus plus simplement, ayant une cotte rouge ornée d'un soleil d'or par devant : leur comman-

dant, le sire de Valpergue, bailli de Lyon, montait un cheval noir couvert de satin bleu. Venaient derrière le sire de Valpergue, les trompettes du roi et du comte d'Anjou, au nombre de 20, « sonnant merveilleusement, » les 24 hérauts du roi, et immédiatement après les officiers de l'hôtel : d'abord, le sire de Gaucourt, premier chambellan, ancien gouverneur d'Orléans; son cheval était couvert d'une robe de satin cramoisi, parsemé de croix blanches : ce baron devait éprouver une vive émotion en traversant Rouen, car son père Raoul avait été massacré dans les rues de cette ville en 1417 par les habitants révoltés; puis Dunois, grand chambellan de France, magnifiquement vêtu d'une jaque de velours violet, doublée de martre-zibeline, et qui descendait jusqu'aux jambières, faites d'argent bruni : cette jaque s'ouvrait par devant, pour laisser voir une brillante cuirasse. Une housse en satin, mi-partie blanche et bleue, enveloppait entièrement son cheval, dont le chanfrein en acier poli, orné d'argent, jetait un grand éclat : son épée seule coûtait 20,000 écus. Sur les pas du comte de Longueville marchait Enguenin d'Escars, second chambellan, portant également la robe mi-partie blanche et bleue, montant un destrier caparaçonné et surchargé d'ornements couleur de feu. Sur la même ligne marchait le sire Jacques Cœur, qui semblait étaler avec affectation un costume semblable à celui de Dunois, quoiqu'il fût étranger au métier des armes; même jaque, même corselet, même épée : on lui fit plus tard un crime de cette imitation puérile. Puis venait le maréchal de La Fayette, armé de pied en cap, en sa qualité d'homme de guerre; il était suivi de Juvénal des Ursins, grand chancelier de France, revêtu d'un manteau pourpre, dite couleur de roi : devant lui, un écuyer conduisait par la bride une

haquenée blanche d'Irlande ; sur la selle, de forme carrée, se trouvait fixé par des lanières dorées un coffret de bois précieux, long d'un pied, renfermant les sceaux de l'Etat. Pierre Guerin de Brulart (1), premier secrétaire de la chancellerie, se tenait à cheval auprès des sceaux. Derrière Juvénal des Ursins s'avançait Jean de Fontenilles, maître des écuries, portant, roulé sur ses épaules comme une écharpe, le manteau du roi ; on distinguait cet officier à un chapeau de castor très-élevé. Venait ensuite Antoine de Chabannes, grand pannetier, montant un cheval noir richement caparaçonné, car le comte de Dampmartin était un des barons les plus fastueux de son temps. Puis s'avançait Xaintrailles, grand écuyer, bailli de Berri, ayant en sautoir l'épée du roi ornée d'un pommeau et d'une croix d'or massif ; une housse de satin bleu couvrait son cheval. Immédiatement après Xaintrailles marchait le roi, portant une armure complète : cette armure, d'un travail fini, était resplendissante d'or ; un petit chapeau de castor gris, doublé de satin rose, pointu et terminé par une houppe à fils d'or, remplaçait le casque : l'historien de l'époque, Alain Chartier, n'explique pas cette singularité. Charles VII montait un cheval de taille moyenne, expédient ordinaire chez ce prince pour rendre moins sensible à la vue la disproportion de ses jambes, beaucoup trop courtes pour le corps ; ce cheval était couvert d'une robe de drap bleu à franges d'or, semée de fleurs de lis ; quatre pages le précédaient : le premier portait la lance, le second la javeline, le troisième le bouclier,

(1) Il descendait en ligne collatérale du chevalier Guerin qui dirigea les opérations lors de la bataille de Bouvines, mort évêque de Senlis. Pierre de Brulart devint conseiller du roi ; sa famille s'est perpétuée jusqu'à nos jours.



et le quatrième la hache. Derrière le souverain marchait le bailli d'Evreux, agitant l'étendard royal, fait de satin blanc, bordé de grosses perles et parsemé de soleils d'or, et non de fleurs de lis. A gauche de Charles VII, un peu en arrière, se tenait Charles d'Anjou, roi titulaire de Sicile, la couronne en tête et enveloppé d'une robe très-ample de drap d'argent. Le comte d'Anjou, frère de ce dernier, marchait sur la seconde ligne, ajusté de la même manière, à la couronne près. Après ces deux princes venaient les seigneurs, les bannerets et chevaliers qui ne remplissaient aucune charge de la couronne : leur nombre dépassait mille; ils marchaient suivant leur rang dans la hiérarchie féodale, et à la place qu'un ordre suprême leur avait assignée. On distinguait en avant les comtes de Nevers et de Saint-Pol. Le premier maniait avec élégance un cheval bai, caché sous une robe de velours vert traînant jusqu'à terre, et ornée d'orfévrerie d'argent; sa cotte d'armes et son chaperon écarlate attiraient les regards par leur éclat; vingt pages, presque aussi magnifiquement habillés que lui, se pressaient sur ses pas. Le second faisait bondir sous lui un cheval gris pommelé, d'une hauteur extraordinaire, couvert d'une robe de satin noir, et dont la tête supportait un chanfrein estimé trente mille écus; un écuyer conduisait derrière lui un second cheval armé en guerre, noir, et bardé de larges bandes d'argent. Les autres bannerets se faisaient remarquer par des ajustements plus ou moins riches; des robes de nuances tranchantes couvraient leurs coursiers : ce genre d'équipement ne servait point en campagne, on le réservait pour les tournois ou pour les cérémonies d'apparat. Un corps de 3,000 archers à cheval fermait le cortége; une flamme rose, ornée d'un soleil d'or, pendait aux lances de ces cavaliers. Cette division d'élite

avait pour commandant Philippe de Culant, maréchal de France, nommé sénéchal du Limousin après la mort de Louis de Scorailles, arrivée quelques années auparavant (1).

Au débouché du portail de la ville, le roi trouva un dais tenu par quatre notables qui ne le quittèrent plus : le prince s'arrêta au bout de quelques pas, et, d'après un usage adopté depuis cinquante ans et dont on ignore l'origine, le sire de Brezé, sénéchal du Poitou, arma chevalier devant le monarque, et en son nom, un enfant de douze ans, fils du sire de Pressigny. Charles VII s'avança lentement dans la grande rue, à travers une foule innombrable qui témoignait sa joie, sans crier néanmoins, car le respect imposait silence; seulement une multitude de petits garçons de six à dix ans, vêtus de blanc, rangés en haie, chantaient : *Noël! noël!* Les femmes, parées de leurs plus riches atours, garnissaient les fenêtres. A l'un des balcons de la grande rue on distinguait la comtesse de Longueville, et à ses côtés le général Talbot, qui n'était pas un des ornements les moins remarquables de cette fête : ce guerrier, si fatal aux Valois, semblait n'apparaître là que pour assister aux triomphes de la France et montrer l'instabilité des choses humaines, car sa réputation militaire avait commencé trente-deux ans auparavant par la prise même de Rouen : cet exploit lui valut alors le titre de comte de Shrewsbury. Charles VII descendit de cheval devant le portail de la cathédrale, entra dans l'église, accompagné de flots de peuple; il y fit ses dévotions avec une ferveur touchante : on le conduisit ensuite à l'archevêché,

(1) Cér monial de France, par T. Godefroy, t. 1er. — Alain Chartier, Hist ire de Charles VII.



choisi pour sa résidence. Les notables, les plus riches particuliers se disputèrent le plaisir de loger les grands officiers, les barons et les simples écuyers; chaque maison prit quelques soldats, de manière que la ville offrait l'image d'une seule famille. Les huit jours que le roi et sa suite restèrent dans Rouen, se passèrent en fêtes. Les bourgeois dressèrent devant leurs portes des tables chargées de viandes froides, de fruits, de vin, conviant à ces banquets les archers, les cavaliers qui venaient du camp des Chartreux pour visiter la ville : chaque soir on allumait des feux de joie dans les carrefours. La veille de son entrée, le roi fit publier l'ordonnance suivante : « Qu'il n'y eût aucun de ses gens, de quelque estat, de quelque condition et qualité qu'il fût, qui meffît en rien à aucun citoyen de cette ville, ny qu'il prît du leur sans payer ou de leur bon gré, et ce, sous peine capitale. » Quinze ans auparavant, Charles VII se fût trouvé dans l'impuissance de faire respecter un ordre pareil : le licenciement des compagnies et la création de l'armée permanente avaient donné à l'autorité royale une force inconnue jusqu'alors. L'historien Couci s'empresse de dire, comme un fait remarquable : « Cette ordonnance, ainsi publiée, fut très-bien entretenue, et très-bien observée. »

Les réjouissances publiques ne firent point oublier à Dunois le soin de poursuivre les hostilités : le bruit des avantages rapides que le connétable remportait dans la basse Normandie piquait son amour-propre. Il sut arracher Charles VII au repos que ce prince goûtait avec délices dans Rouen, et le détermina à continuer les opérations de la campagne. Le roi passa en revue son armée, forte de 20,000 combattants : on pourvut de garnisons les places conquises ; Rouen, dont les habi-

tants craignaient de retomber au pouvoir des Anglais, obtint 6,000 hommes. Le comte de Longueville, ayant pris le commandement de l'avant-garde, se dirigea vers Harfleur : le roi paraissait s'intéresser singulièrement à la réduction de cette place. Charles VII s'arrêta le second jour de marche, à la nouvelle que le sire Thomas Curson, gouverneur d'Honfleur, refusait de livrer cette ville, suivant un des articles de la capitulation de Rouen. Tancarville, Arques, Lillebonne, avaient ouvert leurs portes sans difficulté; on n'attendait que la soumission d'Honfleur pour rendre la liberté à Talbot et aux otages gardés dans le château de Dreux. Charles VII, loin d'user de ses droits, fit cesser la captivité du héros, et poussa la générosité jusqu'à permettre que ce guerrier conservât le titre de maréchal de France, qu'il tenait de Bedfort. Talbot ne se laissa point vaincre en nobles sentiments; indigné de voir ses compatriotes violer une convention dont lui-même s'était porté le garant, il ne voulut pas profiter de la *licence de prendre les armes*, que lui octroyait le roi de France : il quitta donc le théâtre de la guerre dans l'intention d'accomplir un vœu, formé depuis très-long-temps.

D'après l'ordre exprès de Charles VII, Dunois s'avança rapidement vers Harfleur, et le jour même investit cette place (10 décembre 1449) : Bureau et son parc d'artillerie l'accompagnaient. On eut d'abord à lutter contre des difficultés inouïes : la mer, dans son flux et reflux, emportant les travaux, empêchait de mettre les pièces en batterie; les fantassins, travaillant dans l'eau, essuyaient souvent des sorties vigoureuses de la part de la garnison, forte de 1,600 hommes; un froid vif augmentait les embarras. Malgré ces inconvénients, Dunois, opiniâtre dans ses entreprises, resserra la place sur tous les points, et

contraignit le gouverneur Aberghen à cesser ses sorties. Charles VII s'était arrêté à Montivilliers avec le corps de réserve : apprenant qu'Harfleur opposait une résistance prolongée, il accourut afin d'encourager les soldats par sa présence. A son arrivée, le prince ordonna un assaut; on profita de la retraite de la mer, on combla de fascines un vaste fossé, et le signal de l'attaque fut donné. Charles VII se mêla parmi les assaillants, le casque en tête, le fer au poing; mais cette tentative échoua : la ville ne présentait qu'un seul côté vulnérable, et les assiégés s'y portaient en foule; ils défendirent les remparts d'une manière héroïque, et empêchèrent les Français de s'y loger; on dut abandonner la brèche et repasser le fossé. Charles VII, dégoûté subitement, suivant sa coutume, regagna le camp de Montivilliers. Nonobstant la disparition du roi, fort capable de porter le découragement dans toutes les âmes, Dunois conserva sa position, en déployant encore plus d'ardeur. Il possédait le rare talent d'enchaîner les soldats auprès de lui, et de leur inspirer une confiance que les revers n'affaiblissaient jamais.

Bureau parvint enfin à établir ses batteries d'une manière solide; elles commencèrent à tonner, en portant l'effroi dans la place. Le gouverneur ayant essuyé le feu pendant six jours, finit par capituler : il vint le lendemain remettre les clefs au comte de Longueville, qui lui permit de se retirer par eau à Cherbourg (24 décembre).

Dunois fit son entrée le 28, et s'empressa de monter à la haute tour, appelée le Phare; il en ôta lui-même la bannière d'Angleterre, que Henri V y avait placée de ses mains, et y substitua le drapeau français. Au premier bruit de la prise d'Harfleur, Charles VII

nomma gouverneur suprême de la place celui qui l'avait conquise d'une manière si brillante.

Après avoir établi une nouvelle administration dans Harfleur, Dunois quitta cette ville le 10 janvier, et le 17 investit Honfleur, que le capitaine Curson avait refusé d'abandonner. Cet officier, dont l'activité égalait le courage, s'était procuré des canons, dont il se servit de la manière la plus habile; ses premiers boulets tuèrent le bailli de Montargis et le sire de Blanchefort. Le général français, deux fois repoussé, ramena deux fois ses soldats sous le feu de la place; et, comme l'on ne savait pas charger les pièces avec promptitude, il profita de l'intervalle pour ordonner l'escalade: à peine quelques-uns des siens se furent-ils logés sur les remparts, que le gouverneur parlementa; néanmoins, pour mettre son honneur à couvert, Curson supplia Dunois de lui permettre d'attendre encore cinq jours, afin de s'assurer si le duc de Sommerset accourrait à son secours. Sommerset, pressé d'un autre côté par le connétable, se trouvait hors d'état de voler à sa défense: les cinq jours expirés, les ponts-levis se baissèrent; les Anglais montèrent sur des embarcations, et prirent la direction de Cherbourg. Dunois envoya ses lieutenants s'assurer de quelques petites places voisines, et mit ses soldats en cantonnement jusqu'à la fin de l'hiver.

Nous avons vu Richemont commencer d'une manière brillante la campagne de 1450, et anéantir à la bataille de Formigny les dernières ressources de l'Angleterre. Dunois, de son côté, manœuvrait pour resserrer Sommerset dans la ville de Caen, comme il l'avait resserré dans Rouen. Le comte de Clermont vint amener sa division au Bâtard. Naguère ce jeune prince

avait refusé de reconnaître l'autorité du premier officier de la couronne; il ne fit aucune difficulté de servir sous les ordres du comte de Longueville, beaucoup moins altier que le guerrier breton. Les deux généraux réunis investirent Bayeux, la troisième ville de la Normandie. Le gouverneur, Mathieu Goth, en était sorti quinze jours auparavant pour aller seconder les opérations de Kiriel; il assista au combat de Formigny, s'en retira précipitamment et parvint à gagner Bayeux accompagné de 600 hommes, ne se dérobant à un désastre que pour tomber dans un danger encore plus certain : quelques jours après il se trouva bloqué étroitement. Le comte de Clermont prit ses quartiers sur la route de Carentan. Dunois, ayant avec lui le comte d'Eu et le maréchal de Culant, se posta au milieu de la chaussée. Jean Bureau établit ses redoutables batteries, et bientôt les murs de la partie de l'ouest offrirent de vastes brèches : les soldats allaient s'y élancer, lorsque Dunois, secondé des autres chefs, sut les retenir, désirant épargner à une ville opulente les horreurs d'une prise d'assaut. Il fit sommer Mathieu Goth, en ne lui donnant qu'une heure de réflexion. L'Anglais capitula sur-le-champ. Les 900 hommes formant la garnison passaient pour d'excellents soldats : ils furent obligés de défiler devant les assiégeants, le bâton à la main, selon l'usage; on leur refusa la permission d'emmener chevaux et chariots. Comme les Anglais occupaient depuis trente ans la ville de Bayeux, ils y vivaient entourés de leurs familles : on vit sortir 500 femmes traînant 200 enfants; les unes les portaient sur leur tête dans des berceaux, les autres dans les bras, une grande partie les tenaient par la main. Ce spectacle toucha l'âme des vainqueurs : la générosité

française l'emporta sur la sévérité des lois de la guerre ; les chevaliers offrirent des destriers aux dames nobles ; les soldats donnèrent aux autres femmes les basternes qui avaient servi à transporter leurs bagages. (Tous les historiens du temps.)

Rien n'empêchait d'entreprendre le siége de Caen ; Charles VII ordonna qu'on le commençât dans le plus court délai, et manda au connétable, qui se trouvait auprès de Vire, de manœuvrer pour opérer sa jonction avec le comte de Longueville sous les murs de cette place, laquelle allait avoir à soutenir les efforts de 40,000 Français que leurs succès récents remplissaient d'ardeur et de confiance.

Caen, fondée, vers le commencement du dixième siècle, par un des successeurs de Rollon, devint en peu d'années une cité considérable. Le château, tel qu'il était du temps de Charles VII, formait à lui seul une ville séparée : Guillaume-le-Conquérant le fit construire en 1055 ; plus tard, Henri Ier, roi d'Angleterre et duc de Normandie, doubla l'épaisseur des murailles, et y ajouta un donjon. Caen fut prise, comme nous l'avons dit dans la Vie de Jacques de Bourbon, sous le règne de Philippe de Valois (1346), par Edouard III, qui la livra au pillage : il y ramassa un butin immense. Sa situation près de la mer la rendait commerçante ; la fertilité de son territoire, arrosé par deux rivières, y entretenait l'abondance. Redevenue française par suite des victoires de Charles V, cette ville s'accrut encore, mais elle ne tarda pas de tomber une seconde fois sous le joug du léopard britannique (1417). Les habitants, extrêmement belliqueux, comme tous les Normands, voulurent défendre leurs remparts; on les tailla en pièces : les Anglais n'épargnèrent ni l'âge ni le sexe ; on y montrait le lieu où un soldat de Henri V

trancha la tête d'une femme qui allaitait son enfant. Au bout de quelques heures de tuerie, Henri V arrêta la fureur de ses soldats. Les désastres essuyés par la maison de Valois lui faisaient espérer qu'on pourrait réunir irrévocablement la vieille Neustrie à la couronne d'Angleterre, et cette considération l'engageait à ménager les habitants. Ce prince transplanta dans Caen plusieurs familles venues du Middlesex ou du Rutland, et augmenta les fortifications. Le régent Bedfort y établit, en 1431, une université qui ne tarda pas d'acquérir de la célébrité. La jeunesse de la Normandie, du Maine, de la Picardie, de l'Ile-de-France, accourut étudier dans cette ville, éloignée du théâtre de la guerre et le seul coin de la France où l'on vécût en repos. Les écoliers, fort turbulents, devinrent les premiers instigateurs des séditions : Bedfort fit élever devant l'université un pilori, afin d'offrir à leurs regards les châtiments réservés à ceux qui oseraient troubler l'ordre public.

Sommerset ne doutait pas que ses 3,000 hommes de garnison, retranchés derrière des fortifications redoutables, ne bravassent impunément les efforts des deux corps d'armée réunis : il se trompait, car rien ne rend aussi entreprenant que le succès. Charles VII, ses généraux et les simples soldats eux-mêmes pensaient que la conquête de la Normandie resterait incomplete si les Anglais conservaient un seul bourg dans la province; chacun se montrait décidé à ne prendre de repos que lorsqu'on aurait expulsé l'étranger d'une manière définitive. Dunois, plus animé que les autres, craignait que le connétable, qui accourait des champs de Formigny, ne lui ravît la gloire de forcer les gens de Henri VI dans leur dernière retraite : en conséquence, il se hâta d'investir la ville de Caen par

plusieurs côtés, et prit ses quartiers dans le faubourg de Vaucelles. Le maréchal de La Fayette et le comte de Clermont se placèrent dans les faubourgs de Saint-Gilles, le maréchal de Lohéac et le maréchal de Culant formèrent leurs lignes dans la grande prairie : la disposition des lieux rendait ces trois attaques très-épineuses. Le sire de Mecton, commandant les troupes sous le duc de Sommerset, fit sortir la moitié de la garnison pour défendre les approches de la rivière, et empêcher Dunois de jeter des ponts : ce dernier voulut obliger cette troupe à se retirer ; il ne put y parvenir, et l'ennemi le tint en échec toute la journée. Le lendemain on apprit l'arrivée du connétable, qui investit avec son corps d'armée la vieille ville, depuis l'abbaye Saint-Etienne jusqu'aux remparts du château. Le comte de Longueville, encore plus stimulé, fit un nouvel effort, battit Mecton, passa la rivière, et se logea auprès de l'hospice.

Charles VII s'était arrêté dans une abbaye, à trois lieues de Caen ; on l'instruisait d'heure en heure de la situation des choses : il ordonna à Dunois de ne pas livrer l'assaut avant qu'il eût rejoint le camp. Le roi accourut, franchit l'Orne et fit donner le signal de l'attaque par le ravelin de l'hôpital. Les Anglais avaient porté toutes leurs forces sur ce point, jugé par eux le plus faible ; ils opposèrent une résistance opiniâtre, et montrèrent encore ce sang-froid, cette valeur dont ils ne cessèrent de donner des preuves dans le cours de la guerre. La nuit contraignit Dunois à quitter le rempart ; le lendemain il assaillit une seconde fois la bastille : les progrès que le connétable faisait du côté de la vieille ville le favorisaient en ce que l'ennemi, obligé de partager ses forces, ne put en porter de suffisantes dans cet endroit. Dunois, étant parvenu à se loger

dans le ravelin, se préparait à lancer ses soldats dans l'intérieur, lorsqu'un ordre du roi l'en empêcha. D'après les observations du connétable, Charles VII ne consentit pas à livrer au pillage une cité qui avait été saccagée deux fois pour la cause des Valois : le roi envoya un chevalier de son hôtel vers Sommerset, pour le sommer de la rendre par capitulation. Pendant que l'on attendait le retour du chevalier porteur du message, des cris horribles se firent entendre du côté de la vieille ville; en même temps un jet de flamme et de fumée s'élança dans les airs comme une gerbe : Arthur venait de mettre le feu à la mine des bastions. Les Anglais, pressés de toutes parts, renoncèrent à prolonger leur défense. Sommerset avait donné, le mois précédent, 150,000 livres pour obtenir la permission de sortir librement du château de Rouen; il en donna le double pour quitter celui de Caen. Le traité fut conclu le 24 juin 1450. Le premier magistrat s'étant avancé au-delà des barrières, vint présenter les clefs au connétable, qui les remit incontinent à Dunois, nommé par le roi commandant supérieur de la ville (1). Charles VII y fit son entrée le 6 juillet de la même année. Les habitants, bien traités depuis trente-cinq ans par la maison de Lancastre, ne montrèrent point pour leur roi le même empressement que ceux de Rouen.

Ayant consacré quelques jours aux soins de son nouveau gouvernement, le comte de Longueville rentra en campagne : il termina la conquête de la province par la prise de Domfront et de Falaise. La première fut emportée au bout d'une semaine; la seconde résista plus d'un mois : Henri VI l'avait donnée en dotation au vaillant Talbot, qui la fortifia d'après ses plans

(1) Bourgueville, Antiquités de Caen, 1588, p. 63.

particuliers, et y plaça une garnison composée de 1,200 vieux archers, les vétérans des armées britanniques. Ces braves repoussèrent vigoureusement les premières attaques; puis, sentant l'impossibilité de résister à des forces aussi supérieures, ils envoyèrent un de leurs officiers vers le général français pour lui déclarer qu'ils livreraient la ville aux flammes et s'enterreraient sous ses débris, si l'on refusait de leur accorder des conditions honorables. Dunois, admirant la conduite de ces soldats, dont la résolution contrastait avec la pusillanimité de Sommerset, les laissa régler eux-mêmes les articles de la capitulation. Ils demandèrent que des bâtiments les ramenassent au-delà du détroit; de plus, que Talbot, leur ancien général, fût mis en franchise (1). On sait que Charles VII lui avait rendu la liberté sans rançon, après la violation du traité de Rouen. Les lois de la guerre voulaient que, dans ce cas, le prisonnier s'abstînt pendant deux ans de porter les armes: cette défense cessait au moyen d'une déclaration *en franchise* donnée par le vainqueur. Quoique cette condition fût d'une nature bien délicate, le comte de Longueville y souscrivit, et termina ainsi par une action magnanime la conquête de la Normandie. Nous ne devons pas clore ce chapitre sans convenir que Jacques Cœur contribua puissamment aux brillants résultats que l'on venait d'obtenir: grâce à ses soins, la solde fut acquittée exactement par quinzaine. Les artilleurs de Jean Bureau, presque tous génois, italiens ou espagnols, montraient plus d'exigence que les Français. Leur paie, supérieure à celle des autres soldats, ne manqua pas un seul jour. Cette régularité dans l'acquit de la solde donnait aux chefs de

(1) Alain Chartier, Histoire de Charles VII.

l'armée le droit de redoubler de sévérité envers les pillards : ils purent garantir les propriétés contre toute espèce d'excès. Les Normands, reconnaissants d'une pareille sollicitude, déployèrent un zèle soutenu pour seconder les opérations de Charles VII.

LIVRE V.

Dunois passe en Guienne, soumet Bordeaux et toute la province.

DUNOIS venait d'acquérir de nouveaux droits à la reconnaissance des peuples par la conquête de la Normandie ; mais un autre avait partagé cette gloire, et l'opinion publique plaçait encore Richemont au-dessus de tous les généraux. Le comte de Longueville s'en indignait ; il aurait voulu s'illustrer de manière à ne plus craindre de comparaison. Il montra, dans le conseil du roi, la réduction de la Guienne comme une entreprise capable d'immortaliser le règne de Charles VII. Ce prince repoussa d'abord cette proposition : le bruit des armes le fatiguait ; néanmoins les discours du héros finirent par l'ébranler. Charles VII se complaisait dans l'espoir d'expulser les Anglais du royaume, de les rejeter dans leur île, et d'accomplir enfin le projet tenté

par Philippe-Auguste, et dans lequel ce puissant monarque avait échoué. Il s'abandonna sans réserve aux nobles inspirations du comte de Longueville, et l'institua une seconde fois *son lieutenant-général en ses guerres*, en le chargeant de la conquête de la Guienne. Mais, avant de commencer l'expédition, le roi désira prendre l'avis de son grand conseil : un ordre suprême le convoqua dans la ville de Tours; on y appela extraordinairement des prélats, des magistrats, des docteurs, des généraux, des syndics de corporations, des prévôts de villes. Charles VII, n'ayant dû le rétablissement de son trône qu'au dévouement de ses sujets, prit la louable habitude de ne rien entreprendre d'important sans consulter ce conseil, composé de manière à représenter les divers ordres de l'Etat. Les avis furent unanimes, et appuyèrent l'opinion de Dunois, qui demandait au roi de mettre le sceau à la gloire de son règne en chassant les Anglais du sol français.

Les chroniques ne disent pas les raisons qui empêchèrent le comte de Longueville de partir sur-le-champ pour la Guienne : nous croyons avoir trouvé les motifs de ce retard, dans le procès que l'on instruisit contre plusieurs financiers. On intenta ces procès dans le double dessein de punir des concussions, et de se procurer l'argent nécessaire pour payer les premiers frais de l'expédition. La nation, ruinée par la guerre et l'intempérie des saisons, ne pouvait en fournir assez : c'est alors que l'on rechercha la conduite de Jacques Cœur. En attendant que l'on pût réunir une masse de preuves suffisante pour le faire condamner, les *commissaires des finances* le mirent en suspicion ; ils exigèrent cent mille écus, pour prix de la liberté provisoire qu'on lui laissait : cette somme fut affectée sur-le-champ à la solde de l'armée. On attaqua également la gestion

d'un autre financier nommé Xançois, chargé de lever les impôts des provinces du nord. Ce Xançois fut jugé coupable de péculat, et comme tel condamné à mort: il racheta sa vie par une grosse somme et l'abandon de toutes ses propriétés. Si l'on en croit quelques historiens, Charles VII partagea la dépouille du traitant entre les barons qu'il aimait le mieux, ou qui lui avaient rendu des services réels. Le prince fit présent à Dunois d'un magnifique hôtel que Xançois possédait à Tours: cette maison, bâtie par des architectes italiens, coûtait des sommes énormes. Le comte de Longueville se montra moins scrupuleux que nul autre pour accepter de pareils dons; car l'amour de l'argent ternissait ses belles qualités. La solde de l'armée étant assurée, on envoya une avant-garde de 4,000 hommes sous les ordres du comte de Penthièvre, qui venait de terminer par une cession généreuse la longue querelle des maisons de Blois et de Montfort. On adjoignit au prince breton le maréchal de Culant, Xaintrailles et le sire d'Orval. Les sires de Rochechouart et de La Rochefoucault, barons aquitains très-puissants dans la région de l'ouest; amenèrent 600 nobles.

Les hostilités débutèrent sur la Dordogne par le siége de Bergerac, pendant que le comte de Foix les commençait dans le Béarn en menaçant Bayonne. Bergerac fut pris les derniers jours de 1450; Chalais, appartenant à la maison de Talleyrand, Sainte-Foix, Saint-Emilion, subirent le même sort. L'armée se partagea par fractions pour attaquer simultanément les petites places dont ce pays était hérissé: le comte de Penthièvre fondit sur La Réole; le sire de Rochechouart, sur Marmande. Le sire d'Orval franchit la Garonne, et investit Bazas, capitale des hautes Landes; il s'en rendit maître au bout d'une semaine de résistance.

La nouvelle de progrès aussi rapides produisit une vive sensation dans Bordeaux, sans décourager néanmoins les habitants. Pierre de Lude, maire, sortit de la ville à la tête de 8.000 hommes de milice et de 500 Anglais, dans l'intention d'arrêter la marche du sire d'Orval, qui descendait la rivière. Les paysans, fuyant épouvantés, vinrent annoncer aux Bordelais que le chef des Français avait passé la Gironde et s'était arrêté dans un bois, n'ayant autour de lui que 1,800 hommes au plus. Le maire hâta sa marche, craignant que d'Orval ne lui échappât ; ses gens arrivèrent hors d'haleine et confusément, comme on devait l'attendre de la part de citadins. A peine touchaient-ils la lisière du bois, que d'Orval, ayant débouché avec sa division, formée en deux colonnes serrées, fondit sur les Bordelais et en tua 1,200 dans la première charge. A la vue de ce massacre, le maire abandonna le champ de bataille, de toute la vitesse de son cheval : les autres chefs l'imitèrent. Les miliciens, abandonnés à eux-mêmes, reprirent en désordre le chemin de la ville ; on les aurait exterminés tous jusqu'au dernier, sans l'assistance des 500 Anglais qui protégèrent leur retraite. Cette rencontre eut lieu le jour de la Toussaint : le peuple regarda la défaite qui s'en suivit comme la punition de la faute que les Bordelais avaient commise en combattant un jour de fête sans y être absolument obligés.

Au premier bruit de l'avantage remporté par le sire d'Orval, Dunois partit de Chinon, ayant sous ses ordres 5,000 archers et quatre compagnies de cent lances, chacune formée de 2,400 hommes, en tout 14.600 combattants. La veille de sa sortie de Chinon, le comte de Longueville fit lire par des hérauts, devant le front des divisions, les ordonnances concernant la discipline : elles disaient : que nul ne prît vivres pour lui et son cheval.

sans les payer d'après la taxe établie de concert avec les généraux et les magistrats des pays que l'on traversait. » Le pain seul était fourni par étape ; la viande s'achetait comme aujourd'hui : on défendit expressément de tuer les bœufs servant au labour. Les volailles, les liqueurs furent taxées, ainsi que le foin, la paille: un boisseau d'avoine se vendait 5 deniers. Celui qui dérobait quelque effet le rendait, et perdait en outre quinze jours de solde : nous ignorons si l'infraction au règlement entraînait une punition corporelle. Chaque capitaine ou chef de compagnie demeurait responsable de la conduite de ses hommes. Le comte de Longueville se mit en marche au mois d'avril 1451 ; il prit pour lieutenant le comte d'Angoulême, troisième fils de Louis d'Orléans, qui demeura trente-deux ans prisonnier en Angleterre.

Parmi les autres chefs supérieurs, on remarquait les comtes de Vendôme, de Clermont, de Nevers, princes du sang ; les sires de Castres, de Tancarville, de Chabannes ; Pierre de Beauvau, le sire d'Escars, Joachim Rouhaut : Jean Bureau, maître de l'artillerie, conduisait un matériel formidable. A cette occasion Alain Chartier dit : « Pareillement étoit grosse la provision que le roi avoit mise en son artillerie pour le fait de la guerre, où il avoit le plus grand nombre de grosses bombardes, gros canons, venglanes, serpentines, crapaudines, couleuvrines et ribaudequins, qu'il n'est pas de mémoire que homme eût jamais vu un roi chrétien avoir si nombreuse artillerie, tout à la fois si bien garnie de manteaux, poudre et de toutes autres choses pour faire approches et prendre villes et châteaux, ni qui eût plus grande quantité de charrois pour les mener, ni conducteurs plus expérimentés pour les gouverner. »

Le soin de la police militaire et des distributions de vivres en campagne était confié à Tristan-l'Ermite, homme d'un caractère inflexible, dont la sévérité fut pendant long-temps la terreur des armées. Les troupes expéditionnaires arrivèrent en bon ordre aux frontières de la Saintonge. Blaye, regardée comme la seconde ville de la province, fut investie la première; le gouverneur, le sire de Montférant, neveu du maire de Bordeaux, refusa de baisser les ponts-levis. Au troisième assaut la place fut emportée; 200 hommes périrent sur les remparts; le gouverneur se retira dans le château. Cinq gros vaisseaux, chargés de vivres pour les assiégés, stationnaient devant Saint-Vivien; Jean Le Boursier, *conducteur des navires du roi de France*, entra dans la Gironde avec une escadre, attaqua les Bordelais, et les contraignit à sortir de la rivière : ce revers força le sire de Montférant à capituler. Ce Jean Le Boursier, d'une naissance obscure, comme Bureau et Jacques Cœur, rendit des services signalés à Charles VII, qui l'éleva à de hautes dignités. Fronsac fut sommé d'ouvrir ses portes : on regardait cette ville comme la clef de la Guienne. Edouard III et ses successeurs y entretenaient une garnison de soldats anglais, sans permettre qu'il y entrât un seul homme de milice bordelaise. L'officier commandant la place demanda quinze jours, afin de mettre son honneur à couvert. Ce délai, quoique long, lui fut accordé : Dunois usait d'indulgence, afin de diminuer les horreurs de la guerre. Il resta dans son camp devant Fronsac, envoya le sire de Chabannes balayer les deux rives de la Dordogne et se saisir des petits châteaux-forts qui bordaient la rivière. Bureau soumit Libourne et Saint-Emilion en peu de jours. Fronsac se rendit le 15 juin. Le général en chef, décidé à marcher sur

la capitale, rappela ces divers détachements, et concentra devant Libourne toutes ses forces, qui montèrent à près de 20,000 combattants, en y comprenant la division du comte de Penthièvre. La nouvelle de revers si précipités porta la consternation dans Bordeaux; elle alla toujours croissant, en dépit des efforts que les Anglais faisaient pour rassurer les habitants, en leur disant qu'un corps de 12,000 hommes venait de partir de Douvres. Le comte de Longueville envoya deux hérauts sommer la ville; les Anglais et ceux des Bordelais leurs partisans les forcèrent de se retirer sans donner la moindre réponse. Le comte de Longueville plaça 15,000 fantassins sur des navires préparés à cet effet: il descendit avec eux la Dordogne, franchit le Bec-d'Ambez, remonta la Garonne et prit terre au-dessous de Bruges. Des hérauts allerent, par ses ordres, sommer la ville une seconde fois : les habitants répondirent qu'ils étaient disposés à se soumettre, et qu'on envoyât sur-le-champ des commissaires pour régler les conditions. Dunois choisit Jean Bureau et Pierre Briquet, bailli de Mont-de-Marsan. « Nous prêtons serment de fidélité au roi de France, dirent les Bordelais; mais nous demandons qu'en entrant dans nos murs son lieutenant-général, le comte de Longueville, jure sur les Evangiles de respecter nos lois, franchises, priviléges et coutumes : l'habitant qui ne voudra pas prêter serment sera libre de se retirer où bon lui semblera, en emportant ses biens; on ne mettra aucun nouvel impôt de nature à gêner le commerce, et surtout les marchands étrangers; il sera établi à Bordeaux un parlement pour toute la Guienne. » On voit que ces conditions tendaient à consolider la prospérité de la cité. Dunois, muni de pleins pouvoirs, les accepta toutes : les Bordelais livrèrent sur-le-champ

les forteresses de Blagnac et de Saint-Macaire. Les signataires de la convention furent, d'une part, Bureau et Briquet, et de l'autre, le sire de Montférant, Gaillard, Jean de Lalande, Guillaume de Langeac. Le sire de Langoiran, premier baron bordelais, voulut conclure un traité particulier; il se rendit auprès de Charles VII, à Saint-Jean-d'Angély, où ce prince était venu pour suivre les opérations de la guerre, et jura foi et hommage, en donnant pour caution cinq châteaux-forts: de son côté, le roi prit l'engagement de lui conserver la totalité de ses terres. Le captal du Buch, commandant la garnison anglaise de Bordeaux, n'imita point le sire de Langoiran: se croyant lié à la fortune des Lancastre par le serment prêté en recevant l'ordre de la Jarretière, il voulut y demeurer fidèle, et se bannit de son pays volontairement, en substituant ses domaines sur la tête de son petit-fils et en n'emportant que ses meubles, argenterie et joyaux, dont la vente produisit une somme considérable. Ce captal du Buch était Jean de Grailli, petit-fils, par la branche cadette, d'Archambaud de Grailli, devenu héritier de la maison de Foix; il était également petit-neveu du fameux captal du Buch, vaincu par Duguesclin: il épousa la fille de Guillaume de La Poll, duc de Suffolk. Henri VI avait donné en apanage à ce Jean de Grailli le comté de Longueville, dont Charles VII dota plus tard le bâtard d'Orléans: Henri VI l'en dédommagea par la cession du comté de Candale, un des beaux fiefs de l'Angleterre, dont ses descendants ont toujours conservé le titre.

Dunois, arrivé le 22 juin devant Bordeaux, rangea son armée en bataille en face des portes; et, selon l'usage d'alors, il fit des chevaliers, comme si on allait livrer une action. Les jeunes sires de La Rochefou-

cault, de Rochechouart, de Fontenilles, de Montmorency, de Bourdeilles, de Grancey, reçurent l'ordre dans cette circonstance.

Le premier consul de la ville monta sur la plus haute tour du château de l'Ombrière, et cria trois fois : « Secours d'Angleterre pour ceux de Bordeaux ! » L'écho du rivage ayant seul répondu, le maire baissa le pont-levis, et ouvrit les portes. Jean Bureau, nommé maire perpétuel, fut installé dans ses fonctions sur-le-champ. L'armée rompit son ordre de bataille, et prit l'emplacement de ses bivouacs. Le lendemain Dunois fit son entrée solennelle, en qualité de représentant du roi, accompagné des princes du sang, des grands officiers de la couronne, et des bannerets formés en cortége : il montait un coursier blanc ; on portait devant lui la bannière de France, comme on le faisait pour le souverain. Les Bordelais avaient demandé que les francs-archers n'entrassent pas dans la cité, alléguant que cette troupe ne se composait que de personnes non nobles et de petit lieu : observation bien singulière de la part de gens la plupart marchands, et ne vivant que du trafic.

Le comte de Longueville descendit de cheval devant l'église Saint-André. L'archevêque le reçut, lui donna à baiser les reliques, et le conduisit par la main au maître-autel ; là, il l'invita à jurer sur l'Évangile d'observer le traité conclu par Bureau, ce que le général français fit sans balancer. Les sires de Lesparre, de Duras, les barons les plus considérables de la province et les notables de la ville promirent de se conduire toujours en loyaux et fidèles sujets du roi. Les bourgeois, qui remplissaient l'église, répétèrent ce serment avec un enthousiasme extrême, en étendant la main droite, et en criant ensuite : « Vive le Roi ! Noël ! noël ! »

Au sortir de l'église, le comte de Longueville alla prendre possession de la citadelle : il monta lui-même sur la tour, en enleva la bannière d'Angleterre, et la remplaça par celle de France. Il fit publier parmi les troupes la défense la plus expresse de commettre la moindre violence. Plusieurs soldats ayant donné lieu à une rixe dans laquelle un notable, nommé Louvain, fut tué, Dunois fit placer un gibet très-élevé sur le rond-point du Chapeau-Rouge, et, d'après ses ordres, cinq soldats, auteurs de ce crime, furent pendus. (Hist. de Guienne, t. II, p. 129.)

Après la soumission de Bordeaux, les comtes de Nevers, de Vendôme, d'Armagnac, quittèrent l'armée et regagnèrent leurs domaines. Dunois continua la guerre ; il désirait clore la campagne par la prise de Bayonne. La situation de cette ville, au confluent de deux rivières, près de la mer, et sur les frontières d'Espagne, la rendait extrêmement importante ; les Anglais y avaient placé une garnison composée de soldats d'élite, et pour gouverneur le frère du roi de Navarre, le sire de Beaumont, banneret extrêmement dévoué à leurs intérêts. Les princes de la maison de Lancastre surent gagner l'affection des habitants par le soin qu'ils mirent à protéger le commerce. Les Bayonnais, fort résolus, repoussèrent durement le héraut envoyé par Dunois. Ce général ne donna que deux jours de repos à ses troupes, et se mit en marche à la tête de 10,000 hommes, ayant pour lieutenants les maréchaux de Culant, de Lohéac, les sires de Chabannes, d'Orval, de Noailles, de La Rochefoucault et de Rochechouart : Bureau le suivit en amenant tout son parc. L'armée eut une peine infinie à traverser les grandes Landes : les chevaux, et l'artillerie surtout, ne marchaient que très-difficilement au milieu de ces plaines de sables

où l'on ne voyait la trace d'aucune route. Le comte de Longueville se mit bientôt en communication avec le comte de Foix, Gaston IV, qui, ayant voué une haine mortelle aux Anglais, s'était prononcé hautement en faveur de la France : il combattait pour elle depuis six ans, secondé par 5,000 soldats levés sur ses terres. Il s'était rendu maître de Dax, ville très-bien fortifiée. Aspirant à s'illustrer par un fait éclatant, ce prince tenta de prendre Bayonne de vive force ; mais il échoua, n'ayant ni les troupes ni les machines de guerre nécessaires pour achever une pareille entreprise. Gaston changea le siége en blocus, empêchant les vivres d'entrer dans la place : apprenant la soumission de Bordeaux, et le mouvement de Dunois sur Bayonne, il rassembla ses détachements et les concentra sur un seul point, en face du faubourg Saint-Léon, du côté de la Nive. Les Anglais, voyant qu'ils ne pouvaient conserver le faubourg Saint-Léon, y mirent le feu, et se retirèrent dans la ville. Le comte de Foix travailla long-temps à éteindre l'incendie, logea sa troupe dans les débris encore fumants, et occupa de sa personne l'église Saint-Augustin, que la flamme n'avait pas atteinte. Le sire de Beaumont forma le projet d'accabler le comte de Foix dans ses quartiers : en effet, il déboucha au point du jour par la porte de Mer ; mais Bernard d'Armagnac, lieutenant de Gaston, chargé de défendre ce point, l'arrêta, le contint deux heures, lui tua 300 hommes et le contraignit à regagner les barrières. Beaumont disposait une seconde sortie pour venger le revers essuyé la veille, lorsque les premiers coureurs de l'armée française lui annoncèrent l'approche du comte de Longueville. Ce général s'empara le 10 août du couvent du Saint-Esprit, situé à l'opposite des Augustins :

il ordonna à Bureau de mettre sur-le-champ ses pièces en batterie. A la vue de cette ligne de machines meurtrières, dont la renommée augmentait encore les effets, les habitants sentirent évanouir leur résolution ; ils demandèrent à parlementer, en dépit des instances de Beaumont, qui voulait se défendre jusqu'à l'extrémité. Dunois fit cesser le feu, et accorda une trève de trois jours pour régler les termes de la capitulation. Dans cet intervalle, un chevalier français, nommé Martin Grazié, s'étant approché de la muraille pour lier conversation avec des bourgeois placés aux créneaux, fut tué d'un coup de couleuvrine qu'un canonnier anglais tira de son propre mouvement. Indigné de cette violation du droit des gens, Dunois imposa des conditions plus dures : il exigea que les troupes se rendissent à discrétion, et que le canonnier lui fût livré ; on ajouta une amende de 40,000 écus à la taxe de guerre que la ville devait payer. Ceci produisit un effet terrible sur la population, qui accusait les gens de la garnison d'avoir provoqué un acte aussi rigoureux ; un mouvement insurrectionnel éclata, mais le gouverneur sut l'apaiser. Cette journée se passa dans une fermentation extrême. Le lendemain vers midi, l'horizon étant éclairé par un soleil brillant, plusieurs nuages vinrent s'amonceler au-dessus de la ville ; les habitants fixèrent ces nuages, et crurent y distinguer une grande croix dont le sommet paraissait surmonté d'un lis. Le peuple se réunit dans les rues, on cria au prodige : « Il plaît à Dieu que nous soyons Français, » disait-on. Les bourgeois se précipitèrent vers les remparts, en arrachèrent l'étendard d'Angleterre, et l'on y arbora celui de France orné de la croix blanche.

Le lendemain 21, les barrières furent ouvertes :

Beaumont et les siens obtinrent de sortir sains et saufs. Le comte de Foix entra par la porte de Léon, tandis que Dunois débouchait par celle du Saint-Esprit. Ce dernier s'arrêta devant les fossés, et, usant du droit du souverain, il fit armer chevaliers en sa présence Jamet de Saveuse, Montgeron et le sire de Boursay. Les deux généraux, se dirigeant vers la cathédrale, se rencontrèrent au parvis, entrèrent ensemble dans l'église, et prièrent au maître-autel à côté l'un de l'autre. Le comte de Foix, prince fastueux, donna à la chapelle de la Sainte Vierge la couverture de son cheval, faite de drap d'or, et estimée 500 écus. Dunois envoya au roi le serment de fidélité des Bayonnais, et le procès-verbal en quelque façon du miracle de l'apparition de la croix. » De cette merveille j'ai fait ici le récit, dit l'historien Mathieu de Couci (page 618), selon la copie d'une certification de ce faisant mention qui m'a été envoyée; laquelle certification ledit comte de Dunois avoit envoyée au roi Charles, signée de sa main et scellée de son scel armoyrié de ses armes, et ainsi signée, *le Bâtard d'Orléans*. »

La prise de Bayonne compléta la conquête de la Guienne. L'Angleterre, épuisée par une longue guerre, déchirée par les discordes civiles, ne put défendre efficacement ces provinces dont l'acquisition lui avait coûté plusieurs siècles de travaux. La célérité que Dunois déploya dans ses opérations, lui servit peut-être moins que l'exacte discipline de ses troupes : les habitants, touchés des soins que le généralissime mettait à les garantir des horreurs de la guerre, se plurent à le seconder; on doit ajouter à la louange de Charles VII, que ce prince traca lui-même la conduite que le comte de Longueville devait tenir dans

le cours de cette expédition. « Le roi, dans sa bénignité, vouloit toujours qu'on mît les villes à composition, afin d'obvier et prévenir l'effusion du sang humain, et la destruction de son pays même et du peuple qui étoit enclos dans lesdites forteresses. »

LIVRE VI.

Soulèvement de la Guienne. — Dunois soumet une seconde fois cette province. — Mort de Talbot. — Procès de Jacques Cœur. — Mort de Charles VII. — Dunois préside à la cérémonie des funérailles.

Afin de se conformer aux ordres du monarque, Dunois laissa fort peu de troupes dans les villes de la Guienne, pour ne pas blesser les habitants par un air de défiance; il ramena son armée de Bayonne à Bordeaux, où les magistrats et les notables lui prodiguèrent de nouvelles protestations de fidélité. D'après son invitation, les bannerets rentrèrent dans leurs domaines, en emmenant les varlets et autres gens qui les avaient accompagnés : mesure indispensable pour empêcher le rassemblement d'hommes abandonnés à eux-mêmes. Dunois conduisit les troupes soldées, les gens d'armes et francs-archers, vers la Loire et vers la Seine, voulant les disséminer dans les places qui

bordaient ces deux fleuves. Cette opération terminée, il s'empressa d'aller trouver Charles VII en Poitou : ce prince le reçut dans le château de Taillebourg, le combla de caresses et voulut qu'il jouît d'honneurs extraordinaires. Un décret cité par plusieurs historiens respectables, mais dont le titre n'est point reproduit dans les actes publics de ce règne, déclara, vers cette époque, le comte de Longueville prince du sang légitime, et apte, ainsi que sa lignée masculine, à succéder au trône, si toutes les autres branches de la famille royale s'éteignaient. Le monarque se plut encore à le décorer du titre pompeux de *restaurateur de la monarchie*. Mais dans le moment où Charles VII comblait des témoignages de sa faveur un des guerriers qui avaient le plus contribué à relever le trône, il accablait du poids de sa disgrâce un homme qui avait rendu des services égaux, en leur genre, à ceux de Richemont, de Dunois, de La Hire et de Xaintrailles : nous voulons parler de Jacques Cœur, que l'on amena prisonnier au château de Taillebourg, le jour même où Dunois arrivait dans cette ville. Jacques Cœur, né à Bourges, consacra au service de son pays, comme nous l'avons dit, une fortune prodigieuse acquise par le négoce maritime; il possédait des talents infinis en administration. Son esprit fort étendu ne le garantit pas des travers de l'amour-propre : il étalait un faste royal; sa maison éclipsait celle du souverain : cependant cette pompe et la jouissance de tant de richesses ne le satisfaisaient pas encore. Dans ce siècle belliqueux on ne voyait pas de grandeur hors les armes : Jacques Cœur eut le ridicule, ou plutôt la faiblesse, d'aspirer à la renommée militaire, sans avoir jamais combattu. Il suivait les armées dont il acquittait les dépenses, et comme son argent servait à sol-

der les troupes, qui se fussent débandées sur-le-champ si la paie eût failli un seul jour, Jacques Cœur s'imagina égaler en mérite Dunois et les autres généraux, puisque ses services étaient aussi réels, quoique d'un genre différent : cette prétention, certainement bien fondée en son espèce, devint intolérable aux bannerets, qui mettaient la bravoure au-dessus de tout. La faveur du maître le protégea long-temps contre leur fureur jalouse ; mais une circonstance assez futile vint mettre le comble à cette inimitié. A l'entrée de Charles VII dans Rouen, Jacques Cœur faisait partie du cortége en qualité d'argentier, une des principales charges de l'hôtel du roi : il mit une affectation étudiée à paraître dans un ajustement semblable à celui que portait Dunois ; même cheval, même housse. Le chaperon, la robe, l'épée, le corset d'acier, les cuissards, les jambières, furent exécutés sur un modèle semblable. Les barons s'indignèrent de voir un homme *d'un petit lieu*, *trafiquant en marchandises*, paraître en public dans la même tenue qu'un guerrier blanchi dans les combats, élevé au-dessus de ses compagnons d'armes par son expérience et par son courage. Les ennemis de Jacques Cœur profitèrent de l'indignation publique pour former contre lui une puissante cabale, à la tête de laquelle se mirent les seigneurs qui avaient accepté de sa part des avances considérables, à titre de prêt ; car Jacques Cœur, autant par bonté naturelle que par vanité, donnait de l'argent à une infinité de gens. Les mémoires de l'époque fournissent la liste de ces personnes : on y trouve les noms de plusieurs prélats, des princes du sang, des chevaliers, des marchands et même des artisans obscurs. Les plus acharnés furent les sires de Chabannes, de Cadillac

et Jean de La Fayette, fils du maréchal; on les disait tous trois débiteurs de Jacques Cœur pour de fortes sommes. Les historiens contemporains sont unanimes pour les accuser d'avoir voulu se libérer de leurs dettes en consommant la ruine du traitant, dans les coffres duquel ils avaient puisé à pleines mains.

Ces barons prétendirent que Jacques Cœur venait de hâter le trépas d'Agnès Sorel, favorite du roi; ils se servirent de la déposition d'une chambrière, laquelle, dominée par ses remords, se rétracta le surlendemain. Avant que rien ne fût éclairci, Charles VII, d'une faiblesse de caractère inconcevable, se laissa prévenir, chassa de sa présence Jacques Cœur, et le fit jeter dans un cachot. Les envieux de l'argentier profitèrent de cette détention pour lui imputer d'autres griefs; ils l'accusèrent d'avoir malversé dans la recette des deniers publics : Jacques Cœur montra ses comptes, tous parfaitement en règle. On lui reprocha d'avoir pressuré le Languedoc, *et d'avoir mis ainsi les habitants de cette province en haine pour le gouvernement du roi* : il répondit à cette inculpation en produisant les attestations des magistrats, qui prouvaient au contraire que sa douceur, dans la perception des impôts, faisait bénir le nom du prince. Enfin, on lui fit un crime d'avoir vendu des armes aux Musulmans de l'Orient : il exhiba un bref du pape, qui permettait ce trafic avec les Sarrasins, en considération de ses nombreuses aumônes. Malgré les preuves de son innocence sur tous les points, on le mit en accusation. Le roi nomma des commissaires pour instruire et juger l'affaire, en désignant précisément les ennemis avoués de Jacques Cœur : Chabannes, Cadillac, La Fayette. Cette procédure fut la

honte du règne de Charles VII; on y viola toutes les formes de la justice; on traîna l'accusé de prison en prison, on offrit même à ses regards le terrible appareil de la question, pour le forcer de s'avouer coupable. A cette vue, le courage abandonna Jacques Cœur: il convint de tout, dans l'espoir d'échapper aux tortures. Son fils, archevêque de Bourges, déploya le zèle le plus ardent dans la défense de son père; mais, le croirait-on? il ne put jamais parvenir jusqu'à la personne du roi, pour l'éclairer et lui montrer les preuves de l'innocence de l'accusé: Charles VII persistait dans ses préventions. Au moment du prononcé du jugement, l'archevêque de Lyon et quelques autres prélats réunis réclamèrent Jacques Cœur, comme relevant d'un tribunal ecclésiastique, en qualité de clerc tonsuré: il l'était effectivement, quoique marié; l'Eglise accordait alors de ces licences. On appela en témoignage contre cette déclaration quelques barbiers attachés à la maison de Jacques Cœur; ces hommes jurèrent sur l'Evangile que leur maître n'avait jamais demandé qu'on lui fît la tonsure: sur cette simple déclaration, le tribunal ecclésiastique fut débouté de sa demande. Enfin, après deux ans de longueurs, d'hésitations, qui déposaient assez en faveur du prévenu, on rendit le jugement d'après lequel Jacques Cœur fut condamné à mort, et ses biens confisqués au profit de l'Etat. Charles VII n'eut point le courage de sanctionner un arrêt aussi barbare: peut-être qu'au moment de prononcer sur le sort de cet infortuné, il se rappela le temps où ce marchand de Bourges le recueillait sous son toit, pourvoyait généreusement à ses premiers besoins. Le roi commua la peine capitale en une amende honorable et en la réclusion perpétuelle, tout en maintenant la confiscation des biens. Chabannes et les autres com-

missaires, anciens débiteurs du traitant, reçurent une partie de cette riche proie (1).

Jacques Cœur, un des hommes les plus remarquables de cette époque, mourut trois ans après. Ses enfants avaient obtenu qu'il fût placé dans un monastère de Beaucaire, sous la garde des religieux : s'étant évadé à l'aide de ses nombreux amis, il passa dans le comtat Venaissin, et puis se rendit à Rome, où le pape Nicolas V l'accueillit de la manière la plus touchante. Jacques Cœur fit un appel à tous ses anciens facteurs disséminés dans l'Italie, dans la Provence et dans le Levant : ces gens, qui tenaient de lui leur bien-être, l'aidèrent à recueillir quelques débris de son immense fortune. Il retrouva plusieurs de ses navires qui, revenant des Indes, débarquèrent en Angleterre où ce célèbre armateur tenait plusieurs comptoirs. Jacques Cœur put encore prêter de l'argent au pape Nicolas V. Ce pontife, ayant vainement exhorté les princes chrétiens à s'armer pour arrêter les progrès des Turcs qui assiégeaient en ce moment Constantinople, résolut de former lui-même une expédition, dans le but de mettre les îles de Chypre et de Chio à l'abri des entreprises des Ottomans. L'expédition sortit du port d'Ostie au commencement de 1456. Quoique très-vieux et affaibli par une longue détention, Jacques Cœur voulut commander une portion de l'escadré. Ayantrelaché à l'île de Chio, il y tomba malade, mourut et fut enterré dans l'église cathédrale : on y voyait encore son épitaphe en 1520 (2). Les noms de beaucoup de personnages illustres de l'époque furent compromis

(1) La famille du comte de Dampmartin restitua plus tard plusieurs fiefs provenant de cette confiscation.

(2) Voyez, pour le procès de Jacques Cœur, la notice de M. Bonami, insérée dans le XXIIe vol. de l'Académie des Inscriptions.

dans cet horrible procès; on n'y rencontre pas cependant celui de Dunois, quoique les persécuteurs de l'argentier fussent les amis ou les parents du comte de Longueville. Jacques Cœur ne tarda pas de rencontrer des vengeurs, bien involontaires toutefois. Au moment où Charles VII, enivré de joie après la soumission de la Guienne, allait goûter un repos dans lequel il trouvait tant de charmes, le sort lui suscita des embarras de nature à changer en revers les succès récemment obtenus. D'abord Louis son fils, retiré depuis long-temps en Dauphiné, conspira ouvertement contre l'autorité paternelle, après avoir méconnu, comme vassal, celle du suzerain. Il attira dans son apanage tous les barons mécontents, essayant même d'entraîner ceux dont le zèle était le plus éprouvé. Le jeune prince voulut faire valoir auprès de Dunois l'ancienne amitié qui les unissait jadis : il se reconnaissait pour son élève; car c'est sous ses yeux, au siége de Dieppe, que le dauphin avait combattu pour la première fois. Le comte de Longueville repoussa ces avances avec indignation, et demeura fidèle à son devoir. Le dauphin, veuf de Marguerite d'Écosse, mit le comble à sa rebellion en recherchant, contre la volonté de son père, l'alliance de la Savoie par son mariage avec Yolande fille de Louis, souverain de ce pays. Charles VII protesta contre cette union pour des motifs politiques, en déclarant qu'il n'y donnerait jamais son consentement. Le prince brava le courroux de son père, et trouva un appui dans le duc de Savoie. Charles VII, justement irrité, ordonna au comte de Longueville de rassembler dans le Forez les divisions des troupes soldées : en moins de six semaines 25,000 hommes, réunis sur les bords de la Saône, se trouvèrent en état de marcher au premier ordre. Le roi se rendit à Lyon, où Dunois venait d'établir son quartier-général :

on y concerta le plan de la campagne, dont le résultat devait être l'occupation immédiate du Dauphiné et la conquête de la Savoie. L'armée se mit en mouvement le 20 octobre 1452. La colonne d'avant-garde, sous les ordres du comte de Longueville, avait dépassé Vienne, lorsque l'on reçut la nouvelle du soulèvement de la Guienne.

Les Bordelais, accoutumés à ne payer à l'Angleterre qu'une taxe fort légère, se récrièrent quand le moment vint d'acquitter les frais de la dernière expédition, suivant la teneur des traités conclus l'année précédente. On fut obligé d'employer des moyens coërcitifs. Les bannerets de la Guienne montrèrent encore plus d'humeur que le peuple; car, en devenant Français, ils avaient contracté l'obligation de se conformer aux changements apportés dans les rapports des nobles avec le souverain, et ces changements s'étaient faits dans l'intérêt de l'autorité royale. Les barons aquitains, voyant le mécontentement de la bourgeoisie s'accroître tous les jours, résolurent d'en profiter pour remettre leur pays sous la domination anglaise. Le plus profond mystère enveloppa le complot; l'exécution de l'entreprise fut confiée à lord Talbot. Ce général s'embarqua sur-le-champ, emmenant 1,000 féodaux. Son fils, le comte de Lisle, devait le suivre avec 7,000 combattants: le premier mit à la voile le 16 octobre 1452, à peu près le même jour que Dunois pénétrait en Dauphiné à la tête de l'avant-garde de Charles VII. Talbot rallia sa flotte au cap Soulac: favorisé par le vent, il entra dans la rivière de Bordeaux le 21, et débarqua sans difficulté non loin de Pauliac; il n'avait plus, pour arriver dans le Médoc, qu'à traverser les terres du comte de l'Esparre, un des principaux conjurés. Castelnau et les autres petites places environnantes furent en-

levées facilement, vu l'exiguïté de leur garnison. Partout l'habitant se prononçait en faveur de Talbot : il marcha rapidement sur Bordeaux. Jean de Coëtivi, frère de l'amiral tué devant Cherbourg, manquait de troupes ; il comptait sur les bourgeois, qui ne cessaient de l'abuser par de vaines protestations de fidélité. Il prit des mesures pour se défendre au milieu de la ville, au lieu de chercher un refuge dans la citadelle ; mais, à un signal convenu, l'insurrection se déclara sur tous les points, le 24 octobre. Tandis que Coëtivi, ayant rallié ses gens, gagnait en bon ordre le chemin du château de l'Ombrière, Talbot entrait par la porte des Chartreux, qu'on venait de lui livrer. Quelques habitants, moins imprudents que les autres, auraient voulu qu'on laissât le gouverneur libre de se retirer avec sa garnison sur les terres de France : cette opinion ne prévalut point. On coupa la retraite aux Français ; Coëtivi n'eut que le choix de se faire massacrer ainsi que ses soldats, ou de mettre bas les armes : il choisit ce dernier parti ; Talbot l'envoya prisonnier à Londres (1). Peu de jours après l'entrée des Anglais dans Bordeaux, le comte de Lisle y amena 7,000 combattants, et une flotte de 80 navires chargés de provisions. Talbot, se trouvant en mesure de tenir la campagne au moyen de ce renfort, se répandit dans la province, et réduisit en peu de temps les petites places occupées par de faibles détachements français ; il franchit en novembre les deux rivières, prit Fronsac et puis Castillon, sur la lisière du Périgord. Blaye et les autres villes bordant les rives de la Dordogne arborèrent l'étendard d'Angleterre. L'hiver empêcha Talbot de pousser plus loin ses conquêtes ; ce général rentra dans Bordeaux pour y attendre

(1) On le mit à rançon le mois suivant.

les divisions qu'on lui promettait. La nouvelle de cette insurrection étonna Charles et son conseil, sans les effrayer néanmoins. Au moment où le dauphin se révoltait, que la Guienne se jetait dans les bras de Henri VI, que des émissaires de Sommerset essayaient d'agiter la Normandie, on apprit que le duc de Bourgogne élevait des prétentions ridicules sur la Picardie, en menaçant le roi de France d'une seconde rupture. Cette réunion de circonstances difficiles pouvait précipiter une seconde fois le royaume dans le chaos de malheurs d'où la Providence l'avait tiré miraculeusement. Charles VII conjura cet orage avec une sagacité merveilleuse; et, comme Dunois jouissait exclusivement de sa confiance, on peut croire qu'il eut une large part au succès. Le roi commença par suspendre la marche des troupes qui avaient dépassé Vienne; et, selon sa coutume, il assembla extraordinairement à Lyon le grand conseil, auquel furent appelés les personnages les plus expérimentés. Pendant que l'on discutait dans cette assemblée les moyens les plus capables de se soustraire aux dangers qui menaçaient l'Etat, on vit arriver un chevalier de l'hôtel du dauphin, qui venait offrir au roi, de la part de son maître, d'unir ses forces à celles du souverain pour repousser l'ennemi commun et le chasser de la Guienne. Ce message causa une vive surprise. Charles VII répondit froidement : « Je n'ai besoin d'aucun secours étranger pour faire rentrer les rebelles dans le devoir, et je serai toujours en position de les châtier, quels qu'ils soient. » Le dauphin reçut, non sans déplaisir, cette fière réponse; il la regarda comme l'ouvrage de Dunois, et, pour s'en venger, le prince confisqua à son profit la terre de Vaubonnois, que le comte de Longueville possédait depuis vingt ans.

Après de mûres réflexions, le roi sacrifia au bien

du pays son trop juste ressentiment ; il approuva le mariage projeté par son fils, et chargea Louis de Savoie, père d'Yolande, d'user de ses nouveaux droits pour contenir le dauphin dans ses funestes écarts. Délivré de toute inquiétude de ce côté, il envoya dans le Périgord son avant-garde sous le commandement de Joachim Rouhaut, annonçant l'intention de la suivre en personne avec le gros de l'armée. Le comte de Longueville reçut la mission de conduire 4,000 hommes en Normandie, afin de frapper les esprits et de réchauffer le zèle de la population, que les émissaires de l'étranger cherchaient à égarer. Ce général parut aux portes de Rouen quand on le croyait sur la Dordogne ; on lui fit dans cette ville l'accueil le plus touchant : l'empressement des habitants lui prouva que les Normands n'étaient point de caractère à imiter la conduite des volages Bordelais ; il parcourut toutes les côtes, voulant les mettre à l'abri d'une insulte. Quelques navires se montrèrent devant Dieppe et Harfleur, et regagnèrent la Tamise en voyant les préparatifs de défense. Dévoré par l'amour de la gloire, indigné de se voir condamné à l'inaction, pendant que les autres généraux se battaient dans l'Aquitaine contre Talbot, Dunois forma l'audacieux projet d'opérer une descente en Angleterre, afin de balancer l'irruption que les troupes d'Henri VI venaient d'exécuter en Guienne. Entièrement occupé de cette idée, il réunissait des navires dans les ports de la Normandie, lorsque Charles VII lui envoya l'ordre d'ajourner l'exécution de ce projet. La Guienne venait d'être reconquise une seconde fois ; une seule bataille avait décidé de la querelle : l'action se livra le 13 juillet 1453, sous les murs de Castillon. Cette ville, située à quatre lieues au-dessus de Libourne, passait pour un des boulevards du Périgord ; elle ou-

vrait la ligne des nombreuses places échelonnées sur la Dordogne. Les Anglais y tenaient une forte garnison, car il paraissait probable qu'on l'attaquerait la première; et en effet, les Français commencèrent leurs opérations par tenter d'enlever ce boulevard. Ils avaient à leur tête plusieurs généraux d'une haute capacité et une foule d'autres officiers, élèves de Richemont ou de Dunois. Ceux qui exerçaient les commandements supérieurs étaient le maréchal Philippe de Culant (1); le maréchal André de Lohéac, de la maison de Laval; Joachim Rouhaut, connu plus tard sous le nom de maréchal de Gamaches; Jean de Coëtivi, ancien gouverneur de Bordeaux, sorti de la tour de Londres depuis quelques mois; Robert d'Estampes, sénéchal du Bourbonnais; Jacques de Chabannes, sénéchal de Toulouse, frère aîné du comte de Dampmartin; enfin Jean Bureau, chef de l'artillerie. Ce dernier, sachant qu'on allait entreprendre une campagne où les siéges seraient fréquents, ne négligea rien pour rassembler un matériel suffisant. Le siége de Castillon commença les premiers jours de juillet 1453 : le gouverneur de cette place, ne doutant pas d'être secouru par Talbot, généralissime des troupes britanniques, opposa une vigoureuse résistance; ses espérances se réalisèrent : il se formait en face de Bordeaux, sur la rive droite du fleuve, une armée destinée à faire lever le siége et à disputer pied à pied le terrain aux Français. Talbot, ayant pour premier lieutenant son plus jeune fils, le vicomte de Lisle, traversa avec une rapidité extrême les quinze lieues qui le séparaient de l'ennemi, à la tête

(1) Chef d'une famille très-ancienne du Berri, qui s'est éteinte dans le seizième siècle : on l'appelait aussi le maréchal de Jalonges, le nom du fief dont Charles VII le dota.

de 10,000 hommes des meilleures troupes, mais tous à pied ; la cavalerie lui manquait absolument. Les Français, instruits fort tard de son approche, prirent les mesures les plus énergiques pour soutenir le choc ; leur position devenait très-critique, car les gens de Castillon les tenaient déjà en échec, et ils allaient être attaqués de front par le meilleur capitaine de l'époque. Ils élevèrent à la hâte des palissades afin de couvrir les lignes de leur camp ; Bureau changea la direction de ses pièces, et les distribua le long des retranchements : un tiers de l'armée, 5,000 hommes environ, se chargea de contenir les assiégés ; et 4,000 archers, formant les divisions de troupes légères, furent placés, sous les ordres de Jacques de Chabannes, en dehors des fossés, afin d'essuyer la première furie des Anglais : ils devaient venir se mettre sous la protection de l'artillerie, en cas de revers. La cavalerie, la majeure partie bretonne, occupait des cantonnements éloignés ; on lui enjoignit de se tenir prête à marcher au premier signal. A peine les dispositions les plus urgentes étaient-elles achevées que l'on vit arriver les phalanges anglaises, qui marchaient serrées en masse, sans se faire précéder d'aucune avant-garde. Le sire de Chabannes les attendit bravement de pied ferme ; mais son courage, la résolution de ses gens, ne purent arrêter ces bataillons qui menaçaient d'écraser tout sous leur poids : ces 4,000 archers furent pulvérisés, et leur vaillant chef tomba criblé de coups (1). Talbot passa sur ces monceaux de cadavres, avec l'intention d'aborder les retranchements ; mais avant de les at-

(1) Jacques de Chabannes, frère aîné du comte de Dampmartin, mourut le jour suivant, de ses blessures : il eut pour petit-fils le maréchal de La Palisse, un des plus fameux capitaines de son siècle, tué à la bataille de Pavie aux pieds de François Ier.

teindre il essuya une perte considérable, car l'artillerie de Bureau l'accueillit de la manière la plus terrible, et porta le ravage dans ses rangs. Talbot montait une petite haquenée, dont les allures douces étaient mieux appropriées à son grand âge que la fougue des chevaux d'escadron de cette époque : le héros courait au milieu de ses compagnies d'arbalétriers, afin de soutenir par ses mâles exhortations l'ardeur des soldats, que ces furieuses décharges ne laissaient pas d'ébranler ; les boulets enlevaient les hommes autour de lui. Malgré tous ces désavantages, les Anglais atteignirent les remparts, et déjà une de leurs divisions, dirigée par le vicomte de Lisle, avait franchi les fossés et commençait la lutte contre le maréchal de Lohéac ; déjà une partie de l'artillerie avait été conquise par ces audacieux assaillants, lorsque la scène changea subitement, grâce à l'arrivée impétueuse de la cavalerie bretonne que conduisaient les sires de Montauban et de La Hunaudaie. Ces deux chefs, aussi intelligents que braves, s'élancèrent de leurs cantonnements dès qu'ils entendirent gronder le canon, avant même que le maréchal de Culant les eût fait avertir : Montauban et son collègue, menant 2,000 cavaliers, apparurent au moment où la moitié des forces anglaises avait sauté la ligne des palissades ; ils se précipitèrent tête baissée sur les divisions restées encore en dehors avec Talbot. Ce général, inaccessible à la crainte, ne put s'empêcher néanmoins d'être surpris par une attaque aussi imprévue : il voulut changer ses premières dispositions afin de contenir ces nouveaux adversaires, mais on ne lui en laissa point le loisir ; les charges se répétaient si rapidement, que les rangs des fantassins se rejetèrent les uns sur les autres dans un grand désordre : bientôt ils furent rompus, et ne présentèrent plus aucune résis-

tance uniforme. La cavalerie bretonne sillonnait en tout sens le champ de bataille, sans donner à l'ennemi la faculté de former une seconde fois ses phalanges. Talbot, essayant de rallier autour de lui un noyau de combattants, fut atteint au visage de plusieurs coups de sabre et jeté en bas de sa haquenée ; on le foula long-temps aux pieds des chevaux. Cependant la venue de ces auxiliaires rassura les généraux français, qui surent tirer bon parti d'un incident aussi favorable. Les maréchaux de Culant, de Lohéac, réunirent tous leurs efforts contre la division lancée dans les retranchements, et l'anéantirent en entier. Le vicomte de Lisle, pressé de voler au secours de son père, s'était arraché du milieu de cette mêlée, et se vit bientôt compromis dans un autre engagement encore plus acharné : il se mit à chercher Talbot parmi la foule des combattants ; l'instinct filial le lui fit deviner enfoui sous des tas de cadavres : le vicomte saute de son cheval, et aidé de quelques écuyers, il relève son père, souillé de poussière et de sang, défiguré par de larges blessures, mais respirant encore. Talbot, n'ayant plus qu'un léger souffle de vie, reconnut son fils et recueillit assez de force pour lui dire : « Laisse-moi ; je meurs pour notre patrie, conserve-toi pour la servir encore : » ce furent ses derniers mots (1). Le fils, inconsolable, séparé des restes de son père par de nouvelles charges, s'enfonça dans ce champ de carnage et y trouva

(1) Talbot mourut à l'âge de 81 ans : il eut de deux mariages quatre fils, Thomas, Jean, Christophe et Jean second : deux périrent les armes à la main en France, et les deux autres en Angleterre également sur le champ de bataille, lors des querelles de la rose rouge et de la rose blanche. Les historiens français se trompent en disant que le fils tué à Castillon était son aîné : le vicomte de Lisle fut seulement le premier fruit du second mariage de Talbot avec Margue-

une fin glorieuse, sans songer à sauver ses jours par une prompte retraite; ce qui lui devenait au reste impraticable, car le maréchal de Culant, sorti à son tour des barricades, acheva l'œuvre commencée par la cavalerie bretonne (1), et remporta une victoire décisive sur les 10,000 hommes venus de Bordeaux avec Talbot : 500 au plus échappèrent au fer des Français, tout fut pris ou tué. Les principaux généraux de Charles VII, les maréchaux de Culant, de Lohéac, Jean de Coëtivi, Gamaches, Robert d'Estampes reçurent des blessures plus ou moins dangereuses : le premier en mourut des suites, six mois après. Le trépas de Talbot fut pour les Anglais le signal des plus terribles revers; ils se virent, à quelques jours de distance, repoussés devant Bayonne et battus sous les murs d'Auch : cette ville leur était fatale. Les généraux de Henri VI voulurent dix fois s'en rendre maîtres : en 1430 ils essayèrent de l'enlever, espérant au moyen de cette conquête dominer toute la province; mais Odet Ducos, sire de La Hitte, gouverneur de la place, rendit inutiles tous leurs efforts, et les obligea de se retirer après leur avoir tué beaucoup de monde.

rite de Beauchamp. Quelques années après cette bataille si meurtrière, des paysans trouvèrent dans la Dordogne l'épée de Talbot, chargée d'une inscription latine qui mentionnait le nom du héros : on ne sait qu'est devenu ce glaive précieux. Talbot termine la liste des grands capitaines anglais du moyen âge.

(1) Montauban, commandant de cette cavalerie bretonne, fut récompensé d'abord par le titre de sénéchal de Guienne, puis par la charge de grand-maître des eaux-et-forêts. Jean Bureau, chef de l'artillerie, fut doté du riche fief de Montglat : fils de Simon Bureau, petit bourgeois de Paris, il s'éleva par son propre mérite, et fut le créateur d'une arme nouvelle qui devait changer la tactique militaire. Ses enfants ne suivirent point sa carrière : l'aîné de ses fils mourut évêque de Béziers.

Quoique vainqueur, Charles VII ne trouvait aucun charme dans la guerre : n'aspirant qu'à se ménager une paix de longue durée, il supplia le Saint-Siége de lui servir de médiateur. On croirait que l'Angleterre, déchirée par les factions, épuisée d'hommes, essuyant chaque jour quelque échec, accueillit avec transport ces projets de pacification générale : il n'en fut pas ainsi, elle les repoussa violemment. Dans l'impuissance de lancer sur sa rivale de nouvelles armées, la fière Albion ne s'occupa qu'à lui susciter des entraves, en fomentant des troubles au sein des provinces; ni les discordes civiles, ni la fureur des deux factions de la rose rouge et de la rose blanche, ne ralentirent l'action de cette haine implacable. Chaque parti, tour à tour vainqueur, adoptait la même politique, renfermée dans cette seule phrase, *nuire à la France.* Les ministres anglais, sachant par expérience que depuis quatre siècles les rois Capétiens avaient rencontré de mortels ennemis parmi leurs plus proches parents, s'attachèrent à mettre en pratique un si détestable expédient : le duc d'Alençon fut jugé propre à marcher sur les traces de Robert d'Artois et de Charles-le-Mauvais. Ce prince descendait de Pierre, cinquième fils de saint Louis : on le surnomma dans sa jeunesse *le beau*, et bientôt après *le brave et le loyal;* il défendit la cause de Charles VII avec un dévouement qui servit d'exemple aux autres vassaux. Fait prisonnier à la bataille de Verneuil, le prince recouvra sa liberté en payant une rançon d'un prix excessif: il ne cessa de donner les marques les plus éclatantes de valeur, contribua puissamment au gain de la bataille de Patay, et assista à tous les combats meurtriers qui se livrèrent jusqu'à l'expulsion de l'étranger; mais, par une inconséquence aussi bizarre que coupable, le duc d'A-

lençon devint le partisan secret de ces Anglais qu'il avait combattus pendant vingt ans. Sous prétexte que Charles VII ne reconnaissait pas ses services d'une manière assez généreuse, Jean-le-Beau conclut un traité d'après lequel, au mépris de sa qualité de prince du sang, il s'engageait à livrer les places fortes dépendantes de son commandement de Picardie, ainsi que plusieurs ports sur les côtes de Normandie, enfin à protéger un débarquement d'insulaires; il s'engageait, de plus, à joindre aux troupes britanniques 10,000 hommes levés dans ses domaines.

Pour sceller cette honteuse alliance, il promit sa fille Catherine au comte de La Marche, fils aîné du duc d'York. Ce complot fut découvert par Thomas Gillet, confesseur du duc d'Alençon, le même qui par ses conseils l'avait entraîné dans une voie aussi criminelle. Cet homme pervers vendit aux gens du roi la correspondance de son maître (1). Charles VII se trouvait alors en Bourbonnais; il hésita quelque temps à faire saisir le coupable. L'arrestation d'un prince du sang n'était pas à cette époque chose facile, surtout au milieu de Paris, dont la population se montrait constamment disposée à favoriser les grands, soulevés contre l'autorité royale. Charles VII eut l'heureuse idée de n'employer en cette occasion que des hommes d'un rang égal à celui du rebelle, et comme lui environnés de l'estime générale. Dunois reçut la

(1) L'infâme Thomas Gillet finit misérablement: ayant abandonné le duc d'Alençon après l'avoir trahi, il erra quelque temps dans la Normandie; enfin le perfide voulut revoir sa ville natale, mais à peine eut-il paru dans les rues de Domfront, que le peuple s'ameuta contre lui et le pendit, malgré les efforts que firent les magistrats pour le sauver. On croit que ce fut cette circonstance qui donna lieu à ce proverbe : *Domfront, ville de malheur; arrivé à une heure, pendu à deux : pas seulement le temps de dîner.*

mission d'aller à Paris s'assurer de la personne du duc d'Alençon, et de conduire ce prince à Montargis, où il devait comparaître devant la cour des pairs, pour y subir un interrogatoire. Le comte de Longueville se présenta le 15 mai 1456 à la porte de la Bastille, escorté par 600 archers gascons, et se logea dans cette forteresse. Deux jours après il ordonna à ses officiers de faire entrer la moitié de ses troupes dans les faubourgs, par petits pelotons de 6 à 8 hommes, et de les réunir le lendemain, vers les quatre heures du soir, autour de l'hôtel d'Alençon, situé dans le Marais. En même temps il communiqua au prévôt de Paris les ordres du roi, pour que ce magistrat le secondât si le cas l'exigeait. A l'heure convenue, Dunois se rendit chez le duc comme pour le visiter, accompagné seulement de Cousinot, bailli de Rouen. Après un échange de politesses, la conversation s'établit sur des choses indifférentes: Dunois s'interrompait parfois pour aller à la fenêtre s'assurer si ses soldats étaient arrivés; les voyant tous rangés le long du mur, il s'écria, en élevant la voix : « Monseigneur, pardonnez-le-moi : le roi m'a envoyé devers vous, et m'a baillé charge de vous saisir ; je ne sais proprement les causes pourquoi. » Lui mettant ensuite la main sur l'épaule, il continua : « Et pour lui obéir, je vous fais prisonnier. « Le duc étonné n'eut pas le temps de se mettre en défense; son appartement se remplit en quelques instants des gens du Bâtard, qui ordonna aux varlets du duc de seller sur-le-champ les chevaux de leur maître : il força le captif à monter un de ses destriers, et le conduisit rapidement hors la porte Saint-Antoine, où le reste de son détachement stationnait. Dunois se mit en marche aussitôt pour Melun ; il y rencontra Arthur de Richemont. Selon les désirs du roi, le connétable procéda aux premiers

interrogatoires. Il s'en acquitta avec bonté; mais le duc refusa de répondre aux interpellations de son oncle : « Je veux, s'écria-t-il, dire mon fait au roi seul. » L'instruction du procès se poursuivit devant les pairs de France, réunis à cet effet dans la ville de Beaugenci. C'était la première fois que cette haute cour jugeait un prince du sang présent : le roi voulut la présider. Dunois y prit place, et s'assit aux pieds de Charles VII, comme grand chambellan, sans pouvoir néanmoins siéger parmi les juges, n'étant point pair de France.

L'instruction dura fort long-temps; enfin, le jugement fut prononcé le 10 octobre 1458 à Vendôme : un ordre suprême venait d'y transférer le parlement et les pairs. Jean-le-Beau, duc d'Alençon, fut condamné à mort. Les destinées d'un prince dont la vie avait été jusqu'alors consacrée à la défense de la patrie, intéressèrent tout le monde. Dunois fut un de ceux dont les sollicitations contribuèrent le plus à sauver le coupable : il se trouvait d'accord en cette occasion avec le comte de Richemont, qui intercédait vivement en faveur du duc d'Alençon, son neveu. Charles VII se laissa fléchir; il commua la peine capitale en une détention perpétuelle.

Dans l'intervalle des deux ans que dura ce procès, le comte de Longueville dirigea une entreprise qui serait devenue fatale à l'Angleterre si on l'eût conduite avec persévérance. Charles VII ressentait un mortel déplaisir de voir les Anglais appliqués sans cesse à lui susciter des ennemis; Dunois lui proposa une vengeance digne d'un roi de France : elle consistait à reprendre le projet de descente, abandonné en 1453; de porter la guerre au sein de leur pays, et de s'unir aux Écossais. L'idée de combattre sur leur propre sol ces étrangers qui, pendant cinquante ans, avaient dominé en maîtres dans le royaume, sourit à Charles VII. Le comte de Longueville

se rendit dans la haute Normandie, emmenant, comme son premier lieutenant, le sire de Brezé, guerrier plein de loyauté et de détermination, mais d'une impétuosité de caractère peu commune (1).

On devait débuter par jeter sur les côtes d'Angleterre une avant-garde de 4,000 hommes, destinée à s'emparer de plusieurs points, afin de protéger le débarquement du reste de l'armée. Le sire de Brezé fut désigné pour commander cette division; le comte de Longueville devait le suivre avec 15,000 vieux soldats. Ce général choisit, pour composer l'avant-garde, des miliciens normands bien dévoués; il leur fit espérer de conquérir l'Angleterre, comme leurs ancêtres y étaient parvenus sous la conduite de Guillaume. Ces discours réveillèrent l'esprit national des Normands, qui accoururent en foule: on prit ceux qui avaient guerroyé, et qui connaissaient parfaitement les côtes de la Grande-Bretagne; des baillis de chaque ville s'offrirent pour guider les détachements fournis par elles. Ainsi vinrent se ranger sous sa bannière Jean Cousinot, bailli de Rouen; Jacques de Clermont, bailli de Caen; Robert Floquet, bailli d'Evreux; Jean Carbonnel, bailli de Falaise; Raoul de Barilly, bailli de Bayeux. On joignit à ces miliciens deux compagnies d'hommes d'armes: celle du comte d'Eu, commandée par Jean Blosset; David Honchard menait la chevauchée du comte de Lon-

(1) Cette violence de caractère s'alliait fort bien chez Pierre de Brezé à une gaîté spirituelle et piquante : c'est lui qui, voyant passer Louis XI monté sur un fort petit cheval, de chétive apparence, dit cette phrase si connue, et qui renfermait une flatterie des plus fines : « Sire, voilà le cheval le plus fort de France, car il porte votre Majesté et tout son conseil. » Pierre de Brezé fut tué à Montlhéri, au début de l'action : son fils, encore plus violent que lui, poignarda sa femme dans un accès de jalousie.

gueville. Ce prince voulut même que son enseigne particulière ne se séparât point de l'avant-garde, afin qu'elle fût une des premières que l'on plantât sur le sol anglais. Il la confia à Pierre de Genouillac, jeune écuyer d'une valeur éprouvée. Les gens de Harfleur, de Dieppe, de Cherbourg, de Rouen, de Honfleur, fournirent des embarcations légères, car on ne portait ni bagages ni artillerie. L'escadre mit à la voile le 26 août 1457; elle aborda deux jours après sur la côte, à deux lieues de Sandwich, ville que les Français avaient brûlée sous Philippe de Valois et sous Charles V. Le sire de Brezé débarqua avec 1,800 hommes seulement, et se mit en marche pour atteindre Sandwich : il rencontra, une lieue en avant de la place, un fort qui coupait la route; il l'enleva après une vive résistance : ce coup de main lui coûta beaucoup de monde. Brezé donna ensuite quelques heures de repos à ses gens. Pendant cet intervalle, il fit publier « que nul ne fust assez hardi, à peine de mort, de toucher aux biens de l'Eglise; que l'honneur des femmes fust gardé, que le feu ne fust bouté, ni ne fust homme tué de sang-froid. »

A peu de distance de Sandwich, en côtoyant le rivage, le genéral français découvrit cinq gros bâtiments à l'ancre dans une gare. Voyant les équipages faire des démonstrations hostiles, il dépêcha vers eux un chevalier pour leur dire que s'ils lançaient un seul trait, on les brûlerait dans les navires. Les marins promirent de rester neutres. Cependant la garnison entière de Sandwich sortit pour reconnaître les Français; Brezé l'attaqua vigoureusement, et la contraignit à regagner les barrières de la place. Les Anglais battirent en retraite en bon ordre; mais on les serrait de si près, qu'ils ne purent lever les ponts-levis. Leurs adversaires entrèrent dans l'intérieur, et luttèrent plusieurs heures au milieu

des rues. Les habitants se sauvèrent épouvantés, et le vainqueur, maître de la ville, la livra au pillage. On y trouva bon nombre de tonneaux de vin de Bordeaux : les Normands, peu familiarisés avec cette boisson, en ayant pris outre mesure, tombèrent en démence; Brezé et ses capitaines eurent une peine infinie à les arracher de ce lieu. Le danger devenait pressant, car de toutes parts les miliciens indigènes se réunissaient pour cerner les Français et leur couper la retraite de la mer. Enfin, les officiers parvinrent à ramener les soldats normands, qui surent encore enlever un butin immense, car Sandwich passait pour la ville la plus riche du comté. Le sire de Brezé regagna ses embarcations; il en sortit le lendemain à la tête de troupes fraîches, et s'avança dans une direction opposée. Il envahit une portion du pays de Cornouailles, et y ramassa également un butin prodigieux : voyant accourir de tous côtés des forces imposantes, il rejoignit une seconde fois sa petite flotte, et resta quelque temps en vue de la côte. Un bateau venu de Normandie lui apporta, de la part de Dunois, l'ordre de regagner Honfleur : on abandonnait le projet d'effectuer une descente avec le gros de l'armée. Charles VII, fort alarmé des démarches de son fils, reculait devant une entreprise aussi majeure. Louis, retiré dans le Dauphiné, dont son père lui avait abandonné la souveraineté, devint le fléau de cette province. Les habitants, accablés d'impôts, émigraient en foule pour se soustraire à une domination tyrannique; Charles VII, touché de leur misère, dépêchait à son fils message sur message, en lui enjoignant de revenir auprès de lui : au lieu d'obéir, Louis redoublait de vexations, et se complaisait à donner asile aux bannerets qui s'étaient attiré la colère du roi par leur félonie ou

par leur mauvaise conduite. Charles VII, voulant mettre un terme à tant de désordres, envoya en Dauphiné un corps de 6.000 hommes sous le commandement de Chabannes, comte de Dampmartin, dont les instructions portaient de s'emparer de la personne du prince. Celui-ci, instruit de la marche de Dampmartin, se hâta de prendre la fuite, et franchit le pas de Suze; mais son beau-père refusa de le recevoir. Le dauphin, repoussé de ce côté, traversa la Suisse, l'Alsace, le pays du Luxembourg, et arriva en Belgique comme un fugitif : il y trouva bon accueil de la part de Philippe-le-Bon, qui lui donna l'assurance de le défendre envers et contre tous. Le Bourguignon se repentit bientôt d'avoir ouvert sa maison à ce fourbe, qui, pour prix de l'hospitalité, ne s'étudia qu'à souffler la discorde au sein de la famille de son protecteur. Philippe-le-Bon ne tarda pas à éprouver des malheurs semblables à ceux que Charles VII déplorait depuis quinze ans. Son fils, le comte de Charollais, jaloux du crédit dont les Croï jouissaient auprès de Philippe, se mit en pleine révolte, et se retira dans le voisinage de Lille. Le jeune prince offrit à Charles VII de massacrer dix barons brabançons très-aimés de son père, et qui, vendus à l'Angleterre, entretenaient le souverain de la Flandres dans des dispositions peu favorables aux intérêts de la France. Le comte de Charollais ne demandait, pour l'exécution de son projet, que le secours d'une division de 3.000 hommes. Tout autre que Charles VII eût peut-être regardé cette vengeance comme une juste représaille envers un injuste vassal: le magnanime suzerain reçut avec horreur une pareille proposition. Dunois, confident de ses secrètes pensées, fit, en son nom, à l'envoyé du comte de Charollais, cette belle réponse : « Pour deux royaumes comme le sien, mon maître ne consentirait à un si vilain fait. »

Ceci eut lieu dans le moment où le comte de Richemont montait sur le trône ducal de Bretagne. Dunois ne put maîtriser un mouvement d'envie, en voyant son ancien rival de gloire s'élever à un rang auquel lui-même ne pouvait atteindre.

Le 15 octobre 1458 fut désigné pour le jour où Arthur III, nouveau duc de Bretagne, devait venir dans la cour du château de Vendôme rendre au roi son hommage de vassal. Charles VII se trouvait environné des dignitaires de la couronne, tous très-disposés à confondre l'orgueil de celui qui n'avait cessé de les traiter avec autant de hauteur que de dureté. Le roi descendit du perron, précédé de ses grands officiers. En l'absence du chancelier, Dunois, comme chambellan, portait la parole au nom du suzerain.

Il lut la formule de l'hommage lige : le prince breton se récria, en déclarant d'un ton véhément que ses prédécesseurs ayant toujours rendu l'hommage simple, il suivrait leur exemple. L'acte qu'on lui demandait était accompagné de formalités propres à blesser l'orgueil du vassal, et Dunois jouissait de l'idée de voir le duc à genoux et sans armes : « C'est lige qu'il faut l'hommage, répéta-t-il avec aigreur. — Oui, lige, s'écrièrent les barons français, en s'unissant au comte de Longueville. — Non, non, redisaient le vieux Arthur et ses bannerets bretons. » Charles VII, témoin de cette scène, rougit d'élever de pareilles difficultés à l'égard d'un héros dont le courage avait soutenu la France au bord de l'abîme, et trancha la question en décidant que le duc ferait l'hommage simple. C'était, hélas ! le dernier qu'il devait recevoir. Miné par les chagrins dont son indigne fils l'abreuvait, Charles se penchait lentement vers la tombe. La dauphine, retenue auprès de son époux, mit au monde un fils : on

ne donna seulement pas avis au roi de la venue de cet héritier de sa race ; bien plus, par une hardiesse difficile à qualifier, le dauphin conféra au nouveau-né le titre de duc de Normandie, agissant comme s'il eût déjà tenu le sceptre. Le monarque ne se montra point irrité de cette cruelle offense ; il saisit même l'occasion de la naissance de cet enfant pour renouveler auprès du dauphin les instances les plus touchantes, le laissant maître de dicter les conditions de la réconciliation. Il ne reçut aucune réponse : Louis resta insensible aux avances d'un père si tendre. Ce refus obstiné porta le dernier coup à son cœur : dès ce moment la maladie de Charles VII empira. Ce prince, jouet de la fortune, se consumait dans les ennuis quand l'Europe entière le regardait comme le plus puissant potentat de la chrétienté, comme l'arbitre de ses destinées. Les divers souverains de l'Allemagne, les rois d'Aragon, de Castille et de Navarre, le prenaient pour juge de leurs différends ; les républiques italiennes l'appelaient *le grand Roi*, et en référaient pour leurs querelles à ses décisions. C'est dans cet apogée de gloire que Charles VII vit approcher le terme de sa vie ; avant d'y parvenir, il eut à vider jusqu'à la lie le calice d'amertume. Comme sa fin paraissait prochaine à tous les yeux, la foule de courtisans comblés par lui de faveurs s'empressa de s'échapper du château de Mehun : ces hommes abandonnaient leur ancien maître qu'ils voyaient expirant, pour aller au-devant du nouveau. Dunois, loin de les imiter, ne quitta pas un seul instant Charles VII; son bras l'avait soutenu sur le trône durant tout un règne, sa voix consolante l'accompagna jusqu'au seuil de la tombe.

Charles VII était d'un âge qui lui permettait d'espérer de parcourir encore plusieurs lustres : on prétendit

qu'instruit par des serviteurs imprudents des tentatives qu'on faisait pour l'empoisonner, ce prince s'abstint de manger pendant sept jours, afin d'épargner à son fils un crime de plus : c'est un bruit que le vulgaire répéta sans fondement. La plupart des écrivains contemporains, notamment Mathieu de Couci, ne parlent point de cette abstinence volontaire ; d'ailleurs les circonstances de la maladie du roi démentent cette assertion.

Le 16 juillet 1461, une fluxion inflammatoire se déclara avec les symptômes les plus effrayants ; elle fit des progrès rapides : les extrémités perdirent leur chaleur naturelle ; la poitrine se remplit, et le monarque expira le sixième jour (22 juillet). Charles VII n'avait point encore rendu le dernier soupir, que déjà le château de Mehun se trouvait désert. Le petit nombre de ceux que l'exemple de Dunois avait retenus par pudeur, se hâtèrent de prendre la route de Flandres. Les officiers de la maison du roi, les gens attachés au service particulier de sa personne, s'enfuirent pour échapper au courroux du nouveau souverain, que l'on savait nourrir une haine implacable contre tout ce qui servait son père. Le duc de Berri, second fils de Charles VII, dominé par les mêmes craintes, quitta également le palais : pas un officier de l'hôtel ne demeura pour veiller auprès du corps du roi défunt ; aucun de ceux que ce soin regardait ne s'occupa des apprêts des funérailles. Tanneguy-Duchâtel y songea le premier : c'était le neveu de celui qui sauva Charles VII dans ses bras lors de la prise de Paris par les Bourguignons, en 1418. Le second Duchâtel remplissait en ce moment les fonctions de grand écuyer en l'absence de Xaintrailles (1), gouverneur d'une

(1) Le brave Pothon de Xaintrailles, gouverneur de Bordeaux et d'une partie de la Guienne, gisait sur un lit de douleur lorsque

partie de la Guienne, et retenu à Bordeaux par une maladie chronique. Le comte de Longueville partagea ces soins, plus par affection que par devoir de sa charge de grand chambellan. Alain Chartier et le continuateur de Monstrelet lui en laissent même tout l'honneur; mais Mathieu de Couci, historien véridique, lui adjoint Tanneguy-Duchâtel, qu'il appelle le grand écuyer, sans le désigner nominativement (1).

Le cœur et les entrailles du roi furent mis dans une urne, le corps dans une boite de cèdre, et puis dans un cercueil de plomb: on composa à la hâte et bien grossièrement une figure, moitié cire, moitié bois, représentant Charles VII; on l'orna de tous les attributs de la royauté, puis elle fut placée sur un chariot branlant. Ce lugubre cortége partit de Mehun pour Paris. Le duc d'Orléans, le comte d'Angoulême son frère, le marquis de Saluces, le sire de Châteaubriand, le conduisaient: le comte de Dunois l'escortait à la tête d'un détachement d'hommes d'armes assez considérable. Le convoi marchait très-lentement; les

des serviteurs imprudents lui apprirent, sans aucun ménagement, le trépas de Charles VII: cette brusque nouvelle causa au guerrier une émotion à laquelle il ne put résister: il expira le soir même. Il avait été nommé maréchal de France à la place de Philippe de Culant, mort de ses blessures en 1454.

(1) On croit généralement que Tanneguy-Duchâtel paya de ses propres deniers les frais des funérailles de Charles VII: c'est une erreur. Un écrivain moderne, M. Delort, l'a fort bien démontré dans son Essai critique sur l'Histoire de Charles VII (1824), en produisant la pièce officielle d'après laquelle on voit que Louis XI, par sa lettre du 28 octobre 1465, approuve les dépenses faites par Tanneguy-Duchâtel pour cet objet, et s'éleva à 15,225 liv. Ce compte, arrêté par Guillaume de Fresnel, chancelier de France, et Pierre d'Oriol, contrôleur-général des finances, fut porté en déduction des recettes dont Tanneguy-Duchâtel était détenteur par son emploi.

habitants des campagnes accouraient sur le passage, et donnaient de véritables larmes au prince qui avait consacré exclusivement ses dix dernières années à consolider leur bonheur. Le cortége arriva le 5 août à l'église Notre-Dame-des-Champs, dans un des faubourgs de Paris, et s'y arrêta deux jours : le clergé de la capitale envoya au-devant 300 pénitents. L'affluence devint telle, que le prévôt ainsi que ses gardes furent culbutés aux portes de l'église; on les foula aux pieds. Le lendemain, à onze heures du matin, les crieurs publics parcoururent la ville, en disant : « Dites vos patenôtres pour le très-haut et très-excellent prince, le roi Charles VII, et, à trois heures, venez à vigiles, en l'église de Notre-Dame de Paris. » Ce vaste temple se remplit de tous les ordres de l'Etat et du clergé, parmi lequel on comptait treize crosses d'évêque; les différentes confréries, les notables, les corporations encombraient tellement la primatiale, que le peuple ne put entrer, et se vit obligé de stationner dans le parvis ou sur la place. A cinq heures, le cortége arriva : le poêle était porté par Jean Damoiseau, premier président du parlement, Robert Thiboult, second président, Mathieu de Nanterre, également second président, et Jean Sanzai, premier maître des requêtes. Quatre princes du sang suivaient à cheval le char funèbre; on les distinguait des autres barons à leurs grands manteaux de deuil, qu'ils avaient seuls le droit de porter : c'étaient le duc d'Orléans, le comte de Vendôme son frère, le comte d'Eu et le comte de Longueville; celui-ci marchait le dernier, en sa qualité de prince légitimé. Jean Châteaufort prononça l'oraison funèbre en latin, selon l'usage; et lorsque l'orateur eut exprimé le dernier soupir du roi (*inclinato capite, emisit spiritum*), il

s'arrêta suffoqué par les larmes, et tous les assistants répondirent par des sanglots. Les vigiles des morts étant dites, le corps resta exposé un jour entier dans la chapelle ardente. Le lendemain, à deux heures après midi, le cortége se mit en marche pour Saint-Denis, dans l'ordre observé l'avant-veille, à la différence que le corps, au lieu d'être traîné sur un chariot, était porté à bras par les préposés des greniers à sel, selon le privilége dont ces gens jouissaient depuis une époque fort reculée. Arrivé à La Chapelle, le convoi fit halte; l'abbesse de Montmartre, suivie de ses religieuses, vint réciter des prières sur le cercueil du roi. Le cortége se remit en route, et s'arrêta une seconde fois au lieu appelé le Landi, où deux énormes croix marquaient les limites de la justice de Paris. L'université ainsi que les confréries quittèrent le cortége, et revinrent sur leurs pas; les préposés au sel posèrent la bière sur des tréteaux; ceux de Saint-Denis devaient la prendre. « Les bonnes gens de Saint-Denis voulurent la soulever, mais ils ne furent pas assez forts. » Il naquit, en cette occasion, un démêlé très-vif qui aurait pu troubler la solennité de la cérémonie : Dunois le fit cesser, en ordonnant à ceux de Paris de porter le noble fardeau jusqu'à Saint-Denis. Le lendemain, vers cinq heures du matin, les prières d'usage commencèrent; à onze heures le corps fut descendu dans le caveau par le moyen de cordes : quatre écuyers tenaient élevé un drap d'or devant l'ouverture, afin que les assistants ne pussent rien distinguer; on le replia lorsque le cercueil fut descendu; puis l'évêque de Bayeux, prenant de la terre dans sa main, la jeta du haut des degrés dans la fosse; le chef des hérauts d'armes étendit ensuite sa masse, en criant : *Le roi Charles VII le Victorieux est mort*,

priez pour lui. Les sanglots redoublèrent alors de manière à couvrir la voix d'un autre héraut qui criait : *Vive le roi Louis XI!* Les officiers de l'hôtel passèrent l'un après l'autre et lancèrent dans le caveau les baguettes, marques distinctives de leur emploi. A l'issue de la cérémonie, les princes du sang, les barons et les principaux employés de l'hôtel allèrent, selon l'usage, dîner chez l'abbé de Saint-Denis. Le banquet terminé, et tout le monde étant debout, après avoir dit les grâces, Dunois s'écria d'une voix émue : « Nous avons perdu notre bon maître ; que chacun songe à se pourvoir ! » Ces paroles augmentèrent la tristesse générale : elles faisaient mieux sentir la perte que l'on venait d'essuyer ; car les assistants songeaient involontairement au successeur que le Ciel, dans sa colère, donnait au monarque tant regretté.

LIVRE VII.

Dunois va au-devant de Louis XI. — Il est disgracié, et prend part à la ligue du *Bien public*. — Bataille de Montlhéri. — Il se réconcilie avec le roi, qui le nomme président du conseil formé pour la réforme des abus de l'administration du royaume. — Sa mort.

Dunois s'était illustré pendant tout le règne de Charles VII; il eût fallu pour sa gloire que le héros n'eût point survécu au monarque : car la vie du comte de Longueville ne jeta plus qu'un faible éclat, et sa vieille renommée fut même ternie par une grande faute.

A l'issue des funérailles du roi, quantité de barons, accoutumés à la faveur, coururent au-devant du nouveau souverain, afin de conserver un crédit devenu indispensable à leur existence; néanmoins la majeure partie d'entre eux se cachèrent au fond de leurs domaines : ils savaient que les services rendus par eux à Charles VII, seraient auprès de son fils un motif d'exclusion. A ce titre, personne ne devait plus appréhender

une disgrâce que le vaillant Dunois : cette considération ne l'arrêta point. Les charges de grand chambellan et de lieutenant-général lui imposaient l'obligation d'aller au-devant de Louis XI : il rencontra ce prince dans l'Artois. Le roi avait chassé de sa présence plusieurs bannerets qui avaient paru devant lui en habits de deuil, par respect pour la mémoire du monarque défunt ; il n'osa pas traiter de la même façon le comte de Longueville, mais sa froideur extrême fut le premier interprète de son ressentiment : le prince n'ignorait point que Dunois ne cessa de proposer à Charles VII les mesures les plus énergiques, pour réprimer les coupables écarts du dauphin.

Louis XI, persuadé que son élévation au trône, quoique toute légitime, allait trouver une puissante opposition, accepta d'abord l'offre que lui fit le duc de Bourgogne de l'accompagner à la tête de forces imposantes : en effet, en moins de trois semaines 100,000 hommes se trouvèrent réunis sur les frontières du nord. Philippe-le-Bon voulait sans doute déployer sa puissance aux yeux d'un suzerain dont il connaissait mieux que tout autre le caractère dangereux. Louis XI, effrayé à l'aspect de cette multitude de miliciens, rassuré d'ailleurs par l'arrivée successive de beaucoup de barons ses sujets, supplia le Bourguignon de ne point mener en France une telle escorte. Philippe y consentit, tout en gardant pour sa sûreté personnelle une division de 4,000 gens d'armes. Les féodaux accourus au-devant du roi formèrent un corps assez respectable : Dunois en prit le commandement. Louis XI, Philippe-le-Bon et leur nombreux cortége se dirigèrent vers Reims, où ils entrèrent le 14 août 1461. Le sacre eut lieu le lendemain, sans beaucoup de pompe ; l'archevêque Juvénal des Ursins fut le consécrateur. Le duc de

Bourgogne rendit l'hommage de vassal : Dunois lut mot à mot la formule du serment. A l'issue de cette double cérémonie, le roi partit pour Paris. Le comte de Longueville reçut l'ordre d'éclairer la route avec les gens d'armes : le soupçonneux Louis XI craignait quelque surprise au milieu de son royaume; il comprenait qu'on ne pouvait le voir de bon œil dans un pays d'où lui-même s'était banni depuis quinze ans, et auquel il avait donné le triste spectacle d'un fils armé contre son père.

Louis XI fit son entrée dans la capitale le 30 août 1461 : on l'y accueillit avec des acclamations unanimes; quel que fût le maître que le sort donnât à la France, les Parisiens trouvaient des transports de joie pour le fêter. Dans moins d'un siècle Charles V, Charles-le-Mauvais, Charles VI, l'affreuse Isabeau, Jean-sans-Peur, les deux Lancastre, Charles VII, rencontrèrent un empressement toujours semblable. Il en eût été de même si Artevelle, vainqueur aux champs de Rosebec, fût entré dans Paris, ou si Bajazet, après le triomphe de Nicopolis, eût traversé l'Allemagne pour venir planter sur les tours de Notre-Dame l'étendard du croissant, tout imprégné du sang français.

Les Parisiens, doués d'un esprit d'à-propos admirable, avaient su flatter par quelque allégorie ingénieuse l'amour-propre de chaque prince qui était venu les visiter. Ils offrirent au roi Henri VI le spectacle d'un enfant revêtu des habits royaux d'un monarque britannique, et recevant les hommages d'autres enfants représentant les pairs de France. Si l'idée n'était point nationale, au moins était-elle bien anglaise. Dans l'espérance de flatter l'amour-propre de leur nouveau souverain, ils imaginèrent de représenter la prise de Dieppe : on se rappelle que Charles VII, voulant

montrer son fils à l'armée réunie devant cette place, l'envoya servir sous les ordres de Dunois, dont les savantes dispositions assurèrent à son royal élève un triomphe complet. Les Parisiens construisirent donc sur la place du Châtelet une espèce de fort; on y simula un assaut, et au milieu des assaillants tous les yeux distinguèrent un jeune guerrier, montant le premier à la brèche, et plantant la bannière de France sur les créneaux. Louis XI parut peu touché de cette puérile flatterie; des idées plus sérieuses l'absorbaient entièrement: ce prince ne se dissimulait pas que les actions de sa vie passée avaient prévenu contre lui la nation de la manière la plus fâcheuse. Né de parents dont la douceur passait toute expression, il ne participait en rien de leur caractère; la nature avait franchi pour lui une génération, car il ne tenait que de son aïeule, l'horrible Isabeau de Bavière: même astuce, même cruauté, même désir de nuire; on retrouvait dans les moindres détails une similitude parfaite entre la grand'mère et le petit-fils. Il avait fait mourir de chagrin son père et sa première femme, la belle Marguerite d'Ecosse (1).

Louis XI n'ignorait pas que la noblesse avait excité maintes fois Charles VII à choisir pour son successeur le duc de Berri, son second fils, en haine de l'aîné: dès ce moment le dauphin conçut pour toute la chevalerie un ressentiment qui ne s'éteignit qu'avec sa vie. Il ne songea, durant son exil, qu'aux moyens les plus capables d'assouvir sa fureur. Vivant dans une profonde retraite à Genep en Brabant, Louis entretenait une cor-

(1) La belle Marguerite d'Ecosse, en butte aux plus mauvais traitements, tomba dans le désespoir: elle appelait la mort, repoussant les soins que des serviteurs fidèles lui prodiguaient pour prolonger son existence: « Fi! disait-elle, fi de la vie! qu'on ne m'en parle plus. » Le Ciel exauça ses vœux, et finit son martyre en 1445.

respondance très-active avec François Sforce, usurpateur du trône ducal de Milan. Cet italien, dont la duplicité égalait la bravoure, se plaisait à donner au prince français des leçons de fourberie, ne cessant de lui répéter en latin cette maxime : *Qui ne sait dissimuler ne sait régner.*

C'est avec de semblables dispositions que Louis XI rentra en France. Il débuta par chasser les anciens amis de son père, par enlever leurs charges aux officiers de la maison du roi : cette mesure s'étendit en peu de temps jusqu'aux principaux dignitaires de l'Etat, les maréchaux, l'amiral, les chambellans, les sénéchaux. La disgrâce qui frappa davantage les esprits fut celle du comte de Longueville, de ce guerrier à qui Charles VII avait prodigué les titres de *triomphateur*, de *restaurateur de la monarchie* : il le priva du gouvernement de la Normandie et supprima l'inspection des places de la Guienne, confiée à Dunois depuis la conquête de cette province. Louis XI n'agissait point dans des vues d'économie, car il conférait à des gens du plus bas étage les charges dont sa haine dépouillait de loyaux serviteurs.

Le héros ne murmura point, n'exhala point son dépit en plaintes amères, comme l'eût fait un homme ordinaire; il chercha à se consoler de sa disgrâce en volant à de nouveaux exploits. Il résolut de passer en Italie, pour défendre contre l'usurpateur Sforce les droits que la maison d'Orléans tenait de Valentine de Milan. Dunois fit part de ce projet à ses vieux compagnons d'armes, comme lui repoussés; mais on ne leur laissa point le loisir de l'exécuter. Louis XI, poursuivant sans relâche envers les grands et la chevalerie un système de spoliation intolérable, jeta les esprits dans une exaspération extrême; des ligues secrètes se formèrent : les chefs de

ces associations tournaient les regards vers Dunois, en le suppliant de se mettre à leur tête.

Le comte de Longueville refusa de s'ériger en chef de parti, et mit encore plus de célérité dans les préparatifs de son voyage en Italie. Cependant Sforce, instruit par ses nombreux émissaires des projets de Dunois, en fut très-alarmé : n'espérant pas triompher, au moyen de ses ruses, de l'habileté d'un général qui allait entraîner sur ses pas une partie de la chevalerie française, il dépêcha vers Louis XI plusieurs officiers pour le supplier de mettre quelque obstacle à cette expédition. Le roi, qui tenait fortement à l'alliance de l'Italien, ordonna au comte de Longueville, de la manière la plus dure, de licencier au plus vite ses compagnies, le menaçant de sa colère s'il rassemblait un seul peloton de vingt hommes. Le comte se serait consolé de cette disgrâce, quelque pénible qu'elle dût paraître, si un second affront dirigé contre sa famille n'eût mis le comble à son irritation. Louis XI, venant d'établir en France une gabelle extraordinaire, prétendit, en sa qualité de suzerain, lever à son profit une taxe semblable dans les états de ses grands vassaux, le duc de Bourgogne et le duc de Bretagne : le premier s'y refusa d'un ton qui ne permettait pas que l'on insistât ; le second imita cet exemple. Louis XI dépêcha vers lui le duc d'Orléans, premier prince du sang, dans l'espoir de vaincre la résistance qu'on lui opposait. Cette démarche échoua complètement : François II, successeur d'Arthur III, ne voulut point consentir au prélèvement de la taxe. Le roi s'en prit à son ambassadeur, l'accabla, en présence des dignitaires de l'Etat, des reproches les plus sanglants, et ne craignit pas d'employer les épithètes de *traître*, de *félon*. Le duc d'Orléans ne put supporter un tel traitement, auquel sa vieillesse et ses infirmités le rendirent

encore plus sensible; il s'abandonna au chagrin, et mourut navré de douleur. Dunois ressentit vivement la perte de ce frère chéri.

Louis XI fit marcher contre le duc de Bretagne un corps de troupes nombreux, en prit lui-même le commandement, et menaça le duché d'une invasion. François II, hors d'état de lutter à force ouverte contre un pareil adversaire, se soumit aux volontés tyranniques de son suzerain.

Les tentatives dirigées contre le duc de Bretagne alarmèrent les autres vassaux; il parut évident que toutes les actions du roi tendaient à consommer l'abaissement de la féodalité. Louis XI, se voyant deviné, ne mit plus de mystère dans ses démarches, et déclara hautement qu'il voulait arriver à ce but en brisant les obstacles qui s'y opposeraient. Cette parole provoqua une violente commotion : la France entière se trouva en armes comme par enchantement; on forma la ligue du *bien public*, que le peuple appela *le mal public*. Il n'entre pas dans notre sujet de tracer l'histoire de cette coalition, formée par les grands contre un prince qui menaçait leur existence ; nous n'en parlerons que pour dire la part qu'y prit le héros dont nous écrivons la vie.

Dunois commit la faute de s'associer aux mécontents. Le roi déploya une activité, une vigueur et une sagesse qui attestaient la supériorité de son génie : il sut, malgré la défection de la majeure partie de la noblesse, mettre sur pied une armée formidable, dont 7,000 Italiens envoyés par Sforce composaient l'avant-garde. Les troupes des mécontents, unies aux Bourguignons, présentaient également des masses redoutables. Dunois, choisi pour être le régulateur de toutes les opérations, n'assista pas néanmoins à la bataille

de Montlhéri. Lorsqu'on livra cette action, le 16 juillet 1465, il se trouvait attaqué de la goutte, et se faisait porter en litière ; un de ses écuyers tenait devant lui sa bannière. Le comte de Longueville donna cependant les ordres, comme un général en chef. Il manœuvra sur les rives de la Marne, dans l'intention d'appuyer l'armée bourguignonne, sans opérer toutefois une jonction parfaite, agissant plutôt pour la garantir d'être écrasée que pour l'aider à remporter une victoire complète. Aussi Monstrelet et les autres historiens contemporains, la plupart bourguignons, blâment-ils amèrement Dunois : ils disent que sa lenteur nuisit beaucoup au comte de Charollais, et qu'en opérant sa jonction avec ce prince le comte de Longueville eût assuré le succès de la coalition. Dunois craignait sans doute les conséquences d'un succès remporté d'une manière trop décisive par des rebelles. Le lendemain du combat de Montlhéri, une partie des princes confédérés et le duc de Bretagne se réunirent à Etampes, pour se consulter sur la conduite qu'il fallait tenir : Dunois y parla énergiquement pour qu'on ne portât aucune atteinte aux droits que le roi tenait de sa naissance. Tandis que les chefs du parti discouraient ainsi dans leur conseil, quantité de fuyards arrivèrent à Etampes, assurant que Louis XI avait trouvé la mort dans une forte escarmouche : cette nouvelle changea sur-le-champ la direction des idées ; la première pensée fut de déclarer roi le duc de Berri, la seconde fut de se prémunir contre les projets du comte de Charollais, qui, dans l'état des choses, pouvait devenir le plus redoutable ennemi de la monarchie. Le péril parut si pressant, que Dunois et les principaux confédérés mirent en délibération si l'on marcherait aussi-

tôt contre les Bourguignons pour fondre sur eux ainsi que sur leur chef. Mais on ne tarda pas de renoncer à ce moyen extrême, car des informations plus certaines apprirent que la nouvelle du trépas du roi n'était qu'un faux bruit. Les bannerets allèrent même au-devant du comte de Charollais, qui laissa son armée auprès d'Angerville et vint se réunir, le 19 juillet, aux autres princes.

Le duc de Berri lui fit un grand accueil. L'un et l'autre se placèrent à une des fenêtres du château d'Etampes; ils parlaient gaiement de l'état de leurs affaires, lorsqu'une fusée, partie de la rue, vint éclater au milieu d'eux. Ceci donna l'alarme, on vola aux armes, mais le fait s'éclaircit bientôt; un écuyer breton, artificier de son métier, avait lancé sans dessein cette fusée; il vint s'avouer coupable, et sa déclaration ramena le calme.

Aucune tempête politique ne s'était jusqu'alors annoncée avec autant de fracas, cependant aucune ne s'apaisa plus promptement. Louis XI mit beaucoup d'ostentation à reconnaître la fidélité des nobles qui refusèrent d'embrasser la cause des confédérés. Pour récompenser la conduite tenue à Montlhéri par Odon de La Poix, sire de Freminville, il lui fit présent de six couleuvrines de bronze, chargées d'ornements du temps (1). Tandis que le souverain récompensait si magnifiquement les gens dévoués, il écoutait les propositions des mécontents, et pliait pour ne point rompre, en subissant tous les sacrifices qu'on exigeait de lui. Le traité de Conflans, signé le 5 octobre, parut satis-

(1) Titres de la maison de Freminville. Nous avons vu les lettres patentes de cette donation, datées du Plessis-lès-Tours et contresignées *Robertot.*

faire tous les chefs de la confédération. Louis XI n'observa bien les termes de cette convention qu'envers Dunois : une ordonnance royale le réintégra dans les domaines dont on l'avait dépouillé.

Au commencement de l'année 1466, le monarque maria le fils du comte de Longueville, François d'Orléans, avec Agnès de Savoie, sœur de la reine, lui donnant, en faveur de ce mariage, 40,000 écus, et la jouissance de grands biens en Dauphiné. Ces bienfaits touchèrent l'âme du vieux guerrier, qui s'unit de cœur à Louis XI pour le seconder dans les améliorations que ce prince méditait. On doit reconnaître que si Louis XI se rendit odieux, comme particulier, par des vices abominables, il sut racheter une partie de ses torts en montrant les talents d'un grand roi.

Dunois partagea les travaux des premières années du règne de Louis XI. Une ordonnance le nomma président d'un conseil formé pour la police et la conduite des affaires du royaume. Ce conseil se composa de douze prélats ou gens d'église, de douze chevaliers et de douze membres du parlement : les prélats furent l'archevêque de Reims, les évêques de Paris, du Mans, de Lizieux, de Langres, d'Orléans, de Laon, de Chartres, de Blois, le doyen de Paris, le prieur des Chartreux, le doyen de Toulouse; les douze chevaliers furent l'amiral de Culant, les sires de Pressigny, de Montsoreau, de Rambure, de Beaumont, d'Houet, de Montagu, de Traynel, de Torcy, de Chaumont, de Ragny, d'Applancourt; les douze magistrats furent Jean Dauvet, Pierre Boullengier, Jacques Fournier, Barthélemi Cloître, Guillaume Paris, François Hallé, Pierre d'Oriol, Denis d'Auxerre, Jean l'Enfant, Jouvelin, Fournier du Mans et Guillaume Hugonet. La première séance de ce conseil eut lieu le 16 juillet

1466, un an après et à pareil jour que la bataille de Montlhéri. Elle fut précédée d'une messe du Saint-Esprit, que l'archevêque de Reims célébra dans la chapelle du palais.

Cette cérémonie avait attiré un grand concours de monde, de sorte que les rues adjacentes se trouvaient encombrées de litières, de chevaux de main et de mules tenues par les valets. Pendant que les membres du conseil discutaient solennellement les plus chers intérêts de l'Etat, les laquais des nobles et des magistrats venus au palais se prirent de querelle; ils livrèrent entre eux, dans les salles basses, un combat furieux; plusieurs furent tués, et quantité reçurent des blessures graves. Cette lutte mit tout le quartier en perturbation; elle ne finit que vers la nuit. Les Parisiens, pour qui chaque événement devient un sujet de plaisanterie, appelèrent cette bagarre *le bout de l'an de Montlhéri*. Heureusement que cette ridicule imitation d'un combat si célèbre ne fut point d'un mauvais augure: tout au contraire, le calme renaissait, et Louis XI se montrait désireux de la paix; aussi ne repoussa-t-il point les généreux efforts que Dunois faisait depuis long-temps pour le réconcilier avec le duc de Bretagne.

François II, duc de Bretagne, successeur de son oncle Arthur, se montrait appliqué aux affaires (1); mais

(1) On raconte qu'ayant établi, du consentement des Etats, une taxe considérable, il trouva dans la campagne un paysan accompagné de sa femme et portant une poule. Le duc, sans se faire connaître, lui demanda où il allait: « Je vais, dit le rustre, me défaire de ces deux bêtes: de celle-là, en montrant sa femme, en la mettant au service; de celle-ci, la poule, en la vendant pour payer l'impôt extraordinaire de notre duc, qui nous charge plus que nous n'en pouvons porter. » Le prince, frappé de cette réponse, cassa le tribut et ne voulut plus qu'il en entrât rien dans ses coffres. (Hist. de Bretagne, dom Morice.)

on lui reprochait de manquer de cette loyale franchise que les Bretons, ses sujets, mettaient dans les moindres actions de leur vie : il ne se piquait guère mieux que Louis XI d'observer la foi des traités. On conçoit que le voisinage de ces deux princes devait occasionner des secousses perpétuelles. François donna asile au frère du roi, que celui-ci avait créé duc de Normandie lors du traité de Conflans. Louis XI, à qui la nécessité avait arraché cette concession, prit des mesures pour empêcher que son frère ne se mît en possession de ce bel apanage ; Dunois essaya vainement de lui faire sentir l'imprudence d'une telle conduite. Charles, instruit des projets du roi, rompit une seconde fois et se retira en Bretagne, dont le souverain lui offrit assistance, en se promettant bien de profiter de ces débats pour s'emparer d'une portion de la Normandie. En conséquence, plusieurs divisions de troupes bretonnes entrèrent dans cette province, et y firent de rapides progrès.

Le sire de Rostremen s'empara de Falaise ; le sire de Rohan, de Vire ; et Guillaume de Bruc, de Bayeux. Louis XI, extrêmement courroucé en apprenant cette agression, se mit en marche à la tête de forces imposantes ; les colonnes marchaient sous les ordres de capitaines, tous élèves de Dunois. Ce général se tint en seconde ligne avec le dernier corps, comme réserve. Les Bretons perdirent en peu de temps leurs conquêtes. Le sire de Rohan, repoussé devant la ville de Caen, fut obligé de repasser l'Orne en toute hâte ; le sire de Rostremen et le prince d'Orange le suivirent. Guillaume de Bruc fut encore plus malheureux que ses collègues : chassé de Bayeux, il se retira en Bretagne, toujours en combattant ; poursuivi jusqu'auprès d'Ancenis par un gros de bandes françaises que commandait

Adrien de L'Hôpital, il soutint un combat opiniâtre sous les murs du château de Jouë, fut battu, et fait prisonnier avec son fils. Cet Adrien de L'Hôpital, d'origine armoricaine, était proche parent de Guillaume de Bruc; mais une haine de famille les divisait, chose fort ordinaire en Bretagne, où les rivalités particulières se perpétuaient des siècles entiers. Adrien (1) conduisit ses deux captifs à Lisieux, leur demandant pour rançon une somme énorme. Guillaume de Bruc et son fils préférèrent la liberté à l'opulence; on brisa leurs fers, mais ils furent ruinés : de riches alliances relevèrent en peu de temps cette antique maison.

Les revers essuyés devant Jouë et sur plusieurs autres points remplirent de frayeur l'âme du duc de Bretagne, qui voyait déjà ses états envahis par un ennemi implacable. Voulant épargner à ses peuples les calamités d'une guerre désastreuse, François II implora, dans cette circonstance, l'intercession de Dunois, dont il avait épousé la nièce, et lui écrivit une lettre datée de la Bourardière, près Nantes, le 8 janvier 1467, dans laquelle il l'appelait *mon oncle*: « Je jure, disait-il, de me conduire à l'avenir par votre bon conseil et avis, comme de celui que je connois aimer loyalement le bien du roi et du royaume. Je vous écris en vous priant de faire entendre et connoître au roi que je suis et que je lui serai toujours tel que je dois. » Il fallut tout le zèle du comte de Longueville pour vaincre l'obstination de Louis XI; grâce à ses soins, la bonne intelligence parut rétablie entre le suzerain et le vassal : le traité

(1) Cet Adrien de L'Hôpital fut un des meilleurs généraux du quinzième siècle. Il commanda l'avant-garde française à la bataille de Saint-Aubin du Cormier, et se signala plus tard dans la conquête de Naples.

fut signé, sous les auspices de Dunois, au château d'Ancenis, le 10 septembre 1468. Cette pacification devenait d'autant plus urgente, qu'un météore effrayant apparaissait sur l'horizon politique, en menaçant de tout embraser : c'était Charles-le-Téméraire, duc de Bourgogne, qui succédait à Philippe-le-Bon. Le Ciel ne voulut pas laisser à Dunois la douce joie de conjurer les orages qui allaient fondre sur la patrie ; il descendit au tombeau le 28 novembre 1468, âgé de 77 ans, avec la douleur d'apprendre qu'une rupture venait d'éclater entre Louis XI et Charles-le-Téméraire. Né au milieu des tempêtes, les ayant traversées pendant un demi-siècle, le héros aurait pu espérer, au terme de sa carrière, voir tarir la source de tant de maux : mais la vie n'est-elle pas un cercle de misères ? et pour avoir beaucoup souffert, est-on dispensé de souffrir encore ?

Ce guerrier, dont le nom rappelle des souvenirs si glorieux pour la France, mourut à Saint-Germain-en-Laye. D'après ses intentions, son corps fut enterré à Notre-Dame de Cléri, et son cœur porté à Châteaudun.

Dunois eut deux femmes : la première, fille de Louvet, ne lui donna pas d'enfants ; la seconde, Marie d'Harcourt, le rendit père d'un fils que l'on nomma François. Celui-ci en eut un aussi, François II d'Orléans, qui fut le premier duc de Longueville, et qui laissa trois enfants, Claude, Louis et François : ce dernier eut en apanage le marquisat de Rothelin. La descendance des deux premiers s'éteignit au commencement du 18e siècle ; celle de François d'Orléans, marquis de Rothelin, s'est perpétuée jusqu'à nos jours. Alexandre d'Orléans, marquis de Rothelin, dernier du nom, mourut en 1747, laissant deux filles. L'aînée, Henriette d'Orléans, fut mariée au prince de Rohan de Rochefort : de ce ma-

riage sont issus M. le prince Charles de Rohan Rochefort, madame la princesse Charlotte de Rohan, et madame la marquise de Quirieu. La seconde fille du marquis de Rothelin, Françoise-Dorothée d'Orléans, épousa Timoléon, duc de Cossé Brissac : de ce mariage sont issus M. le comte Emmanuel de Brissac, madame Blanche de Cossé Brissac, marquise de Malestroit de Bruc, et madame Augustine de Cossé Brissac, comtesse de Marcieu.

LISTE

DES

BANNERETS, CHEVALIERS ET ÉCUYERS FRANÇAIS,

TUÉS A LA BATAILLE D'AZINCOURT.

(Extrait de l'Histoire d'Artois, t. II, et d'un manuscrit conservé à la bibliothèque de Saint-Omer.)

Baudouin d'Ailli, Charles d'Albret, le duc d'Alençon, d'Aligre, Hugues d'Amboise, Antoine d'Ambrine, d'Andelot, Du Bois d'Annequin, d'Applincourt père, Jacques d'Applincourt fils, d'Asse, Arnoul d'Audregnies, d'Auffemont et son fils, d'Aumont, Philippe d'Auxi et son fils, de Longueval; Alain, frère de Philippe d'Auxi; d'Azincourt, Martel de Bacqueville et ses deux fils, Jean de Bailleul; Edouard, duc de Bar; Robert, comte de Marle; comte de Beauffremont; Antoine de Beaufort, de Beaumont, Louis de Beaussart, Pierre de Beauvoir, de La Bellière, Bertrand du Belloi, de Bétancourt, Colart de Béthune-Desplanques, Jean de Béthune-Mareuil, de Beuil, de Beuvrière père, Gumart de Beuvrière fils, de Blainville, comte de Blamont, Henri de Boissi, Louis de Bourbon, Vitard de Bours, de Bousincourt, Charles de Boutri, de La Bove; Antoine, duc de Brabant; comte de Braine, de Brimeu, Le Bègue de Caïeu, de Caïeu, de Cerni, comte de Châlons, Robert de

Châlus, de Chambois, Hector de Chartres et ses deux frères, Michel du Chatellier, du Chatellier son frère; Jacques de Châtillon, amiral de France; Gaspard de Châtillon, Hugues de Châtillon son frère, de Coëtquen, Arnoul de Corbie, Lancelot de Couci, de Courci, de Cramailles; Amauri de Craon, seigneur de Grolai; Antoine de Craon, seigneur de Beau-Verger; Simon de Craon, seigneur de Clarsi; Jean de Craon, seigneur de Montbazon; L'Estendart, seigneur de Créqui; Renaud de Créqui, seigneur de Contes; Philippe de Créqui, seigneur de Crèvecœur, seigneur de Croï, Jean de Croï, Jean de Crussol, l'amiral Dampierre, de Darchérer, le vicomte de Domart, Jean de Dreux, Germain de Dreux; Jacques d'Enghien, seigneur de Fagnolles; Alemand d'Escaussines, Jean d'Econovelde, le comte de Fauquemberg, Thibaut de Fay, Raoul de Ferrières, de Fiefs père, de Fiefs fils, Colard de Fiennes, Raoul de Flandres, Floridas; de Folleville, Boutillier, duc d'Atheines; Enguérand de Fontaines père, Enguérand fils, Jean de Fontaine, Colard de Fosseux, Philippe de Fosseux, de Fressencourt, de Caligni, de Gamaches, de Garancières, Louis de Ghistelles, Maillet de Gournay, de Gournay son frère, de Grammont, de Grand-Pré, Jean de Grez, Renaud de Griboval, Gilbert de Griboval d'Auxi, Roland de Gruthuse; Guichard, dauphin d'Auvergne; Jacques de Ham, de La Hamayde, Robert de Hames, Carnel de Hamgard, Jean de Hangest et d'Avenescourt; Robert d'Harcourt, seigneur de Beaumesnil; Simon d'Havré, de La Haye; Jacques de Helli ou d'Heilli, maréchal de Guienne; Jean de Hennin, d'Herlin, de Heuquevil, de La Heuze, d'Honscote, le seigneur de Horne, Mathieu d'Humières, Jean d'Humières son frère, d'Inchi, d'Ivry, Charles d'Ivry son frère, de Jumont, Engelbert de

Kestergat, Henri de La Lande, Jean de Lannoi d'Aumont, de Lannoi d'Aumont son frère, Philippe de Lens, Henri de Lens son frère, de Lédekerque, de Ligne, Raoul de Longueil, Jean de Lulli, de Lulli son frère, Colard de Mailli père, Louis de Mailli fils, Jean de Malestroit, Pierre Malet, de Mamez, de Mangny, de Marquette, Louvet de Mazinghen, Jean de Moliens, Simon de Moncheaux; Charles de Montagu, vidame de Laon; Bertrand de Montauban, Raisse de Montcavrel, Montejan, Jean de Montenai, de Montholon, Robert de Montigni, Charles de Montigni son frère, le comte de Montmorency, Jean Morel, Simonet de Morvilliers, de Mouhy, Raoul de Nesle, de Neuville père; de Neuville fils, châtelain de Lens; Philippe, comte de Nevers; Le Borgne de Noailles, Pierre de Noyelles, Lancelot de Noyelles son frère, Henri d'Ornai, Philippe de Poitiers, Prunelé, Roger de Poix; Colard de La Porte, seigneur de Bélincourt; de Pottes, de Poucques, Godefroi de Prouville; Jacques, seigneur de Préaulx, grand chambellan de France; de Quiévrain, Georges de Quiévrain son frère, Quercetan du Quesnoy; David de Rambures, grand-maître des arbalétriers de France; de Regnauville, Oudart de Renti et ses trois frères, Perceval de Richebourg, de La Rivière de Tibouville, de La Roche-Guyon, de La Roche-Guyon son frère, des Roches, de Roncherolles, de Ront; Pierre de Rosimbos, grand écuyer du duc de Bourgogne; de Rosimbos son frère; Roissart de Rougefay, le comte de Roussi, Lancelot de Rubempré, de Saint-Brice, de Saint-Crespin, de Sainte-Beuve; de Saint-Gilles, sénéchal de Hainaut; de Saint-Héren, de Saint-Pierre, de Saint-Simon, de Saint-Simon son frère, le comte de Salms, de Saures, Briffaut de Saures son frère, Guillaume de Saveuse, le comte de Tancarville, de Tencques, de

Thiennes, de Torci, Ponchon de La Tour, trois nobles de la maison de Tramecourt, le vicomte de Tremblai, Georges de La Trémouille, Jean de Valcourt, Robinet de Vancourt; Ferri, comte de Vaudemont; Guillaume de Vaudripont, Alain de Vendôme, de Verneuil, de Vieux-Pont, de Wellenes, Guillaume de Villers, Renaud de Villers son frère, de Wavrans; Robert de Wavrin père, sénéchal de Flandres; de Wavrin fils; Jean de Werchin, sénéchal.

LISTE

DES NOBLES ANGLAIS

QUI ASSISTÈRENT A LA BATAILLE D'AZINCOURT.

(Extrait des rôles conservés au Musée britannique.)

Princes et comtes.

THOMAS, duc de Clarence; Humfroy, duc de Glocester; Edouard, duc d'York. Les comtes Dorset, de Cambridge, de Salisbury, de Maréchal, de La Marche, d'Arundel, de Suffolk, d'Oxford, Huntingdon; les sires de Mautravers, de Camoys, de Wilhoughby, de Hastington, de Talbot, de Clifford, de Roos, de Bourgchier, de Clinton, de Ferrers, de Carrew, de Ruthyn, de Courtenay, de West.

Chevaliers et écuyers.

Agarston, Alderwich, Alderworth, Anderton, Apurton, Arundell, Alsoo, Asenhull, Ask, Ashfield. Asthon, Asthon, Athirton, Athirton, Atte Lee, Attilbrigge, Bagot, Ballard, Balne, Banastre, Banystre, Bauk, Babthorpe, Barton, Barton, Barton, Baskerville, Beauchamp, de Beaumond, Bedik, Bell, Blacket, Blakebourne, Blount, Blount, Blundell, Bold, Bolton, Bourghchier, Bowet, Bowet, Bradshaw, Brancepath, Brokesby, Bromley, Bruce, Bugge, Burcestre, Burgh, Burgoyne, Brune, Burton, Burton, Butill, Butiller, Castle, Castellaine, Chalons, Chaucer, Chauworth, Chenduit, Chetewode, Chetewynd, Cheyne,

Clement, Clyfford, Clyfford, Clifford, Clynk, Colvyl, Coneway, Corbet, Cornwail, Covyn, Courtenay, Courtenay, Dartas, Devereux, Durward, Dulton, Elmham, Erpyngham, Eston, Esmond, Etton, Everard, Everdon, Fastoff, Felbrigge, Feriby, Ferrour, Filongley, Fitz Henry, Fitz James de Radcliffe, Fitz John de Radcliffe, Folville, Fowler, de France, Fyenes, David Game, Gardemewe, Gloucestr', Graa, Granson, Halsham, Hardgrave, Hardgrove, Hardgrove, Harington, Haywode, Helyon, Henry, Henry, Heton, Hobildod, Horsey, Horton, Hudelston, Hungerford, Hunt, Huyn, Johan, Irby, Ireby, Kighley, Kilner, Kynwolmersh, Lacock, Langville, Lardener, Lary, Laurence, Leche, Leche, de Legh, Leynthale, Leynthale, Lound, Lound, Lovell, Louch, Lowart, Lythebarowe, Mapurley, Marshall, Merbury, Merbury, Meryng, Morley, Morstede, Moreton, Mounteney, Mountgomery le fils, Mountgomery le fils, Mountgomery, de Mourton, Noreys, Norton, Nowell, Olton, Orell, Osbaldeston, Parker, Passemere, Payne, Pemberton, Percy, de Percy, Peryent, Phelipp, Pilkington, Pole le fils, Pole, Pope, Pope, Porter, Pudsey, Quikkesley, Radclyff, Ramsey, Rash, Rempston, Rerisby, Rider, Rigmaiden, Robbesards, Robessart, Robessart, Rothington, Roundell, Rydere, Sandes, Saundish, Scarlet, Scroop, Selby, Selby, Sharsbrock, Sheraud, Sherard, Shirley, Shotesbroke, Staneley, Staneley, Stanley, Stanley, Stanley, Staunton, Steward, Strikeland, Stokeley, Strange, Strikland, Sugerias, Swillington, Talbot, Tempest, Thorneton, Tiptoft, Tirwith, Topclyffe, Tounley, Troutbeck, Trumpyngton, Tunstall, Tyrwhyt, Vale, Van Askemade, Van Clux, Van Jander, Ufflete, Umfreville, Umfreville, Urcewyk, Warde, Waterton, Weld, Whitingham, Wightman, Wilcokes, Woodville, Yedelish, Yedelish, Ynglish.

NOTES.

NOTE RELATIVE A LA BATAILLE D'AZINCOURT.

Les corps des chevaliers tués à la bataille d'Azincourt furent enterrés par les habitants, qui creusèrent de larges fosses. On en ouvrit une très-profonde dans un champ nommé *la Gacogne*, et qui porte encore le même nom: il touchait les bois de Tramecourt et comportait plus d'un arpent; il appartenait, en 1415, à la famille d'Azincourt. Ce terrain, dans lequel on enterra 5,800 morts, fut bénit le lendemain par le coadjuteur de l'évêque de Thérouane, assisté du prieur de Ruissauville. Ce lieu fut entouré de haies vives, et devint l'objet d'un respect religieux; ni hommes ni bestiaux n'y pénétraient; les arbres y croissaient et y périssaient sur pied, sans que la cognée y fût jamais portée: cet état de choses dura jusqu'en 1734. A cette époque le champ de la Gacogne appartenait à la maison de Tramecourt, qui avait hérité en partie des biens de celle d'Azincourt, éteinte dans le seizième siècle. Madame la marquise de Tramecourt fit vœu d'élever une chapelle sur le champ de la Gacogne si son fils (Eugène-François) revenait de la campagne d'Italie, qu'il faisait alors (1734) sous le maréchal de Coigny: le Ciel exauça ses prières; une petite église fut bâtie sur ce terrain; l'architecture en était remarquable. Cette chapelle, monument de la piété d'une mère, fut détruite totalement en 1793, et par une dérision impie on en employa les matériaux à bâtir des étables à porc.

En 1816, un officier supérieur anglais, dont le régiment était cantonné à St-Pol, vint visiter le champ de bataille d'Azincourt: ayant appris par la voix publique que la Gacogne avait servi de sépulture à une grande quantité de guerriers français, il s'imagina d'y faire des fouilles; à cet effet, il amena un bataillon et commença ses recherches, qui eurent des résultats immenses. Il trouva quantité de pièces d'or du règne du roi Jean, de Charles V et de Charles VI; car les vain-

queurs n'avaient point eu le temps de dépouiller les chevaliers français, qui furent jetés dans la fosse tout habillés : d'ailleurs, à cette époque, dépouiller les morts était regardé comme une profanation; on n'en usait ainsi qu'à l'égard des infidèles. Pendant tout le temps que durèrent ces fouilles, cet officier anglais habita le château de Tramecourt, dont les maîtres étaient absents : il s'y conduisit fort honorablement, et en le quittant il attacha à la tapisserie du salon une magnifique gravure anglaise représentant Henri V, le vainqueur d'Azincourt, paré de tous les insignes d'un roi de France : il ordonna aux gens du château de la remettre en cadeau, de sa part, à madame la marquise de Tramecourt lorsqu'elle reviendrait chez elle. Cette dame arriva peu de jours après, et trouva le présent un peu singulier : elle envoya sur-le-champ un de ses domestiques à Saint-Pol pour remettre à cet officier une lettre dans laquelle madame de Tramecourt témoignait son regret de ne lui avoir pas fait les honneurs de son château, et le remerciait de son cadeau en le suppliant d'accepter en échange une autre gravure, c'était le portrait de Jeanne d'Arc. L'officier répondit en homme de bonne compagnie, et s'avoua vaincu.

NOTE RELATIVE A ISABEAU DE BAVIÈRE.

Nous avons vu en Touraine, dans le château de Chenonceau, appartenant à M. le comte de Villeneuve, un portrait d'Isabeau de Bavière, représentée à l'âge de trente-cinq à quarante ans, et avec les traits que les chroniques lui attribuent. Ce tableau, d'une belle conservation, est peint à l'huile sur un panneau de boiserie; un parchemin collé derrière le cadre disait qu'il avait décoré l'hôtel de Nesle, que plusieurs rois de France habitèrent dans le quatorzième et dans le quinzième siècle. On attribue ce portrait à Wogelmut, peintre et graveur allemand, maître d'Albert Durer, et par conséquent contemporain, à quelques années près, d'Isabeau de Bavière, dont il était

compatriote. On sait que cette princesse fit venir plusieurs artistes de l'Allemagne et de l'Italie, où les arts étaient plus cultivés qu'en France. Nous pensons que ce tableau, quoique très-authentique, n'est que la copie d'un portrait à l'eau d'œuf, fait d'après l'original : il n'en est pas moins précieux comme historique.

Le château de Chenonceau, un des plus beaux du royaume, fut fondé à la fin de 1400, par Thomas Bohier, général des finances de Normandie : il appartint successivement à Diane de Poitiers, à Catherine de Médicis, à Louise de Vaudemont, qui vint y pleurer la mort de Henri III son époux, puis enfin à la maison de Condé, qui le vendit à M. Dupin, fermier général, dont la veuve, non moins célèbre par son esprit que par ses grâces, y attira les hommes les plus illustres du siècle dernier : elle laissa cette terre à ses neveux, MM. de Villeneuve.

Les propriétaires de Chenonceau, animés de sentiments généreux, conservent religieusement à leur château la physionomie du moyen âge : architecture, meubles, décors, rien de ce qui existait sous les derniers Valois n'est changé : il serait difficile de mieux agir dans l'intérêt des arts, des lettres et de la science historique.

NOTE RELATIVE AU PONT DE MONTEREAU ET A L'ASSASSINAT DE JEAN-SANS-PEUR.

Pour entrer à Montereau en venant de Paris il faut passer deux ponts : le premier est bâti sur la Seine, et le second sur l'Yonne ; ils sont séparés par un angle de terre que forme le confluent, et que l'on nomme *le Carrefour*. On peut donner une idée exacte de ces deux ponts, en les comparant au pont Neuf, qui se trouve un moment interrompu par la pointe de l'île. La rue Dauphine représente exactement la Grande-Rue de Montereau ; par conséquent, la partie

du pont qui la touche correspond au pont sur Yonne; l'autre partie, qui est la plus longue, et qui conduit au faubourg de Melun, est le pont sur Seine. Jean-sans-Peur arriva aux Conférences par le faubourg Saint-Maurice, qui représente admirablement le quai des Orfèvres; parvenu au carrefour, il tourna brusquement à gauche, et se trouva naturellement au pont sur Yonne, dont l'entrée était fermée par des barrières. Le pont sur Seine, le plus long des deux, a été renouvelé; le pont sur Yonne, au contraire, est le même qui existait en 1415; sa construction l'atteste, et d'ailleurs les archives de la ville en font foi : il est pesamment construit, et forme le dos-d'âne d'une manière très-prononcée. L'arche qui fut coupée en 1814 a été rétablie, mais en bois. C'est là que le meurtre fut commis.

On voit dans l'église de Saint-Leu une épée suspendue au second pilier du chœur. Les habitants croient que Jean-sans-Peur la portait le jour de l'assassinat: nous croyons qu'ils sont dans l'erreur. Avant 1789, le dôme de l'église était orné d'un coq, à la queue duquel se trouvait attachée une épée qu'on disait être celle du duc de Bourgogne : le coq et l'épée furent arrachés en 1793. Lors du rétablissement du culte, on rechercha cette épée, que les habitants de Montereau avaient conservée plus de trois siècles; on crut l'avoir retrouvée, et on la suspendit dans le chœur. Cette arme n'a aucun caractère d'authenticité : Jean-sans Peur était le prince le plus fastueux de son temps, et nul doute qu'il n'eût des armes d'une grande richesse, puisque c'était le luxe de cette époque; et cependant l'épée qui est à Montereau est grossièrement fabriquée, et ne peut avoir appartenu qu'à un simple écuyer.

FIN DU TOME QUATRIÈME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME QUATRIÈME.

ARTHUR DE RICHEMONT,

CONNÉTABLE DE FRANCE.

LIVRE PREMIER.

LIVRE II.

LIVRE III.

LIVRE IV.

LIVRE V.

LIVRE VI.

LIVRE VII.

DUNOIS,

LIEUTENANT-GÉNÉRAL.

LIVRE PREMIER.

